



PUBLICATIONS
de
L'INSTITUT
GRAND-DUCAL

Section des sciences morales et politiques

Volume III

1979

Imprimerie Saint-Paul, Société anonyme, Luxembourg

Préface

La Section des sciences morales et politiques de l'Institut grand-ducal présente aujourd'hui le troisième volume de ses Publications qui couvre la période de 1974 à 1978, placée sous la présidence active et éclairée de M. Alphonse Huss, qui a assumé ces fonctions depuis le 9 mars 1967 jusqu'au 23 janvier 1978, date à laquelle ses collègues, à l'unanimité, l'ont proclamé président d'honneur.

Les contributions reflètent les aspects très divers du vaste domaine de la section.

De grandes figures de la philosophie y sont évoquées: Kant, Nietzsche, Adam Smith. La science juridique y est représentée par une étude sur le suicide considéré sous l'angle du droit positif et par une autre sur les problèmes juridiques de l'assurance en cas de suicide. Des problèmes économiques, sociaux et administratifs d'une grande actualité sont traités: le chômage intellectuel, l'énergie, l'écologie dans ses rapports avec l'économie, l'indexation des revenus, l'organisation administrative de l'Etat et des communes. La statistique, secteur auxiliaire des sciences humaines autant que des sciences naturelles, y a trouvé sa place par la commémoration de Quételet, père de la statistique moderne.

Un sujet douloureux, mais profondément humain, le suicide, a été traité de façon particulièrement approfondie et éclairée sous tous ses aspects, moral, psychologique, philosophique, juridique et statistique. La section a consacré plusieurs séances à ce problème. Pour en saisir tous les aspects elle a fait appel à la Section des sciences médicales qui a délégué à sa tribune le docteur Georges Muller.

Le lecteur trouvera dans ce volume un compte rendu, établi par l'orateur lui-même, d'une conférence publique faite par M. Aurelio Peccei, président du Club de Rome, sur le sujet «Quels horizons pour l'humanité?»

Dans ce volume sont réunis les textes complets de toutes les communications présentées ainsi qu'une partie des interventions

faites au cours des débats qui les ont suivies. Chaque exposé est précédé des paroles introductives prononcées par Monsieur le président Huss qui a présenté les différents conférenciers avec autant de bonne humeur que de précision.

Se rendant compte de ce qu'un délai trop long s'écoule souvent entre une communication et sa publication dans des recueils qui se suivent à de longs intervalles, le Conseil d'administration a décidé de publier à l'avenir les travaux de la Section dans des fascicules séparés qui seront mis sous presse dès que le texte écrit lui aura été remis par les auteurs des communications et des interventions. Ainsi il sera tenu compte de l'actualité que présente un grand nombre des sujets traités.

Depuis la parution du deuxième volume de ses publications, la Section a eu la douleur de perdre les membres d'honneur suivants:

- M. Joseph BECH, Ministre d'Etat honoraire, décédé le 8 mai 1975;
- M. Eugène RODENBOURG, Vice-Président de la Cour Supérieure de Justice, décédé le 1er octobre 1975;
- M. Lambert SCHAUS, Ambassadeur honoraire, décédé le 10 août 1976;
- M. Paul WEBER, Président de la Bourse de Luxembourg, décédé le 22 décembre 1976;
ainsi que son membre effectif,
- M. Jules PRUSSEN, Professeur, décédé le 1er février 1976.
Nous leur garderons un souvenir fidèle.

Le Conseil d'Administration

L'évolution économique et le problème du chômage intellectuel

Communication faite le 24 avril 1974

par M. Georges Als

Directeur du Service Central de la Statistique
et des Études Économiques

SOMMAIRE

Introduction: Naissance d'un problème.....	
I L'explosion scolaire	
Facteurs de la demande de diplômés	
Facteurs de l'offre de diplômés: économiques - psychologiques - démographiques - sociaux - scolaires - techniques	
II Conséquences d'un déséquilibre	
III Le cas luxembourgeois	
Contexte démographique et économique	
Effectifs de diplômés	
IV Éléments d'une solution	
A. Nécessités d'une orientation	
B. Facteurs de régulation	
C. Qualité et structure de l'enseignement	
D. Mobilité professionnelle	
Conclusion	
Annexe: Extrait d'une lettre du Ministère de l'Éducation Nationale	

— Avant la guerre les diplômés universitaires des différentes spécialités ne représentaient qu'un pourcentage infime de la population active, pour des raisons faciles à comprendre. Le coût élevé des études universitaires dépassait les possibilités financières de la majorité des familles; à ce facteur s'ajoute le manque à gagner pendant la durée des études. D'après une statistique néerlandaise, les universitaires exerçant une profession représentaient 0,5% de la population active en 1900 — 0,6% en 1930; en 1947 leur part était passée à 0,9%.

Cette situation est en train de se modifier rapidement depuis la guerre sous l'influence de l'élévation du niveau de vie, de la réduction de la taille des familles qui agit dans le même sens, et enfin des bourses d'études et autres aides publiques qui ont contribué à la démocratisation des études. La question se pose dès lors de savoir si cette évolution vers un nombre croissant de diplômés universitaires peut se poursuivre indéfiniment.

Dans les pays communistes le nombre des étudiants universitaires est planifié en fonction des besoins sociaux fixés par le Plan. L'accès aux études se fait sur la base de critères d'aptitude, mais aussi de considérations politiques. En dépit du *numerus clausus* fixé par le Gosplan, des déséquilibres structurels dus à des erreurs de prévision peuvent se produire. Seul le système chinois permet peut-être d'éviter le problème, mais au prix de rigueurs politiques inacceptables partout ailleurs.¹

Placé devant un problème social et idéologique de décalage entre une couche d'intellectuels et le reste de la population, Mao Tse Tung n'a même pas hésité à fermer temporairement des universités en renvoyant les étudiants aux champs et aux usines.

Dans notre système libéral, peut-on s'en remettre exclusivement aux «mécanismes de l'offre et de la demande»?

Le problème est discuté dans de nombreux pays. Dans son exposé annuel sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté, la Commission européenne fait état du chômage des jeunes diplômés. En Suède, une politique scolaire trop généreuse s'est soldée par un chômage croissant de diplômés universitaires.

Au Luxembourg la question de l'emploi a été agitée pour la première fois au début de 1973 au sujet des professeurs de l'enseignement secondaire. Après des années de pénurie d'enseignants, on s'est rendu compte brusquement que le nombre des étudiants se préparant au professorat était tellement élevé qu'il serait impossible de les employer tous. Que faire?

Mais le problème n'a guère été traité pour l'ensemble des spécialités, du moins chez nous. A l'étranger les études sont rares.

¹ L'idée de réduire la distance entre intellectuels et manuels nous semble un impératif de notre temps. Elle pourrait prendre chez nous la forme d'un service du travail d'une année, se substituant à l'ancien service militaire, et qui — outre ses éminents mérites sociaux — aurait l'avantage de réduire quelque peu notre dépendance à l'égard de l'immigration.

Voici cependant les résultats de deux études globales fort intéressantes.

En Belgique une étude prospective menée dans le cadre des travaux préparatoires du III^e Plan montre que de 1970 à 1975 le stock global de diplômés tendra à s'accroître de 190.000 unités environ, alors que l'étude prévisionnelle des besoins fait apparaître un excès de diplômés de 127.000 unités. Par spécialité l'étude prévoit un excès de diplômés en philosophie et lettres et en sciences politiques et sociales, un équilibre approximatif pour les ingénieurs, les médecins et les économistes et un manque d'agronomes (3.500 diplômés pour 4.100 emplois).

«Non seulement le chômage pourrait être plus important que prévu, mais le taux de croissance de l'économie pourrait en être largement affecté, les branches d'activité ne pouvant assurer les productions prévues en raison de l'insuffisance des ressources en personnel de certaines qualifications par rapport aux besoins.»²

Aux Pays-Bas une étude à long terme sur les tendances de l'offre fournit des éléments très intéressants sur l'évolution de la part des diplômés universitaires dans la population active.³

TABEAU 1

Pays-Bas: Évolution de la part des diplômés universitaires dans la population active

	1900	1930	1947	1960	1970	Prévisions 1980 1990	
Universitaires exerçant une profession (en mil- liers)	10	18	32	55	84	168	280
En % de la pop. active	0,5	0,6	0,9	1,3	1,8	3,3	5,0

Les deux études s'accordent pour conclure qu'il existe dès à présent un début de chômage intellectuel et que ce phénomène s'aggraverait d'année en année. La situation est très différenciée par branche, cer-

² «Le marché de l'emploi des diplômés en Belgique. Étude prospective» (Cahiers économiques de Bruxelles 1972 n° 55).

³ Bulletin Benelux 1973 n° 2.

taines spécialisations étant proches de la saturation, alors qu'il existe encore des déficits dans d'autres.

Il s'agit donc de s'interroger d'abord sur les causes de ce qu'on a appelé l'explosion scolaire et sur les conséquences d'un éventuel chômage d'intellectuels avant d'examiner la question des remèdes. Faute de données statistiques suffisantes, l'analyse sera menée globalement, pour l'ensemble des spécialités; on donnera ensuite quelques indications par spécialité.

I. L'EXPLOSION SCOLAIRE

S'il y a depuis la révolution industrielle une croissance des effectifs de diplômés, c'est qu'elle correspond à un besoin, à une demande.

Facteurs de la demande de diplômés (ou de l'offre d'emplois)

Ces facteurs se ramènent tous au progrès technique, fruit de la recherche scientifique, et qui est à la base de l'expansion économique, laquelle requiert des techniciens en nombre croissant. Le progrès technique crée à la fois le besoin de techniciens — pour la mise en oeuvre du progrès — et la possibilité, grâce à l'amélioration de la productivité, de sacrifier des années de la vie active. Le progrès donne lieu à une technicité et à une complexité croissantes des procédés de fabrication et des problèmes administratifs qui se traduisent par des besoins accrus d'ingénieurs, d'économistes, de juristes, de médecins, d'enseignants, de chercheurs, ...

Ce développement est loin d'être arrivé à son terme. Nous constatons sans cesse de nouveaux besoins de spécialistes. Des tâches pour lesquelles une formation secondaire suffisait dans le passé, doivent souvent être confiées à des universitaires.

Ajoutons à cela la diversification de la structure économique du Luxembourg par la création de nouvelles industries et d'un centre financier et administratif international.

Facteurs de l'offre de diplômés (ou de la demande d'emplois)

Les facteurs de l'offre sont nombreux et de caractère divers: économique, démographique, psychologique, sociologique. Commençons par les plus importants:

1. Facteurs économiques

Étant donné la place faite au progrès technique, il est logique de nommer en premier lieu l'élévation de la productivité et du niveau de vie qui fournit les sources de financement des études, tant sur le plan individuel (dépenses liées aux études) qu'au niveau collectif (dépenses d'enseignement, bourses d'études, etc.). C'est donc en dernière analyse le progrès technique qui est à la base de la démocratisation des études.

2. Facteurs psychologiques

Le désir de faire des études ne s'explique pas exclusivement par des considérations financières; une carrière intellectuelle ne procure pas nécessairement des revenus plus importants. Des considérations de prestige social — vrai ou faux — lié à un titre entrent en jeu, de même que d'autres éléments psychologiques tels que le désir de s'élever dans la hiérarchie sociale, la recherche de la sécurité, etc.

3. L'émancipation des femmes

Le nombre rapidement croissant des femmes poursuivant des études est un facteur sociologique qui explique une partie, sinon la moitié de l'explosion scolaire.

TABLEAU 2

Pourcentages de femmes dans les effectifs scolaires

	Primaire	Secondaire (public et privé)	Université
1960-61	(50)	43%	1965-66 25%
1973-74	(49)	48%	33%

La documentation statistique disponible ne porte que sur une période récente. Au niveau du secondaire la part des filles est élevée; elle est passée de 43% en 1960-61 à 48% en 1973-74; pour les effectifs universitaires la progression est frappante: de 25% du total en 1965-66 à 33% en 1973-74. Toutefois, ces chiffres peuvent donner une image légèrement exagérée du problème étant donné qu'un certain nombre de femmes diplômées ne se présenteront pas sur le marché du travail ou se retireront pour des raisons de mariage ou de maternité.

Restent quelques facteurs dont l'influence est moins universelle ou moins durable.

4. Le facteur démographique

L'action complexe de ce facteur se manifeste, d'une part, sur les effectifs scolaires et, d'autre part, sur les revenus des ménages à consacrer à l'éducation.

Les difficultés constatées sur le marché du travail de certains pays ont un caractère démographique et passager et sont liées au «baby boom» de l'après guerre. Dans la plupart des pays, on a assisté au lendemain de la guerre et pendant les années 1950 à un réveil de la natalité, communément appelé baby boom, qui se traduit une vingtaine d'années plus tard par l'arrivée sur le marché du travail de générations particulièrement nombreuses.

Au Luxembourg, ce phénomène a été tardif et moins marqué que dans les autres pays, ainsi qu'il résulte des chiffres ci-après:

TABLEAU 3

Taux de natalité luxembourgeois depuis la guerre (en pour mille)

Avant et pendant la guerre	environ 15	pour mille
1946-1951	environ 14	pour mille
1952-1955	15	pour mille
1956-1966	16	pour mille
puis décroissance rapide		
1970	13,0	pour mille
1973	10,8	pour mille
1974	11,0	pour mille

A titre de comparaison, on signalera que le taux de natalité des années 1950 était de l'ordre de 18 en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, de 21 aux Pays-Bas et qu'il a fluctué entre 20 et 25 aux États-Unis!

Encore le taux des résidents de nationalité luxembourgeoise est-il plus bas que la moyenne de l'ensemble du pays qui est influencée par la natalité de nos immigrants. Ces chiffres par nationalité ne sont malheureusement disponibles que depuis 1967.

TABLEAU 4

Évolution récente de la natalité (taux de natalité en ‰)

	Total	Luxembourgeois	Étrangers	Luxembourgeois Naissances-Décès
	En pour mille			Unités
1967	14.8	13.1	22.9	— 118
1970	13.0	11.3	20.5	— 632
1972	11.7	9.6	20.4	—1 228
1973	10.8	8.4	19.1	—1 444
1974	11.0	8.4	19.1	—1 579
1975	11.1	8.5	19.3	—1 633
1976	11.0	—1 830

Les classes d'âge relativement nombreuses se présentent actuellement (1974) à l'université; ce n'est qu'au milieu de la prochaine décennie que cette situation se renversera. Pour l'accès à l'enseignement secondaire par contre, les effectifs plafonnent dès 1974 et, dans quelques années, décroîtront.

Au Luxembourg la réduction de la taille des ménages s'est traduite par une hausse du revenu disponible par tête qui a facilité le financement des études universitaires. On sait en effet que le niveau de vie familial diminue sensiblement lorsque le nombre des enfants augmente, et cela en dépit des allocations familiales et des réductions d'impôts.

5. Facteur scolaire: Le relâchement des études

Pour certains la démocratisation des études devrait se traduire par le relâchement de la discipline des études et la suppression des examens.

La dégradation de l'enseignement dans certaines facultés après mai 1968 a joué dans ce sens; la transplantation dans le milieu européen de méthodes en usage dans les grandes universités américaines, mais sans que soient réunies les conditions de leur fonctionnement, a mené parfois à une baisse de la qualité des études et des diplômes.

C'est en Suède que ces idées ont été appliquées le plus largement; les études et les examens plus faciles y ont conduit en dernière analyse à du chômage d'intellectuels.

Ce problème nous concerne directement parce que la loi du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers a supprimé notre régime de la collation des grades et introduit la reconnaissance des diplômes étrangers sous réserve de leur homologation par une Commission instituée à cet effet. Or, il est évident que ces diplômes sont de qualité fort variable; mais comment, dans notre petit Luxembourg, obtenir toutes les informations nécessaires pour les juger? Et comment oserions-nous porter officiellement un jugement négatif sur une université étrangère? Ce nouveau régime introduit un peu hâtivement sous l'influence des événements de 1968, est plus imparfait que celui qu'il a remplacé et qui offrait au moins certaines garanties d'équité.

A la même époque on a supprimé certaines difficultés inhérentes aux études de lettres, notamment l'exigence du baccalauréat classique, et les épreuves obligatoires de latin et de philosophie à nos cours universitaires. Le résultat est immédiatement apparent dans les chiffres: le nombre des élèves de lettres aux cours universitaires à Luxembourg est passé de 47 en 1967/68 à 87 en 1968/69 — et cela à un moment où le danger de pléthore s'annonçait déjà!

6. *Reconversions techniques et administratives*

Des nombres plus ou moins importants de spécialistes peuvent être brusquement privés d'un emploi en cas de faillite ou de reconversion d'une entreprise, ou à l'occasion de l'achèvement d'un grand programme de recherches.

L'opinion a été frappée par le chômage de physiciens et d'autres savants condamnés à des travaux non qualifiés après la réussite du débarquement américain sur la lune. Heureusement de nouveaux défis apparaissent — comme ceux de l'approvisionnement en énergie et de la lutte contre la pollution — dont la solution requiert de nouveaux investissements et d'innombrables spécialistes.

Au Luxembourg, l'abolition du service militaire en 1967 a d'un jour à l'autre obligé les cadres de l'Armée à se reconvertir à des métiers civils dans l'administration, dans une entreprise ou ailleurs.

II. CONSEQUENCES D'UN EXCES DE L'OFFRE

Quels peuvent être les effets d'un excès de l'offre de diplômés par rapport aux besoins, donc aux emplois disponibles?

On pourrait poser une question préliminaire: le relèvement de la formation scolaire n'est-il pas un facteur de bonheur individuel

parce qu'il doit permettre à l'individu de mieux s'épanouir? Ce serait certes le cas si nous voulions former une société d'humanistes qui verraient en cela le but de l'existence et qui acquerraient pour le surplus une formation technique à titre de mal nécessaire.

Dans ce pays riche que sont les Etats-Unis on constate que beaucoup d'individus ont une formation scolaire dépassant le niveau requis par leur profession et sans qu'ils se sentent pour autant frustrés.

Telle ne semble pas être l'attitude chez nous. La plupart des hommes considèrent la spécialisation universitaire comme un moyen et se sentent frustrés s'ils n'obtiennent pas une occupation correspondant à leur formation.

Le problème est donc grave aux points de vue psychologique et politique.

Du point de vue des individus

Un déséquilibre entre l'offre et la demande de diplômés a des conséquences psychologiques et économiques.

— D'abord, l'accroissement de l'offre rend plus âpre la concurrence, la lutte pour les emplois. L'excès peut conduire soit au chômage intellectuel — certains diplômés restant sans emploi — soit au sous-emploi et à la sous-rémunération, un nombre plus ou moins important d'individus étant obligés d'accepter des emplois d'un niveau de qualification inférieur à celui de leur formation.

— De façon générale l'explosion universitaire conduit nécessairement à une dévaluation relative du diplôme, à une réduction des différences salariales par suite de «l'inflation» des diplômes. Cette évolution est déjà en cours. Ses effets sont sensibles dans la fonction publique et ne manqueront pas de se faire remarquer ailleurs. La poursuite d'études universitaires n'est plus toujours une entreprise rentable financièrement si l'on tient compte, d'un côté, des frais engagés, et d'un autre côté, du manque à gagner pendant quatre ou cinq années d'études et parfois même bien davantage.

Ces considérations économiques sont-elles susceptibles d'agir dans le sens d'un autocorrectif? Probablement non, parce que la recherche du diplôme n'est pas conditionnée uniquement par des considérations financières, mais encore par des facteurs psychologiques: prestige social, pouvoir social, sécurité — dont l'importance pourrait

toutefois diminuer, dans la mesure p. ex. où le prestige du diplômé, lié dans le passé à sa rareté, décroîtra dans l'avenir.

Du point de vue de la société

Le chômage intellectuel est un gaspillage de ressources et risque d'être un facteur de tensions sociales.

- Un excès de diplômés signifie un gaspillage de ressources, car la formation scolaire coûte extrêmement cher et d'autre part, la prolongation des études réduit la population active.

La peur du chômage intellectuel est sans doute l'un des facteurs qui étaient à l'origine des événements de mai 1968 ainsi que de l'agitation dans les universités qui se localise d'ailleurs surtout dans les facultés «menacées», c'est-à-dire celle des sciences humaines et beaucoup moins en médecine ou dans les écoles d'ingénieurs.

Au Luxembourg, le danger s'est profilé en 1973 à propos de la discussion sur l'offre et la demande d'emplois dans l'enseignement secondaire. On a vu alors certains groupes revendiquer la suppression de toute sélection et la garantie d'un emploi dans l'enseignement pour les détenteurs d'un diplôme, sans considération des besoins réels et des aspects financiers.

Le problème prend un relief particulier si on le place dans le contexte de notre situation démographique.

III. LE CAS LUXEMBOURGEOIS

A. Contexte démographique et socio-professionnel

Sous les effets de la faible natalité et de l'allongement de la scolarité, d'une part, de la croissance et de la diversification de la production d'autre part, le Luxembourg a connu une pénurie de main-d'œuvre qui, pour être quasi-générale, n'en cache pas moins d'importants déséquilibres structurels. C'est ainsi que la population active se vide à la base, au niveau des ouvriers et des artisans notamment. Des déficits inquiétants se manifestent également au milieu de l'échelle des qualifications scolaires. Les administrations publiques ont depuis longtemps des difficultés à recruter des agents pour leurs carrières inférieure et moyenne et cette situation ne cesse de s'aggraver. En effet, des engagements massifs pratiqués au lendemain de la guerre, se traduiront à partir de 1977 par une accélération des départs à la retraite. Etant donné qu'actuellement déjà de nombreux emplois restent

vacants, faute de candidats valables, des problèmes critiques se posent à l'avenir. Situation d'autant plus préoccupante qu'elle va de pair avec une pléthore de candidats insuffisamment qualifiés qui sont à la recherche d'emplois de bureau.

Le tableau suivant illustre l'évolution de la population active résidente et l'apport de l'immigration pour quelques grandes catégories socio-professionnelles.

TABLEAU 5
Variation de l'emploi intérieur 1961-1974

	(1) Population active	(2) Étrangers (Immigrants)	(3) = (1) — (2) Populat. active sans immigrat.
Ouvriers	+12 200	+20 900	— 8 700
Employés privés.....	+16 000	+ 3 500	+12 500
Fonctionnaires et agents publics	+ 2 900	0	+ 2 900
Indépendants et aides familiaux	—14 000	0	—14 000
Total	+17 100	+24 400	— 7 300

Ces statistiques permettent de faire plusieurs constatations.

En une décennie la population active aurait diminué de 7.300 unités, sans l'apport de l'immigration. Elle a en fait augmenté de 24.400 personnes, grâce à l'arrivée de 20.900 ouvriers étrangers et de 3.500 employés, ces derniers étant surtout des frontaliers. La conséquence en est évidemment une importance croissante de l'élément étranger qui passa de 13% de la population totale en 1960 à plus de 22% en 1974.

Les luxembourgeois ont déserté les carrières manuelles (—8.700 ouvriers en moins! —14.000 agriculteurs et autres indépendants et aides familiaux) pour se porter vers les emplois de bureau du secteur privé (+12.500) et du secteur public (+2.900).

La catégorie des indépendants et des aidants familiaux n'a cessé de diminuer dans l'artisanat, dans le commerce et surtout dans l'agriculture où cette évolution, tout en poussant à la modernisation, se poursuit à un rythme tel qu'on en vient à se demander si la survie de notre agriculture est assurée à long terme.

La poursuite des tendances à une scolarisation de plus en plus poussée suppose au moins une poursuite de la croissance économique qui seule fournit les débouchés aux professions techniques et économiques et les moyens de financement d'autres professions.

Encore la croissance ne résout-elle le problème de l'emploi que pour certaines spécialités et non pas par exemple pour les professeurs de lettres.

B. Effectifs de diplômés universitaires

Nous manquons d'une base statistique sûre. Seul un recensement de population pourrait nous faire connaître le nombre total des diplômés et leur répartition par branche et en actifs et inactifs. Hélas! on estime généralement que l'on risque de gâcher un recensement en posant l'une des questions suivantes: Combien gagnez-vous? Avez-vous des enfants naturels? Quel diplôme avez-vous? — qui sont évidemment bien plus délicates que l'état civil ou le sexe! Les Néerlandais, plus audacieux, ont posé à leur population la question sur les diplômes, avec un certain succès, ainsi qu'il résulte des chiffres cités dans notre introduction. D'après les données néerlandaises on pourrait estimer le nombre des universitaires (actifs) à 2% environ de la population active en 1974, ce qui donnerait pour le Grand-Duché un effectif de l'ordre de 3.000 diplômés. En recourant à d'autres sources, nous pouvons supposer que ce groupe comprend approximativement mille agents des pouvoirs publics, un peu moins de mille indépendants (médecins, avocats, architectes etc.) et un peu plus de mille salariés privés (ingénieurs, économistes, juristes etc.).

Faisons quelques hypothèses de plus: en tablant sur une durée de vie active de 30 ans en moyenne, compte tenu de la mortalité, et en négligeant la structure par âge assez jeune du groupe, nous obtenons le chiffre des départs annuels à la retraite: au maximum 100. Or, actuellement chaque année voit arriver un groupe de 350 universitaires frais émoulus sur une génération qui comptait environ 4.500 nouveaux-nés, soit un taux marginal d'universitaires de 8%. Le stock s'accroît donc d'environ 250 unités par an, et, après déduction d'environ 50 diplômés trouvant un emploi à l'étranger, de 200 diplômés. A ce rythme, le nombre des diplômés passerait de 3.000 actuellement à 5.500 en 1985. Comment les employer?

Situation par spécialité

Nous disposons de très peu de renseignements actuellement. Il est toutefois certain d'ores et déjà qu'un déséquilibre grave se pro-

duira sous peu dans l'enseignement secondaire. L'effectif des professeurs de l'enseignement public est passé de 605 en 1970-71, à 808 en 1973-74 (et 899 en 1975-76); le nombre des étudiants qui se préparent à la profession de professeur est de l'ordre de 680 en 1974*. On sait que les effectifs des élèves auront tendance à diminuer, en raison de la chute de la natalité après 1965; il en résultera une diminution du nombre d'élèves par classe. D'autre part, les départs à la retraite de professeurs n'atteindront pas, dans les cinq années à venir, le dixième des candidats à un emploi. La suppression du régime actuel des heures supplémentaires ne donnera lieu qu'à la création d'un petit nombre d'emplois.⁴

Un problème grave se pose chez nous comme en plusieurs autres pays (France, Italie etc.) en ce qui concerne les étudiants en lettres. Voici ce qu'écrivait à ce sujet la revue «Avenirs» (No 244-Mai 1973):

«On assiste donc, impuissants semble-t-il, à ce spectacle angoissant: une masse toujours plus importante de jeunes drainés vers l'enseignement supérieur littéraire, indépendamment du nombre des individus que la nature a doués du don d'enseigner et d'écrire, et de celui des «postes» à pourvoir. Quel est donc l'avenir professionnel de ces jeunes littéraires? Un sur dix pourra enseigner, l'industrie et le commerce intègrent moins de 5% d'entre eux

Il paraît indispensable que des modifications importantes soient apportées à l'appareil de formation pour que les diplômés littéraires puissent, en plus grand nombre, se diriger vers l'industrie et le commerce».

En médecine on ne peut nier qu'il existe actuellement une pénurie de praticiens, particulièrement aiguë dans certaines spécialités (dentistes, omnipraticiens). Le progrès de la médecine, le vieillissement de la population et les exigences croissantes en matière de soins sont autant de facteurs d'une augmentation de la demande de médecins. D'ailleurs, le nombre des médecins par 100.000 habitants est encore inférieur chez nous à ce qu'il est dans plusieurs autres pays. La situation évolue cependant rapidement puisque le nombre des étudiants en médecine dépasse 400 en 1974 (700 en 1977), alors que nous avons actuellement moins de 400 médecins. Il est probable que le problème du sous-emploi ne se posera pas avant les années 1980.

* 837 en 1977.

⁴ Entre 1974 et 1977, la situation s'est encore aggravée. V. annexe.

Les ingénieurs et les économistes avaient, au début des années 1960, des difficultés à trouver un emploi adéquat au Grand-Duché. La situation s'est renversée grâce à la politique de diversification industrielle et d'expansion du secteur bancaire; de nombreux économistes ont trouvé des emplois dans l'enseignement. Pour les ingénieurs, la situation varie selon les spécialités. Alors que les débouchés sont quasi nuls pour un ingénieur atomiste, les spécialistes de la métallurgie du fer sont recherchés à tel point que l'Arbed et la MMR-A offrent des bourses aux candidats à ces études⁵. N'empêche que cette pénurie peut être suivie d'un excès après une période de 4 à 5 ans. Il faut des hommes polyvalents!

Quant aux économistes, la situation sera moins facile à l'avenir; l'effectif en place est évidemment jeune et les emplois nouveaux dans l'enseignement, dans les banques et les industries risquent d'être moins nombreux.

Un nombre relativement important d'étudiants fréquentent les cours de *droit* — en tout 170 en 1973-74 d'après les statistiques du Ministère de l'Education Nationale (248 en 1977) — mais il est difficile de se prononcer sur le problème de leur emploi futur, puisque «le droit mène à tout».

Quelles sont les perspectives pour les 252 étudiants en *sciences sociales* (430 en 1977)? On manque de renseignements à ce sujet, mais des problèmes analogues à ceux des étudiants en lettres pourraient se poser.

TABEAU 6

*Nombres totaux d'étudiants universitaires 1973-74 par discipline
(y compris les cours universitaires de Luxembourg)*

Source: Ministère de l'Éducation nationale

	Garçons		Filles		Total	
	Chiffres absolus	en %	Chiffres absolus	en %	Chiffres absolus	en %
Sciences pures	138	10.2	73	12.4	211	10.9
Ingénieurs	266	19.6	5	0.9	271	13.9
Sciences médicales	337	24.8	132	22.5	469	24.1
Lettres	230	16.9	231	39.3	461	23.7
Sciences sociales	177	13.0	75	12.8	252	13.0
Droit	131	9.7	39	6.6	170	8.7
Architecture	27	2.0	8	1.4	35	1.8
Autres disciplines	52	3.8	24	4.1	76	3.9
	1 358	100.0	587	100.0	1 945	100.0

⁵ Ce passage a été écrit en 1974. La situation s'est retournée dès 1975-76!

Ces chiffres constituent des minima puisque le Ministère de l'Education Nationale n'est pas en mesure d'établir une statistique exhaustive. La statistique fait apparaître le pourcentage énorme de près de 27% des étudiants en lettres (39% pour les filles et 17% pour les garçons) — situation qui se rencontre dans beaucoup de pays et qui est une source de préoccupations. Notons qu'en 1972-73 ces pourcentages étaient de 41% et de 20%; les étudiants en lettres étaient en tête de liste: 525 contre 450 étudiants en médecine.

IV. ELEMENTS D'UNE SOLUTION

Il est donc certain qu'un problème grave existe pour les étudiants en lettres. Des problèmes se posent à l'avenir pour d'autres spécialités p. ex. les sciences sociales et peut-être, à long terme, pour toutes les spécialités.

A. Nécessité d'une orientation

Devant ce problème inquiétant diverses attitudes sont possibles, mais toutes supposent remplie une condition préalable:

l'information c.-à-d. une étude prospective basée sur la tendance du passé, la situation actuelle et les tendances probables des besoins de spécialistes par branche et de l'offre de diplômés.

Tous les groupes ont besoin d'être informés:

- les familles pour les décisions à prendre par leurs enfants;
- les professions indépendantes pour permettre une orientation des jeunes vers les spécialisations où existent des pénuries;
- les entreprises pour disposer des spécialistes dont elles ont besoin;
- les pouvoirs publics en leur triple qualité d'organisateur de l'enseignement, d'employeur et de responsable général du progrès de la société. L'Etat doit notamment éviter de favoriser par des bourses ou d'autres aides des orientations reconnues comme problématiques.

Comment réunir l'information? Les professions pourraient prendre l'affaire en mains, chacune pour son domaine d'intérêt à moins que l'on ne préfère demander au Gouvernement de créer un groupe d'experts comprenant, en plus de quelques fonctionnaires, des représentants des entreprises et des principales professions.

On a toujours reculé devant les aléas de pareille initiative et les responsabilités qu'elle pourrait impliquer. La prévision est-elle possible? Certainement pas de façon détaillée pour une longue période. Des prévisions relativement satisfaisantes devraient pouvoir être établies pour une période de 3 à 5 ans et encadrées par une étude sur les tendances générales à plus long terme: 10 à 15 ans, comme on la fait p. ex. en France et aux Pays-Bas, la projection à court terme étant alors «glissante», c'est-à-dire établie chaque année pour les 3 ans à venir.

B. Facteurs de régulation

Nous pourrions distinguer 4 groupes de débouchés.

1. *Les professions indépendantes: médecins, avocats, architectes, experts comptables et fiscaux, etc.*

La concurrence est souveraine (sauf pour certaines professions contingentées: notaires, pharmaciens) et sera encore accentuée par la réalisation progressive de la liberté d'établissement dans le Marché commun. Mais la réalisation du Marché commun ouvre aussi des débouchés intéressants à certaines spécialités comme les experts comptables.

2. *Les salariés du secteur privé: ingénieurs, économistes, juristes*

Ici la concurrence internationale joue déjà et les débouchés sont commandés, comme pour les indépendants, par les besoins d'universitaires, donc par le progrès technique et par le rythme des départs à la retraite. La dévalorisation relative du diplôme à laquelle il a été fait allusion ci-dessus, accroît d'ailleurs les possibilités d'emploi des diplômés universitaires.

3. *Les universitaires du secteur public (à l'exclusion de l'enseignement).*

Le rythme des engagements est commandé par les besoins et par les moyens de financement. La loi budgétaire annuelle fixe de façon très stricte le nombre total des engagements à réaliser par tous les services de l'Etat. Des règles similaires, quoique moins strictes, valent pour les entreprises publiques.

⁶ Les difficultés de la prévision ne doivent pas être sous-estimées, mais voici comment s'exprime la commission de l'emploi au VI^e Plan français 1971-75 (Rapport Emploi I p. 158):

«Cependant même dans leur état actuel ces perspectives permettent de situer des ordres de grandeur ou le sens de certaines évolutions et se révèlent utiles pour éclairer les responsables du système d'éducation. Elles fournissent en effet un éclairage sur la structure des débouchés potentiels susceptibles d'être offerts aux jeunes sortant du système scolaire au cours des prochaines années.»

4. L'enseignement.

Devant le danger de pléthore existant pour les professeurs de certaines spécialités (langues, histoire) on relève des revendications tendant à l'engagement de tous les diplômés, sans considération des besoins et des règles budgétaires.

Pour ce qui est des salariés une autre considération risque d'entrer en ligne de compte si l'on est confronté à des problèmes de chômage. Il est probable que les employeurs placés devant un cas de conscience donneront la préférence aux hommes plutôt qu'aux femmes mariées.

Signalons enfin la tendance de certaines universités à restreindre l'accès des étudiants étrangers en raison des problèmes de personnel, de locaux, etc. que pose l'afflux excessif d'étudiants.

C. Qualité et structure de l'enseignement

Comme il y a déjà été fait allusion, il est probable que dans la société de diplômés de l'avenir, le diplôme individuel n'aura plus le même prestige ni la même valeur économique qu'aujourd'hui. Par suite de cette dévalorisation du diplôme, une nouvelle hiérarchie tendra à s'établir selon la qualité des universités et selon le niveau des diplômes: licence, maîtrise, doctorat.

On perçoit dès lors l'erreur fatale qu'il y aurait à vouloir orienter le système scolaire dans le sens de la facilité.

Une importance extrême revient d'autre part à l'orientation professionnelle et à l'aménagement du système scolaire en fonction des besoins de l'économie. Il convient aussi de rendre suffisamment attrayantes les carrières artisanales dont la société a un si grand besoin.

D. Mobilité professionnelle

Comme dans le passé le droit «menait à tout», il faudra sans doute qu'à l'avenir d'autres formations telles que les lettres ou les sciences sociales «mènent à tout». Les diplômés devront bon gré mal gré s'accommoder des idées de mobilité et de reconversion, de formation continue, de recyclage, de passage à une spécialisation voisine, d'autant plus que le développement de Luxembourg en tant que centre financier et de services donnera sans doute lieu à de nouvelles possibilités d'emploi. Notons aussi que les Communautés européennes ont besoin de très nombreux interprètes et traducteurs.

On ne pourra refuser non plus l'idée de mobilité géographique. La réalisation du Marché commun, tout en accentuant la concurrence, s'accompagne de possibilités d'emploi dans un espace élargi. De nombreux enseignants et autres spécialistes sont d'autre part requis par les pays du Tiers Monde; on voit apparaître des offres d'emploi de ces pays jusque dans nos journaux.

Enfin, on pourra s'interroger sur l'opportunité de libéraliser la réglementation de certaines fonctions aujourd'hui strictement contingentes (notaires, pharmaciens ...) par la fixation d'un âge de retraite et peut-être l'augmentation du nombre des titulaires.

CONCLUSION

On voit que les problèmes d'emploi et d'orientation professionnelle sont nombreux: alors que nous manquons d'ouvriers (immigration), d'artisans, de cadres administratifs, l'organisation actuelle du système scolaire crée un excès de personnes à la recherche d'emplois de bureau, mais insuffisamment qualifiés.

Quant aux diplômés universitaires, la situation actuelle est très différenciée. Alors qu'il existe des pénuries aiguës de spécialistes dans certains domaines (p. ex. médecine), des problèmes d'emploi se posent d'ores et déjà dans d'autres (lettres, sociologie). A l'avenir la question du chômage intellectuel retiendra de plus en plus l'attention.

S'il est du devoir de l'individu de se renseigner sur les perspectives de la carrière qu'il choisit, les professions organisées et les pouvoirs publics ont, en cette matière, une responsabilité d'étude, d'information et d'orientation.

ANNEXE

Extrait d'une lettre du Ministère de l'Éducation Nationale adressée en mai 1977 aux étudiants et stagiaires se destinant au professorat.

.....
il convient de comparer, en ce qui concerne les principales branches d'enseignement, le nombre de candidats potentiels à une nomination (c.-à-d. les candidats ayant passé l'examen de fin de stage + les stagiaires + les étudiants se préparant au professorat) et le total des enseignants actuellement en fonction, regroupés selon leur première qualité (situation en janvier 1977):

Branches	Candidats à une nomination				Professeurs nommés (en fonction)
	Candidats ayant passé avec succès l'examen de fin de stage	Stagiaires	Candidats au stage (= étudiants)	Total candidats	
Français	21	83	19	123	158
Allemand**....	12	54	58	124	89
Anglais	5	32	36	73	89
Latin/Grec ...	3	1	7	11	52
Philosophie* ..	2	9	14	25	28
Histoire*	8	31	32	71	51
Géographie* ..	—	2	10	12	8
Sciences économ. et sociales* ..	2	18	73	93	39
Éd. musicale ..	—	—	3	3	8
Éd. artistique ..	—	12	33	45	50
Éd. physique* ..	1	21	29	51	45
Mathématiques ..	—	25	49	74	106
Physique*	—	11	25	36	37
Chimie*	7	25	10	42	45
Biologie*	7	22	25	54	42
Total	68	346	423	837	847

.....
Il ressort de ce tableau que, dans plusieurs branches (*), il y a déjà actuellement plus de candidats que de titulaires en fonction ou que le nombre de titulaires et celui de candidats sont sensiblement égaux.

Les candidats au professorat devront être conscients de leur propre responsabilité en la matière et savoir que celle de l'État n'est engagée que dans la mesure de ses besoins objectivement constatés. En outre, il est rappelé à tous les étudiants se destinant à l'enseignement secondaire que ni l'obtention d'un titre ou grade universitaire, ni la réussite à l'examen de fin de stage ne confèrent un quelconque droit à une nomination aux fonctions de professeur.

.....

La question à laquelle nul ne pourra se soustraire est de savoir s'il vaut mieux se réorienter en cours d'études que d'être contraint le cas échéant, après quatre années d'études supérieures et plusieurs années de stage, à chercher une profession à laquelle on n'a pas été préparé.

.....

A l'occasion de la commémoration du 250e anniversaire de la naissance d'Immanuel Kant

Séance du 6 novembre 1974

Introduction du Président, M. Alphonse Huss

Communication de M. Jean-Paul Harpes

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Messieurs et chers confrères,

L'habitude de commémorer les cent, les cent-cinquante, voire les deux cent-cinquante ans de la naissance ou du décès des grands hommes du passé présente d'indéniables avantages. Sans cette aimable manie nous serions exposés non seulement à faire du tort à la mémoire de ceux dont l'esprit a infléchi, de façon décisive, le développement de la pensée universelle, en tout cas de la science, mais nous risquerions de considérer trop facilement, sans cette attitude rétrospective, comme donné d'emblée ce qui est le fruit d'efforts successifs et d'inspirations géniales. Ce procédé tend, en effet, à nous ramener plus sûrement aux sources de la pensée, aux origines de nos connaissances, aux principes fondamentaux, base de toute évolution scientifique.

De cette base essentiellement philosophique, nous avons besoin dans toutes les branches du savoir humain, particulièrement dans ces disciplines fort diversifiées dont l'étude, dans le sens d'un approfondissement, est spécialement dévolue à notre section. Et il se trouve que l'œuvre d'Immanuel Kant se présente comme l'expression même de cette diversité. Tout «idéaliste» — dans le sens spécifique du terme — qu'il est, le grand philosophe de Königsberg, (aujourd'hui Kaliningrad), a eu l'esprit critique aiguisé au contact des sciences exactes au point d'appeler «criticisme» sa propre construction philosophique, car ce philosophe n'est pas un érudit adonné aux spéculations exsangues sans appui sur des sciences plus concrètes. Kant, en effet, a débuté comme physicien et même comme physicien d'envergure: comme tel il a élaboré, indépendamment du savant français Laplace mais parallèlement avec lui, une théorie cosmogonique jouissant,

encore de nos jours d'une autorité au moins relative et qui continue d'être désignée conjointement par les noms de Kant-Laplace. Ce qui plus est, il entend scruter les rapports réciproques entre les sciences naturelles et la philosophie, sujet auquel il consacre son étude: „Metaphysische Anfangsgründe der Naturwissenschaften". Son oeuvre philosophique est, par ailleurs traversée par l'expression d'une préoccupation qui devient une hantise: Kant se pose la question de savoir, si la pensée, reconnue juste au point de vue abstrait, vaut nécessairement aussi pour la réalité concrète. Non seulement il entreprend d'axer ses réflexions sur cette confrontation dans ses œuvres principales en opposant la raison pure à la raison pratique, mais il en fait même l'objet d'une étude spéciale intitulée: "Über den Gemeinspruch: Das mag in der Theorie richtig sein, taugt aber nicht für die Praxis!", étude publiée en 1793. Ce modèle de pensée rencontre ceux qu'affectionne le juriste, surtout le comparatiste, habitué à voir opposer le droit strict — *dura lex, sed lex!* — à un droit influencé davantage par des considérations concrètes et humaines voire humanitaires, le *ius civile* et le *ius gentium*, le *ius* et l'*aequitas*.

La pensée de Kant peut donc intéresser la science au-delà du domaine propre à la philosophie. Dans le domaine de celle-ci toutefois nous serons curieux d'apprendre si peut-être son œuvre ne constitue que le souvenir plutôt lointain d'une étape depuis longtemps dépassée dans l'évolution de la recherche abstraite ou bien si ce philosophe doit continuer d'être rangé parmi les maîtres à penser qualifiés pour influencer notre raisonnement en plein vingtième siècle, s'il a un message à nous transmettre.

Permettez-moi maintenant de me tourner vers notre conférencier de ce soir.

Si le nom du philosophe de Königsberg dont nous commémorons le 250^e anniversaire n'a pas été conféré à l'une des artères de la ville de Luxembourg, un hasard qu'on peut considérer comme significatif a fait pourtant que vous habitez la rue Kahnt. Il est vrai qu'abstraction faite d'ailleurs de certaines divergences d'orthographe, cette appellation doit en l'espèce honorer le souvenir d'un homme aux mérites incontestables mais qui fut musicologue et se prénomma Gustave.

Cher confrère, nous vous savons gré d'avoir, au nom des membres, trop peu nombreux, de la sous-section de philosophie, assumé la charge ingrate de parler à des juristes et à des économistes des problèmes abstraits relevant de disciplines quelque peu éloignées

de leurs préoccupations habituelles, problèmes se rattachant notamment à la théorie de la connaissance.

Cher confrère, je suis convaincu que vous saurez, à votre tour, nous procurer des connaissances de nature à fortifier les bases de notre savoir. Je vous prie de bien vouloir prendre la parole.

A l'occasion du 250ème anniversaire de la naissance de Kant

Quelques remarques sur la notion Kantienne
de «Erfahrungserkenntnis»

Communication de M. Jean-Paul H a r p e s , professeur

Dans une lettre à Marcus Herz, datée du 21 février 1772, Kant indique qu'il présentera bientôt au public une critique de la raison... qui mettra en lumière la nature de la connaissance théorique aussi bien que pratique, en tant qu'elle est purement intellectuelle. Neuf ans s'écouleront sans doute encore avant la publication de la Critique de la Raison Pure et seize ans avant celle de la Critique de la Raison Pratique. Mais le grand projet kantien d'un examen systématique et critique du rôle de l'intellect, tant dans l'élaboration de la connaissance théorique que dans l'établissement des normes, est esquissé. Ce projet prendra, avec les années, une ampleur remarquable. Il portera tant sur les mathématiques que sur la connaissance empirique (préscientifique ou scientifique) et la métaphysique spéculative, tant sur l'éthique que sur l'esthétique.

Je voudrais évoquer aujourd'hui un seul volet de l'enquête kantienne, l'examen de la connaissance empirique ou plus exactement — le terme empirique ayant chez Kant un sens très étroit — de la connaissance que nous avons du monde. Nous nous bornerons à nous demander ce que c'est au juste, selon Kant, que connaître un objet, un événement et un processus et à quelles conditions, selon lui, une telle connaissance est possible.

Il sera utile de partir de quelques remarques terminologiques. La notion de connaissance (du monde) est très étroitement liée chez Kant à celle d'expérience (Erfahrung). Or l'usage kantien du terme expérience est ambigu. Ce terme désigne, d'une part, la réception du donné qui nous est fourni par les sens et, d'autre part, l'ensemble des jugements (fondés sur l'expérience (au sens 1)) qui portent sur un monde objectif d'événements, de processus, d'objets. L'expérience au sens 2 englobe, d'un côté, le corps des 'Erfahrungsurteile' explicites ou implicites que nous portons quotidiennement sur le monde qui nous est familier et, d'un autre côté, le corps des propositions scientifiques, à l'exception de certains principes très généraux, qui fondent l'enquête scientifique, et que Kant considère comme étant a priori. Un 'Er-

fahrungsurteil' vrai est une connaissance (Erkenntnis) (1).¹ Les connaissances que nous avons du monde ne se limitent pas cependant aux jugements d'expérience vrais. Elles englobent, dans un sens que nous aurons à préciser, les principes très généraux — le principe, de causalité par exemple, mais aussi les principes newtoniens — que Kant considère comme étant la fois a priori (universels et nécessaires, non dérivés de l'expérience au sens 1) et synthétiques, c'est à dire, grossièrement, étendant nos connaissances sur le monde.

Les 'Erkenntnisse' portant sur le monde coïncidant, au moins dans la plupart des cas, avec des jugements d'expérience vrais, une enquête sur la connaissance empirique doit porter:

- 1) sur la nature des 'Erfahrungsurteile' et sur les conditions de leur possibilité,
- 2) sur les conditions auxquelles un 'Erfahrungsurteil' est vrai.

Elle portera ensuite sur la nature et les conditions de la possibilité des principes synthétiques a priori qui, d'après Kant, forment les présupposés des sciences de la nature. Nous nous arrêterons assez longuement à la première question et nous contenterons d'esquisser une réponse très brève aux deux autres.

*

Il peut paraître paradoxal que la 'Erfahrung' (au sens 2) soit possible. Rien ne nous est immédiatement donné que des représentations subjectives. Les objets, dit quelque part Kant, adoptant un langage réaliste, ne sont pas, lors de la connaissance, transportés dans la conscience. Rien ne peut être immédiatement présent à la conscience que les effets des objets qui nous affectent. La référence à une cause transcendante ne correspond guère à la position finalement adoptée par Kant. Mais peu importe ici. Retenons seulement que les donnés sensoriels considérés comme tels, comme donnés bruts, sont des contenus de représentation subjectifs.

Or, paradoxalement, bien que rien ne nous soit donné que des représentations subjectives, le monde dans lequel vit chacun d'entre nous ne se réduit pas à un flux de représentations subjectives, conjointes et se suivant selon l'ordre accidentel de nos expériences personnelles. Nous vivons dans un monde d'objets et d'événements

¹ Cf. cependant Gerold Praus selon lequel les 'Erfahrungen' (au sens 2) sont des 'Erkenntnisse'. Les 'Erkenntnisse' seraient donc vrais ou faux. Nous faisons abstraction, pour autant que cela se peut, des problèmes liés à la forme spatio-temporelle de l'expérience (au sens 1).

objectifs, les mêmes pour tous, subsistant en eux-mêmes, quelle que soit notre expérience personnelle, groupés selon un ordre spatial et temporel parfaitement déterminé, différent, dans certains cas au moins, de l'ordre des expériences subjectives.

Un exemple nous permettra de voir plus clair. Soit une maison qui présente trois fenêtres du côté de la rue, une porte du côté du passage latéral et deux fenêtres du côté du jardin. Si je m'approche du côté de la rue, j'ai, dans l'ordre que voici, les représentations suivantes: la représentation d'une surface grisâtre coupée par trois surfaces plus sombres (les fenêtres), la représentation d'une surface grisâtre coupée par une surface blanchâtre (la porte) etc. Lorsque je viens du jardin, des représentations semblables se suivent dans l'ordre inverse. Or ce ne sont pas ces représentations que je perçois. Je ne *perçois* pas une représentation d'une surface grisâtre coupée par des surfaces plus sombres. Je perçois la façade d'une maison et des fenêtres. Par ailleurs, je ne perçois pas des objets existant successivement (des fenêtres, puis une porte, puis d'autres objets), mais une seule maison, dont les parties, façade, portes, fenêtres coexistent. Bref, des représentations successives, alignées dans un ordre temporel et spatial accidentel (l'ordre de mon expérience) constituent le donné sensoriel. Mais j'ai la 'Erfahrung' d'un objet unique dont les parties coexistent dans un ordre spatial parfaitement déterminé. L'objet est perçu comme une partie d'un monde d'objets, d'événements, de processus connectés par des relations spatiales et temporelles déterminées. Comment se peut-il qu'il en soit ainsi? Comment se peut-il que les contenus d'une expérience subjective (expérience au sens 1) constituent en quelque sorte la matière non thématifiée d'une expérience objective (expérience au sens 2)?

Kant éclaire la nature de l'expérience objective à l'aide du modèle suivant. Lors de la lecture d'un texte, le donné sensoriel est constitué par des marques imprimées sur une feuille de papier. Cependant ces marques, les lettres, ne sont pas thématifiées. Par un acte d'interprétation, dont nous ne nous rendons pas nécessairement compte, et qui coïncide avec l'acte de lecture, nous saisissons, médiatement, des mots, une phrase, un enchaînement de phrases. Semblablement, l'expérience objective est une lecture — ou, du moins, a la structure d'une lecture — par laquelle les données subjectives sont interprétés comme présentations d'objets, d'événements et de processus objectifs. Cette interprétation, ou quasi-interprétation, a la nature du jugement. Elle est un 'Erfahrungsurteil'. Elle est l'affaire de l'intellect.

Insistons quelque peu: Le 'Erfahrungsurteil', implicite ou explicite, coïncide avec l'activité judicatrice, interprétante, qui rapporte un ensemble de données subjectives, associés par des liens subjectifs, à un ordre objectif, caractérisé par des relations parfaitement déterminées. Le 'Erfahrungsurteil' comporte, même dans le cas le plus simple, les éléments suivants: une synthèse conceptuelle des données particuliers, l'instauration, par cette synthèse interprétante, d'un ordre objectif, c'est à dire la mise en rapport du donné interprété avec des 'einheitliche Zusammenhänge'.

Le modèle kantien de l'expérience objectivante est éclaircissant, mais il n'explique pas *comment* l'interprétation objectivante des données est possible. Il établit encore moins la validité universelle de cette interprétation. Même si, pour des raisons liées à leur organisation intellectuelle particulière, tous les hommes donnent de leurs expériences subjectives des interprétations suffisamment semblables pour pouvoir se servir d'un langage commun, il n'est pas exclu que l'interprétation collective soit collectivement subjective.

Afin de mieux comprendre *comment*, selon Kant, l'interprétation objectivante est possible, il sera utile de partir de l'approche humienne et de certaines difficultés qu'elle comporte. Semblablement à Kant, à certains égards du moins, Hume admet que rien n'est immédiatement donné que des représentations. Contrairement à Kant, il juge que les représentations constituent l'objet thématique propre de l'expérience. Il doit rendre compte, comme Kant, de ce que nous interprétons les agglomérats successifs de représentations comme présentations d'objets et de processus appartenant à un monde objectif. Il en rend compte par l'intermédiaire de trois facteurs: la régularité et la cohérence, du moins relatives, de l'expérience subjective et une tendance de notre imagination à compléter les séries de percepta. D'un côté, des agglomérats de représentations semblables se présentent avec une régularité frappante. Lorsque je suis assis à mon bureau, je perçois, à des moments t_1 , t_2 , etc. des agglomérats de percepta semblables. Par ailleurs, mes expériences sont remarquablement cohérentes: Lorsque j'observe un feu qui brûle dans la cheminée et que je sors, à un moment donné, pour faire une promenade, je sais déjà, en gros, quelles représentations se présenteront à moi, une demi-heure plus tard, lorsque je retournerai auprès du feu. Or nous avons une forte tendance à prolonger les séries d'agglomérats de représentations semblables et à suppléer, dans des séries cohérentes, les éléments manquants. Cette double tendance me porte, par exemple,

à juger que ce que je perçois régulièrement dans mon bureau ne cesse pas d'y être perceptible lorsque je m'absente et que, lors de ma promenade, le feu reste perceptible dans la cheminée. Ceci équivaut à dire que je suis porté à interpréter mes représentations comme présentations d'un monde objectif.

Attardons-nous un instant à l'approche humienne: L'interprétation objectivante se fait suivant des règles dérivées de l'expérience, sous l'effet d'une puissante tendance innée. L'ordre du monde 'objectif' défini par ces règles empiriques, est contingent au même titre où le sont les règles. Nous n'avons pas le droit, dans la perspective humienne, de prétendre que des connexions nécessaires gouvernent le monde. Aucune science apodictique de la nature n'est possible. Or c'est précisément cette conséquence que Kant reproche à la théorie humienne et à toute théorie empiriste de l'expérience. La physique newtonienne établit, entre les phénomènes, des connexions nécessaires dont une approche empiriste ne peut pas rendre compte. Pour qu'une science apodictique de la nature soit possible, il faut que les règles d'interprétation du donné ne soient point empiriques, c'est à dire dérivées de l'expérience et par suite contingentes, mais rationnelles, a priori, puisées par l'intellect, à l'occasion de l'expérience, dans son propre fonds. Kant admet par conséquent que les concepts de causalité et de substance (entre autres) et les règles d'interprétation définies par ces concepts sont purs ou a priori.

Une illustration sera sans doute utile. Dans la proposition 'Ceci est une pierre' le pronom 'ceci' réfère à un groupe de donnés sensoriels. La règle d'interprétation définie par le concept pur 'substance' sert à épeler (buchstabieren) les données sensoriels et à les interpréter comme présentations d'un objet permanent, identifié, en l'occurrence, pour des raisons empiriques, comme pupitre et non, par exemple, comme bahut. La règle d'interprétation définie par la catégorie de causalité permet d'interpréter le donné comme objet intégré dans une série parfaitement déterminée de processus causaux. Ainsi s'explique le fait que l'ordre des donnés subjectifs est relativement aléatoire et contingent, l'ordre objectif, par contre, nécessaire. L'exemple que nous venons de donner est intéressant dans la mesure où il révèle que, dans l'analyse kantienne, tous les jugements d'expérience, les plus élémentaires aussi bien que les plus complexes, comportent nécessairement des éléments a priori.

Nous venons d'esquisser la réponse kantienne à la première des trois questions dont nous sommes partis. Nous ne ferons qu'effleurer la seconde.

Le jugement 'ceci est un pupitre', nous venons de le voir, est objectif dans la mesure où il rapporte un groupe de représentations à un objet déterminé. Mais il dépend de circonstances empiriques si l'objet défini par les catégories de substance et de causalité (e. a.) est un pupitre ou, éventuellement, un bahut. Bref, tout en étant objectif, le jugement 'Ceci est un pupitre' peut être faux pour des raisons empiriques. — A quelles conditions est-il vrai? Il n'y a pas, répond Kant, de critère absolument décisif de la vérité d'un jugement d'expérience. Il y a, sans doute, des critères de vérité formels. Tout complexe de jugements doit être conforme aux règles logiques. Mais cette propriété formelle n'est qu'un critère de vérité négatif. Il n'y a pas de critère concluant, positif, de la vérité matérielle d'un 'Erfahrungsurteil'. Il faut sans doute, pour qu'un jugement d'expérience soit vrai, qu'il soit 'conforme à l'objet'. Entendez que, dans la cas de notre exemple, le concept pupitre doit être applicable à l'objet constitué, à partir des représentations subjectives, dans l'interprétation objectivante. L'objet doit être tel que les conditions d'application du concept empirique pupitre soient réalisées. Il paraît impossible cependant de vérifier conclusivement si elles le sont. Il faut, d'un autre côté, que le jugement soit conforme à l'exigence d'un 'einheitlicher Erfahrungszusammenhang' avec l'application des catégories. Ce critère est intéressant: Les catégories définissent un ordre objectif parfaitement déterminé. Les propositions instaurant cet ordre, par l'intermédiaire des concepts purs, doivent, au moins, être compatibles entre elles. Il est vrai que ceci est un pupitre si la proposition 'Ceci est un pupitre' s'accorde avec le système complet des propositions empiriques formulables sur l'objet et avec l'ensemble des propositions portant sur le monde. On voit aisément qu'il est impossible de déterminer décisivement si ce critère est satisfait: L'ensemble des propositions possibles à l'égard du pupitre et à l'égard du monde n'est pas clos. Des propositions établies ultérieurement pourront être incompatibles avec la proposition dont il s'agit d'établir la vérité. On voit aisément, aussi, que les deux critères que nous venons de définir sont étroitement liés.

La troisième question est particulièrement délicate: Prenons pour exemple l'énoncé 'Tout événement a une cause' qui, on le voit sans difficulté, a un statut ambigu. Exprime-t-il une règle ou une proposition? Kant ne se prononce pas très clairement à ce sujet. Il semble admettre que, selon la perspective qu'on adopte, il peut exprimer l'une et l'autre.

Supposons d'abord qu'il exprime une proposition. On comprend

aisément que cette proposition soit vraie a priori (universellement et nécessairement) des événements qui forment le contenu de notre expérience. Elle énonce en effet à quelles *conditions* un donné *est* un événement, c'est-à-dire appartient à un ordre de choses objectif. Il faut cependant remarquer que la proposition énonçant ces conditions formelles nous informe moins sur les événements que sur le sens du terme 'événement'. C'est une définition.

Supposons maintenant que l'énoncé exprime une règle. Dans cette hypothèse la question — si toutefois il est raisonnable de la poser — 'Comment cette règle est-elle possible?' semble signifier 'A quelles conditions la catégorie de causalité est-elle applicable aux donnés sensoriels?' Si la catégorie n'était pas applicable, la règle serait absurde.

Nous n'avons pas encore évoqué le cas des principes physiques. Kant entend sans doute que les propositions formulant les conséquences de l'application des règles fondamentales sont nécessairement vérifiées par toute expérience possible et que les principes physiques sont de telles propositions.

Les réponses que nous venons d'esquisser aux trois questions dont nous sommes partis sont relativement superficielles. Elles ne constituent qu'une première approche du problème kantien. La réponse à la première question, en particulier, est insuffisante par le fait qu'elle ne démontre pas l'applicabilité des catégories aux donnés sensibles.

La méthode d'exposition que nous avons adoptée a pu comporter une certaine ambiguïté et il peut ne pas paraître clair *pourquoi*, au point où nous sommes arrivés, la possibilité d'une application des catégories doit encore être démontrée. Il sera utile de revenir un instant en arrière. Nous avons retracé le cheminement d'une analyse régressive. Nous sommes partis de la notion d'expérience objective et nous sommes remontés vers ses éléments. Nous avons constaté que si — comme l'admet Kant — la 'Erfahrung' préscientifique et scientifique porte sur un monde objectif d'événements, de processus, d'objets reliés par des connexions rationnelles, elle comporte nécessairement des éléments a priori, les catégories. Mais la méthode que nous avons adoptée est insuffisante. Nous sommes partis de la pré-supposition, que tout le monde n'admettrait pas, qu'il existe une 'Erfahrung' objective, instaurant un ordre de choses rationnel. Nous avons mis à jour la condition nécessaire de la possibilité d'une telle expérience. (Cette condition coïncide avec la détermination du donné sensible par les catégories. Mais nous n'avons pas établi que cette

condition est possible. Nous n'avons pas montré comment il se *peut* que des concepts purs, c'est à dire de pures formes logiques, puissent être appliquées au monde sensible. Pourtant, la possibilité d'une connaissance objective n'est établie que *si* la possibilité de l'application des catégories est démontrée. — Autant que la possibilité de l'application des catégories, la *nécessité* de leur application doit être établie. Expliquons-nous. Il n'y a, constatons-nous, d'expérience objective que si les donnés sensoriels sont interprétés par l'intermédiaire des catégories. La synthèse objectivante, catégorielle, est condition nécessaire de la possibilité d'une expérience objective. Il ne suit pas cependant de cette constatation que les catégories *soient* et *soient* nécessairement appliquées. Comme il n'est pas établi *qu'il existe* une expérience objective, il se peut que les conditions nécessaires de sa possibilité ne soient *pas* réalisées. Or l'objet de Kant est de démontrer qu'il y a une expérience objective. A cet effet, il doit établir que les catégories sont *nécessairement* appliquées au donné, c'est à dire que la synthèse objectivante est nécessaire.

La démonstration de la possibilité — et de la nécessité — de l'application des catégories repose sur l'éclaircissement de leur origine. La logique formelle aristotélicienne, admet Kant, fournit une théorie complète des formes les plus générales du jugement. Tout jugement exemplifie une de ces formes. A l'égard de la quantité, il est universel, particulier ou singulier, à l'égard de la qualité, affirmatif ou négatif, à l'égard de la relation exprimée, catégorique (A est B), hypothétique (si A alors B) ou disjonctif (A ou B), à l'égard de la modalité, problématique (il est possible que p), assertorique (il est le cas que p) ou apodictique (il est nécessaire que p). La logique formelle n'établit pas, sans doute, comment les formes logiques les plus générales s'appliquent à des objets. Elle n'étudie que les relations que les jugements, exemplifiant telle ou telle de ces formes, entretiennent entre eux. Mais il est possible d'établir, insiste Kant, une logique matérielle parallèle à la logique formelle et de définir, pour chaque forme, les conditions générales de son application à des donnés d'expérience, et, en particulier, aux donnés d'une expérience temporelle. On obtiendra ainsi, dans chaque cas, un concept pur. Pour nous borner à quelques exemples: A la forme de jugement catégorique (A est B), correspondra le concept pur de l'inhérence, à la forme hypothétique (si A alors B), correspondra la catégorie de la causalité ou de dépendance de cause à effet. Bref, des formes les plus générales de la synthèse des concepts dans le jugement et de la synthèse des jugements dans des jugements complexes, Kant entreprend de dériver les catégories dont il établira plus loin

qu'elles fournissent les seules règles possibles de la synthèse interprétante des données d'intuition.

La démonstration de la possibilité d'une application des catégories aux données sensibles forme l'objet des chapitres les plus difficiles de la Critique de la Raison Pure. Nous devons la passer sous silence.

Nous supposons cependant, un instant, qu'elle soit donnée. Il restera à démontrer que la synthèse catégorielle est nécessaire. Il serait déraisonnable, bien entendu, de vouloir reconstruire cette démonstration en quelques lignes. Nous pourrions, cependant, brièvement indiquer la voie suivie par Kant. Si nous faisons abstraction de tout ce que, dans l'expérience, la mémoire, l'imagination et surtout l'entendement mettent dans le donné, il ne reste, comme résidu, qu'une multiplicité sensorielle non liée. Le donné, en tant que tel, ne comporte pas de liaison. Toute liaison suppose une spontanéité, une synthèse intellectuelle. Or toute synthèse intellectuelle suppose l'unité enveloppante d'un champ de conscience, l'unité de l'aperception dans le langage de Kant. Je ne puis comparer (donc mettre en relation) deux représentations actuelles que dans la mesure où elles tombent, l'une et l'autre, dans un même champ de conscience. Je ne puis comparer une représentation actuelle a et une représentation passée b que dans la mesure où elles tombent dans un champ de conscience, enveloppant les champs de conscience successifs dont a, respectivement b, étaient des contenus. Bref l'identité d'un champ de conscience, ou mieux l'unité synthétique d'une conscience est la condition a priori ultime de toute synthèse particulière de représentations contemporaines ou successives. Toute synthèse est finalement synthèse dans et par une conscience synthétisante. Or la synthèse des représentations dans et par la conscience est précisément ce que nous entendons par pensée. Par ailleurs, nous venons de le voir, les formes les plus générales du jugement sont, d'après Kant, les seules formes selon lesquelles s'opère la synthèse, par la pensée, des représentations. Il s'ensuit que la synthèse opérée par l'unité synthétique de la conscience se fait par l'intermédiaire des formes logiques primitives et donc par l'intermédiaire des catégories. Par suite, toute synthèse se fait par l'intermédiaire des catégories. Chaque fois que deux données d'intuition sont mis en relation, les catégories *sont* appliquées. Il n'y a donc, ou bien, pas de mise en relation du tout ou les catégories sont appliquées.

Insistons quelque peu sur les résultats de cette démonstration: Les formes logiques primitives (irréductibles) de la pensée — non pas de la pensée humaine, selon Kant, mais de la pensée 'überhaupt' —

sont aussi, par l'intermédiaire des règles de synthèse qui en sont dérivées, les *uniques* règles d'interprétation possibles d'un donné quelconque et, en particulier, du donné temporel qui fait le contenu de notre intuition sensorielle. Elles sont, par suite, les uniques principes d'ordre possibles d'un monde objectif. En d'autres mots: à partir des formes primitives de la synthèse logique, des principes de connaissance universellement valables et les principes d'une ontologie universelle peuvent être dérivés. L'ordre logique, l'ordre épistémologique et l'ordre ontologique se correspondent parfaitement, mais l'ordre logique est premier, l'ordre épistémologique et l'ordre ontologique sont dérivés.

Kant résume sa métaphysique de l'expérience dans les formules suivantes: 'L'entendement ne puise pas ses lois dans la nature, mais les lui prescrit'. Les principes de la connaissance 'ne sont pas dérivés de l'expérience, mais l'expérience en est dérivée'.

La métaphysique kantienne de l'expérience constitue une véritable révolution dans le domaine de la philosophie que l'auteur lui-même compare à la révolution accomplie, en astronomie, par Copernic. Avant Kant, on admettait communément que la connaissance devait se régler sur les choses, c'est-à-dire que, soit par la perception, soit par une reconstruction intellectuelle, elle mettait en lumière la structure interne, 'an-sich', des choses. Même Hume qui jugeait que les choses ne sont rien en dehors de nos représentations admettait que la connaissance était un découvrir, un mettre en lumière de structures données. Or Kant parvint à la certitude qu'en adoptant l'hypothèse classique, quel que fût par ailleurs le point de vue philosophique qu'on choisissait, on ne parvenait à rendre compte ni de la 'Erfahrung' objective ni de la possibilité des jugements synthétiques a priori. On ne pouvait en rendre compte qu'en accomplissant une véritable révolution épistémologique, c'est à dire en admettant que les choses doivent se régler sur la connaissance. La connaissance n'est pas la découverte, sensorielle ou intellectuelle, d'un ordre préexistant. Elle est la constitution, à partir du donné sensible, par une synthèse interprétante, d'un système objectif de 'Zusammenhänge' parfaitement déterminés. Le donné devient matière à 'Erfahrung' et à connaissance dans la mesure où il est intégré, de la manière que nous avons vue, dans ce système.

Il sera utile, afin de conclure, d'écarter deux malentendus possibles:

- 1) L'enquête de Kant n'est pas de nature psychologique. La synthèse intellectuelle, étudiée dans la Critique de la Raison

Pure, n'est pas une activité psychique qui s'exerce sur un contenu sensoriel *donné avant* toute connaissance objective et constitué *ensuite* en objet de connaissance. Le donné sensoriel n'est pas donné à part. Il n'est pas temporellement antérieur à la 'Erfahrung'. Il ne peut être obtenu que par abstraction à partir de l'expérience objective. Bref, Kant ne se propose pas d'étudier un processus temporel. Son problème est de nature purement logique.

Il se peut que le terme synthèse, dont Kant se sert fréquemment, soit à l'origine du malentendu. Ce terme suggère la pensée d'un processus qui se déroule dans le temps. En fait, la 'Erfahrung', telle que la comprend Kant, a la structure d'une synthèse, ou d'une interprétation, qui n'a pas à se faire, mais qui est, du moins implicitement, faite dès que les représentations tombent dans un champ de conscience unitaire. Le problème de Kant, insistons-y, est d'étudier les relations logiques, donc atemporelles, entre l'unité synthétique consciencielle, le système de formes, de concepts et de règles qui en sont dérivés d'une part et les donnés sensoriels d'autre part.

- 2) Un second malentendu est aussi fréquent que le premier. Il est d'ailleurs, à son tour, suggéré par le terme synthèse. Un des premiers critiques de Kant, l'auteur de la 'Göttinger Rezension' juge, comme beaucoup d'autres lecteurs après lui, que, d'après Kant, l'entendement crée ou 'fait' les objets. ('Aus den sinnlichen Erscheinungen ... macht der Verstand Objekte'). Or c'est là, manifestement, mal comprendre la critique kantienne. Pour des raisons que nous ne pouvons pas développer ici, Kant ne considère pas l'unité consciencielle originaire comme le sujet réel d'un acte de synthèse. L'unité de l'aperception n'est introduite que comme condition a priori ultime de l'unité des représentations dans le jugement. Elle a le statut d'une construction théorique, non celui d'une entité réelle. Bref, l'enquête de Kant ne porte pas sur les relations entre un sujet constructeur et les matériaux de sa construction. Tout comme il faut écarter de la signification du terme synthèse toute référence à un processus temporel, il faut en écarter toute référence à un acte. Le sens du terme synthèse est purement logique.

A propos d'un centenaire

Lambert-Adolphe Quételet (1796-1874) savant universel et père de la statistique moderne

Séance du 17 décembre 1974

Introduction du Président, M. Alphonse Huss
Communication de M. Georges Als

I	Quételet, savant universel et organisateur dynamique
	Biographie
	1. Astronomie — 2. Météorologie — 3. Démographie — 4. Statistique officielle — 5. Sociologie — 6. Criminologie — 7. Anthropométrie ...
	Quételet et l'économie — Quételet, homme d'action
II	Quételet, théoricien
	L'empirisme statistique. Causes naturelles et accidentelles
	La théorie criminologique
	L'homme moyen
	Conclusion
	Annexe: Bibliographie

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Mes chers confrères,

Lorsque, en guise d'introduction à la remarquable communication de notre confrère Harpes sur le philosophe Immanuel Kant j'avais été amené à signaler la curieuse coïncidence qui avait fait avancer à la fois à Kant et à l'astronome français Pierre-Simon de Laplace une même théorie cosmogonique, je n'avais guère prévu que j'aurais à citer un mot du même Laplace au sujet du grand savant belge — polyvalent, comme le fut Kant — qu'est Adolphe Quételet, du décès duquel nous commémorons le centenaire aujourd'hui. Quételet manifestait la plus grande admiration pour Laplace et avait mis en exergue, à une de ces œuvres, une phrase du savant français qui exprime le fin-fond de la pensée et résume les préoccupations de Quételet. Laplace avait écrit: «Appliquons aux sciences politiques et morales la méthode fondée sur l'observation et sur le calcul, méthode qui nous a si bien servi dans les sciences naturelles». Cette idée, qui ne se confond pas sans plus avec les conceptions positivistes d'Auguste Comte, illustre pourtant bien la démarche intellectuelle de Quételet.

Celui-ci, à la fois mathématicien, physicien, astronome, crimino-
logue, littérateur, connaisseur des beaux-arts et de la musique, à ses
heures artiste lui-même, et avant tout statisticien, est plus qu'un
«honnête homme» dans l'acception ancienne du terme: ce n'est pas
un encyclopédiste égaré au 19^e siècle qui, en marge d'une fonction de
tout repos et bien rémunérée, aurait pratiqué une série de «hobbies»,
comme on dit aujourd'hui. Ses efforts consacrés aux différents sec-
teurs du savoir humain s'imbriquent l'un dans l'autre sans heurts mais
aussi sans solution de continuité, ainsi que l'a relevé Madame Faider,
président de l'Académie Royale de Belgique, successeur de Quételet
dans cette charge. L'idée d'universalité des méthodes qu'il défendait
et l'amitié que lui témoignaient d'éminentes personnalités étrangères,
comme Goethe et Alexander von Humboldt, l'incitaient à attribuer
à la recherche scientifique un caractère international. Ce qui, au deme-
urant, rend le personnage de Quételet particulièrement attachant, c'est
la circonstance que ce représentant des sciences exactes évoluait dans
un milieu familial d'artistes: non seulement son beau-frère le célèbre
peintre Madou, mais tous les membres de sa famille s'adonnaient tant
aux arts figuratifs qu'à la musique.

Mais ne fussent que ses mérites en qualité de rénovateur de la
statistique, on s'étonne et on comprend mal que le souvenir d'un
savant de cette envergure ait pu se perdre dans un oubli au moins
relatif. Notre réunion de ce jour a pour but d'y remédier en ce qui
concerne l'Institut grand-ducal. Ce qui doit d'ailleurs nous inciter
encore à collaborer à cette œuvre de réparation morale, ce sont les
accointances luxembourgeoises de Quételet.

Il y a d'abord le fait que son plus proche collaborateur et ami Xavier
Heuschling, lui-même une figure digne d'intérêt, ait été Luxembour-
geois de naissance, issu d'une famille dont plusieurs membres ont
autrefois honoré leur pays d'origine par leurs mérites. Retenons de
plus qu'une petite-fille de Quételet, âgée de 90 ans, habite le Grand-
Duché. Et la veuve d'un de ses arrière-petits-fils est d'origine luxem-
bourgeoise.

Pour nous permettre de réaliser cette commémoration, notre con-
frère Georges Als s'est dévoué une fois de plus. Il est vrai que sa qualité
de directeur du Service central de la Statistique et des Études écono-
miques lui accorde une qualification éminente pour nous parler du
père de la science statistique moderne.

En votre nom à nous tous je l'en remercie vivement et lui passe
la parole.

Lambert-Adolphe Quételet (1796-1874)
savant universel et père de la statistique moderne

Communication de M. Georges Als
Directeur du Service Central de la Statistique
et des Études Économiques

À l'occasion du centenaire de la mort de Quételet, il convient de
s'interroger sur la place qu'occupe ce grand savant dans l'histoire de
la pensée scientifique.

Né à Gand en 1796, Quételet mourut à Bruxelles le 17 février 1874,
à l'âge de 78 ans. Orphelin à 7 ans et peu fortuné, il fit un beau mariage
et une brillante carrière et vécut à l'aise et dans les honneurs. À 55
ans Quételet subit une attaque d'apoplexie qui devait réduire sa capa-
cité de travail.

Quételet fit des études de mathématiques et de sciences naturelles
à Gand; en 1819 il décrocha le premier doctorat en mathématiques
délivré par l'université de Gand, grâce à une thèse fort remarquée
sur les sections coniques.

Un an plus tard, à l'âge de 24 ans, Quételet devient membre de
l'Académie des sciences de Bruxelles. Il est alors professeur de mathé-
matiques, puis d'astronomie et de géodésie, mais bientôt descend du
ciel sur terre et s'intéresse de plus en plus aux sciences sociales qu'il
aborde donc avec un bagage de mathématicien.

Dans une première partie il sera question de l'étendue des connais-
sances de ce Pic de la Mirandole que fut Quételet et des institutions
que la Belgique et la communauté internationale doivent à ses talents
d'organisateur. On examinera ensuite quelques théories de Quételet
qui ont été vivement critiquées, mais qui ont stimulé la réflexion
scientifique.

I QUÉTELET, SAVANT UNIVERSEL
ET ORGANISATEUR DYNAMIQUE

On est frappé par l'étendue prodigieuse de l'œuvre de Quételet
et par ses talents d'organisateur qui se manifestèrent notamment par

la création de l'observatoire de Bruxelles, l'organisation de la météorologie et de la statistique officielles belges, la convocation des premiers congrès internationaux de statistique et de météorologie et enfin la gestion de l'Académie royale de Bruxelles dont il fut le secrétaire perpétuel. Quételet avait le sens et le souci du travail collectif et annonce par là l'organisation moderne.

1. *Astronomie*

Dès 1823 Quételet lance l'idée de la construction d'un observatoire en Belgique. Il est envoyé en mission à Paris où il rencontre Alexander von Humboldt et des savants prestigieux qui enseignent à l'École Polytechnique: Laplace, Poisson, Fourier.

De 1826 à 1829 Quételet, guidé par les conseils de Laplace, dirige la construction de l'observatoire de Bruxelles, dont il deviendra le premier directeur, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort. D'après Humboldt, c'était l'observatoire le plus perfectionné de l'époque. En 1835 Quételet publie une «Astronomie élémentaire» et en 1836 il devient professeur d'astronomie à l'École militaire de Bruxelles.

2. *Météorologie*

Notre astronome procède également à des recherches sur le climat. Quételet est le fondateur de la météorologie officielle en Belgique. En 1864 paraît sa grande compilation «Sur le climat de la Belgique» (précédée en 1861 d'un livre «Sur la physique du globe»).

Quételet est l'organisateur du 1er congrès international de météorologie qui s'est tenu à Vienne, en 1873, peu avant sa mort. Sa grande idée est de provoquer la constitution d'un réseau international d'observations météorologiques et géodésiques bâti selon des méthodes uniformes.

3. *Démographie*

Dès 1827 Quételet publie à Bruxelles son premier ouvrage de démographie scientifique, les «Recherches sur la population, les naissances, les décès, les prisons, les dépôts de mendicité, etc. dans le Royaume des Pays-Bas». Il ne se borne pas à aligner et à commenter des chiffres, mais recherche des régularités dans les deux domaines qui retiendront surtout son attention: la démographie et la criminologie; Quételet est l'un des premiers à utiliser des graphiques et à étudier l'influence des saisons — dans le dernier trait on retrouve le météorologue. L'ouvrage fut remarqué notamment par Fourier et par Villermé. Les observations qui lui sont présentées lui font sentir l'indigence de la documentation statistique.

Quételet réussit à convaincre le roi des Pays-Bas, Guillaume 1er, de décréter un recensement de la population du Royaume à la fin de 1829. Malgré la révolution belge de 1830 le dépouillement progresse, et en 1832 Quételet publie un mémoire sur les résultats du recensement concernant la Belgique, accompagné de tables de mortalité.

4. *Statistique officielle*

Après la révolution belge de 1830, le gouvernement provisoire crée en 1831 un Bureau de la Statistique Générale dont Quételet est nommé directeur-adjoint. Entre 1832 et 1841 le Bureau publie cinq volumes sur la statistique générale du royaume.

En 1846 a lieu, grâce à l'initiative de Quételet, le premier recensement général de la population, de l'industrie et de l'agriculture qui fut un grand succès. Dans son ouvrage sur «La population française», LEVASSEUR écrit: «Le recensement belge constitue le premier recensement ayant un caractère scientifique. Il peut être considéré comme un modèle».

Mais le nom de Quételet reste attaché surtout aux efforts tendant à coordonner et à uniformiser les méthodes des relevés statistiques:

- sur le plan national, car de nombreux services publics élaborèrent des statistiques selon des définitions et des nomenclatures souvent disparates;
- sur le plan international, car chaque pays applique ses définitions et méthodes et les statistiques ne sont dès lors pas comparables.

En 1841 est créée en Belgique la *Commission centrale de statistique* (aujourd'hui: Conseil supérieur de statistique) dont Quételet sera le premier président, fonction qu'il conservera jusqu'à sa mort. De nombreuses commissions semblables verront le jour à l'étranger*, d'après le modèle de l'institution belge. Voici sa mission:

«définir un programme statistique précis et unique, assurer la coordination des méthodes et des définitions, fait converger vers un centre commun tous les renseignements épars que recueillent les diverses administrations.»

C'est grâce à Quételet, d'autre part, que se réunit, en 1853 à Bruxelles, le premier *congrès international de statistique*: 153 statisticiens

* La dernière en date est le Conseil supérieur de la statistique du Luxembourg qui s'est réuni pour la première fois en mars 1975.

officiels représentant 26 nations y participèrent. L'idée de Quételet était de réunir «les savants des différentes parties du monde qui s'occupent de statistique, afin d'encourager et de développer les travaux qui se rapportent à cette science et, s'il est possible, de les coordonner par l'adoption de bases uniformes».

Il y eut de nombreux congrès similaires par la suite, toujours sous l'impulsion et souvent sous la présidence de Quételet. Cependant: «L'ambition du Congrès le portait à vouloir résoudre trop rapidement des problèmes trop difficiles. Il voulait améliorer la statistique dans un but d'unification internationale sans tenir compte des particularités administratives, financières et culturelles des divers pays. Il se heurta à l'impuissance des délégués qui ne pouvaient garantir l'acceptation de ces décisions par les Gouvernements».¹

L'initiative n'en était pas moins capitale. Elle devait aboutir en 1885 — après la mort de Quételet — à la création de l'*Institut International de Statistique*. Au 20^e siècle les organisations internationales à vocation mondiale ou régionale — SDN, ONU, BIT... — reprendront le flambeau.

Signalons encore que la Commission centrale de statistique présidée par Quételet approuva le plan, soumis par Ducpétiaux, d'enquêtes sur les budgets familiaux des ouvriers belges. Le statisticien allemand Ernst Engel leur a consacré un important ouvrage dans lequel il relève que la Belgique s'est distinguée dans l'étude de la consommation². Les matériaux accumulés lui permirent de formuler la fameuse loi d'Engel: «Lorsque le revenu augmente, le pourcentage consacré à l'alimentation diminue» — une évidence, dirait-on; encore fallait-il la découvrir et la prouver. Engel proposa, par analogie à un usage en vigueur en physique, de donner à l'unité de consommation le nom de Quet, en hommage à Quételet. Cette idée, dont on trouve quelques applications, n'a pas été généralement retenue.

5. Sociologie

En 1836 Quételet publie son grand ouvrage qui devait avoir un retentissement considérable: «Sur l'homme et le développement de ses facultés, ou Essai de physique sociale».

¹ Cité par A. DUFRASNE: La statistique officielle de Quételet à nos jours et ses perspectives (Bruxelles 1974).

² Ernst ENGEL: Die Lebenskosten belgischer Arbeiterfamilien früher und jetzt (Bulletin de l'Institut International de Statistique. Tome IX Rome 1895, p. V et 8 note).

L'idée de base de l'ouvrage est résumée dans sa première phrase: «L'homme naît, se développe, et meurt d'après certaines lois qui n'ont jamais été étudiées dans leur ensemble, ni dans le mode de leurs réactions mutuelles».

A la différence de son contemporain Auguste Comte — auquel il a peut-être ravi le terme de physique sociale — Quételet entend créer une science sociale non pas historique, mais statistique. Son ouvrage porte en frontispice cette citation de l'Essai philosophique sur les probabilités de Laplace: «Appliquons aux sciences politiques et morales la méthode fondée sur l'observation et sur le calcul, méthode qui nous a si bien servi dans les sciences naturelles».

6. Criminologie

Appliquant sa méthode de physique sociale à l'étude des statistiques criminelles françaises — les meilleures de l'époque — Quételet est frappé par l'effrayante constance de la criminalité.

Ses principales publications sont:

1831 Recherches sur le penchant au crime à différents âges

— en fonction de l'âge, du sexe, du climat, de la fortune, de l'instruction, du prix des grains...

1832 Lettre à Villermé

— où il dégage les causes régulières et les causes périodiques de la criminalité

1835 Physique sociale

— qui regroupe ses idées et les répand.

7. Anthropométrie³

Enfin, Quételet — 50 ans avant Bertillon — s'est vivement intéressé à l'anthropométrie, notamment à la réunion de données nombreuses sur la taille, le poids et la force des individus de divers âges — en commençant même par le fœtus.

Il a saisi l'intérêt d'une telle documentation, au point de vue médical, et d'autre part, au point de vue sociologique, pour l'étude comparée de groupes humains dans le temps et dans l'espace. A cet effet il a proposé de calculer les dimensions de l'homme moyen.

Quételet ne fut pas économiste

Après cette brillante énumération, nous sommes obligés de constater que Quételet ne fut malheureusement pas économiste. Il n'a pas

³ v. notamment Physique sociale, tome II et: L'anthropométrie, ou mesure des différentes facultés de l'homme. Bruxelles 1870.

eu de formation économique et ne semble guère avoir eu de relations avec les économistes de son temps. Malthus qu'il a rencontré à Cambridge en 1833 (et avec lequel il conçut le projet de ce qui allait devenir la Royal Statistical Society) ne l'intéresse qu'en tant que démographe.

Dans sa monumentale «History of economic analysis», Schumpeter affirme qu'aucun économiste de l'époque ne relève une trace de l'influence de Quételet, mais que ses «recherches vigoureuses et originales» sur la distribution des caractéristiques humaines ont eu plus tard une influence sur certaines recherches économiques⁴. La première observation de Schumpeter n'est pas entièrement exacte, puisque Marx s'inspire de sa théorie de l'homme moyen. Mais il est surprenant que Cournot — le père de l'économie mathématique — dont l'ouvrage fondamental date de 1838 (Recherches mathématiques sur la théorie des richesses) ne cite pas Quételet. Celui-ci de son côté n'a pas vu le rôle que les mathématiques pourraient jouer en économie, ni surtout la féconde conjonction des mathématiques et de la statistique dans l'économétrie.

Quételet, homme d'action

Cet aperçu atteste le prestige de Quételet et son don des relations publiques. Sans doute a-t-il été bon diplomate. Après avoir été le conseiller du Roi des Pays-Bas et l'initiateur du recensement de la population de 1829, Quételet n'en sut pas moins se concilier les faveurs du gouvernement provisoire issu de la Révolution belge, puisqu'il fut immédiatement nommé directeur-adjoint du nouveau bureau de la statistique générale et, en 1841, président de la Commission centrale de statistique.

II. QUÉTELET THÉORICIEN

Pour bien comprendre la place qu'occupe Quételet dans l'histoire du développement scientifique, il convient de donner une brève indication sur l'histoire de la statistique.

Ce nom — dont l'étymologie vient de status, la description des États — est employé dans trois sens différents:

- l'organisation officielle des recensements (par exemple Institut national de statistique)

⁴ On est étonné de ne pas trouver le nom de Quételet dans André MARCHAL: Méthode scientifique et science économique (Paris, Édition Génin 1952).

- les séries de chiffres et leur interprétation (par exemple tableaux statistiques)
- la statistique mathématique.

Cette dernière, liée aux noms de Bernoulli, Laplace, Poisson, Gauss, etc. était connue de Quételet, mais il n'y a pas fait de contribution significative.

La statistique officielle était in statu nascendi à l'époque de Quételet. Son mérite est d'avoir saisi la nécessité de son développement pour le progrès de la science sociale, et la nécessité d'une coordination des méthodes, sur le plan national et sur le plan international.

Enfin, il a eu l'ambition d'utiliser les matériaux fournis par la statistique pour la construction d'une «physique sociale». Par là, il est un des précurseurs de la méthode inductive statistique et ainsi, indirectement, de la méthode mathématique dans les sciences sociales.

Déjà des auteurs du 17^e et du 18^e siècle avaient été frappés par certaines régularités démographiques. On les groupe dans l'école dite de l'arithmétique politique.

Dès le milieu du 17^e siècle John Graunt fit la découverte sensationnelle qu'à Londres les nombres des naissances, des décès, voire des suicides et de certaines maladies restaient approximativement constants d'une année à l'autre. L'industrie des assurances allait d'ailleurs être bâtie sur cette découverte.

En 1740, l'aumônier militaire de Frédéric le Grand, Johann Peter Süssmilch, publie "Die göttliche Ordnung in den Veränderungen des menschlichen Geschlechtes". Il constate de surprenantes régularités encore valables aujourd'hui et qui sont donc de véritables lois: la surnatalité masculine (chaque année les naissances masculines dépassent d'environ 5% les naissances féminines), la surmortalité masculine, le pourcentage des jumeaux etc. Il les interprète comme la manifestation d'un ordre divin, tout comme Copernic et Newton étaient convaincus d'avoir fait œuvre religieuse en découvrant les lois de l'astronomie.

Quételet laïcise la méthode de Süssmilch (tout en se référant à «la Divinité» et l'étend considérablement.

Mundum numeri regunt.

C'est le nombre sous forme de la statistique et du calcul des probabilités qui sera à la base de l'explication dans les sciences sociales.

Reconnaissons d'emblée que cette méthode a fait fortune: le besoin de statistiques est devenu universel et leurs applications sont innombrables.

Les recherches statistiques de Quételet (par exemple sur les relations entre les décès et l'âge, la saison, le milieu rural ou urbain, la profession, etc.) gardent un certain intérêt méthodologique.

Voyons de près quelques théories de Quételet qui ont été vivement critiquées.

Nous nous efforcerons de dégager le contenu positif et durable de ces théories.

L'empirisme statistique de Quételet

La querelle des méthodes a dominé une grande partie du 19^e siècle — à juste titre d'ailleurs, car la question est fondamentale.

Avec le recul dont nous disposons, il est facile de montrer les imperfections de la méthode de Quételet. Dans le deuxième quart du 19^e siècle, la documentation statistique était extrêmement réduite, d'où la prédominance des théories déductives. La première contre-attaque de la méthode historique débute seulement à la fin de cette période⁵. La variante statistique de la méthode inductive ne se manifesterait que bien plus tard. Quételet fait donc figure de pionnier tant en ce qui concerne l'emploi de la méthode qu'en ce qui concerne ses efforts pour améliorer la documentation statistique.

Il a sans doute surestimé les possibilités de l'induction statistique et négligé la part de la théorie et de la déduction.

Déterminisme ou liberté? Les causes naturelles et les causes accidentelles.

Alors que Süssmilch, au 18^e siècle, voyait dans les régularités statistiques la manifestation d'un ordre divin, Quételet réalise que le calcul des probabilités débouche sur la question du libre arbitre.

Le problème dépasse évidemment la statistique et est d'ordre philosophique. Mais voyons quelles contributions la statistique peut apporter à ce débat.

Quételet distingue entre, d'une part, les causes naturelles ou physiques, manifestations d'un déterminisme biologique (par exemple le sexe et l'âge) ou climatique (régions, saison, heure du jour)

⁵ 1843 ROSCHER: L'économie politique d'après la méthode historique.

et, d'autre part, les causes perturbatrices ou forces morales qui permettent à l'homme de modifier progressivement son milieu. Parmi ces causes perturbatrices, Quételet cite notamment les professions, la nourriture, la moralité, les institutions civiles et religieuses, l'instruction, tout ce qui distingue l'homme des animaux.

Cette distinction est critiquable à bien des égards. D'abord elle ne résout pas le problème philosophique du libre arbitre, à moins de réduire ce dernier à l'exercice de la raison. D'autre part, elle risque de voiler les déterminismes nouveaux de nature sociologique, dus à l'initiative humaine. Elle n'en est pas moins intéressante puisqu'elle vise à déterminer, d'après Quételet, «ce qui appartient à la nature et ce qui appartient à la force perturbatrice de l'homme». L'action de cette dernière est lente; Quételet parle de «perturbations séculaires». Il n'est donc pas étonnant que les fameuses constances des phénomènes sociaux, dont la découverte avait émerveillé les arithméticiens-politiques, révèlent à la longue leur vrai caractère de variables: les taux de natalité et de mortalité ont diminué, la nuptialité s'est modifiée, les divorces ont augmenté, la criminalité s'est modifiée. Nous n'en connaissons pas moins encore des régularités effrayantes — telles que les accidents de la route — qui sont un défi à la liberté et à la dignité de l'homme.

Voici, à titre d'illustration de la méthode de Quételet, trois exemples dont les deux derniers sont empruntés à notre expérience actuelle:

- la surnatalité masculine: ce phénomène connu de Quételet et expliqué aujourd'hui par les biologistes, a essentiellement des causes physiques;
- l'infarctus du myocarde: dans le déterminisme de cette maladie, nous pouvons distinguer des facteurs physiques, comme le sexe et l'âge, et des «causes morales»: tabac, nourriture abondante et grasse, manque de mouvement, stress. En d'autres mots il y a des facteurs sur lesquels nous pouvons agir; mais, toutes autres choses étant égales, le danger augmente avec l'âge et les femmes sont moins exposées à la maladie que les hommes;
- les accidents de la route: ici les «causes morales» prédominent très nettement — ivresse au volant, vitesse exagérée, fatigue, négligence — le scandale des accidents n'en est que plus révoltant.

Comme Graunt et Süssmilch avaient été frappés par les régularités démographiques, Quételet constate la régularité du crime: «Il est un budget qu'on paie avec une régularité effrayante, c'est celui des prisons, des bagnes et des échafauds; c'est celui-là surtout qu'il faudrait s'attacher à réduire⁶».

Quételet étudie les relations statistiques entre la criminalité et d'autres variables tels que l'âge, le sexe, le climat, la fortune, l'instruction, le prix des grains, etc. Ces recherches lui révèlent un certain déterminisme et l'induisent à écrire une phrase imprudente qui a donné lieu à des interprétations abusives:

«La société renferme en elle les germes de tous les crimes qui vont se commettre. C'est elle, en quelque sorte, qui prépare les crimes, et le criminel n'est que l'instrument qui les exécute». (Physique sociale 1836 Tome I, p. 10).

Bakounine s'est saisi de cette phrase qui dépassait la pensée de son auteur. Car Quételet n'était nullement fataliste. Le penchant au crime, dont il parle, ce n'est point l'homme criminel de Lombroso, mais simplement la probabilité de trouver une certaine fréquence de crimes dans un groupe social à un moment donné.

Héritier du siècle des lumières, Quételet pensait plutôt, par ses recherches, fournir les moyens d'infléchir le déterminisme social et de réduire la criminalité.

Quételet fait figure de pionnier dans l'histoire de la criminologie. Sa méthode statistique est une découverte qui, cependant, débouche uniquement sur des probabilités et non sur des certitudes.

En montrant l'action des facteurs sociaux, l'œuvre de Quételet contribue à l'humanisation des peines. Son action est donc comparable à celle du fameux ouvrage de Beccaria: Des délits et des peines (1764).

Quételet a aussi influencé l'école criminologique italienne. Lombroso qui écrit à la fin du 19^e siècle, le cite souvent.

La théorie de l'homme moyen

L'homme moyen de Quételet est un homme représentatif d'un groupe en ce sens que ses caractéristiques correspondent à la moyenne

⁶ Le texte que Quételet a écrit à propos des crimes est singulièrement actuel si nous le transposons aux accidents de la route.

arithmétique de caractères de tous les membres du groupe, tant au physique qu'au moral.

L'homme moyen et la femme moyenne peuvent être évalués par groupe d'âge, par pays, par région, par époque.

Il s'agit donc d'une fiction statistique que Quételet compare au centre de gravité des corps et qui est destinée à faciliter les comparaisons dans l'espace et dans le temps, et notamment à mesurer les progrès accomplis par le genre humain guidé par la science.

Pour ce qui est des qualités physiques, le calcul de l'homme moyen se réduit à un problème d'anthropométrie; Quételet s'intéresse notamment à la taille, au poids et à la force mesurée à l'aide d'un dynamomètre.

La mesure des qualités intellectuelles et morales est plus délicate et Quételet reconnaît qu'il serait ridicule de dire que le génie d'Homère est à celui de Virgile comme 3 est à 2. Mais n'oublions pas qu'il ne s'agit nullement de comparer des individus, mais plutôt des ensembles et que la loi des grands nombres entre dès lors en jeu. C'est ainsi que la statistique criminelle nous donne une mesure du penchant au crime (au sens statistique de Quételet); de même la statistique culturelle qui comprend les nombres des écrits scientifiques et littéraires, des représentations théâtrales, des concerts, etc., fournit un ordre de grandeur de l'activité intellectuelle d'un groupe. Ainsi, à défaut de pouvoir mesurer des qualités morales individuelles, nous pouvons mesurer indirectement les effets de ces qualités pour un ensemble.

Quételet a sans doute surestimé la valeur de son invention. L'homme moyen présente un intérêt au point de vue anthropométrique; encore la moyenne doit-elle être assortie d'une mesure de la dispersion autour de cette moyenne. Pour les qualités intellectuelles et morales, l'homme moyen de Quételet n'a guère survécu à son auteur.

Pour Quételet, l'homme moyen était plus qu'une fiction statistique; il croyait y trouver l'expression d'un type idéal. Goethe, avec lequel il avait eu l'occasion de s'entretenir au cours d'un voyage en Allemagne, lui apparaissait comme ... le type de son homme moyen!

Et pourtant l'idée était originale et n'a pas manqué d'influencer d'autres penseurs. Karl Marx s'inspire de ses idées lorsqu'il parle du travail humain moyen, du travail socialement nécessaire, du profit moyen, du prix moyen du marché⁷. En 1890 Alfred Marshall formule

⁷ D'après R. HORVATH (39^e session de l'Institut international de statistique. Vienne 1973).

sa théorie de la «firme représentative» dont les conditions de production correspondent à la moyenne de celles de toutes les autres. Mais le grand économiste de Cambridge ne cite pas Quételet.

Aujourd'hui la moyenne triomphe en macro-économie: les rémunérations salariales sont souvent liées à une moyenne, l'indice des prix à la consommation; nous comparons allègrement les niveaux de vie par tête de tous les peuples de la terre et les taux de croissance de leurs économies. N'est-ce pas une version moderne de la théorie de l'homme moyen?

CONCLUSION

Peut-on attribuer à Quételet le titre de père de la statistique moderne?

Il n'est ni le créateur de la statistique mathématique, ni le premier à avoir recherché des lois statistiques dans les sciences sociales.

Cependant sa vaste culture lui a donné l'intuition des possibilités quasi illimitées de la statistique mise au service de la méthode expérimentale. Et il a reconnu la nécessité d'une organisation efficace de la statistique officielle. Il est l'initiateur de la collaboration statistique internationale.

Tour à tour l'économie, la sociologie, la biologie et la médecine, la psychologie, voire la poésie ont recouru aux ressources de la statistique et — suprême hommage — la physique et l'astronomie, sciences dites exactes, ne dédaignent pas les services de cet «art de préciser ce que l'on ignore». En effet, la statistique permet une expérimentation idéale dans des domaines qui ne sont guère accessibles aux expériences de laboratoire: galaxies, maladies, hauts fourneaux.

Nous nous devons de rendre hommage à celui qui, il y a près d'un siècle et demi, a eu l'intuition des potentialités de la statistique.

PRINCIPALES PUBLICATIONS D'ADOLPHE QUÉTELET*

LIVRES

Statistique et sciences sociales

- Instructions populaires sur le calcul des probabilités. Bruxelles, 1828
- Recherches statistiques sur le royaume des Pays-Bas. Bruxelles, Tarlier, 1829
- Sur la possibilité de mesurer l'influence des causes qui modifient les éléments sociaux. Bruxelles, 1832
- (En collaboration avec E. Smits) — Recherches sur la reproduction et la mortalité de l'homme aux différents âges et sur la population de la Belgique. Bruxelles, 1832
- Recherches sur le penchant au crime aux différents âges. Bruxelles, 2^e édition 1833
- Sur l'homme et le développement de ses facultés, ou essai de physique sociale. 2 vol. Paris, Hachelier, 1835 / Bruxelles, 1836
Deux rééditions élargies ont paru sous les titres:
 - Études sur l'homme. Bruxelles, 1842
 - Physique sociale, ou essai sur le développement des facultés de l'homme. 2 vol. Bruxelles, 1869
- Lettres à S.A.R. le Duc Régnant de Saxe-Cobourg et Gotha sur la théorie des probabilités appliquée aux sciences morales et politiques. Bruxelles, Hayez, 1846
- Du système social et des lois qui le régissent. Paris, 1848
- Théorie des probabilités.
in: Encyclopédie populaire par la Société pour l'émancipation intellectuelle, Bruxelles, 1853
- Sur les tables de mortalité et spécialement sur les tables de mortalité de la Belgique.
in: Journal des économistes, vol. 4, Bruxelles, 1854
- Anthropométrie ou mesure des différentes facultés de l'homme. Bruxelles, 1870
- Tables de mortalité et leur développement d'après le plan d'une statistique internationale et comparée. Bruxelles, 1873

Astronomie, météorologie, etc.

- Astronomie élémentaire. 2 vol. Bruxelles, 1826 / 3^e éd. Paris, Hachelier
- Positions de physique, ou résumé d'un cours de physique générale. 3 vol. Bruxelles, Hayez, 2^e éd. 1834
- Sur le climat de la Belgique. 2 vol., Bruxelles, 1849-1857, Hayez
- Histoire des sciences mathématiques et physiques chez les Belges. Bruxelles, 1864
- Sciences mathématiques et physiques chez les Belges au commencement du 19^e siècle. Bruxelles, 1866

* Pour une liste exhaustive des écrits de Quételet voir: Dictionnaire des écrivains belges. Vol. 3. Bruxelles, 1897

La plupart des études rédigées par A Quételet ont été publiées dans les revues suivantes:

- Bulletin de l'Académie royale des sciences de Belgique
- Nouveaux mémoires de l'Académie de Belgique
- Correspondance mathématique et physique. Bruxelles (publication rédigée d'abord en collaboration avec Garnier, plus tard uniquement par Quételet)
- Annales de l'Observatoire, Bruxelles (publication rédigée par Quételet)
- Bulletin de la Commission centrale de statistique. Bruxelles
- e. a. De l'influence du libre arbitre de l'homme sur les faits sociaux et particulièrement sur le nombre des mariages. Vol. III, p. 135 ss (1847)

SUR QUÉTELET

Parmi les nombreux écrits sur Adolphe Quételet voir:

- Académie Royale de Belgique: Mémorial du centenaire de la mort d'Adolphe Quételet (1975)
- MAILLY E. — Essai sur la vie et les ouvrages de L.A. Quételet. in: Annuaire de l'Académie royale des sciences de Belgique, 1875, pp. 109-225
- REICHESBERG Naum — Der berühmte Statistiker Ad. Quételet. Sein Leben und sein Wirken. in: Zeitschrift für schweizerische Statistik, 1896, p. 142
- LOTTIN J. — Quételet statisticien et sociologue. Paris, Alcan, 1912

Le suicide

Séances-débats des 2 juin 1975, 20 novembre 1975
et 2 décembre 1975

- Introduction du Président, M. Alphonse Huss
- Communication de M. Edmond Wagner
- Communication du Dr Georges Muller
- Communication de M. Fred Konz
- Communication de M. Georges Als

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Messieurs et chers confrères,

Particulièrement heureux de pouvoir renouer nos activités après l'accalmie de l'été, nous allons aborder, en deux séances successives, un sujet d'une portée morale et sociale considérable, celui du «Suicide». Ce sujet, d'une actualité prononcée aussi, offre une multiplicité de facettes permettant d'étudier une série de problèmes particuliers qui en procèdent et qui, abstraction faite des aspects purement médicaux, rentrent dans le cadre des compétences — dans le double sens matériel et formel du mot — attribuées à notre Section qui, pour l'occasion, s'est assurée le concours de la Section des sciences médicales de l'Institut grand-ducal.

Ce phénomène social, toujours d'essence tragique, mais souvent teinté de romantisme, nous frappe au plus profond de notre être, puisqu'il s'exerce brutalement à l'encontre d'un instinct élémentaire qui anime chaque humain, celui de la conservation de l'individu. Pour l'homme de la rue, la vie reste le bien le plus précieux, sauf dans de rares cas où des souffrances physiques atroces peuvent motiver la préférence accordée à une détermination radicale.

Pour délimiter un débat engagé depuis longtemps, on a discuté de la définition du suicide, entreprise en apparence plutôt vaine en ce sens que tout le monde sait en quoi consiste matériellement ce geste fatal. Toutefois il s'agira d'en déterminer la composante morale. Par

ailleurs, circonscrire la notion de suicide s'avère intéressant à un autre point de vue: cette précision permet de procéder plus aisément à une division en catégories des différents types de suicide et aussi de rendre compte d'une question importante, celle des suicides manqués à propos desquels on aimait jusqu'à présent à discerner les tentatives vaines (ou sérieuses) des fausses tentatives. D'ailleurs on préfère parler aujourd'hui de «conduites suicidaires». Ainsi propose-t-on l'analyse suivante de la notion de suicide: elle est caractérisée d'abord par les fonctions autodestructrices, ensuite par des fonctions hétéro-agressives, issues de la volonté de culpabiliser par le geste le comportement d'autrui et enfin par ce qu'on appelle, d'une expression passablement hermétique, les fonctions d'appel «ordaliques» qui viennent se substituer à la notion de suicide-chantage.

En y réfléchissant on en arrive à distinguer des cas d'auto-destruction résultant d'une pulsion intérieure, consciente ou non-consciente, les cas où une cause extérieure est venue imposer cette auto-destruction: le condamné à mort qui veut échapper à un supplice ignominieux, le coupable de faits retentissants comme la haute-trahison ou la trahison au profit d'une puissance étrangère et auquel la mort «volontaire» est imposée pour des raisons qui tiennent à la fois à l'intérêt du coupable et à celui du groupe social auquel il appartient, la femme qui se tue pour échapper à un viol et dont la figure typique reste Sainte Appoline, le résistant qui choisit la mort pour ne pas risquer de se faire extorquer des révélations nuisibles à la cause qu'il défend, à la limite, le «Kamikase» qui se sacrifie pour la réalisation d'une attaque efficace et décisive contre l'ennemi. Enfin, dans ce même ordre d'idées, pourront se poser les multiples problèmes rassemblés sous le vocable «euthanasie» et notamment dans l'hypothèse où le malade, en proie à des douleurs intenses, ne pourrait plus attendre de l'art médical aucun soulagement sensible. Nous aurons soins d'exclure les cas où ce n'est pas le malade lui-même qui prend la décision de couper le fil de sa vie.

Remarquons sans y insister pour notre part, que, dans son étude sociologique sur le suicide parue en première édition en 1897, Emile Durkheim distingue trois espèces de suicide: le suicide dit «égoïste», le suicide «altruïste» procédant d'un rattachement étroit au groupe social et, notion alors nouvelle et originale, le suicide dit «anémique» résultant notamment d'une situation de transition à caractère anarchique.

On voit que les critères de distinction relèvent, chez Durkheim qui est sociologue, des situations sociales plutôt que d'une motivation

individuelle. En réalité, discutant de l'étiologie du phénomène: «Suicide», il sera toujours difficile de séparer nettement les causes sociales — qui font figure de «*causae remotae*» — des causes individuelles, opérant en tant que «*causae proximae*». Je n'en veux pour preuve que le catalogue présenté par l'auteur d'une étude sur le suicide, parue en 1802 et rééditée en 1836, œuvre d'un médecin doublé d'un ecclésiastique qui avait réussi à sauver de la mort un candidat au suicide.* Pour expliquer ce phénomène, pratiquant le style ampoulé en honneur à son époque, il retient la responsabilité tout d'abord d'une première classe de sentiments passionnés: ceux qui tiennent à des principes reconnus méprisables et il énumère: la passion du jeu, la colère, l'abus des sens et le libertinage, l'ennui et le dégoût de la vie, l'envie et les remords! La seconde classe de sentiments passionnés en cause est composée de ceux qui, au contraire, tiennent à des principes nobles et généreux, et de mentionner: l'amour, le sentiment de l'humiliation, les revers de fortune et le patriotisme. Il y aurait beaucoup à observer quant à cette classification. Bornons-nous à constater qu'elle met sur un même pied les causes lointaines et les sentiments qui peuvent en provenir. Ce n'est pas par cette méthode dépassée que nous pourrions approfondir et éclairer le problème.

Demandons-nous pourtant quel rôle l'imitation peut jouer dans la perpétration des suicides. Durkheim a nié cette influence. Le contraire pourrait pourtant sembler vraisemblable à une époque où les «mass-media» assurent au suicide des personnes notables une publicité effrénée. En fait, et à titre d'exemple, l'augmentation des taux de suicides après une mort volontaire retentissante comme celle de l'actrice Marilyn Monroe semble plutôt confirmer l'existence d'une influence à cet égard.

La conduite suicidaire qui se manifeste dans des milieux spécifiques a souvent retenu l'attention. Il s'agit des suicides et tentatives de suicide dans les hôpitaux, les institutions pénitentiaires, les établissements d'éducation et à l'armée. Encore que pareil milieu soit, par son organisation collective même, propice paradoxalement à une exacerbation des conflits, dans la réalité des faits, la soumission à une stricte discipline semble plutôt à même d'éviter le dénouement fatal. Mais aux particularités de pareil milieu comme l'est par exemple le milieu militaire peut se joindre dangereusement l'esprit d'incitation de façon à

* On peut aussi songer ici à la figure de l'artilleur Gottfried Hurra, évoquée dans une pièce de théâtre par l'écrivain luxembourgeois Dicks (Edmond de la Fontaine).

même finalement aboutir, par la multiplication des suicides, à un affaiblissement des effectifs et de leur valeur de combat. Napoléon Bonaparte, comme premier consul, se trouvait confronté à pareille situation — une épidémie de suicides — ce qui l'a amené à insérer dans un ordre à la Garde le passage suivant: «Qu'un soldat doit savoir vaincre la douleur et la mélancolie des passions; qu'il y a autant de vrai courage à souffrir avec constance les peines de l'âme qu'à rester fixe sous la mitraille d'une batterie. S'abandonner au chagrin sans résister, se tuer pour s'y soustraire, c'est abandonner le champ de bataille avant d'avoir vaincu.» Remarquons donc que notre sujet semble avoir fourni ample matière aux méditations de Napoléon qui emportait toujours, dans ses campagnes, le «Werther» de Goethe dans ses bagages.

Cette dernière remarque m'amène à parler des rapports entre le suicide et la littérature — dans le sens des «belles lettres»*. Cet aspect ouvre des perspectives étendues, encore qu'il soit malaisé de faire strictement le départ entre les écrits des moralistes et ceux des poètes et autres écrivains. Le rapport entre suicide et littérature peut s'envisager de double façon: soit à partir de l'écrit qui met en oeuvre le thème du suicide, soit à partir de la personne de l'écrivain lorsqu'il a manifesté un comportement suicidaire. Souvent les deux circonstances coïncident comme dans le cas de Jean Robeck, Suédois qui, après avoir terminé une dissertation sur la mort volontaire, s'est empressé d'aller se noyer. Un curieux homme d'ailleurs, ce Robeck, qui, de protestant s'était fait jésuite pour redevenir protestant, dont l'oeuvre, commentée par un ami qui s'appelait Funck a substantiellement inspiré Jean-Jacques Rousseau, lequel, à son tour, est devenu l'auteur de la plus célèbre apologie du suicide, la «Nouvelle Héloïse». Dans cette oeuvre, suivant le procédé en honneur à son temps, Rousseau oppose deux personnages: le chevalier de Preux qui visiblement incarne l'idée favorable au suicide, adoptée par Rousseau lui-même s'en prenant notamment à ce qu'il appelle les «sophismes» du Phédon de Platon et d'autre part un Anglais appelé Milord Edouard qui s'exprime de façon assez peu convaincante dans le sens de l'illicéité de la mort volontaire. Le chevalier de Preux a des accents particulièrement fermes: «L'homme est sujet à mille maux, sa vie est un tissu des misères et il ne semble naître que pour souffrir. De ces maux, ceux qu'il peut éviter, la raison veut qu'il les évite et la Religion qui n'est jamais contraire à la raison, l'approuve». Que Rousseau ait présenté comme étant Anglais l'antagoniste du défenseur de la mort volontaire est fait pour surprendre: à cette époque, sur le continent, les

Britanniques avaient précisément la réputation d'être favorables à cette idée et cela peut-être pour deux motifs: Un livre paru à cette époque et présenté comme «compilation» d'un médecin anglais, Jean Donne, traitait de tous les suicides de notables rencontrés dans l'histoire et notamment dans les livres saints, ce qui, sur le continent surtout, a paru choquant aux tenants de la thèse opposée. D'autre part, ce qui faisait les Anglais passer globalement pour favorables au suicide, c'est l'exemple du poète anglais Thomas Chatterton, véritable génie précoce qui s'était donné la mort à 18 ans. Cet événement avait fait sensation. Son cas a d'ailleurs plus tard fourni le sujet d'une tragédie d'Alfred de Vigny. C'est Chatterton qui a désigné le suicide par l'expression «solution finale» à laquelle d'autres ont donné beaucoup plus tard un sens différent.

La «Nouvelle Héloïse» a fortement impressionné Goethe qui, on le sait, se tenait toujours au courant de la littérature française, précisément à une époque où, en proie à un dépit amoureux difficilement surmontable, il apprit la fin tragique du secrétaire de légation Jerusalem qu'il avait bien connu à Wetzlar. En composant «les souffrances du jeune Werther» Goethe, après avoir confié à sa plume ses sentiments les plus profonds, a réalisé sa propre libération. Mais son livre qui connut en librairie un succès énorme était à l'origine d'une véritable fièvre suicidaire restée fameuse. L'influence sur le public semble avoir été beaucoup plus profonde que celle engendrée par le roman «Madame Bovary» de Flaubert qui se termine par un empoisonnement. Enfin la littérature de tous les pays est quelque peu dominée par le souvenir des couples tragiques: Roméo et Juliette, Tristan et Yseult.

Nombreux sont les écrivains de toutes langues qui, aux différentes époques, ont choisi volontairement la mort, ainsi dans l'antiquité, de nombreux adeptes de l'école stoïcienne. Bornons-nous à citer Gérard de Nerval et Henri de Montherlant en France, Heinrich von Kleist et Nietzsche, Tucholsky et Toller en Allemagne, Virginia Woolf et Hemingway ainsi que le prix Nobel japonais Kawabata. Citons encore le cas de la famille de Thomas Mann et notamment celui de Klaus Mann.

Parmi les tenants des arts figuratifs, les cas de suicide sont peut-être moins nombreux que chez les hommes de lettres. Le cas le plus célèbre restera celui du peintre néerlandais Vincent van Gogh, cas moins légendaire toutefois que la mort tragique d'un artiste culinaire, le Grand Vatel, qui se précipitait dans son épée en ne voyant pas arriver les huîtres à un dîner d'apparat.

Pour élucider notre problème il faut évidemment avoir recours aux statistiques dont on nous entretiendra encore. On nous dira sans doute qu'il convient de les interpréter avec une circonspection accrue. On doit néanmoins se demander s'il est possible de déceler par cette voie des causes générales susceptibles de déclencher le processus suicidaire, causes tirées du milieu, de la nationalité, du système social. Chaque suicide ne répond-il pas à des causes propres à l'individu, inaccessibles à des explications systématiques? Quoi qu'il en soit d'ailleurs, l'impression nous restera que la dévaluation de la vie par des guerres meurtrières, par la suppression physique systématique d'adversaires politiques, par les grands génocides du XX^e siècle n'est pas étrangère, à notre époque, à la motivation des suicides.

Récemment un auteur français, Jean Baechler, s'est livré à un examen critique des idées «reçues» à propos du suicide. Ainsi il estime que si la maladie mentale peut expliquer certains suicides, elle ne peut être retenue comme leur cause; que les animaux ne se suicident pas, pas plus que les enfants avant l'âge de raison (7 ans), mais que les populations primitives pratiquent la mort volontaire à l'instar des «civilisés»; qu'il est faux de prétendre qu'on se suicide de plus en plus, le taux actuel étant nettement inférieur à celui d'avant 1914 mais que pour les jeunes, les tentatives non suivies de mort sont plus nombreuses qu'autrefois. De même, déclare-t-il, les femmes se tuent beaucoup moins que les hommes mais là encore le nombre des «tentatives infructueuses» est plus élevé. C'est à tort, estime-t-il, qu'on a mis l'urbanisation en cause: on se tue beaucoup plus à la campagne qu'à la ville. Est fausse aussi, d'après lui, l'affirmation que quiconque parle de se tuer ne le fait pas. Enfin avec Durkheim, l'auteur estime que la presse et les livres n'encouragent guère la progression au suicide. Ces différents points sont de nature à être évoqués par nos rapporteurs.

Si, au point de vue de la philosophie et de l'éthique, les opinions divergent sensiblement quant au caractère moral ou immoral du suicide — appréciation qui se répercute sur le terrain juridique — il existe cependant concordance de vues quant à l'opportunité qu'il y a de réaliser la prévention du suicide. Cette réalisation peut être envisagée à plusieurs points de vue: d'une part la réception des malades «perturbés», susceptibles d'une conduite suicidaire dans des chambres «ad hoc» où soit évité tout impact psychologique générateur d'angoisse (judas, barreaux, capitonnage) et tout dispositif matériel risquant de favoriser les mutilations ou la pendaison ainsi que l'aménagement de lieux où il est fait appel à l'effet tranquillisant des espaces verts. Dans un certain nombre de pays on a mis sur pied des organisations d'aide

psychologique qui, à tout instant, prêtent réconfort à des personnes en détresse morale. Ainsi la Ligue d'hygiène mentale luxembourgeoise a projeté la création d'un «Centre S.O.S. — Suicide» comportant une permanence téléphonique assurée par des bénévoles encadrés de professionnels.

Ces paroles introductives ne répondent pas au dessein d'anticiper sur les exposés consacrés à l'un ou l'autre aspect particulier de notre problème, mais de fournir un aperçu succinct et synoptique de nature à préparer l'esprit aux échanges de vues qui nous attendent.

Le suicide - Recherche d'une définition

Aspects philosophiques et moraux

Communication de M. Edmond W a g n e r, Professeur

«Il n'y a qu'un problème philosophique vraiment sérieux: c'est le suicide. Juger que la vie vaut ou ne vaut pas la peine d'être vécue, c'est répondre à la question fondamentale de la philosophie.»

A. Camus: Le mythe de Sisyphe

L'examen de la question du suicide nous met en face de multiples problèmes et aspects qui ne se laissent que fort difficilement ramener à un dénominateur commun. En effet, une analyse même schématique de la mort dite volontaire discerne successivement un problème sociologique, psychologique, médical, philosophique, légal, sans même aborder la question éthique de la légitimité de l'auto-destruction et de la responsabilité morale du suicidant.

En outre, la recherche d'une définition quelque peu adéquate de la conduite suicidaire ne doit pas seulement tenir compte du suicide proprement dit, de l'acte réussi, mais elle doit encore s'étendre à la tentative de suicide, acte incomplet se soldant par un échec, à la velléité du suicide, c'est-à-dire à l'acte plus ou moins ébauché, voire au chantage au suicide, témoin d'une attitude psychologique proche de celle de tout autre suicidant, et, enfin, à certains équivalents suicidaires (par exemple refus conscient de traitements, toxicomanies, conduites de risque choisies sans obligation) (cf. M. Quidu).

Ces précisions données, commençons donc par chercher une définition quelque peu adéquate de la suppression de soi-même. Partons à cet effet de la définition bien connue avancée par le grand sociologue Durkheim. «Le suicide est tout cas de mort qui résulte directement ou

indirectement d'un acte positif ou négatif accompli par la victime elle-même et qu'elle savait devoir produire ce résultat». D'abord, cette formule ne distingue pas le suicide du sacrifice, distinction essentielle aux yeux de nombreux auteurs. En outre, elle exclut les cas de suicide manqué, les tentatives qui, pour être manquées, relèvent néanmoins de l'intention de se priver de la vie. Enfin, Durkheim, sociologue d'obédience behavioriste, oublie que le suicide n'est pas un simple cas de mort, mais, comme on le verra, un acte humain auquel un sujet confère une signification. Voilà pourquoi Halbwachs, un autre sociologue, a complété heureusement la première formule en définissant le suicide: «tout cas de mort qui résulte d'un acte accompli par la victime elle-même avec l'intention ou en vue de se tuer et qui n'est pas un sacrifice».

Malgré la restriction finale et la référence à l'intentionnalité de l'acte, cette nouvelle formule ne distingue pas davantage entre le suicide réussi et la tentative. Pour cette raison Landberg propose la formule que voici: «Le suicide est l'acte par lequel un être humain crée volontairement ce qu'il croit être une cause efficiente et suffisante de sa propre mort».

Cette définition s'étend à la fois au suicide accompli et à l'acte projeté; en outre elle présente le suicide comme un acte humain, l'expression «volontairement» soulignant à la fois les impulsions affectives, pathologiques ou non, l'intentionnalité de l'acte et la décision délibérée ou affolée du sujet à se supprimer. Par contre, pas plus que les formules précédentes, elle ne tient compte ni des causes ni des motifs qui amènent le sujet à la décision suicidaire. Voilà pourquoi Lalande propose l'énoncé suivant: Le suicide, c'est «l'acte de causer soi-même sa mort, d'une manière volontaire, pour échapper à une condition de vie qu'on juge intolérable». Certes, cette définition ne distingue point entre l'acte accompli et la tentative, mais elle souligne ce qu'on considère dans la suite comme le ressort principal de la conduite suicidaire (c'est-à-dire le fardeau insupportable de l'existence, qui amène le suicidant à se donner la mort). Elle tient encore suffisamment compte des déterminismes sociologiques et psychanalytiques tout en n'excluant pas les cas de suicide-révolte contre l'ordre des choses jugé absurde.

Ces précisions données, et tenant compte des remarques précédentes, je propose donc la définition suivante, certes encore incomplète, mais convenant à la majorité des cas analysés. «Le suicide est l'acte positif ou négatif par lequel un être humain est amené à créer

ou crée volontairement, mais non dans un esprit de sacrifice, ce qu'il croit être une cause efficiente de sa propre mort recherchée comme fin ou, le plus souvent, comme moyen pour échapper à une condition de vie qu'il juge intolérable». Précisons que le terme positif désigne un acte déterminé qui peut amener la mort: par exemple, se tirer une balle dans la cervelle. Par contre l'expression acte négatif renvoie à un geste qui pourrait sauver le suicidant mais que celui-ci néglige: par exemple, ne pas quitter une maison en flammes, poursuivre le refus de nourriture jusqu'à la mort.

La définition énoncée, essayons d'en analyser davantage les différents aspects, afin de mettre en relief les thèses et les considérations qui nous y ont conduits et d'en apprécier la portée effective.

Le mot «suicide» aurait été employé pour la première fois par l'abbé Desfontaines en 1737 (Moron), mais l'étude scientifique de ce phénomène vieux comme l'humanité n'a été abordée qu'au 19^e siècle. C'est d'abord dans l'individu lui-même que l'on a cherché l'explication de l'auto-destruction. Dès 1838, se développe la doctrine dite psychiatrique qui considère le suicidant comme un aliéné mental. Ainsi Esquirol affirme que l'homme n'attente à ses jours que dans le délire et que tous les suicidés sont des aliénés. Un siècle plus tard (1930), A. Dumas affirme encore qu'on trouve parmi les suicidés 90% de cyclothymes et 10% d'hyperémotifs.

1. *La thèse sociologique*

Or, il est manifeste que cette explication simplifie les choses à l'extrême et ne rend pas compte de ce phénomène complexe qu'est le suicide. Ainsi, sans écarter d'emblée l'influence de l'aliénation dans telles conduites suicidaires, une étude sérieuse ne doit pas non plus négliger l'importance de certains déterminismes sociaux. Effectivement, avec Durkheim, la sociologie fournit son apport à l'explication du suicide, sans arriver pourtant à rendre compte, à elle-seule, de tous les aspects du problème. On sait que Durkheim se propose de prouver que la réalité collective détermine le comportement de l'individu. Le suicide, acte considéré comme spécifiquement individuel, constitue à ses yeux une confirmation éclatante de sa thèse. Car l'individu, désespéré au point de se donner la mort, vit dans la société qui le pousse à cet «acte solitaire». D'ailleurs, à l'intérieur d'un type de société, le taux de suicide reste relativement constant et demeure caractéristique de cette société. Certes, il existe des prédispositions psychologiques au suicide, mais, l'application de la méthode des varia-

tions concomitantes ayant réfuté l'hypothèse d'une corrélation entre les dispositions héréditaires et les taux des suicides, Durkheim se croit autorisé à affirmer que les forces déterminantes du suicide sont d'origine sociale et non pas de nature psychopathologique. La destruction de soi ne s'explique pas non plus par l'imitation. C'est plutôt la société, responsable en grande partie de toutes sortes de misères matérielles et morales, qui déterminerait, dans une large mesure, le désespoir des suicidants. La structure du milieu, les conditions de vie, l'organisation collective, le travail, les événements politiques et économiques, le manque de considération et de compréhension de la part des autres etc., finissent par pousser certains sujets, prédisposés, désespérés ou révoltés, au désespoir fatal.

On peut d'ailleurs, d'après Durkheim et Halbwachs, distinguer plusieurs types de suicide. Le premier, c'est le suicide égoïste. L'examen des variations du taux de suicide selon l'âge, le sexe, la religion, l'état civil prouve que les individus qui, par suite de leur situation sociale, songent essentiellement à eux-mêmes (célibataires, gens mariés sans enfants, veufs, divorcés), se sentent plus vite abandonnés, demeurent moins parfaitement intégrés dans le groupe et sont davantage enclins à se priver de la vie. Mais il existe aussi un suicide altruiste (veuve qui, aux Indes, se brûle sur le bûcher de son mari, suicide des militaires), situé à l'extrême opposé du comportement égoïste. Cette fois-ci, la surintégration, la complète disparition de l'individu dans le groupe, l'empêche de faire valoir son droit à la vie et, dans certains cas, les impératifs sociaux l'amènent à la mort volontaire. Le troisième type, le suicide amonique, qui révèle une corrélation statistiquement fondée entre la fréquence des suicides et les phases du cycle économique, demeure le plus intéressant. Il frappe les individus comme un effet des conditions d'existence que leur réserve la société moderne. Ainsi, les crises profondes de la société (par exemple crises économiques), à l'exception toutefois des grands événements politiques (guerres par exemple), conditionnent une désintégration sociale. Cet affaiblissement des liens rattachant l'individu au groupe conduit au dégoût, à l'irritation (par suite des disproportions entre les aspirations et les satisfactions obtenues) et, dans certains cas, au suicide.

Raymond Aron résume à peu près de cette manière-ci la théorie sociologique: les suicides sont des phénomènes individuels dont les causes sont essentiellement sociales. Des courants suicidogènes, ayant pour origine, non pas l'individu, mais la collectivité, traversent la société et constituent la cause réelle et déterminante des suicides. Les individus dans lesquels ces courants s'incarnent sont certes prédispo-

sés, et, à leur tour, les courants suicidogènes créent des prédispositions psychologiques. Mais les causes réelles du suicide sont des forces sociales qui varient de société en société, de groupe à groupe, de religion à religion. Ici, comme ailleurs, des phénomènes sociaux spécifiques commandent les phénomènes individuels.

Or, sans insister sur la valeur des résultats statistiques, sans discuter la portée des résultats de l'application de la méthode des variations concomitantes sur lesquels Durkheim s'appuie, relevons tout de suite que, tout importantes que se révèlent les considérations précédentes, elles demeurent, à elles-seules, incapables de rendre compte de tout cet enchevêtrement complexe de causes et de motifs dont relève la conduite suicidaire. Pour n'être pas toujours le fruit de l'aliénation, le suicide n'en demeure pas moins un acte individuel dont la psychanalyse s'affirme à son tour capable de dégager nombre d'aspects, de motifs et de buts. Voilà pourquoi une définition adéquate du suicide ne saurait s'en tenir aux seuls facteurs sociologiques qui, il est vrai, exercent une influence indéniable sur beaucoup de suicidants.

2. *L'enseignement de la psychanalyse*

De nos jours, la théorie psychologique du suicide tient compte à la fois des aspects sociologiques et psychopathologiques du phénomène. Toute situation suicidaire, qui comporte une pluralité de causes, doit être saisie dans sa totalité, donc aussi en continuité avec la personne globale du suicidant, le plus souvent un isolé se débattant dans une situation ressentie comme invivable, absurde, un sujet accablé d'un échec dont la prise de conscience crée un état dépressif fatal.

D'abord, les recherches scientifiques confirment que le suicide, sans être le plus souvent la conséquence de la débilité, s'inscrit dans le cadre d'une affection mentale (cf. Quidu) ou constitue le symptôme révélateur d'une affection jusque-là méconnue. La psychopathologie discerne souvent à la racine de l'acte suicidaire ou des tentatives de suicide des états dépressifs, comme la mélancolie, donnant lieu aux sentiments de mort, de douleur morale, de culpabilité, d'auto-accusation, sentiments qui inhibent toute décharge dirigée vers l'extérieur. D'autres affections susceptibles de déclencher la conduite suicidaire sont la schizophrénie et les multiples déséquilibres psychiques empêchant l'adaptation au milieu, les toxicomanies et les névroses (chez tous les névrosés, sujets hyperanxieux, éternellement frustrés, toujours dévalorisés, susceptibles de réactions impulsives, s'observent des conduites suicidaires).

Pourtant, cette simple énumération d'états pathologiques ne nous permet pas de comprendre toute la complexité de la conduite du suicidant. Le suicide est avant tout un geste signifiant, un acte auquel le sujet prête des significations le plus souvent inconscientes ou inadéquates. En même temps il est profondément inséré dans l'agressivité. Chez les sujets dont l'agressivité est principalement dirigée contre eux-mêmes, le suicide a la signification d'une fuite ou d'un appel au secours d'autrui, les deux exprimant l'impuissance du type à affronter une situation insupportable. Chez les individus où prévaut l'hétéro-agressivité, on décèle souvent des tentatives de suicide revêtant la signification d'un chantage. Il va sans dire que les deux aspects se mélangent le plus souvent dans des proportions variables.

D'un autre point de vue, Karl Menninger (*Die Selbstzerstörung*, 1948) discerne dans l'idée du suicide trois éléments. D'abord le désir de mort. Le suicidant rechercherait dans la mort le repos, la paix, l'annulation de ses tensions, et ce désir d'apaisement, se laissant rapprocher aussi bien du plaisir sexuel que du rassasiement du nourrisson, reproduirait le désir infantile de retourner au sein maternel. Ensuite le désir de tuer, surtout manifeste dans le suicide passionnel et dans les actes impulsifs des névrotiques. Ce même désir domine dans le retournement de l'agressivité contre soi, processus par lequel le suicidant arrive quand même à attaquer son objet (avec lequel il s'est identifié). Enfin, voici le désir d'être tué : pour l'inconscient, le suicide constitue un châtement à subir et s'accompagne d'un sentiment de culpabilité inconscient que suscite dans le sujet le Surmoi sadique comme prix de la satisfaction des désirs libidineux. Il va sans dire que, dans toute tentative authentique de suicide, ces facteurs s'associent et se renforcent réciproquement.

En pratique, le psychodynamisme du suicide se manifeste bien dans l'étude de la mélancolie. Partagé entre l'amour et la haine, le déprimé réalise un équilibre fragile entre ses pulsions contradictoires à l'égard d'un objet. En cas de disparition de l'objet, les pulsions libidinales et agressives, primitivement dirigées vers l'objet, s'infléchissent vers le Moi. Ces processus aboutissent d'un côté à une identification d'une partie du Moi avec l'objet perdu, donc à sa récupération sur un autre plan. Mais une autre partie du psychisme, le Surmoi, dévie les pulsions agressives inconscientes, primitivement dirigées vers l'objet, d'où résulte un conflit entre le Moi modifié par l'objet et le Surmoi. Soulignons la toute-puissance du Surmoi au moment du suicide. Il est tantôt passif (le Moi, se sentant abandonné par le Surmoi, s'aban-

donne à la mort), tantôt actif (le Moi en révolte se soumet quand même aux exigences sadiques du Surmoi).

Tout aussi intéressant se révèle l'exemple des névrosés. Erwin Ringel (*Selbstschädigung durch Neurose*, 1973) envisage même une névrose particulière conduisant au suicide (*Neurose zum Selbstmord hin*). Il est impossible de décrire une situation typique vécue dans l'enfance qui en soit seule responsable. Les sujets en question ont subi des traumatismes intenses, prolongés dans les trois phases orale, anale et oedipale, et, dépourvus de mécanismes de défense habituels, ils n'ont donc pas connu l'occasion de se reprendre des traumatismes de la phase précédente. Cette évolution se poursuit après l'enfance sans se manifester par les symptômes classiques d'une névrose habituelle. A la place de tels symptômes prédomine une attitude caractérisée par un pessimisme foncier, par des schémas de conduite rigides et par des transferts névrosés de sentiments. Marquée par une quantité énorme de conflits secondaires, cette névrose se solde dans la vie pratique par une suite ininterrompue de déceptions et d'échecs. Dans son évolution ultérieure, elle aboutit à la perte de toute force expansive, à l'impossibilité d'évolution et d'adaptation, à l'adoption de modèles rigides de conduite, à une résignation de plus en plus complète. Incapables d'agir et d'aimer, ces gens exigent d'autrui protection et amour tout en éprouvant un sentiment de plus en plus poussé d'isolement et d'incompréhension de la part des autres. Voilà pourquoi tant de tentatives de suicide sont en réalité un appel au secours lancé à l'entourage.

Cette névrose peut aboutir à ce que la psychanalyse appelle le «syndrome pré-suicidaire», caractérisé par les symptômes suivants: le rétrécissement du champ des possibilités individuelles, la canalisation des dynamismes du sujet dans une seule direction (réactions stéréotypées dans la conduite, enchaînement fixe des idées, domination d'une seule constellation affective, diminution des mécanismes de défense, inversion de plus en plus prononcée de l'agressivité envers la personne du sujet), l'affaiblissement et la dévalorisation des relations humaines, l'isolement progressif, le rétrécissement graduel du monde des valeurs. Il se peut qu'au cours de cette évolution le sujet se construise des valeurs religieuses ou philosophiques en accord avec les tendances auto-destructrices. Toutes les autres idées positives, opposées à l'anéantissement de soi, sont progressivement dévalorisées, de sorte qu'au moment crucial elles se révèlent trop faibles pour freiner efficacement les impulsions suicidaires. A cela s'ajoute cette agression destructrice freinée et dirigée vers le sujet lui-même. Une des décou-

vertes du génie de Freud réside justement dans la constatation que, du point de vue psychanalytique, le suicide est «l'équivalent subjectif du meurtre d'autrui par identification à l'objet et retournement de l'agressivité contre le sujet». Ainsi le suicide présuppose l'accumulation d'un potentiel d'agressivité exceptionnellement intense dont la décharge à l'égard du milieu se voit freinée notamment par un Surmoi sévère et rigide (névroses), par des maladies psychiques ou par l'absence de relations humaines. Cette agressivité bridée est la condition indispensable d'un détournement des pulsions destructrices contre la personne même du suicidant. Les forces concentrées tendent à se décharger; or, le seul but, le seul objet qu'elles trouvent, c'est le propre Moi.

Cependant, l'existence de ces pulsions suicidaires pose un problème. S'agit-il d'un simple retournement contre soi d'une agressivité dirigée d'abord contre un objet extérieur? Dans ce cas-là, l'agressivité serait «la conséquence de la frustration que la réalité impose aux pulsions libidinales» et, déviation de l'instinct de vie, elle mènerait au suicide, faute de trouver une issue vers l'extérieur. Ou bien les pulsions suicidaires traduisent-elles l'instinct de mort dont Freud postule l'existence dans chaque homme? Chacun viendrait au monde divisé contre lui-même, tiraillé par des instincts opposés (instinct de vie et instinct de mort) qui ne cessent de l'entraîner dans deux directions opposées. Ainsi, beaucoup de psychanalystes estiment que la conduite auto-destructrice est normale en elle-même, que seulement certaines de ses formes sont morbides et que la destruction de soi impliquerait toujours l'intervention de facteurs psychologiques normaux. Ce qui distinguerait le caractère morbide des conduites suicidaires chez l'homme, ce serait sa réalisation, c'est-à-dire le passage de l'idée à l'acte. «Keine Entwicklung ist vollkommen frei von selbstzerstörerischen Tendenzen. Man könnte vielmehr sagen, daß die Phänomene des Lebens, das verschiedenen Individuen eigentümliche Verhalten das Endergebnis dieser miteinander im Widerspruch stehenden Faktoren ausdrücken... Nach dieser Vorstellung bestehen von Anfang an in uns allen starke Neigungen zur Selbstzerstörung, die aber nur in Ausnahmefällen, wo viele Umstände und Faktoren zusammenkommen, um ihm zu ermöglichen, in Gestalt eines tatsächlichen Selbstmordes in Erscheinung treten» (Menninger).

Quoi qu'il en soit, la psychanalyse souligne que le problème du suicide est moins de nature morale que psychique et médicale. La conduite auto-destructrice échappe en grande partie à la liberté et à la responsabilité de l'homme. En proie à la mélancolie, à la névrose et à

l'anxiété pathologique, convaincu de l'absurdité d'une situation irrémédiable, le sujet semble inexorablement entraîné vers l'issue fatale. «Lorsque le malade mental se suicide, écrit Moron, c'est qu'il ne peut plus avoir recours, parce qu'ils sont débordés, à ces mécanismes de défense ultimes, chez lui usuels... L'homme normal ne se suicide pas. L'acte suicidaire est toujours pathologique et détruit l'individu, lui enlevant toute possibilité de s'adapter à la réalité». Et Ringel ajoute: «Die Psychiatrie hat in den letzten Jahren zwingend und zweifelsfrei nachgewiesen, daß der Selbstmord in der überwiegenden Mehrzahl aller Fälle auf dem Boden psychischer Erkrankungen, als pathologische Selbstbestrafungs- und Vernichtungstendenz, zustande kommt. Von diesen Erkrankungen, seien sie seelischer (vor allem Neurosen), seien sie geistiger (Psychosen) Art, geht gleichsam ein zum Selbstmord drängender affektiver Zwang aus».

Dans ces perspectives, le suicide devrait être défini comme une auto-destruction, due à un enchaînement complexe et multivoque de déterminismes pathologiques et autres que subit un sujet toujours diminué dans ses possibilités, souvent en proie à la mélancolie, à des états dépressifs, presque toujours accablé par le poids d'une existence jugée invivable.

3. *Le suicide, manifestation suprême de la liberté*

Or, ces considérations ne rendent apparemment pas compte de tous les aspects du problème. Certes, il ne saurait être question de dévaloriser les conquêtes si précieuses de la psychanalyse qui, effectivement, se révèle seule capable de lever certains coins du voile mystérieux couvrant les motifs, les mécanismes, les aspirations inconscientes de la grande majorité des suicidants dont la liberté se rétrécit parfois au point de s'éclipser complètement. Cependant, n'est-ce pas justement au nom d'une liberté sans bornes, au nom du pouvoir absolu de disposer de nos actes et de notre destin que, longtemps avant les travaux de Freud, le suicide se voyait légitimé, voire glorifié? Nous voici donc en face du problème philosophique dont on ne saurait nier l'importance. Le suicide, proclame Novalis, est le seul acte philosophique véritable. «Meurs à temps, enseigne Zarathoustra. Je vous recommande ma mort, la mort volontaire qui vient à moi parce que je la veux.» Et Nietzsche se voulait «libre pour la mort et libre dans la mort». De même Montesquieu affirme que la seule garantie de notre liberté réside dans la possibilité de se dépouiller de son existence. C'est par le pouvoir de s'affranchir des servitudes de la vie que l'homme

devrait manifester sa supériorité sur la nature. «Le mépris de la vie uni à la faculté d'en disposer comme on veut, en tout lieu, en toute heure, est la source la plus féconde de notre indépendance».

Certes, il serait facile d'invoquer ici le témoignage de la psychanalyse, de souligner que déjà la souffrance physique et morale diminuent la liberté du suicidant, que la mélancolie, la névrose ou la psychose, de même qu'un éventuel trouble mental, anéantissent la liberté tout en abolissant la personnalité et la responsabilité. De même, l'acte d'un sujet agissant sous l'emprise d'une violente passion ou d'une autre servitude échappe à la liberté et à la lucidité au profit d'un aveugle déchaînement. Il n'en demeure pas moins vrai que le suicide peut être «prémédité, décidé, accompli en toute connaissance de cause par une conscience lucide, maîtresse d'elle-même, agissant en pleine possession de ses moyens» (Meynard). En effet, d'après Lalande, la liberté, «c'est l'état d'un être qui, quoi qu'il fasse, se décide après réflexion, en connaissance de cause, sachant ce qu'il veut et n'agissant que conformément à des raisons qu'il approuve». Dès lors, nous devons bien admettre que le suicide peut être un acte lucide et calme, le contraire d'un acte gratuit ou d'une réaction de panique, mais le résultat d'une décision obéissant à des motifs, dictée par le désir d'affirmer son indépendance, parfois sa révolte et son orgueil. En effet, Kirilov, le «maître du suicide rationnel», exprime son attitude de la manière suivante: «Il y a deux catégories: ceux qui se tuent à cause d'une grande douleur ou par dépit ou parce qu'ils ont perdu la raison, ou pour n'importe quel motif... ceux-là agissent brusquement. En outre il y a ceux qui se tuent par raison, et ceux-là pensent beaucoup». C'est d'une manière lucide et délibérée que le suicidant rechercherait dans l'acte auto-destructeur la délivrance à l'égard des misères de la vie. La mort délibérément visée serait une sortie permettant au sujet lucide d'échapper à l'existence insupportable et de reconquérir la liberté perdue.

«Un seul geste de moi peut annuler le monde;
Plutôt que d'être esclave aux mains du mal immonde,
Je puis briser ma chaîne et quitter la douleur.» Figueras

Arrivés à cette conception-là, nous n'avons qu'un pas à franchir pour voir dans le suicide la plus haute expression de la liberté, l'affirmation de la suprême possession de soi, le plus éclatant témoignage de notre transcendance. Le libre choix de la mort volontaire, fruit d'une délibération sereine, constituerait ainsi le signe d'une vraie maturation, digne couronnement d'une nature humaine pleinement épanouie.

En fait, ce n'est pas Dostojevski qui, pour la première fois, a considéré le suicide comme l'expression suprême de notre liberté et de la maîtrise de soi. Les Stoïciens étaient déjà convaincus que l'anéantissement de soi, réalisé dans un climat de sérénité et de dignité, était le signe d'une sagesse profonde et d'une grande lucidité. «Ceux qui se tuent de sang-froid, écrit Rabe dans la «Philosophie du désespoir», ont eu la sagesse de se préparer de longue main, par le secours de la réflexion et de la philosophie, à s'acquitter de ce dernier acte avec noblesse et dignité». Certes, les Stoïciens n'ont pas expressément approuvé le suicide, mais ils l'ont excusé, voire légitimé au nom de la liberté. «Vivre dans la nécessité est un mal, écrit Sénèque, mais vivre dans la nécessité n'est pas une nécessité». Le sage sait distinguer ce qui dépend de lui, mais des choses indépendantes de sa volonté il se détachera pour sauvegarder sa liberté intérieure, et cela au point de mépriser la mort. L'autonomie du sage est-elle menacée, celui-ci aura licence de quitter la vie. Disposant de son existence par une décision réfléchie et devenu libre juge de ses actes, il s'élèvera au-dessus de la vie et de la mort en accord avec la Raison. Il semble donc que les Anciens avaient réalisé, loin de toute passion, de toute révolte et de toute névrose, l'accord serein du suicide et de la liberté au sein de la Raison Universelle. Ainsi, le suicide devient la manifestation suprême de la sagesse humaine. Et, sans aucun doute, cette attitude devant le suicide, quoique beaucoup moins fréquente que certains ne le pensent, est tout aussi réelle de nos jours qu'elle ne le fut autrefois. «Se donner la mort revient à renoncer délibérément au rôle que nous tenions quand il a, apparemment, perdu sa raison d'être». Du même coup, le suicidant s'élève au-dessus de l'aveugle fortune, mais aussi loin au-dessus de la masse des hommes. En tout cas, le suicide devient alors la marque de l'homme supérieur. D'ailleurs, Kirilov, lui-aussi, l'apôtre du suicide volontaire, n'a pas tardé à lier le suicide et la liberté sur un plan supérieur, surhumain. Pour lui, le suicidant, souverainement libre, est le vrai homme. La liberté, c'est avant tout «le désir passionné d'indépendance absolue fondé sur le refus de la condition humaine». La vraie liberté nous pousserait donc à passer les limites de l'homme, à affirmer, au-delà du Bien et du Mal, une volonté de puissance qui n'est plus humaine, mais qui nous introduirait dans une condition presque divine. «L'attribut de ma divinité, dit Kirilov, c'est l'indépendance, c'est ma propre volonté». Dieu étant à la fois nécessaire et inexistant, l'homme doit aspirer à devenir dieu. Or, c'est dans le suicide que l'homme, tout en s'affranchissant du joug de la transcendance, fait l'expérience de ses possibilités, de son audace suprême, de sa di-

vinisation. Kirilov se tue «pour affirmer son insubordination, sa nouvelle et terrible liberté» et il ajoute: «Celui auquel il sera indifférent de vivre ou de ne pas vivre, celui-là sera le nouvel homme! Celui qui vaincra la souffrance et la terreur sera lui-même un Dieu. Et le Dieu de là-haut ne sera plus». Parallèlement à l'affirmation de sa condition divine, Kirilov se croit donc encore chargé d'une mission libératrice: montrer à l'humanité une voie nouvelle, enseigner aux masses un évangile nouveau: «Quiconque désire la liberté suprême doit oser se tuer... Qui ose se tuer, celui-là est Dieu».

Qui ose se tuer... cette expression nous amène à un autre aspect du suicide, ou plutôt de l'âme du suicidant: au courage.

4. Le suicide, acte de courage

Il va sans dire qu'aux yeux de Kirilov, le suicidant n'est pas seulement souverainement libre, mais ce surhomme nouveau se montre en même temps supérieurement courageux. Quiconque ose se supprimer soi-même ne s'effraie de rien. Il ose tout entreprendre, il exécutera même la plus difficile, la plus terrible de toutes les décisions, celle de s'anéantir soi-même. Ainsi l'acte de suicide devient l'apanage d'une âme vraiment courageuse, voire héroïque. D'ailleurs, l'opinion commune, estimant qu'il faut bien du courage pour se donner volontairement la mort, semble l'approuver. Le suicide dit d'honneur de l'homme d'affaires compromis, le comportement de maint chef d'armée après le désastre, le geste du malade qui affronte l'opinion publique et se tue ou ordonne sa suppression ne témoignent-ils pas d'un courage manifeste! Fort souvent on ajoute que, dans certaines circonstances, c'est une lâcheté que de redouter la mort et de s'accrocher désespérément à la vie. Caton, Hannibal, Brutus, Mithridate, Sénèque méprisant la mort sont bien plus courageux que l'humanité médiocre gémissant sous le fardeau d'une vie absurde. A ces exemples s'ajoute la mort héroïque, digne d'une admiration universelle, de tous ceux qui se suppriment par sens du devoir, par solidarité, par fidélité à un idéal politique ou religieux, par respect de valeurs morales supérieures, bref pour une cause élevée et altruiste. Le martyr, le patriote qui préfère la mort à la trahison éventuelle, le guerrier consentant au sacrifice suprême par sentiment du devoir à remplir, les aviateurs-kamikases, les torpilles humaines et tous les volontaires aux missions-suicide, mais aussi les membres des équipes sanitaires se dévouant jusqu'à la mort dans des épidémies, constituent, par le sacrifice de leur vie, des exemples admirables de courage. Mais retournons encore un instant

à Dostojevski. En effet, nous n'avons pas fini de dégager toutes les faces que le suicide présente dans cette oeuvre dramatique.

5. *Le suicide, acte exaltant*

Souverainement libres, infiniment courageux, certains personnages de Dostojevski nous présentent encore le suicide comme un acte exaltant. Avançant une thèse que Gide reprendra plus tard, Dimitri Karamazov et Kirilov voient encore dans le suicide un acte d'exaltation, capable d'enfiévrer certains esprits en quête d'une aventure enivrante. Le suicide serait un geste d'allégresse, unique couronnement d'une vie orientée vers la recherche du plaisir. En effet, la vie nous réserve des instants de béatitude si intense qu'on n'en supportera pas la perte. «L'homme, sous sa forme terrestre, ne peut pas le supporter. Il faut se transformer physiquement ou mourir». Ainsi, le suicide «justement, pourrait fixer une minute d'harmonie éternelle, un instant d'une telle plénitude, d'une telle intensité qu'on doit désespérer de l'éprouver encore».

Enfin, tel autre héros de Dostojevski présente, à son tour, la suppression de soi comme un châtement voluptueux que s'inflige une conscience qui se sent responsable d'une faute impardonnable. Dans «les Possédés», l'orgueilleux Stavroguine, pénétré de son irrémédiable avilissement à la suite d'une faute abominable, recherche dans le suicide une auto-punition dont il tirera encore une espèce de volupté interdite.

Ainsi, on nous présente le suicide comme la manifestation suprême de la sagesse et de la liberté humaines, comme le témoignage de la maturité de l'homme qui, se révoltant contre le joug d'une divinité inexistante, devient le vrai surhomme, lucide et courageux, comme un acte exaltant dont seule une élite, dégoûtée des satisfactions vulgaires, se montrera capable.

6. *Critique des conceptions précédentes*

Nous voilà donc aux antipodes du portrait du suicidant que la sociologie et la psychanalyse viennent de nous brosser; aux antipodes des déterminismes subtils et complexes que la recherche scientifique vient de dégager.

Mais le suicide peut-il être effectivement considéré comme l'expression de la liberté humaine et du courage exceptionnel d'une élite? Qu'en est-il?

On voit du premier coup que de telles thèses se laissent difficilement soutenir dans leur intégralité: la recherche scientifique tout aussi bien que la réflexion philosophique en limitent sérieusement la portée. D'un côté, la psychanalyse nous révèle que, de toute évidence, les déterminismes pathologiques et sociologiques diminuent la liberté du sujet au point de l'étouffer complètement dans la plupart des conduites suicidaires. D'autre part, même si le suicide relève effectivement, dans certains cas, de la libre initiative du suicidant, le philosophe hésitera à voir dans la conduite suicidaire le témoignage suprême de notre liberté. Certes, on ne saurait nier que mainte tentative de suicide résulte d'une délibération consciente, d'une libre décision. Cependant, si le suicidant compte échapper par sa mort volontaire à l'enfer d'une vie insupportable, il ne reconquiert point sa liberté, mais se précipite de l'asservissement à l'anéantissement. Qui plus est, la liberté elle-même, qui sert à la fois de cause et de justification de la conduite suicidaire, est supprimée dans cet acte qui aboutit à un échec radical, absolu. «La suppression de soi est bien la démarche d'une conscience qui prononce sa propre négation en tant que conscience; c'est l'usage d'une liberté supprimant l'être même dont la liberté est précisément le mode d'être fondamental» (Meynard). Voilà ce dont Sartre et Heidegger, en dépit d'une philosophie plongeant l'existence humaine dans la nausée et l'angoisse, se sont bien aperçus. Exister en toute bonne foi, c'est user de sa liberté pour se choisir, se faire continuellement. Se servir de sa conscience pour détruire la conscience, c'est effectivement poser un acte de mauvaise foi. Certes, la conscience demeure la maladie de l'être, et je peux, par un libre choix, anéantir cette conscience. Mais la réalité humaine réside justement dans l'existence pour-soi. Voilà pourquoi le suicide, qui voudrait donner à la conscience le statut de l'en-soi ou plutôt réaliser l'impossible synthèse entre l'en-soi et le pour-soi, déposséderait l'être humain de sa propre nature. Le suicide n'est donc pas un choix véritable, pas un acte libre réel; on ne saurait honnêtement choisir de ne plus choisir, c'est détruire toute liberté et, par là, toute possibilité nouvelle d'exister authentiquement. Bien que l'homme soit un être-pour-la-mort dont l'angoisse constitue l'expérience fondamentale, toute tentative d'échapper à notre situation tragique est un geste inauthentique. Ainsi, c'est justement la philosophie de l'existence qui s'applique à «démasquer l'illusion de la liberté dans le suicide» et qui montre que la liberté correctement utilisée ne devrait pas conduire l'homme à se supprimer lui-même.

D'autre part, peut-on considérer le suicide comme un signe de la

sagesse, de la maturité, de l'autonomie de la personne humaine? Il est vrai que certains suicides sont lucidement décidés par de fortes personnalités, maîtresses d'elles-mêmes. Mais cette conclusion ne saurait se généraliser. Soulignons par exemple que Kant fait précisément appel à cette même autonomie pour refuser l'anéantissement de soi. L'impératif catégorique, qui traduit l'autonomie de la personne humaine, nous impose de «choisir toujours de telle sorte que les maximes de notre choix soient comprises en même temps comme lois universelles dans ce même vouloir». Le sujet responsable doit justement respecter la personne humaine en lui, fondement de sa dignité, alors que dans le suicide il renonce à se considérer comme une fin pour devenir un moyen.

Bref, à réduire la liberté à la pure possibilité, on peut voir dans le suicide, comme dans le vol ou le meurtre, un acte authentiquement libre. Mais est-ce bien la vraie liberté qu'on invoque ici? Ces considérations nous amènent à nous poser la question de la liberté. Comment faut-il la concevoir, comment faut-il s'en servir? Lalande, se référant à Descartes, soutient que la liberté consiste dans la détermination de soi-même d'après des raisons approuvées, dans le choix effectué à la lumière de l'entendement et d'après des valeurs donnant un sens à notre conduite. Bref, dans sa plus haute expression, la liberté devrait conduire, aux yeux de nombre de philosophes, à l'accomplissement de l'homme au nom de valeurs et aller de pair avec la morale. Dès lors, malgré la possibilité de nous tuer, il devient difficile de considérer le suicide comme un acte toujours libre au plus haut degré. Voilà pourquoi, tout en tenant compte de la liberté de décision dans certains cas de morts volontaires, je n'ai pas pu définir le suicide en général comme l'effet de notre liberté; à fortiori ne pouvais-je considérer la destruction de soi comme le plus haut témoignage de notre liberté et de la maturité de l'homme. Bien que certains cas de suicide témoignent de la lucidité et de la forte personnalité des suicidants, l'usage que ceux-ci font de la liberté, nous l'avons montré, demeure problématique.

Mais alors, le suicide constitue-t-il au moins un acte de courage authentique? Ici encore il faut nuancer. Sans aucun doute, certains cas de suicide (par exemple celui du prisonnier politique qui se tue pour ne pas trahir ses amis), sont le signe d'un courage admirable. Mais s'agit-il réellement de suicide? Beaucoup d'auteurs distinguent soigneusement entre le suicide et le sacrifice. Et, tout en considérant le second comme une manifestation indéniable de la responsabilité morale, ils refusent au premier tout caractère de moralité. Le suicide, dit-on alors, résulte de la volonté de se donner la mort, il est la suite

d'un acte positif ou négatif accompli avec l'intention de se donner la mort. Le sacrifice par contre réside dans «la volonté de réaliser une fin, de soutenir une cause, de défendre une valeur au prix de la vie, au risque de la mort» (Meynard). Ainsi, il s'agit d'un sacrifice, lorsque «la mort, sans être voulue comme moyen, est cependant acceptée par l'agent, parmi d'autres conséquences de son acte, à titre de mal prévu, regrettable, mais inévitable, compensé par un bien égal ou supérieur à la préservation de la vie». Il en résulte que l'homme du sacrifice ne recherche pas la mort, mais il est prêt à exposer sa vie pour défendre des valeurs (par exemple politiques ou religieuses) plus précieuses que sa vie individuelle, des valeurs dont la destruction lui enlèverait les raisons de vivre. Tel est certainement le cas des martyrs chrétiens préférant la mort au reniement de leur foi, du soldat consentant au sacrifice suprême pour défendre la patrie, du résistant qui se tue pour ne pas trahir ses secrets et livrer ses amis au bourreau. Thomas Morus, Regulus, mais aussi Gandhi, Simone Weil, le Katow de la «Condition Humaine» et tant d'autres incarnent l'esprit du sacrifice qui relève de la moralité, du désintéressement, du dévouement à une valeur, et vise le triomphe d'une fin impersonnelle. «Le sacrifice, écrit Le Senne, dans ces perspectives, est l'événement le plus haut de la vie morale». (Par contre l'exemple du capitaine sombrant avec son navire et celui des avions-suicides japonais se rapproche plutôt du suicide.) Qu'en est-il de l'acte spectaculaire de l'homme se transformant en torche vivante pour défendre un idéal politique ou religieux ou de la décision de la veuve qui se laisse brûler, aux Indes, sur le bûcher de son mari défunt? Je n'ose pas me prononcer. En tout cas, ces considérations m'ont amené à marquer, dans ma définition, la distinction entre le sacrifice et le suicide. Mais faut-il effectivement distinguer les deux actes et affirmer avec Meynard que «la notion de suicide sacrificiel est une fausse notion»? Une discussion subséquente éclaircira certainement le problème.

D'ailleurs, de nombreux moralistes se refusent à voir dans la plupart des tentatives de suicide une manifestation de courage. A leurs yeux, c'est la vie avec ses souffrances et ses déceptions qui réclame le plus de force d'âme et le plus de courage. Le suicide de Werther constituait-il un signe de courage ou un aveu de faiblesse? Beaucoup pensent que la suppression de soi signifie une défaite, une démission devant les difficultés de la vie, un refus d'accepter les conséquences de ses actes (cf. le banquier ruiné ou le général vaincu). Camus notamment a bien vu que l'homme fort et résolu, loin de céder à la facilité de la mort volontaire, relève le défi que lui lance la vie, et quoi

que plongé dans l'absurde, il ne capitule pas. «Le héros absurde, dont Sisyphe est le symbole, sait qu'il est condamné, mais ne s'accorde pas la facilité de mettre un terme lui-même à sa situation tragique en se donnant la mort. . . Il s'agit de mourir irréconcilié et non de plein gré. Le suicide est une méconnaissance». Et à l'exemple parfois remarquable des Stoïciens, opposons le témoignage de Spinoza. «Ceux qui se donnent la mort ont l'âme frappée d'impuissance et sont entièrement vaincus par les causes extérieures en opposition avec leur nature». Ajoutons que Socrate, qui identifie sagesse et courage, refuse jusqu'au dernier moment la mort volontaire.

Quant à la théorie du suicide-exaltation, liée à celle du bonheur de l'instant reprise par Gide, je ne saurais l'analyser davantage dans ce cadre-ci. Mais, psychologues, psychiatres, sociologues sont unanimes à affirmer que l'âme du suicidant n'est ordinairement ni exaltée d'un bonheur enivrant ni en quête d'une autopunition voluptueuse.

Ces précisions données, nous nous rapprochons de ce qui constitue, à mon avis, le ressort véritable de la conduite suicidaire.

7. *Le suicide, réaction consciente ou inconsciente au non-sens de l'existence*

Tout porte à croire que le suicide touche directement ou indirectement à la question du sens de l'existence humaine. Depuis toujours, le peuple regardait le suicidant comme un désespéré écrasé par le fardeau d'une vie qui ne vaut pas la peine d'être vécue. Même Camus, cet adversaire du suicide, avoue que «mourir volontairement suppose qu'on a reconnu, même instinctivement, le caractère dérisoire de cette habitude de vivre, le caractère insensé de cette agitation quotidienne et l'inutilité de la souffrance» (Le mythe de Sisyphe).

En effet, je crois que le sentiment de l'inutilité et du non-sens de l'existence humaine se trouve, d'une manière consciente ou non, d'une façon avouée ou secrète, au fond de toute conduite suicidaire. M. Schaber a lui aussi discerné l'origine du suicide dans des conflits, des échecs, des impasses. A leur tour, les sociologues, tout en soulignant les multiples déterminismes sociaux dans le suicide, reconnaissent volontiers que le suicidant se sent isolé dans une communauté incapable de lui rendre le goût de la vie et de lui assurer une place, un rôle significatif dans un groupe où il se sent de trop. Ce sentiment d'abandon aggrave sa solitude et son angoisse jusqu'à le pousser à rompre délibérément les amarres qui le retenaient aux rives de la société. Aux yeux de Halbwachs, c'est ce «vide social» qui conduit au suicide, acte qu'il faudrait considérer toujours comme une prise de position par rapport

au groupe social, soit comme une manifestation contre l'isolement soit comme une protestation contre la société. Par contre, plus l'intégration de l'individu dans le milieu est poussée, moins le suicide est fréquent.

De son côté, la psychanalyse met en relief l'impuissance du suicidant à s'adapter ou à se réadapter, souvent sous l'effet d'états dépressifs, à un danger, à une menace réelle ou imaginée, à une situation insupportable, à une vie jugée compromise ou absurde. Ici encore, le suicidant apparaît comme un isolé à qui la vie semble aller à la dérive. Quelques psychologues pensent même que le suicide serait l'ultime effort de retrouver un sens à l'existence. Pour le psychiatre P. Moron, le suicidant «est énuclé du tout auquel jusque-là il était intégré; convaincu de l'éclatement total, il veut faire encore quelque chose qui ait un sens. Or, le sens auquel il aspire, la totalité qu'il a perdue, c'est les autres. Le suicide serait l'ultime réaction de l'isolé pour ressaisir le contact éclaté, même au prix de l'anéantissement. Il a un sens humain, la quête de la communication avec autrui y est toujours latente». De même, le Dr Deshaies montre, dans sa belle étude intitulée «La Psychologie du Suicide», que la mort volontaire est la conséquence d'un échec de l'effort d'assigner un sens à la vie. Le suicide consiste toujours à chercher une porte: la porte de secours quand la situation paraît irrémédiable, qu'on est à bout, étouffé, et que, par un geste de désespoir et d'effolement, on veut anéantir la situation absurde en se néantissant (réaction de panique); la porte de sortie, quand on a clairement compris que la vie est inacceptable (suicide dit rationnel par lequel le sujet lucide veut précéder l'échéance); la porte d'entrée quand on est emporté par l'élan vers la mort. D'ailleurs le psychologue sait bien que le suicide est souvent «la solution compréhensible devant l'effondrement de valeurs qui angoisse le sujet de façon cataclysmique».

Ringel, lui aussi, relève, parmi les symptômes du suicide, ce qu'il appelle «das praesuicidale Werterleben», c'est-à-dire une dévalorisation de la plupart des domaines de l'existence humaine, l'attachement à certaines valeurs excentriques, une réalisation pratique de valeurs à tout point de vue insuffisante et inefficace.

Il va sans dire que l'analyse philosophique de la question corrobore les constatations précédentes. Deshaies appelle précisément suicide philosophique celui qui résulte de l'application d'une doctrine pessimiste, nihiliste ou absurde. A plusieurs reprises, Dostojevski rattache le suicide à l'absurdité de l'univers et au non-sens de la vie: dans le

journal d'un écrivain, il énonce que, si Dieu n'existe pas, le monde est dépourvu de raisons supérieures, de sorte que notre vie se montre absurde à tous les égards. Par conséquent, l'athée n'a plus d'autre solution que de se tuer, à moins de consentir à vivre comme un pur animal. A un autre endroit du même journal, il stipule que le suicide s'impose, si l'âme humaine est mortelle «Il est clair que le suicide, quand l'idée d'immortalité a disparu, est chose inévitable et nécessaire à l'homme, pour peu que son esprit s'élève au-dessus du niveau de la bête... Sans la conviction de son immortalité, les liens de l'homme avec la terre se relâchent, deviennent plus fragiles, pourrissent et la perte du sens supérieur de la vie, lequel peut fort bien n'être ressenti que sous forme de vague nostalgie, conduit sans aucun doute au suicide». Ainsi Novalis s'est cru autorisé à affirmer que «l'acte philosophique véritable, c'est le suicide».

Pourquoi Dostoïevski fait-il du suicide la conséquence logique de l'absurdité de l'univers? A cause du scandale de la souffrance. Et dans un accent à la fois dramatique et douloureux, le grand écrivain se demande comment les pierres peuvent s'empêcher de crier au spectacle de la douleur universelle, comment l'esprit humain peut supporter l'existence d'un monde où souffrent les innocents, l'angoisse s'aggravant de l'idée que c'est là le prix de l'harmonie universelle ou de l'oeuvre du Dieu Amour (Meynard). Nous voilà au coeur du problème. Toutes les raisons incitant au suicide se ramèneraient à une seule, à la souffrance, mal fondamental qui surgit sous de multiples visages: maladie, échec, contradictions, misère, mort, tristesse, angoisse, dégoût, nausée, étouffement, et ceci à la fois sous l'aspect mental, moral, organique. La grande raison du suicide, consciente ou non, c'est le refus de subir cette douleur.

Considéré de ce point de vue, le suicide traduit une révolte, peut-être inconsciente, qui se dirige d'abord contre l'univers: «Je condamne cette nature, dit le matérialiste du Journal de Dostoïevski, qui avec un impudent sans-gêne, m'a fait naître pour souffrir, je la condamne à être anéantie avec moi. Mais je ne peux supprimer la nature, je me supprimerai donc moi-même». Ivan Karamazov, lui aussi, voit dans la destruction de soi un acte de rébellion contre l'ordre des choses et contre la création telle que Dieu l'a conçue: «Imagine-toi donc cet univers de Dieu, dans ses résultats définitifs, je ne l'admets pourtant pas, mais le monde qu'il a créé». C'est encore ici que réside le fin mot de la révolte métaphysique de Kirilov; et la même protestation contre l'absurde, le même désespoir face au non-sens de l'existence se retrouverait, consciente ou non, dans toutes les formes du suicide.

Cependant, ici encore il faut mettre les choses au point. Il est, à mon avis, exact que la conviction du non-sens de l'existence constitue le ressort reconnu ou caché de la conduite suicidaire en général. Mais il ne faudrait pas en conclure que la reconnaissance de l'absurdité de la vie conduise nécessairement au suicide. Il ne m'appartient pas d'aborder ici le problème du Mal, «pierre d'achoppement des métaphysiques, mystères des Religions». Toutefois, si la révolte contre le mal (et surtout contre la souffrance ou le désespoir éprouvé face au non-sens de la vie) se trouve certainement au coeur même de la mentalité du suicidant, il faut se garder d'affirmer que la prise de conscience de l'absurde conduise nécessairement au suicide. Évoquons le témoignage de Schopenhauer dont la philosophie n'échappe pourtant pas à un pessimisme foncier. D'après ce philosophe, c'est une force aveugle, irrationnelle et sans but, le vouloir-vivre fondamental, qui constitue l'essence du monde tout en demeurant immanent à chaque être. Or, ce vouloir-vivre, élan irrésistible, est en même temps une source perpétuelle de souffrance qui, dans la reproduction, nous pousse à perpétuer ce mal qu'est l'existence irrémédiablement condamnée à la douleur. La vie est donc nécessairement absurde. Mais l'homme, par le renoncement, peut nier en lui la volonté de vivre, et s'affranchir de la douleur universelle. Ce moyen de délivrance résiderait-il dans le suicide? Point du tout. Le suicide n'est pas une délivrance; la destruction de soi anéantit le corps, le phénomène, sans porter atteinte à la volonté profonde, au noumène. Loin d'être la négation du vouloir-vivre, le suicide, acte vain et insensé, en constitue même l'affirmation, laissant la chose en soi intacte, supprimant l'individu, l'apparence, mais non pas l'espèce, la réalité. Certes, la destruction de soi n'est pas un crime pour Schopenhauer, pas plus d'ailleurs que pour le bouddhisme dont s'inspire volontiers le philosophe du 19^e siècle. Mais c'est par d'autres voies, par le renoncement, l'ascèse, l'extinction des passions, la connaissance philosophique et la contemplation esthétique, qu'on devra étouffer en soi la volonté de vivre originelle et réaliser la libération de la souffrance dont la source se trouve dans l'attachement à la vie.

De son côté, Camus ne cesse de nous avertir qu'un univers et une existence dénués de sens n'amènent pas logiquement l'homme au suicide. Que le monde soit absurde, nul n'en est convaincu davantage que Sisyphe. Mais la mort volontaire n'est pas une solution au conflit que cet absurde suscite au fond de nous. L'absurde, né de la conscience, exige le maintien de la conscience. «On ne vivra pas ce destin, le sachant absurde, si on ne fait pas tout pour maintenir devant soi cet

absurde mis à jour par la conscience. Nier l'un des termes de l'opposition dont il vit, c'est lui échapper. Abolir la révolte consciente, c'est éluder le problème. Vivre c'est faire vivre l'absurde... L'expérience absurde éloigne du suicide. On peut croire que le suicide suit la révolte, mais à tort». L'homme absurde relève donc le défi que lui lance la vie et, dans une révolte lucide et exaltante, il réalise les valeurs qui justifient l'existence humaine: l'amitié, l'amour, la coopération, la dignité, la justice et la joie. Donc, logiquement l'absurde n'entraîne pas nécessairement le suicide qui, d'ailleurs, ne peut rien pour atténuer la souffrance universelle et ne contribue point à réaliser la joie et la justice. Enfin, le scandale du mal, loin de nous jeter définitivement dans les bras de l'absurde, peut orienter l'homme vers la découverte d'un sens plus profond. Écoutons encore Dostoïevski. Il retient trois attitudes principales devant la vie: «la trouver si simple que la réflexion devient inutile, la juger si complexe que le suicide paraît s'imposer, enfin chercher sa signification authentique». En fin de compte, le suicide ne procure à Kirilov qu'une libération illusoire, puisque, retrouvant Dieu par-delà la mort, il démontre «n'avoir pas approfondi la conscience religieuse au point de dépasser, dans l'affirmation de l'être, les contradictions inhérentes à la vie dans l'actuelle condition humaine» (Meynard). Dans cet ordre d'idées, Kierkegaard nous avertit que le scandale propre au catholicisme, c'est l'acception de la souffrance au-delà de toute logique et de toutes contradictions. Voilà pourquoi Landsberg, d'abord favorable au suicide, le rejette dès la découverte de la signification mystique de la souffrance. «Si le bonheur était le sens de la vie, cela serait un fait révoltant et à la fin insupportable. Mais il en est autrement si la vie est une purification et si son sens se manifeste précisément dans la souffrance et se réalise par elle». Dans ces perspectives, «loin que l'affirmation de Dieu soit préalable à la condamnation du suicide, c'est cette condamnation qui appelle l'affirmation de Dieu. La vie humaine et la vie de chaque personne humaine trouvent leur justification dernière dans l'idée que Dieu existe et que tout ce qui existe est un rayon réfléchi de sa gloire».

Ainsi, la prise de conscience du non-sens de l'existence humaine peut néanmoins orienter le sujet lucide à la recherche d'autres solutions: Camus, Schopenhauer, Dostoïevski et Kierkegaard, pour ne citer que quelques exemples, en témoignent. Il n'en reste pas moins vrai que, à mes yeux, le ressort principal de la conduite suicidaire réside dans la reconnaissance, consciente ou non, du caractère absurde de la souffrance, du non-sens de la vie dont le poids, les conflits, les impasses,

les échecs étouffent le sujet affolé et conduisent aux symptômes affectifs et névrotiques qui, peu à peu, amènent le désespéré à l'acte irrémédiable.

BIBLIOGRAPHIE

- Baechler Jean: Les suicides (Calman-Lévy)
 Bayet A.: Suicide et morale
 Camus A.: Le Mythe de Sisyphe (Gallimard)
 Deshaies G.: La Psychologie du Suicide (PUF)
 Dostoïevski: Les Possédés, Journal d'un Écrivain
 Durkheim E.: Le Suicide (Alcan)
 Halbwachs M.: Les causes du Suicide (Alcan)
 Landsberg: Le Problème moral du Suicide
 Menninger K.: Selbstzerstörung (Suhrkamp)
 Meynard L.: Le Suicide (PUF)
 Moran P.: Le Suicide (PUF — Que sais-je?)
 Quidu M.: Séméologie de la conduite suicidaire (Encycl. Méd. Chr.)
 Reiner A.: Ich sehe keinen Ausweg mehr (Kaiser/München)
 Ringel E.: Selbstzerstörung durch Neurose (Herder)
 Sartre J.P.: L'être et le néant (Gallimard)
 Schopenhauer: Die Welt als Wille und Vorstellung
 Schurmer: La signification métaphysique du suicide

Suicides et tentatives de suicide

Communication du Dr Georges E. Muller

Il est devenu presque banal de dire qu'au Luxembourg nous avons un suicide réussi par semaine et une tentative de suicide par jour. Notre pont Adolphe, depuis sa construction en 1903, a déjà vu plus de 500 suicides et ainsi rivalise sérieusement avec la Golden Gate Bridge à San Francisco.

Le suicide est un phénomène spécifiquement humain, chacun y a déjà pensé et il a toujours existé dans toutes les sociétés. Il est cependant d'une fréquence variable suivant les civilisations et dans les dernières années il y a eu des progrès dans l'aide apportée aux gens menacés par le suicide.

L'attitude en face du suicide varie *suivant les pays* et le suicide est intégré dans la tradition nationale.

Au Japon le rituel du Harakiri rétablit l'honneur du samourai.

Chez les *esquimaux*, vivant sous des conditions extrêmement difficiles, le suicide altruiste des vieux et des malades qui s'éloignent seuls dans la tempête et la neige, constitue une tradition acceptée.

Dans la civilisation *Maya* préhispanique, vers l'an 1000 sur la presqu'île de Yucatan, il existait une déesse du suicide du nom de Ixtab qui aussi était la déesse de la pendaison. Les indiens Maya croyaient que suivant le type de mort on aboutissait au paradis ou en enfer et que les pendus avec l'aide de la déesse Ixtab aboutissaient au paradis. Ainsi la mort par suicide signifiait le début d'une vie nouvelle, idée que nous retrouverons chez Van Gogh.

En *Chine Impériale*, où les suicides étaient fréquents, ils déclenchaient une enquête dans l'entourage visant à découvrir qui en était responsable.

Dans la société *romaine* le suicide était accepté sous certaines conditions, mais le droit romain prévoyait des sanctions en cas de suicide pour dettes, car alors on échappait à ses dettes, en cas de suicide d'un esclave ce qui était considéré comme la destruction d'une propriété, et en cas de suicide d'un soldat car sa vie ne lui appartenait pas.

Dans l'ancien testament nous ne trouvons que quatre suicides dont deux altruistes, comme celui de Samson, et si la *tradition chrétienne* d'abord n'avait pas pris position en face du suicide, elle a ensuite décidé qu'il s'agissait d'un double crime, d'abord contre Dieu et ensuite contre la société. En cas de mort par suicide le droit canonique prévoyait des sanctions contre le cadavre et dans les sociétés dominées par la morale chrétienne, des sanctions légales étaient prises aussi bien en cas de suicide qu'en cas de tentative de suicide. Il est à noter que la législation prévoyant des sanctions pénales en cas de tentative de suicide a persisté en Grande-Bretagne jusqu'en 1961 et qu'aujourd'hui encore dans certains pays du Commonwealth il y a des peines de prison pour tentative de suicide, ainsi au Canada de un à trois mois, dans les Indes de six à neuf mois et au Ghana de un à deux ans.

La *révolution française* avait aboli la punition du suicide, mais Napoléon réintroduit les sanctions pour réprimer le suicide chez les militaires (qui ne s'appartiennent plus) et dans un ouvrage médical publié par Brierre de Boismont en 1886 nous pouvons encore lire ces réflexions :

«Il faut parler d'une manière plus directe à l'esprit en lui montrant que le meurtre volontaire est un crime envers Dieu et la société et sa noble origine», et ensuite «si Dieu a un compte sévère à demander à celui qui attente à ses jours, la société ne doit pas se montrer moins rigide à son égard. Non seulement il la prive de la part d'effort et de travail qu'elle a le droit d'attendre de lui pour les avances qu'elle lui avait faites, mais la doctrine qu'il professe est éminemment nuisable à sa sûreté; car l'homme qui dispose à son gré de sa vie est maître de celle des autres et il n'y a qu'un pas de l'envie de mourir à l'envie de tuer...». (nous y retrouvons l'attitude moralisatrice, punitive et inefficace, de la tradition avant la révolution française).

Aujourd'hui encore il persiste deux attitudes extrêmes :

- a) chaque homme est libre de disposer de sa vie. Ainsi on n'a pas compris que l'homme qui se suicide est aussi la victime de forces sociales, psychologiques et pathophysiologiques puissantes et respecter sa liberté n'est qu'une forme d'indifférence. La plupart du temps, cet homme ou cette femme, sortis de leur «crise suicidaire», sont heureux d'être encore en vie.
- b) l'attitude moralisatrice et punitive persiste dans l'opinion publique. L'homme en proie à des idées suicidaires, n'ose pas les

avouer et la famille d'un suicidé cache ce fait sous un silence plein de sentiments de culpabilité.

L'attitude punitive persiste dans les conditions des compagnies d'assurances qui refusent de payer en cas de suicide déclarant avoir été la victime d'un subtil calcul, elle se manifeste dans la réglementation de nos caisses de maladie, qui en principe, mais heureusement pas en fait, refusent de rembourser les frais d'hospitalisation d'une tentative de suicide et, enfin dans certains pays elle se manifeste par ce procédé barbare qui consiste à ressusciter un condamné à mort qui a commis une tentative de suicide pour ensuite le trainer vers l'échafaud.

Comme il arrive souvent avec les sujets tabous on les traite comme s'ils étaient exceptionnels, mais une simple réflexion nous apprendra qu'au Luxembourg en 60 ans environ 10 % de la population auront fait une tentative de suicide et qu'au moins un homme sur cent se sera suicidé. Dans le monde entier, chez les jeunes entre 15 et 25 ans, le suicide est la deuxième cause de mort après les accidents.

Aspects sociologiques

Pour le sociologue l'isolement de l'individu, la perte des liens entre l'homme et son entourage, sa solitude croissante est un des facteurs conduisant au suicide. Durkheim (Le suicide 1897), a présenté la première analyse sociologique du phénomène.

De nombreuses études ont brossé un tableau assez complet des aspects sociologiques du suicide.

D'abord le taux des suicides est relativement constant, dans chaque pays. Ainsi nous comptons plus de 30 suicides par 100.000 habitants par an en Hongrie et à Berlin Ouest, plus de 20 suicides par 100.000 habitants par an, en Autriche, Tchécoslovaquie, au Danemark, en Finlande, en R.F.A., et en Suède, plus de 10 par 100.000 par an, en Australie, au Canada, en France, au Japon, en Nouvelle Zélande, en Pologne, en Suisse et aux Etats-Unis et plus de 5 suicides par 100.000 habitants par an en Grande-Bretagne, en Ecosse, en Italie, en Norvège et dans les Pays-Bas.

au-dessus 30/100.000	au-dessus 20/100.000	au-dessus 10/100.000	au-dessus 5/100.000
Hongrie Berlin- Ouest	Autriche Tchécoslo- vaquie Danemark Finlande R.F.A. Suède	Australie Canada France Nouvelle- Zélande Pologne Suisse Etats-unis	G.-Bretagne Ecosse Italie Norvège Pays-Bas

Le Luxembourg se situe, avec 10 à 20 suicides par 100.000 habitants par an, à peu près entre les pays à taux moyen et ceux à taux assez élevé. Il est vrai que ces taux sont en partie explicables par les façons d'établir les statistiques, mais il est intéressant d'observer que dans un pays comportant de nombreux immigrants, comme p. ex. aux Etats-Unis, les rapports entre ces différents taux nationaux persistent.

D'après certains auteurs la religion joue un rôle et les protestants tendent à se suicider plus fréquemment que les catholiques qui à leur tour ont un taux plus élevé que celui des juifs et des musulmans.

Les taux de suicides varient avec les conditions sociales et ainsi, en temps de guerre, les suicides diminuent et ils augmentent pendant les crises économiques. Dans les camps de concentration, le suicides aussi bien que les tentatives de suicide étaient devenus très rares. Dans les dernières années on a observé une augmentation du taux des suicides à Berlin Ouest et dans le monde entier les suicides des jeunes et des femmes ont augmenté.

On compte trois à quatre suicides d'hommes pour un suicide de femme, mais les tentatives de suicide des femmes sont quatre à cinq fois plus élevées que celles des hommes. Dans l'ensemble, le taux des tentatives de suicide est d'environ 10 à 20 fois supérieur aux suicides réussis.

Bien que le suicide tend à augmenter chez les jeunes, le suicide est toujours nettement plus fréquent après 45 ans.

En ce qui concerne la classe sociale et les professions les suicides sont plus fréquents dans les classes plus éduquées, où les meurtres sont plus rares, cependant que dans les classes moins éduquées les meurtres sont plus fréquents, et les suicides plus rares. Certains ont cru devoir en tirer un argument contre la prévention de suicide en concluant que celle-ci augmenterait le taux des meurtres. En ce qui concerne la profession, les militaires, la gendarmerie et la police présentent un taux de suicide plus élevé, mais il faut noter que les taux de suicide les plus élevés sont enregistrés chez les médecins, en particulier chez les psychiatres qui récemment ont été rattrapés par les psychologues. Les étudiants universitaires présentent un groupe particulièrement exposé au suicide.

On note que le taux des suicides est plus élevé au printemps et au début de l'été et que la plupart des suicides se font pendant la journée.

Les hommes ont tendance à employer les moyens violents et actifs tel que la corde, le pistolet et le couteau, cependant que les femmes emploient plutôt les moyens passifs tel que l'empoisonnement par médicaments ou l'intoxication par le gaz. La noyade se retrouve aussi bien chez les hommes que chez les femmes. On note également que ces moyens varient suivant les régions et ainsi en Grande-Bretagne le suicide se fait surtout par le gaz, aux Etats-Unis par le pistolet, et au Luxembourg par le saut du Pont Adolphe, bien que différentes localités, présentent des «traditions de suicide», différentes.

Il est devenu évident que les maladies mentales ne jouent un rôle que pour le tiers des suicides et parmi les malades mentaux le suicide est environ 10 fois aussi fréquent que parmi le reste de la population.

Achté, en Finlande, a noté que les suicides avaient augmenté de quatre fois chez les traumatisés du crâne, par rapport à un taux national déjà très élevé (plus de 20 par 100.000 par an). Achté a expliqué ce taux augmenté par une désadaptation sociale progressive. Parmi les prisonniers, surtout en période d'instruction, le suicide est plus fréquent et si nous enregistrons environ un suicide par an dans nos prisons, ceci, par rapport au nombre d'admissions, présente un taux très élevé. Le taux de suicide augmente aussi avec la densité de la population en particulier dans les grandes villes, mais déjà Durkheim avait noté que des «nids de suicide» existaient dans certaines villes de province.

Ainsi on peut définir des groupes à risque élevé et des groupes à risque bas. Un groupe à risque élevé serait celui des hommes après

45 ans, surtout s'ils sont divorcés, un peu moins s'ils sont célibataires, plus rarement s'ils sont veufs, et encore plus rarement s'ils sont mariés. Le risque augmente du fait qu'ils n'ont pas d'enfant, qu'ils habitent une grande ville, qu'ils bénéficient d'un niveau économique élevé, qu'ils abusent de l'alcool ou des drogues et si dans leur enfance nous retrouvons l'histoire d'un «broken home», des suicides dans la famille ou dans leur entourage, s'ils souffrent de maladie physique ou mentale et s'ils ont fait des tentatives préalables.

Un groupe de bas risque serait celui des femmes, de moins de 45 ans, mariés, qui ont des enfants, et qui ont un fort attachement religieux, familial et social.

Si les gens, qui ont fait des tentatives de suicide préalables risquent d'avantage de finir par un suicide, il faut cependant noter que parmi les suicides réussis seulement une minorité avait préalablement fait une tentative. Si l'on fait une «autopsie psychologique» on notera qu'environ 70% des suicidés avaient, sous une forme ou une autre, manifesté leur intention.

Aspects psychologiques

Freud a mis l'accent sur l'agressivité, Adler sur le rôle du désespoir, Menninger sur l'instinct de la mort et il a attiré l'attention sur les suicides camouflés par l'abus du tabac, de l'alcool et par certains accidents. Il est vrai, que quand il s'agit d'accidents de la route, il s'agit de meurtre plutôt que de suicide. Enfin Stengel a noté l'importance de la fuite vers la mort, s'étant déjà manifestée préalablement par des fugues, et il a attiré l'attention sur le «broken home». Pour Freud il s'agit d'une agression et la névrose peut offrir un refuge en face de la menace d'autodestruction. Sa mort désirée par l'entourage peut pousser un homme vers la mort. Parfois le suicide est décrit comme le meurtre d'une personne aimée, détestée maintenant, avec laquelle le sujet s'est identifié.

Pour Adler la perte de l'espoir, résultant dans des situations sans issue, est un facteur important. Une déception amoureuse, un échec financier, la dépendance des drogues ou de l'alcool, des jeux du hasard peuvent entraîner la mort volontaire. On a observé une incidence accrue du suicide et des tentatives de suicide dans les villes et dans les régions où il existe un casino de jeux et l'incidence des tentatives de suicide est plus élevée parmi les épouses de joueurs confrontées par des situations financières et familiales sans issue. Dans sa législation récente concernant l'autorisation des casinos de jeux sur notre terri-

toire notre Gouvernement n'a tenu aucun compte de cet aspect sociologique important. Enfin des situations sans issue peuvent résulter de circonstances extérieures p. ex. quand un pays est conquis par une armée ennemie et la population est menacée de déportation, de viols et d'exécutions sommaires.

D'après Menninger le suicidant «kills himself, murders somebody else», et «fulfills his wish to die».

D'après Schilder et Zilboorg «the human mind is incapable of conceiving total extinction and there is a paradoxical self conceiving of immortality». Cette idée se retrouve chez Dostoïevski et a tenté van Gogh, dont voici les réflexions :

«Si nous prenons le train pour nous rendre de Tarascon à Rouen nous prenons la mort pour aller dans une étoile», et «mourrir tranquillement de vieillesse serait y aller à pied».

Aspects médicaux

Pour le médecin la dépression fait pencher vers la mort. Cet état de tristesse, de pessimisme, de douleur morale, associé souvent à des sentiments de culpabilité et de désespoir, nous incite à conclure que la vie ne vaut plus la peine d'être vécue.

Seulement chez un tiers des hommes et des femmes ayant tenté ou réussi le suicide on retrouve une histoire nette de névrose, de psychose ou de désordre de la personnalité. Les deux tiers restant ne sont pas de malades mentaux évidents.

Il existe une *dépression endogène* survenant sans cause décelable chez certaines personnes, dans certaines familles, en rapport avec un désordre biochimique et amélioré par les médicaments et les électrochocs. En pleine dépression le risque de suicide est considérable. Ces personnes, et leur famille, recherchent l'aide des médecins et ainsi le danger peut souvent être écarté. Vu que la dépression endogène est reconnue comme une maladie et traitée comme telle, elle n'est responsable que d'un petit nombre de suicides.

L'autre forme, la *dépression involutive* survient chez les personnes âgées, est en rapport avec le vieillissement hormonal, dégénératif et circulatoire, mais aussi avec la solitude croissante et la perte des personnes, des objets et des activités qu'ils aimaient. Certes, il y a encore dans cette dépression un aspect pathophysiologique important, mais déjà on perçoit l'importance de l'entourage et de société. En s'occu-

pant des vieilles personnes on réduit le taux des suicides dans ce groupe comme l'a prouvé l'action des Samaritains en Grande-Bretagne.

Les *situations de désespoir*, sans issue ont des causes multiples. Nous les voyons souvent chez les acoutumances que ce soit la dépendance des drogues, des médicaments ou de l'alcool très fréquente dans nos régions. Une statistique de l'OMS a établi un rapport direct entre la quantité d'alcool consommé dans un pays et son taux de suicides. Le désespoir se retrouve chez la victime de la passion du jeu, acculée dans une situation sans issue qui devient celle de sa famille, de son épouse et son enfant. Ceci nous mène aux catastrophes matérielles, aux récessions, aux échecs des spéculations financières et enfin à la situation des chômeurs. D'autres désespoirs résultant des maladies chroniques réelles ou imaginaires, des déceptions sentimentales, de l'emprisonnement et des situations dans lesquelles se retrouvent les psychopathes par l'agression de leur entourage.

Enfin il y a les *situations de crise avec l'entourage*, en particulier avec l'entourage immédiat entraînant des tentatives de suicide plutôt que des suicides réussis et Stengel a fait la distinction entre les deux phénomènes. Les *suicides réussis*, qui dans nos régions se situent aux environs de 10 à 20 par 100.000 habitants par an, sont plus fréquents chez les hommes que chez les femmes, surtout dans la groupe d'âge entre 55 et 64 ans. Les moyens employés sont des moyens sûrs, telle que la pendaison, le saut d'un lieu élevé, les armes à feu etc. Si l'on fait des «autopsies psychologiques» comme ceci a été fait en Suède, p. ex. on constate que chez ces personnes il y avait une évolution progressive vers le suicide.

Les *tentatives de suicide* résultant d'un conflit avec l'entourage sont environ dix fois plus fréquentes, ce qui dans nos régions les situerait de 100 à 200 par 100.000 personnes par an. En les voit plus fréquemment chez les femmes, surtout dans le groupe d'âge entre 24 et 44 ans. Les moyens employés sont les médicaments, le gaz domestique, la section des veines etc.

La tentative de suicide est bien plus ambiguë que le suicide réussi et d'après Stengel la personne qui fait une tentative de suicide veut «mourir et vivre à la fois», et nous fait comprendre par son cri d'alarme que «je ne peux plus vivre ainsi». Il faut reconnaître cependant que le risque est réel et que la tentative de suicide met en jeu la santé et la vie. Une étude approfondie des tentatives a montré que si seulement 5% des tentatives sont tout à fait sérieuses, d'autre part seulement 7% de ces tentatives sont véritablement sans danger, donc la grande

majorité se situent entre la vie et la mort. Il faut noter que chaque tentative de suicide présente un risque accru de récurrence, et qu'un homme qui a une fois tenté de se suicider appartient déjà à un groupe présentant un risque accru d'une deuxième et d'une troisième tentative et enfin d'un suicide réussi.

Une observation faite à Tikopia, petite île du Pacifique avec environ 2.000 habitants, nous permet peut-être de mieux comprendre la tentative de suicide. Pour les habitants de Tikopia les dieux reçoivent les âmes des morts, même des suicidés, mais pas de ceux qui se pendent. Alors de temps en temps, un homme ou une femme, en conflit avec leur entourage, partent vers la mer, les hommes en canoe, les femmes à la nage. Quand l'alerte est donnée, ils sont suivis par une flotille de bateaux et le succès de l'entreprise de sauvetage dépendra de l'état de la mer, du temps de la journée ou de la nuit et de la disponibilité des bateaux. Si l'homme ou la femme sont sauvés, ils sont reçus par leurs groupes avec beaucoup de joie et de cérémonie et en général il n'y aura plus de rechute. Pourtant le jeu est sérieux car, en moyenne, sur 4 personnes une seule est retrouvée.

Quel est le résultat de la tentative dans nos régions? La grande majorité (4 sur 5), des tentatives de suicide sont hospitalisées. Ceci signifie d'abord un changement de milieu. Ceci signifie aussi la mobilisation de l'aide de la communauté, d'abord par le transport, les premiers soins, l'organisation hospitalière, l'attention du personnel, des médecins, des psychologues et des assistantes sociales. Ceci signifie ensuite une réaction de l'entourage immédiat avec une réévaluation des problèmes qui ont entraîné cette crise, et, si tout va bien, la création d'une situation nouvelle au sein de la famille et de l'entourage.

Y a-t-il une évolution vers le suicide?

Dans un assez grand nombre de cas il y a des *avertissements* explicites ou voilés, reconnus ou non reconnus par l'entourage. L'homme ou la femme ont parlé de la mort, ont parlé du suicide, ont élaboré un plan et peuvent avoir communiqué celui-ci à l'entourage.

Souvent il y a un *isolement progressif*, de l'invidu qui ne sort plus, qui ne voit plus ses amis, parle peu ou même en parlant ne réussit plus d'échange véritable. Ses pensées et ses sentiments tournent toujours autour de mêmes préoccupations tristes et sans issue. Souvent *l'agression a été inhibée*. Si autrefois la personne arrivait à se défendre,

à attaquer les autres quand ils la traitaient injustement, maintenant elle n'arrive plus à extérioriser cette agression et la retourne progressivement contre elle-même.

Il y a une accumulation *d'antécédents personnels*, de dépressions préalables, d'autres tentatives de suicide, d'épisodes d'auto mutilation, d'une accidentabilité accrue etc.

Il y a les *antécédents familiaux et de l'entourage immédiat*. Le «broken home» prédispose à la délinquance, mais aussi au suicide. Il y a eu des suicides dans la famille, ou dans l'entourage immédiat, souvent d'une personne particulièrement aimée.

Deux destins: Van Gogh et Edvard Munch.

Si j'ai choisi de comparer le destin du peintre hollandais, Vincent Van Gogh, à celui du peintre norvégien Edvard Munch, ce n'est pas parce que je crois qu'il y ait un rapport plus étroit entre le génie et le suicide. Le génie est rare et le suicide est fréquent. Certainement les grands artistes présentent une sensibilité plus développée, une prise de conscience plus intense, une vie plus dramatique et plus fragile que les autres hommes, mais il y a d'autres professions où le suicide est particulièrement élevé comme parmi les gendarmes, les dentistes et les psychiatres et les membres de ces professions ne sont pas à considérer comme des génies particuliers.

Si j'ai choisi Van Gogh et Munch, c'est parce que tous les deux étaient hantés par l'idée de la mort et de la maladie, parce qu'ils étaient sujets à des dépressions, à des angoisses, qu'ils se trouvaient dans la situation difficile des peintres nouveaux à la fin du siècle dernier et que tous les deux, du point de vue médical, d'après les critères établies par Pödlinger, présentaient un risque de suicide certain. Van Gogh a succombé, Munch a survécu. Ceci rend la comparaison de leurs vies intéressantes du point de vue médical, psychologique et sociologique.

Pourquoi avoir choisi des artistes? Tout simplement parce qu'ils sont des personnages historiques, parce que leur vie a été fouillée par de nombreux biographes, parce qu'ils nous ont laissé tous les deux le témoignage de leurs tableaux, de leurs lettres et le récit de leurs amis qui les ont vu vivre et mourir. Tous les deux ont produit un certain

nombre d'autoportraits révélateurs. Je les ai choisis aussi parce qu'ils sont des personnages réels car trop souvent encore la spéculation philosophique et littéraire en face du suicide se sert de personnages imaginaires tel Kirilov de Dostoïevski, (qui ne s'est pas suicidé) et qui n'a pas de rapport avec un suicide réel.

L'observation soigneuse d'un meurtre réel, tel que «In Cold Blood» de Truman Capote, contient plus d'enseignements valables sur les meurtriers que les états d'âme de tous les Raskolnikov de cette planète.

Encore en étudiant une vie réelle ne faut-il pas «l'arranger» comme nous l'avons vu faire avec les autoportraits de Van Gogh sur l'air du Boléro de Ravel, dans un crescendo de plus en plus hallucinant, mais non chronologique.

Chez van Gogh la hantise de la mort a alterné avec des moments d'espoir et de bonheur créateur de plus en plus brefs, il est vrai.

Quel genre d'homme était Van Gogh? Après une vie mouvementée dans une entreprise commerciale, comme prêcheur d'un groupe religieux il n'est devenu artiste que tardivement et il n'a peint que pendant 10 ans entre l'âge de 27 et 37 ans. En 4 années il a produit 900 dessins et en 6 années environ 400 peintures. Il a fait 40 autoportraits, dont la majorité en 3 ans, et ils se situent tous entre 1885 et 1890, l'année de sa mort. Il a peint 60 tableaux pendant les derniers deux mois de sa vie.

Peut-on identifier chez lui un syndrome présuicidaire? Il s'agissait certainement d'un déprimé qui avait une vue pessimiste du monde qu'il considérait parfois comme «quelque chose que Dieu a rassemblé en vitesse lors d'un de ses mauvais jours». Il a dit également «les perspectives d'avenir s'assombrissent; je ne vois aucun avenir heureux», ou encore, «je fais de mon mieux pour ne pas prendre lugubrement les choses lugubres». Nous observons chez lui une évolution cyclique avec des phases d'angoisse, d'agitation de confusion avec hallucinations et dépressions suivies d'une certaine sérénité.

Était-ce un homme solitaire? Il vivait seul et à part le contact très étroit avec son frère Théo, il n'y avait pas d'amitié durable dans sa vie. Aucune femme ne s'occupait de lui. Il était pauvre, vivait dans un isolement social et vivait à l'étranger. A Arles il a provoqué une réaction d'hostilité et après l'épisode de l'oreille coupée, 80 personnes ont signé une pétition réclamant son internement. Voici le commentaire de Van Gogh:

«Ainsi tu conçois combien cela m'a été un coup de massue en pleine poitrine, quand j'ai vu qu'il y avait de gens ici qui étaient

lâches assez de se mettre en nombre contre un seul et celui-là malade». Son art est un art solitaire. Le succès lui a été refusé et peut-être l'a-t-il refusé lui-même, car quand un critique avait commencé à dire du bien de ses tableaux, Vincent a écrit à son frère Théo: «Je te prie de demander à Monsieur Aurier de ne plus écrire d'article sur ma peinture». Enfin la relation étroite avec son frère Théo, a été menacée, quand celui-ci s'est marié et quand, en janvier 1890, l'année de la mort de Van Gogh, un fils est né.

Vincent a dû sentir que l'affection de son frère lui échappait et se sentir coupable car, matériellement, il dépendait entièrement de Théo.

Vincent Van Gogh peut-être considéré comme un homme qui abusait de l'alcool. Il y a certainement eu une crise d'alcoolisme en 1888, deux ans avant sa mort. «Maintenant tu comprends bien que si l'alcool a été certainement une des grandes causes de ma folie, c'est alors venu très lentement et s'en irait lentement aussi, en cas que cela s'en aille, bien entendu».

Y a-t-il des antécédents familiaux? Le frère Théo a dû être un homme fragile, car après la mort de Vincent il est devenu déprimé, excité, violent, a dû être interné et est mort de 6 mois après dans une dépression très sévère.

Y a-t-il chez Vincent une évolution progressive vers le suicide? En femme qui aimait Vincent, fit une tentative de suicide à la strychnine, en sa présence, et le mariage ne se fit pas vu la fragilité affective de Margot. Toutes les autres rencontres de Vincent avec des femmes aboutirent à des échecs d'une façon ou d'une autre et bien qu'éprouvant un grand désir d'être aimé et sachant aimer maladroitement mais passionnément, il reste tragiquement seul. «Aimer et ne pas être aimé (C'est mon cas)».

Y a-t-il chez Vincent une évolution progressive vers le suicide? En 1883 il prévoyait qu'il lui restait environ six à dix années à vivre. Il allait encore en vivre sept. Il y a eu un épuisement physique par la sous-alimentation, les excès d'alcool et de stimulants. Il a été hanté par l'image de la mort qu'il a retrouvée dans le moissonneur d'un de ses tableaux. Il parle de la mort. Il parle du suicide et il déclare lutter contre cette idée. Il a préparé l'acte car il a acheté un pistolet. Après l'exécution de l'acte il était paisible et montrait une certaine sérénité. Quand le Dr Gachet lui a dit qu'il pouvait survivre, il a déclaré, «alors il faudra que je recommence».

Une prévention de suicide de Van Gogh aurait-elle été possible? Son dernier médecin était le Dr Gachet dont Van Gogh a fait le portrait et qu'il considérait comme «l'expression déchirante de notre époque». Dr Gachet a dû être un homme généreux, mais faible et confus. Ses idées allaient vers le socialisme, vers l'amour libre, vers l'incinération et il voulait créer une société d'autopsie mutuelle. Il paraît tragiquement peu préparé à faire face à l'évolution vers le suicide chez un homme aussi vigoureux que Van Gogh qui d'ailleurs a dit du Dr Gachet: «il me paraît certainement aussi malade et ahuri que toi et moi», et une autre fois, «d'abord il est plus malade que je le suis, lorsqu'un aveugle en conduit un autre, ne tombent-ils pas tous les deux dans le puits».

Retrouvons-nous chez Van Gogh la relation entre l'agression et le suicide? En 1888 après une querelle avec Gauguin, Van Gogh suit Gauguin dans la rue, le menace d'un rasoir et quand Gauguin lui fait face, Vincent s'enfuit et utilise le rasoir pour se couper l'oreille.

En 1889 quand il se trouve à St Rémy sous l'observation du Dr Peyron il avale des couleurs toxiques. S'agit-il d'une tentative de suicide ou d'un épisode de confusion?

En 1890 à Auvers sur Oise après une dispute assez futile avec le Dr Gachet Van Gogh se tire une balle dans le ventre et survit pendant 36 heures.

Peut-on identifier la maladie de Van Gogh? Comme toujours quand un homme illustre a souffert de troubles mentaux ou physiques, bien des chercheurs médicaux ont retrospectivement essayé d'en faire le diagnostic. Voici une liste incomplète:

- schizophrénie paranoïaque
- alcoolisme
- paralysie générale (syphilis du cerveau)
- épilepsie temporale
- psychose maniaque et dépressive
- manie aiguë
- dépressions psychotique, etc., etc.

Je crois que la conclusion la plus sage a été celle du Dr Kraus des Pays-Bas qui a déclaré que Van Gogh était un individualiste dans sa maladie comme dans son art. Ceci est notre expérience avec les gens qui se suicident, chacun a sa propre histoire et aucune étiquette ne peut expliquer entièrement l'évolution vers le suicide. Si nous appliquons à Van Gogh l'échelle de probabilité du suicide

établie par Pöldinger de Bâle nous dépassons largement les cent points et ceci le situe dans les risques très sévères nécessitant une hospitalisation immédiate.

La même échelle appliquée à Edvard Munch, le situe aussi au-delà de cent points. Sa biographie présente certaines analogies et certaines différences avec celle de Van Gogh. Il est né 10 ans plus tard en 1863, s'est décidé très tôt à devenir peintre et il a peint toute sa vie à l'exception de quelques années vers 67 ans, quand une maladie des yeux a rendu la peinture impossible. Il est mort en 1944 à l'âge de 81 ans.

Était-il déprimé? Tout comme Van Gogh il avait une conception tragique de la vie, souffrait de dépressions et d'angoisses et ceci se traduit de façon très directe dans ses tableaux. Il a dit: «Krankheit, Wahnsinn und Tod waren die schwarzen Engel, die an meiner Wiege Wache gestanden haben und sie haben mich durch das ganze Leben begleitet». Il a cependant réussi à prendre une attitude positive en face de la maladie. «Die Schwächen will ich behalten, sie sind ein Teil von mir. Ich möchte die Krankheit nicht entbehren, ich schulde ihr so viel in meiner Kunst». Il a certainement eu des phases quand il était très déprimé et il a eu d'autres phases quand il était gai et exubérant. Peut-être même que sa plus grande productivité se situe pendant des phases dépressives, en particulier dans les années de 1890 à 1908 quand à la fin il a dû être admis dans un hôpital pendant 8 mois pour des troubles psychiques graves, en rapport avec l'alcoolisme.

Était-ce un homme solitaire? Il ne s'est jamais marié et il a pu considérer son art comme un moyen de communiquer, «Überhaupt die Kunst entsteht durch den Drang des Menschen sich anderen mitzuteilen». Il a été plus fortuné que Van Gogh qui, quand il est mort, n'avait vendu qu'un seul tableau. Munch tout en ayant à lutter contre de grandes difficultés matérielles et des préjugés artistiques a pu s'affirmer progressivement, a pu vendre des tableaux et finalement a pu vivre assez confortablement de son travail.

Il y a une différence entre l'agressivité de Van Gogh qui tout en attaquant Gauguin ou en se disputant avec le Dr Gachet retourne cette agressivité contre lui-même par l'automutilation et finalement par le suicide, cependant que Munch en bon Norvégien, a été impliqué dans quelques bagarres assez vigoureuses. Munch possède un sens de l'humour et une ironie se manifestant dans les situations difficiles. Pendant son traitement médical il se moque quelque peu de lui-même et de son médecin et quand un jour il est arrêté par la police, il en fait un croquis amusant.

Tout comme Van Gogh, il abusait de l'alcool. Il présente une très nette crise d'alcoolisme dont il sort avec la décision de changer de vie: Ich bin Mitglied des Ordens Nicht-Anrühren geworden- nikotin-freie Zigarren- und alkoholfreie Getränke, giftfreie Frauen- du wirst mich als furchtbar langweiligen Onkel wiedertreffen», et encore «Ja für mich ist nun die mit Schmerz und Freude verbundene Zeit des Alkohols vorbei, eine sonderbare Welt hat sich mir verschlossen, die Frauen laße ich oben im Himmel, wie die altitalienischen Künstler, die Dornen der Rosen sind zu schlimm».

Munch a eu un certain succès auprès des femmes et son problème était plutôt de leur échapper.

Y a-t-il eu une ébauche de syndrome présuicidaire? Il souffrait de phases de dépression. Il y a eu un isolement progressif. Il y a eu l'alcoolisme. On note une certaine agressivité, même des idées paranoïdes, mais finalement grâce à son travail, grâce à sa lucidité, son sens de l'humour, et son ironie, et peut-être même grâce à son médecin, il a pu se résaisir.

D'ailleurs il a brossé le tableau de son médecin: «So eitel und eingebildet wie er ist», il en a dit: «Ich stelle ihn groß und mit gespreizten Beinen in ein Feuer von allen Farben der Hölle da bat er um Gnade und wurde zahm wie eine Taube».

Son médecin, peut-être prétentieux et quelque peu agressif, était actif et efficace, et Munch a accepté le traitement pendant 8 mois pour en sortir guéri.

Tout comme chez Van Gogh on aurait pu tenter de nombreux diagnostics. On aurait pu dire que Munch était alcoolique, qu'il était un psychopathe agressif, qu'il souffrait de phases maniaques et dépressives, qu'il avait des tendances paranoïaques considérant que tout le monde était contre lui. A travers tous ces diagnostics il reste un homme qui a su lutter contre ses problèmes et a pu les surmonter.

Tout comme Van Gogh il avait l'impression que son art le démolissait et quand en 1907 il a peint le décor pour les «Phantômes d'Ibsen», produit par Max Reinhardt il a dit: «Der Fries ist im Begriff mich zu vernichten». Max Reinhardt nous raconte: «Er arbeitete des Tags und trank des Nachts». Van Gogh avait dit: «Eh bien, mon travail et moi, j'y risque ma vie et ma raison y sombre de moitié». Après chaque épisode Van Gogh reprenait tous ses pouvoirs artistiques et arrivait à peindre des tableaux très réussis dans très peu de temps, Munch même au plus fort de ses dépressions restait artiste. Certains critiques d'art considèrent qu'après sa guérison ses tableaux n'avaient

plus la même qualité. Enfin chez Van Gogh il faut noter un élément altruiste et il pensait que son suicide rendrait service au monde et à la famille de son frère.

Van Gogh est mort et Munch a survécu et peut-être que le suicide de Van Gogh n'était qu'un «incident de parcours», qui aurait pu être évité.

D'autre part ses paroles, «alors il faudra que je recommence», suggèrent qu'il se trouvait au terme d'une longue évolution et qu'il avait cessé à lutter contre la mort.

Solutions:

Solutions médicales:

A-t-on le droit d'empêcher un homme de se donner la mort? Si un homme découvre que la vie ne vaut plus la peine d'être vécue, et si nous respectons ses opinions et sa liberté, si nous considérons que jamais personne n'est sorti vivant de cette existence (un peu plus tôt, ou un peu plus tard, cela ne fait pas tellement de différence), si nous réservons pour nous-mêmes cette dernière liberté (celle que Dostoïevski appelait: «rendre son billet d'entrée») nous pouvons nous demander si nous avons le droit d'empêcher un homme de se tuer.

La réponse est simple cependant. La grande majorité des rescapés du suicide sont heureux d'être en vie, regardant cet épisode comme un «mauvais rêve», ne se comprennent plus eux-mêmes et, avec la solution de leurs problèmes, retrouvent le goût à la vie. Restent quelques hommes et femmes qui diront comme Van Gogh, «alors il faudra que je recommence». Ils ne sont pas nécessairement des malades mentaux. Dans ces cas une confrontation de deux volontés s'engage entre le médecin et l'homme qui ne veut plus vivre le médecin dispose de moyens puissants, l'internement, l'abrutissement par les drogues, les électrochocs, et les opérations sur le cerveau.

A-t-il le droit de toujours les utiliser? Cela reste discutable, car il y a des morts volontaires qu'on doit respecter même si elles nous laissent un goût de défaite.

Peut-on empêcher un homme de se tuer? Puisque la majorité des rescapés sont heureux d'être en vie, comment réduire le taux des suicides. De grands progrès ont été faits dans le domaine médical. En réanimation on arrive à sauver la majorité des intoxications médicamenteuses graves qui autrefois n'ont pas survécu. Les méde-

cins, et les firmes pharmaceutiques, ont pris conscience du risque de certaines substances pharmacologiques, celle-ci ne sont plus que rarement prescrites et remplacées par des tranquillisants et des neuroplégiques qui même en fortes doses n'entraînent pas la mort.

Il y a le traitement des dépressions endogènes qui d'abord était fait par des électrochocs puis par les imipramines et les neuroplégiques.

Il existe maintenant un traitement préventif par le Lithium. Les gestes médicaux sont limités par la liberté et la dignité de l'homme. Il n'y a pas si longtemps la majorité de tentatives de suicide étaient internées par la suite. Parfois encore l'internement est inévitable afin «de protéger le malade de lui-même» en crise aiguë. L'internement, par sa désadaptation sociale faisait parfois plus de mal que de bien. A un certain moment chez les déprimés chroniques on a utilisé la lobotomie.

A-t-on le droit de détruire une partie du cerveau humain avec l'excuse d'ainsi sauver une vie? Parfois encore la lobotomie reste le dernier recours mais elle ne sera toujours qu'un pis-aller. Les doses excessives de neuroplégiques et de tranquillisants diminuent les capacités intellectuelles et affectives. Ici encore un subtil équilibre entre le traitement et l'intégrité individuelle doit être trouvé. Souvenons-nous que seulement un tiers des suicidés sont des malades mentaux et que dans les entretiens téléphoniques les Samaritans ne transfèrent qu'environ un dixième des appelants au médecin. Ainsi neuf dixièmes présentent des problèmes qui peuvent être résolus sur une base psychologique ou tout simplement humaine.

L'approche psychologique

Notre époque se caractérise par une prise de conscience très vaste des problèmes psychologiques et sociologiques qui se répercute dans la presse quotidienne et à la télévision. Un grand nombre de jeunes sociologues et psychologues ont terminé leur formation et essayent de trouver leur rôle dans la société. Ceci finira, espérons-le par avoir des effets favorables sur la société toute entière, par la rendre plus tolérante et plus compétente en problèmes humains. Certains psychologues ont de solides convictions politiques et tendent «à présenter la réponse avant d'avoir bien posé la question».

D'autres aimeraient «professionnaliser» tous les traitements en enlevant à la société toute responsabilité en face de ses propres problèmes.

Le moyen terme, la mobilisation des énergies latentes de la société sous guidance professionnelle, nous paraît une meilleure solution.

Les vrais révolutions se font dans les esprits et dans les cœurs des hommes et pour réussir la psychologie est indispensable mais pas suffisante.

La sociologie

Longtemps on a pensé que certaines formes de misère économique conduisaient au suicide et ceci est certainement vrai pour des situations extrêmes de misère sociale, d'alcoolisme et psychopathie. On a remarqué ensuite que le suicide était un problème non résolu dans une société aisée, et qu'il avait même une nette tendance à augmenter avec le bien-être matériel. La solution n'est donc pas économique mais à rechercher dans la structure de la société, dans sa cohérence et son sentiment de solidarité.

Dans ce domaine des initiatives variées ont été prises dans différents pays. Ainsi en France on a créé SOS-Amitié et en Belgique le Centre de Prévention de Suicide. Ces services font partie de l'Hygiène Mentale, sont garantis par des professionnels, des médecins, des psychologues et des assistantes sociales et en Belgique sont financés par le budget de l'état. A Vienne il existe une «Lebensmüdenfürsorge», assurée par une équipe mixte de psychiatres et de prêtres en collaboration avec des services hospitaliers et d'après Ringel le taux des suicides à Vienne aurait baissé.

Dans différentes villes de République Fédérale Allemande, à Stuttgart, à Ulm, à Berlin et à Hamburg la «Telephonseelsorge» a été créée par des organisations catholiques et protestantes. Il existe enfin l'expérience tout à fait extraordinaire des Samaritans en Angleterre.

En 1935 le Rév. Chad Varah doit enterrer à Londres une fille de 14 ans qui s'est suicidée parce qu'elle a pris ses premières règles comme le signe d'une maladie honteuse et grave. Chad Varah commence la lutte contre la peur et l'ignorance sexuelle surtout dans le milieu des jeunes. En 1953, il devient recteur de la Paroisse St Stephens Walbrook dans la Cité de Londres où pendant la journée travaillent plus d'un million d'employés et où la nuit habitent 12 personnes. Londres à l'époque a trois suicidés par jour. Chad Varah a l'idée de créer un service téléphonique «Mansion House 9000», où les gens en détresse peuvent appeler. Il est seul. Il les écoute au téléphone, les invite à venir chez lui et n'interrompt jamais une conversation. Ainsi

la salle d'attente est remplie. Des volontaires se présentent pour tenir compagnie à ces personnes et leur offrir une tasse de thé. Rapidement Chad Varah se rend compte que les personnes venant de la salle d'attente se disent rassurées par ce simple contact d'autres personnes de bonne volonté prêtes à les écouter. Jusque-là, on a pensé que le problème du suicide ne peut être résolu que par des professionnels et ici on se rend compte que le problème de la crise suicidaire peut-être résolu par la société elle-même, par des hommes et des femmes sans aucune formation professionnelle, n'ayant que leur bonne volonté et leur sympathie à offrir. Le mouvement des Samaritans se développe et aujourd'hui il existe plus de 150 branches en Grande-Bretagne, (ce qui correspond à environ un centre pour 350.000 habitants, la population du Luxembourg). Il compte 16.000 volontaires et 150.000 appels chaque année. Une famille sur cent en Angleterre est concernée par ces problèmes. Les volontaires qui répondent sont à 98% des non-professionnels, dirigés et conseillés cependant par des professionnels.

Environ 10% des appelants doivent être transférés au médecin et souffrant la plupart du temps de dépression endogène. Les problèmes rencontrés les plus fréquemment sont d'ordre sexuel, la dépendance des drogues et surtout de l'alcool, les conflits familiaux, la solitude des vieux et les crises affectives.

Est-ce que les vrais suicidants se servent du téléphone? Il paraît que oui, car malgré tous les efforts les suicides sont encore 50 fois plus fréquents parmi les appelants des centres que parmi le reste de la population.

Depuis 1963 on assiste en Grande-Bretagne à un phénomène tout à fait nouveau. Le taux des suicides a baissé d'environ un tiers, ce qui signifie environ 2.000 et 3.000 morts en moins par an. Ceci malgré le fait que les tentatives du suicide ont augmenté. Une autre explication possible serait le fait que les médecins sont devenus plus prudents à prescrire des substances dangereuses et que le gaz domestique est devenu non toxique. Ceci ne suffit cependant pas pour expliquer cette baisse constante car à Bâle en Suisse, après avoir rendu le gaz non toxique, on a assisté à une baisse temporaire du taux des suicides, puis les noyades ont augmenté et le taux préalable a de nouveau été atteint.

Comment choisit-on les Samaritans? On élimine ceux qui ne sont pas ponctuels et qui n'ont pas assez du temps, ceux qui ont des solutions toutes faites, ceux qui ont l'esprit trop religieux, et trop missionnaire, ceux qui ont des idées professionnelles étroites, ceux qui donnent

facilement des conseils et qui jugent facilement. On choisit des gens émotionnellement stables «Warm friendly people», sélectionnés pour leurs qualités personnelles sans considération de religion, de race, d'opinion politique, d'âge, du sexe ou de situation professionnelle. On choisit ceux qui savent utiliser la technique de «befriending», ceux qui savent écouter sans vouloir être trop intelligents et ceux qui ne sont pas choqués, par des révélations extraordinaires. On considère que le volontaire idéal est celui qui dit: «je suppose que je ne suis pas très doué, mais j'aimerais essayer». («I don't suppose I'll be any good but I would like to have a try»).

Au Luxembourg l'organisation SOS-Détresse a été fondée en 1975.

En automne 1975, la formation d'une soixantaine de volontaires, répartis en 4 groupes a été commencée. Début 1977 une trentaine de volontaires étaient prêts à prendre l'écouteur et le 15 mai 1977, le service téléphonique de SOS-Détresse a commencé à répondre tous les jours de 19 à 23 heures. Très rapidement les appels se sont multipliés il y en a déjà plus de 700 et dans une soirée il y a en moyenne 3 appels. (Ceci correspond à la moyenne des appels en Grande-Bretagne dans les centres étant de service 7 fois 24 heures par semaine). Les buts à atteindre au Luxembourg sont les suivants:

- la formation d'environ 120 volontaires répondant au téléphone
- l'établissement d'un service «face à face» permettant de continuer les entretiens téléphoniques
- la formation de «groupes d'intervention» permettant de se rendre sur place si nécessaire.

Il sera difficile de juger des effets de toutes ces bonnes volontés avant quelques années d'autant moins que les statistiques existantes sont incomplètes. (Le Luxembourg n'enregistre que les suicides violents consignés dans les rapports de la police et de la gendarmerie.)

Même si SOS-Détresse n'avait permis à notre société que de prendre conscience de ses propres problèmes ce serait déjà un progrès considérable. Nous espérons qu'une diminution du taux de suicides suivra.

Souvenons-nous qu'à l'heure actuelle nous avons toujours un suicide réussi par semaine, et que la mort volontaire, après les accidents reste la deuxième cause de mort chez les jeunes.

- Achté, K. A.; J. Lönngquist and E. Hillbom: Suicides of war brain injured veterans, *Psychiatrica Fennica*, 970. 231-239.
- Achté, K. A. and Anttinen, E. E., 1973: Suizide bei Hirngeschädigten des Krieges in Finnland. *Fortsch. Neurol. Psychiat.* 31: 645-667.
- Brierre de Boismont, A: *Du Suicide et de la Folie Suicide*, Paris 1865, Germer Baillière.
- Capote, Truman, *In cold Blood*.
- Dostoievski, F. M.: *Les Démons*
- Dostoievski, F. M.: *Crime et châtiment*
- Durkheim, Emile: *Le suicide*, 1967, Presses Universitaires de France.
- Hodin, J.-P.: *Edvard Munch*, Thames and Hudson, London 1972.
- Pöldinger, Welter J.: Suicidal tendencies, anxiety and depression. In Kielholz P. *Depressive illness*. Baltimore: Williams and Wilkins 1972.
- Ringel, E.: Der Suizid gefährdete Patient. *Bull. Soc. Sci. méd. Lux.* 108, 1971.
- Soubrier, J.-P.: La Prévention Pratique du Suicide: *Bull. Soc. Sci. méd. Lux.* 108, 1971.
- Stengel, E.: Die Neuorientierung der Selbstmordforschung *Bull. Soc. Sci. méd. Lux.* 108, 1971.
- Stengel, E.: *Suicide and attempted suicide*. Pelican Books, London 1964.
- Tralbaut, Marc Edo: *Van Gogh, le mal aimé*, Edita Lausanne 1969.
- Van Gogh, Théo: *Lettres à son frère Théo*, Paris, Bernard Grasset, 1937.
- Varah, C.: *The Samaritans*, Constable, London 1965

Le suicide dans le droit et la pratique des assurances

Communication de M. Fred K o n z , docteur en droit

Les problèmes qu'un suicide pose dans le droit des assurances peuvent être résumés dans deux questions:

- Ce suicide est-il un fait volontaire et intentionnel?
- Ce suicide constitue-t-il une faute grave?

I. LES PRINCIPES:

L'ASSURANCE NE GARANTIT PAS LE FAIT INTENTIONNEL, NI LA FAUTE GRAVE DE L'ASSURÉ

Dans une formule frappante l'assurance a été définie comme étant «la compensation des effets du hasard par la mutualité organisée suivant les lois de la statistique». (Chauffon, *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir*, 1884 I, p. 216)

La même idée est présentée par le traité classique des assurances en droit français dans les termes suivants: «L'évènement incertain ne peut faire l'objet d'une assurance que dans la mesure où la réalisation suppose l'intervention, au moins partielle, du hasard. S'il dépend de la volonté exclusive d'une des parties, pratiquement celle de l'assuré, l'aléa est supprimé; le risque n'existe plus. L'évènement deviendrait certain pour la partie qui réaliserait le risque.» (Picard et Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2^e édition, 1964, I, n° 24, p. 33)

L'évènement provoqué sciemment par l'assuré, en connaissance de ses conséquences, ne peut donc pas faire l'objet d'une assurance.

Ce principe général fait l'objet de l'article 15 de notre loi du 16 mai 1891 sur le contrat d'assurance, qui dit qu'«aucune perte ou dommage causé par le fait douloureux ou par la faute grave de l'assuré n'est à charge de l'assureur...». A première vue on pourrait hésiter sur le sens exact à attribuer aux mots «fait douloureux». Notre loi de 1891 s'est inspirée très étroitement de la loi belge du 11 juin 1874 sur le contrat d'assurance. Dans l'article 16 de la loi belge, qui correspond à notre article 15, on trouve le simple mot «fait», non accompagné par l'ad-

jectif «doleux». Toutefois les travaux préparatoires de notre loi de 1891, sans être d'une clarté extrême, précisent que les termes «fait doleux» ont été substitués au simple mot «fait», pour éviter que l'assuré ne perde sa garantie à la suite d'une simple imprudence, en confirmation des explications données en Belgique au cours de la procédure parlementaire ayant abouti à la loi de 1874 (Compte-rendu des séances de la Chambre des Députés, session extraordinaire du 4-5 octobre 1891 et session ordinaire du 8 novembre 1881-3 août 1882, p. 50 et p. 54). La doctrine belge s'explique comme suit au sujet de l'article 16: «Le «fait» s'entend du fait doleux. Mais le «fait doleux» est simplement ici synonyme de fait intentionnel. Ce n'est pas, comme en droit civil, l'intention méchante, la tromperie, le mensonge, la mauvaise foi, les manœuvres frauduleuses.» (Monette, de Villé et André, *Traité des assurances terrestres*, 1949, I, n° 291, p. 400)

En outre la loi luxembourgeoise sur le contrat d'assurance, comme son modèle belge, fait découler de la faute grave de l'assuré les mêmes conséquences que de son fait intentionnel (article 15 de la loi du 16 mai 1891 sur le contrat d'assurance).

La question se pose de savoir si le suicide constitue ou peut constituer le fait intentionnel ou la faute grave prévue par la législation sur les assurances. Nous examinerons successivement cette question dans les assurances de dommages (II) et dans les assurances de personnes (III).

II. ASSURANCES DE DOMMAGES

Les assurances de dommages se subdivisent en assurances de choses et en assurances de responsabilité.

Les assurances de choses ont pour but d'indemniser l'assuré des pertes matérielles qu'il subit directement dans son patrimoine, les assurances de responsabilité ont pour but de garantir l'assuré contre les recours exercés contre lui par des tiers à raison du préjudice qu'il a pu leur causer et qui engage sa responsabilité. (Picard et Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 2^e édition 1964, I, n° 19, p. 28)

En assurances de choses le suicide ne peut donc pas constituer la réalisation d'un risque assuré. Par contre le suicide peut provoquer des problèmes de façon indirecte si le moyen choisi par la personne qui veut mettre fin à ses jours ne cause pas seulement sa mort mais entraîne des dommages matériels. Un exemple typique est le suicide au moyen du gaz de ville; une étincelle, provenant par exemple d'un appareil électro-ménager, cause une explosion.

Si cette explosion cause des dommages aux biens appartenant à la personne qui s'est suicidée, la question se pose si ces dommages seront indemnisés par une assurance qui couvre les dommages causés par le feu et les explosions.

Pour donner une réponse à cette question, il faut examiner deux points.

S'est-il agi d'un suicide inconscient? Dans l'affirmative l'assuré, étant inconscient, n'a pu commettre le fait intentionnel ni la faute grave visés par l'article 15 de la loi de 1891. En conséquence la garantie de l'assurance sera acquise.

S'il s'est agi d'un suicide conscient, il faudra encore se demander si l'assuré était conscient non seulement du fait qu'il se donnait la mort, mais encore s'il se rendait compte, ou devait se rendre compte, des risques d'explosion qu'il créait.

Cette question a trouvé des réponses divergentes en jurisprudence.

Le tribunal civil de Bruxelles, par un jugement du 24 mars 1959 et la cour d'appel de Bruxelles par un arrêt du 23 mai 1961 (*Bulletin des assurances*, 1963, p. 315 avec note R.V.G.) ont décidé que la personne qui s'était suicidée n'avait pas commis de faute grave au sens de la loi de 1874: «Attendu qu'en l'espèce, les éléments de la cause établissent que l'assurée a volontairement ouvert le robinet du gaz d'éclairage, et que l'explosion s'est produite par une étincelle provenant du moteur électrique assurant le fonctionnement d'un appareil réfrigérateur installé dans la pièce;

Attendu que la seule effusion du gaz dans la pièce n'était pas de nature à engendrer l'explosion; que celle-ci ne peut être provoquée que par une flamme et qu'aucune flamme ne brûlait dans l'appartement; que le commun des personnes, et en particulier des ménagères auxquelles appartenait l'assurée n'est pas averti de la survenance possible d'étincelles à l'occasion des démarrages du moteur entretenant l'action d'un appareil frigorifique;

Attendu qu'on ne peut donc admettre dans le chef de l'assuré, à défaut de cet élément subjectif de conscience de l'aggravation du risque, la perpétration d'une faute grave déchargeant l'assureur...»

Les juges n'ont donc pas considéré le suicide en lui-même comme faute grave.

Par contre un tribunal français (Tribunal de grande instance de la Seine 24 février 1962, *Revue générale des assurances terrestres*, 1962, p. 339 avec note M.P.) a appliqué dans un cas similaire l'article 12 de la loi française de 1930. L'article 12 de la loi française de 1930 sur le

contrat d'assurance est le pendant, mais seulement partiel, de l'article 16 de la loi belge de 1874 et de l'article 15 de notre loi de 1891. La loi française n'exclut la garantie de l'assureur que dans le cas d'une faute intentionnelle, tandis que la garantie reste maintenue en cas d'une faute grave. Pour appliquer l'article 12 de la loi de 1930 le tribunal de la Seine devait donc admettre que le suicide constituait une faute intentionnelle au sens du droit des assurances et que cette faute intentionnelle avait causé le dommage. (Feyaerts et Ernault, *Traité général des assurances terrestres*, in: *Les Nouvelles*, V, n° 969, p. 209)

Des questions similaires se posent pour les assurances de responsabilité. A titre d'exemple supposons que l'explosion de gaz, dont nous venons de parler, a causé des dommages à des tiers.

Toutefois, dans ce cas, une question doit être examinée préalablement à celle de la couverture d'assurance: Est-ce que la personne qui s'est suicidée est responsable à l'égard des tiers pour les suites dommageables qu'a entraîné son acte?

Cette responsabilité pourrait être basée soit sur la faute délictuelle ou quasi-délictuelle des articles 1382 et 1383 du Code Civil, soit sur la présomption de responsabilité de l'article 1384 alinéa 1er du Code Civil. En cas de suicide inconscient aucune de ces dispositions ne pourra être appliquée.

Pour pouvoir commettre une faute il faut avoir la maîtrise de ses actes; en cas de suicide inconscient la faute prévue par les articles 1382 ou 1383 du Code Civil n'existe pas.

Pour faire jouer la présomption de responsabilité de l'article 1384 alinéa 1er du Code Civil, que certains désignent plutôt comme une responsabilité de plein droit, il faut établir qu'une personne avait la garde d'une chose inanimée qui a causé le dommage. On pourrait discuter sur la question si matériellement le dommage a été causé par le mélange gaz-air explosif ou par le robinet ouvert dont sortait le gaz. Toutefois cette discussion est inutile. Notre jurisprudence a en effet précisé que ne peut être gardien d'une chose que celui qui exerce sur elle les pouvoirs de direction, d'usage et de contrôle. Notre Cour en a tiré la conclusion que celui qui est privé de ses facultés mentales ou physiques ne peut être gardien d'une chose au sens de l'article 1384 alinéa 1er (Cour Supérieure de Justice, cassation civile, 13 juin 1963, *Pasicrisie luxembourgeoise* 19, 109). Cet arrêt a décidé qu'un automobiliste ayant causé un accident du fait qu'il était tombé en syncope, ne pouvait être le gardien juridique de son véhicule, alors qu'au moment du fait dommageable il n'était pas en possession des facultés

mentales et physiques nécessaires pour exercer les pouvoirs de direction, d'usage et de contrôle qui constituent la garde juridique. Le même raisonnement devrait s'appliquer dans le cas d'un suicide inconscient.

En cas de suicide conscient par contre tant les articles 1382 et 1383 que l'article 1384 peuvent trouver application. Dans l'espèce qui a donné lieu au jugement du tribunal civil de Bruxelles du 24 mars 1959, le tribunal a admis que l'action d'ouvrir volontairement le robinet à gaz, bien que non constitutive de la faute grave sanctionnée par la législation sur les assurances, était néanmoins une faute entraînant la responsabilité civile de la suicidée sur la base de l'article 1382 du Code Civil.

III. ASSURANCES DE PERSONNES

Les assurances de personnes garantissent des prestations déterminées à l'avance par le contrat pour certains événements liés à la vie ou à la santé de l'homme.

C'est l'assurance sur la vie qui présente le problème fondamental du suicide dans le domaine de l'assurance. L'assureur a promis une certaine prestation (paiement d'un capital, paiement d'une rente) pour le cas où la personne assurée décède. Par l'action de se suicider l'assuré provoque lui-même la réalisation de la condition dont dépend le paiement de la prestation promise.

Ici encore se pose la question du caractère conscient ou non du suicide.

Ces questions ont fait l'objet de longues discussions en raison de l'importance du problème; il est souhaitable que la loi sur le contrat d'assurance fournisse des solutions claires.

La loi belge de 1874, dont s'est inspiré notre législateur de 1891, décide dans son article 41 alinéa 4 que «l'assureur ne répond point de la mort de celui qui a fait assurer sa propre vie, lorsque cette mort est le résultat ... d'un suicide, sauf la preuve que celui-ci n'a pas été volontaire...». Cette disposition n'avait été adoptée qu'après des délibérations longues et passionnées et après examen de plusieurs amendements et sous-amendements.

Ce texte constitue une application stricte du principe que nous avons exposé: Le suicide conscient est un acte intentionnel de l'assuré qui provoque volontairement le risque assuré, donc la garantie de l'assurance n'est pas acquise. Le suicide inconscient est irrelevant au point de vue de l'assurance Vie.

La conséquence devrait être que l'interdiction d'assurer le suicide volontaire serait d'ordre public (Muschart, Commentaire de la loi du 11 juin sur les assurances, 1932, p. 249; Monette, de Villé et André, *Traité des assurances terrestres*, 1949, I n° 86, p. 131). Néanmoins la pratique des assurances en Belgique a passé outre, en assurant le suicide volontaire après l'expiration d'un délai qui est en général de deux ans à dater de la date d'effet du contrat ou de sa remise en vigueur éventuelle (Feyaerts et Ernault, *Traité général des assurances terrestres*, in: *Les Nouvelles*, tome V, 1966, n° 1252, p. 250).

Le projet de loi, qui se trouvait soumis en 1891 aux délibérations de notre Chambre des Députés, avait repris sans modification l'article 41 de la loi belge de 1874. Toutefois la Chambre adopta un texte différent sur la base de l'avis suivant la section centrale: «On sait par l'expérience qu'il est toujours très difficile de déterminer si un suicidé a agi volontairement ou sous l'influence d'une maladie telle que la monomanie du suicide, l'hypocondrie ou un accès subit d'aliénation mentale ou de fièvre chaude. Aussi il y a des sociétés d'assurances qui assurent la vie même contre le suicide, et il en est de même pour le duel. La section centrale est donc d'avis que l'on doit laisser, sous ce rapport, la liberté aux parties contractantes et elle propose la rédaction suivante: «L'assureur ne répond pas de la mort de l'assuré, lorsque cette mort est le résultat d'une condamnation judiciaire, d'un duel, d'un suicide, sauf convention contraire pour le cas de duel et de suicide. La preuve que le suicide n'était pas volontaire sera toujours admissible.» (Compte-rendu des séances de la Chambre des Députés — session ordinaire 4. 11. 1890-31. 7. 1891, p. 574).

De la sorte le législateur luxembourgeois a admis dès la fin du siècle dernier le caractère licite de l'assurance du suicide, contrairement à la loi belge dont il s'inspirait. Toutefois, par après la pratique a abouti en Belgique au même résultat, nonobstant un texte restrictif.

L'usage qui est fait au Luxembourg de cette liberté contractuelle rejoint d'ailleurs la pratique que nous avons indiquée pour la Belgique. Généralement le suicide volontaire est exclu de la garantie pendant les deux premières années du contrat, et le suicide est assuré sans restriction après l'écoulement de ce délai.

D'ailleurs le même délai de deux ans est prévu en France (article 62 alinéa 2 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance) et en Italie (article 1927 du Codice Civile), par l'effet de la loi et non pas par le seul effet de l'usage du marché. Par contre, dans d'autres pays comme les Pays-Bas et l'Allemagne, la loi dispose qu'en cas de suicide

volontaire aucune indemnité n'est due. (Istituto di diritto delle assicurazioni dell'Università di Roma, *Il contratto di assicurazione nelle legislazioni dei paesi dell'M.E.C.*, 1963, n° 264).

Pour le puriste la solution adoptée au Luxembourg, comme en Belgique, en France ou en Italie, ne paraît pas satisfaisante. Si l'on admet qu'il existe des cas de suicide conscient et lucide, les principes du droit des assurances exigeraient que dans ces cas l'assurance ne joue pas, quel que soit le laps de temps écoulé depuis la souscription du contrat. Par contre, si l'on admet que tout suicide est involontaire, l'exclusion de suicide désigné comme volontaire pendant les deux premières années du contrat est critiquable.

Au point de vue pratique cependant plusieurs arguments parlent pour cette solution intermédiaire et pragmatique.

Il serait choquant de voir quelqu'un conclure un contrat d'assurance avec l'intention avouée de provoquer peu après le risque assuré.

L'institution d'un délai de carence permet d'éviter ce danger. En France, où le délai de carence de deux ans est imposé par la loi, Picard et Besson se sont exprimés comme suit: «Au regard de l'ordre public, il est certain que l'institution d'un délai de deux ans, avant l'expiration duquel le suicide conscient n'est pas garanti, supprime en grande partie les dangers d'une assurance qui serait, sur ce point, accordée sans réserve et immédiatement. Il n'y a pas à craindre que le contrat soit conclu en vue du suicide, par un individu décidé à mettre fin à ses jours, tout en améliorant la situation de ses proches: on ne conçoit pas un homme qui, ayant ainsi pris la décision de se suicider, attendrait froidement l'expiration du délai de deux ans pour mettre son projet à exécution; le délai légal est suffisamment long pour que tout danger soit écarté, pour que, par l'oeuvre du temps, se modifient et disparaissent les raisons qui pouvaient pousser l'individu au suicide.» (Picard et Besson, *Traité général des assurances terrestres en droit français*, 1945, IV, n° 97, p. 237).

En faveur de la garantie de tout suicide, après un délai de carence, milite encore le fait que l'assurance Vie est très souvent souscrite pour garantir des moyens nécessaires à une épouse ou à des enfants pour lesquels le décès du mari ou du père ne constitue pas seulement un drame sur le plan humain, mais entraîne également des problèmes pécuniaires.

Contrairement à l'assurance sur la vie, ces questions de principe ne se posent pas dans l'assurance contre les accidents. Tandis que dans l'assurance sur la Vie le risque assuré est le décès de la personne

assurée, quelqu'en soit la cause, le risque assuré dans l'assurance contre les accidents est le décès ou la lésion à la suite d'un accident. La notion d'accident est toujours précisée dans les conditions générales du contrat; une des formules usuelles est celle-ci: «choc accidentel provenant directement d'une cause fortuite, violente, extérieure et involontaire». Par cette définition même le suicide est exclu.

Généralement les conditions générales des contrats d'assurance précisent que sont considérées comme accidents assurés les atteintes subies par certains événements, dont il pourrait être douteux s'ils sont couverts par la définition donnée ci-dessus. (Exemple d'une clause utilisée au Luxembourg: «Sont également garantis: les cas de rage et de charbon, à la condition expresse qu'ils soient consécutifs à des morsures d'animaux ou à des piqures d'insecte, l'asphyxie involontaire par inhalation de gaz ou de vapeurs délétères, le cas de mort immédiate résultant d'une chute involontaire dans l'eau, ainsi que les attentats contre la personne assurée et les accidents survenus au cours de tentatives de sauvetage de personnes ou de biens et enfin, mais pour les praticiens seulement, les suites d'inoculations infectueuses ou de piqures anatomiques résultant d'opérations chirurgicales, d'autopsie ou de travaux de dissection.») Ce genre d'extension de garantie ne couvre pas non plus le suicide.

Toutefois en pratique des difficultés de preuve peuvent se présenter; en cas de noyade sans témoins il peut être difficile d'établir s'il s'est agi d'une chute involontaire dans l'eau ou d'un suicide.

IV. LA DIFFICULTÉ: IL FAUT DISTINGUER LE SUICIDE VOLONTAIRE DU SUICIDE INVOLONTAIRE

En pratique, les problèmes les plus délicats que la question du suicide provoque dans le domaine des assurances, se trouvent dans l'assurance sur la Vie. Encore avons-nous éludé, au cours des explications qui précèdent, le problème majeur. L'application des principes dégagés ci-dessus suppose en effet que dans chaque cas de suicide on puisse établir clairement si celui-ci était volontaire ou non.

Quelle est la définition du suicide volontaire dans le cadre du droit des assurances?

Pour l'assurance sur la vie Picard et Besson s'expriment comme suit: «Le suicide conscient est le résultat d'une résolution réfléchie: C'est l'acte commis par un individu qui jouit de son libre arbitre et qui, malgré tout, est en état de comprendre la portée morale de l'acte que,

de sang froid et en pleine raison, il va commettre. Inversément le suicide inconscient est le résultat d'une impulsion irraisonnée et irrésistible: C'est l'acte accompli par un être qui n'a plus la pleine possession de ses facultés mentales, dont la volonté est obnubilée, la force de résistance annihilée, au point qu'il ne saisit pas la portée morale et les conséquences de son acte.» (Picard et Besson, *Les assurances terrestres en droit français*, 1974, I, n° 476b, p. 662). En ce qui concerne la charge de la preuve, c'est à l'assureur qu'il incombe de prouver qu'il y a eu suicide. Du moment que cette preuve est apportée, c'est au bénéficiaire de l'assurance qu'il incombe de prouver que le suicide était inconscient.

C'est sur ce point que commencent les difficultés. Citons encore une fois Picard et Besson: «Il faut bien reconnaître que la distinction est difficile à opérer en pratique. En cas de litige, elle dépendra d'abord des conceptions des juges sur le libre arbitre, d'autre part des circonstances de fait. Celles-ci sont évidemment prédominantes, d'autant plus qu'elles sont, d'après la Cour de Cassation, souverainement appréciées par les juges du fond. Et ainsi se manifeste une tendance (les médecins ne considèrent-ils pas que tout suicide est inconscient?) en faveur de l'inconscience.» (Picard et Besson, *loc. cit.*)

Les difficultés indiquées par Picard et Besson pour la France se retrouvent en Belgique (Feyaerts et Ernault, *Traité général des assurances terrestres*, in: *Les Nouvelles*, tome V, 1966, nos 1253 ss., p. 250).

Pour distinguer le suicide conscient du suicide inconscient, la jurisprudence luxembourgeoise applique des critères similaires à ceux retenus par les juridictions françaises et belges. Un arrêt de la Cour Supérieure de Justice (Appel Civil) du 15 décembre 1975 (Annexe Jurisprudence des Informations de l'ACA, janvier 1976, n° 1, p. 7) dit «que le suicide inconscient doit s'entendre de l'acte accompli par un être privé de sa raison habituellement ou passagèrement, ou dont la volonté est complètement obnubilée par une impulsion irraisonnée et irrésistible, qui l'amène fatalement et nécessairement au suicide» et «que le suicide conscient est, au contraire, le fait volontaire et réfléchi de celui qui, sous l'empire de graves préoccupations touchant son honneur et sa fortune, sa santé, préfère se réfugier dans la mort plutôt que d'affronter une épreuve dont il ne se sent pas le courage ou la force de triompher». Un jugement du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg (Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg (Comm.) du 16 octobre 1975, n° 17339 du rôle, non publié) reproduit pratiquement la définition donnée par Picard et Besson en 1945 dans leur

Traité Général (Picard et Besson, *Traité Général des Assurances Terrestres en Droit Français*, 1945, IV, n° 92, p. 226) en disant «que suivant la doctrine et la jurisprudence, il faut entendre par suicide conscient l'acte commis par un individu qui bien qu'agissant sous l'empire de graves préoccupations qui faussent son jugement et diminuent son courage et sa force de résistance, jouit encore de son libre arbitre, alors que le suicide inconscient se définit comme le résultat d'une impulsion irraisonnée et irrésistible, l'acte accompli par un être qui n'a plus la pleine possession de ses facultés mentales, dont la volonté est obnubilée, la force de résistance annihilée au point qu'il ne saisit pas la portée morale et les conséquences de son acte».

Quant au problème du choix, notre Cour a toutefois précisé dans son arrêt du 15 décembre 1975 (cité ci-dessus) qu'il n'y a pas de préjugé de principe en faveur du caractère inconscient du suicidé: «attendu que si le suicide résulte toujours d'un état mental morbide, il importe de ne pas accorder trop d'importance à certains éléments pathologiques sous peine de qualifier tout suicide d'inconscient, de ne laisser aucune place à l'hypothèse du suicide conscient et, par voie de conséquence, de priver de sens la distinction que la police d'assurance précitée a établi entre ces deux catégories».

Dans chaque cas la décision du juge tranche une question de pur fait. Cela peut expliquer que les décisions de justice publiées font apparaître de grandes divergences et donnent l'impression que les mêmes faits ne sont pas toujours appréciés de la même façon (en plus des auteurs cités ci-dessus, voir Carton de Tournai et Van der Mersch, *Précis des assurances en droit belge*, 1970, II, n° 89, p. 32).

En vérité il s'agit d'une question qui dépasse la juriste.

S'il était absolument certain qu'aucun suicide ne peut être considéré comme volontaire, il serait souhaitable de supprimer la période de carence pendant laquelle le suicide volontaire n'est pas assuré en assurance sur la vie. Cela éviterait des discussions et des procès pénibles.

Toutefois, la prémisse sur laquelle se base cette solution n'est nullement prouvée. Si l'on admet la possibilité d'un suicide conscient, du moins en ce sens que la personne qui a l'intention de mettre fin à ses jours peut rester suffisamment lucide pour prendre la décision de souscrire une assurance Vie en faveur de ses proches avant l'acte irréparable et de mettre cette décision à exécution, il faut maintenir la barrière que constitue le délai de carence. La garantie du suicide conscient dès la souscription de l'assurance pourrait être de nature à

encourager le candidat au suicide, alors que de cette façon il pourrait garantir à ses proches une situation financière meilleure que s'il restait en vie.

C'est pourquoi nous estimons que parmi toutes les solutions théoriquement possibles, l'exclusion de la garantie en cas de suicide conscient pendant un délai de carence est encore la moins mauvaise.

Le suicide au Luxembourg

Analyse statistique

Communication de M. Georges A l s

Directeur du Service Central de la Statistique
et des Études Économiques

SOMMAIRE

Introduction: Les lois du suicide	
Remarques méthodologiques	
1. Source des renseignements	
2. Fiabilité des statistiques	
3. Suicide et tentative de suicide	
4. Signification des chiffres luxembourgeois	
5. Complexité des facteurs	
Analyse statistique	
I. Évolution séculaire	
II. Variables personnelles	
1. Sexe	
2. Age	
3. État matrimonial	
III. Variables socio-personnelles	
Religion — Nationalité — Profession — Revenu	
IV. Conjoncture économique et politique. Saisons ou: Quand se suicide-t-on?	
V. Procédés de suicide — Lieu du décès	
VI. Causes présumées des suicides.	
Bibliographie	

TABLEAUX STATISTIQUES

1. Évolution séculaire des suicides au Luxembourg 1881-1976	
2. a) Suicides en fonction de l'âge 1967-1976	
b) Pourcentage des suicides par rapport aux décès par classe d'âge ...	
3. a) Suicides selon l'état matrimonial 1891-1909 et 1967-1976	
b) Suicides selon l'état matrimonial et pas classe d'âge 1967-1974	

4. Taux de suicide standardisés (15 ans et plus) dans 30 pays ou zones 1965-1969	
5. Suicides selon la profession 1967-1976	
6. Suicides selon le mois 1891-1909 et 1967-1976	
7. Suicides selon le procédé et le sexe 1901-1909 et 1967-1976	
8. Suicides selon le lieu du décès 1967-1976	
9. Suicides selon la cause présumée 1901-1909 et 1955-1972	

To be or not to be
That is the question
Hamlet

D'après Camus: «Il n'y a qu'un problème philosophique, c'est le suicide». Capitulation ou liberté suprême, déterminisme subi ou destin assumé, le suicide pose le problème de la liberté, le problème du sens de la vie et de l'action humaines. Phénomène social selon la célèbre thèse de Durkheim, le suicide apparaît à d'autres comme un acte individuel, folie momentanée (école neuropsychiatrice) ou même déterminé par des prédispositions génétiques. En vérité, l'intérêt que suscite le suicide — et qui est attesté par une bibliographie innombrable, — tient à son caractère humain: quel est l'être qui dans un moment de dépression, n'a au moins songé à cette possibilité de sortir du dédale de ses difficultés? Un homme sur 75 environ recourt à ce procédé, mais les tentatives sont plus nombreuses. Notre propos n'est toutefois pas d'ordre philosophique ou psychologique, mais il s'agit d'explorer les régularités statistiques, les «lois» du suicide. Depuis des dizaines d'années on constate que les hommes se suicident bien plus que les femmes, les vieux plus que les jeunes, les divorcés et les veufs et les célibataires plus que les mariés; que le nombre des suicides diminue pendant les guerres, augmente pendant les crises économiques; enfin, contrairement à ce qu'on pourrait croire, le suicide est plus fréquent pendant la bonne saison qu'en hiver. Dans certains pays, le taux de suicide, après avoir augmenté au 19e et au début du 20e siècles, tendrait à baisser.

Qu'en est-il de ces lois? Que nous révèlent les statistiques luxembourgeoises? Avant de les scruter, il faut s'interroger sur l'origine et la fiabilité de ces statistiques.

Remarques méthodologiques

1. Source des renseignements

Notre statistique remonte au moins jusqu'à 1880. Elle reposait traditionnellement sur des questionnaires remplis par la Police ou la

Gendarmerie (Notiz über Selbstmorde) et dépouillés par l'Office de la statistique générale. Depuis le début des années 1960, elle fait partie de la statistique des causes de décès établie par le Ministère de la Santé publique et basée sur les déclarations effectuées par le médecin qui fait le constat du décès, constat rendu obligatoire par le règlement grand-ducal du 20 juin 1963. Le modèle de certificat utilisé est conforme aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. Depuis la statistique de l'année 1967, le recours à l'informatique permet une meilleure valorisation des renseignements consignés sur les certificats.

Signalons encore que la statistique concerne les décès de fait, c'est-à-dire survenus sur le territoire du Grand-Duché, quelle que soit la résidence des décédés. Les Luxembourgeois, qui se suicident à l'étranger, ne figurent donc pas dans notre statistique.

2. *Fiabilité des statistiques*

De nombreuses raisons peuvent inciter à cacher un suicide en le présentant comme une mort naturelle:

- Le suicidé lui-même peut, par égard pour ses proches, travestir son acte sous la forme d'un accident automobile, sportif, domestique.
- Les survivants sont tentés, pour des raisons religieuses, sociales ou même juridiques (possibilité de toucher une assurance-vie) de déformer les faits, avec ou sans la connivence du médecin.

Des efforts ont été faits pour réduire ces deux sources d'erreurs. Depuis 1971, notre statistique rattache aux suicides les décès dus à des «lésions causées d'une manière indéterminée quant à l'intention». Il en est résulté une hausse du nombre annuel des suicides de l'ordre de 20%. Or d'après certains experts, la sous-estimation traditionnelle des suicides pourrait être de 20 à 30%. D'autre part, la garantie de l'anonymat donnée par notre système de certification depuis 1963 doit permettre au médecin de faire une déclaration correcte sans léser les intérêts des familles en cause.

En conclusion, il est probable que notre statistique des causes de suicide s'est améliorée. Il en est résulté une hausse du taux de suicide à long terme, dépourvue de signification. Les chiffres récents semblent assez proches de la réalité. Tout au plus peut-il y avoir sous-évalua-

tion pour des suicides par absorption de médicaments ou par inhalation de gaz, plus faciles à cacher que les suicides par des procédés violents (armes à feu, pendaison, etc.). Une autre conclusion est que les comparaisons internationales doivent être entourées de réserves, du moins lorsqu'il s'agit des taux globaux.

3. *Suicide et tentative de suicide¹*

Des estimations fantaisistes circulent à propos des tentatives. Nous ne disposons d'aucune statistique des tentatives de suicide. Il résulte de certaines recherches étrangères que:

- les tentatives sont plus fréquentes chez les femmes que chez les hommes (environ le double);
- le «coefficient d'efficacité» serait de l'ordre de 30% chez les femmes, de 50% chez les hommes;
- les tentatives non-efficaces sont essentiellement celles qui recourent aux médicaments, et dans une certaine mesure également au gaz et à la vénisection.

D'après ces études, le nombre total des tentatives non réussies pourrait donc être égal tout au plus au double du nombre des suicides. Il convient de noter d'autre part que des tentatives multiples peuvent être le fait d'une seule et même personne.

Longone rappelle que l'OMS estimait dans une étude sur le suicide que l'on pouvait compter huit tentatives pour un suicide réussi, ce qui donnerait une tentative de suicide par jour au Luxembourg. Faute de résultats statistiques d'observation, il est difficile de prendre position sur ce chiffre.

4. *Signification des chiffres luxembourgeois*

Dans l'étude du suicide au Luxembourg, on se heurte à un obstacle statistique: les effectifs totaux de suicidés sont relativement peu élevés de sorte que la loi des grands nombres ne joue pas toujours et que des facteurs accidentels peuvent perturber l'interprétation. Pour réduire

¹ OECONOMO: Le comportement-suicide et le problème de la tentative (Revue française de sociologie 1961 n° 1).
Les tentatives de suicide. Résultats d'une enquête à Bruxelles. (Population 1970 n° 4).
LONGONE: Le suicide (Population et sociétés n° 79, Avril 1975).

cet inconvénient, nous avons, dans la mesure du possible, eu recours à des moyennes pluriannuelles (10 ans ou plus).

5. Complexité des facteurs

L'étude du suicide est rendue difficile par la complexité des facteurs qui interviennent. Voici comment s'exprime à cet égard une étude de l'Organisation mondiale de la santé:²

«Le suicide est incontestablement un acte essentiellement solitaire: la genèse de la prédisposition intérieure de certains individus à se suicider peut être liée à un trouble mental passé, présent ou incipient, à la rupture d'une relation interpersonnelles chère, à la toxicomanie, à l'alcoolisme, à une maladie physique, etc. Les circonstances extérieures qui amènent à réaliser ce potentiel en un moment et en un lieu donnés ne sont pas moins complexes et variés; ce sont par exemple la dépersonnalisation résultant de l'urbanisation, la transformation de la société, la rupture de la famille en tant qu'unité sociale, le relâchement des attitudes de la société à l'égard de ce qui était considéré comme un comportement déviant en général et à l'égard du suicide en particulier».

ANALYSE STATISTIQUE

I. Évolution séculaire des suicides au Luxembourg

Compte tenu des remarques méthodologiques présentées ci-dessus, le taux des suicides annuels par 100.000 habitants semble marquer une certaine augmentation depuis la fin du 19^e siècle. On enregistre une augmentation nette pendant la grande crise de 1931 à 1934 et surtout en 1933: 74 suicides, chiffre le plus élevé jamais atteint. La diminution pendant la guerre, telle qu'elle a été constatée dans presque tous les pays, n'apparaît au Luxembourg que lorsqu'on calcule la moyenne des années de guerre; elle est en tout cas assez faible. L'augmentation du taux au cours des dix dernières années semble due uniquement à une meilleure saisie statistique du phénomène. Pour les années postérieures à 1970, les chiffres incluent les décès dus à des «lésions causées d'une manière indéterminée quant à l'intention» qui sont en outre indiqués entre parenthèses.

² Le suicide de 1950 à 1971. Rapport de statistiques sanitaires mondiales. Vol. 29/1976 n° 7.

Un auteur français (Longone) révèle une diminution récente du taux de suicide en France. Selon l'OMS il n'y aurait pas de tendance bien nette à long terme sur le plan international.

Le tableau illustre la permanence de la «sursuicidité» masculine. Pour certaines années du passé, le rapport entre suicides masculins et féminins — de l'ordre de 3 à l'étranger — atteint des valeurs invraisemblables et semble ainsi indiquer que la sous-évaluation était surtout prononcée du côté féminin.

Les suicides représentent 1 à 1,5% des décès annuels.

TABLEAU 1

Évolution séculaire des suicides au Luxembourg

Source: Statistique des causes de décès

Années	Total	Hommes	Femmes	Par 100.000 habitants
1881-1885 ...	4.6*			2.1
1886-1890 ...	9.2*			4.3
1891	13	8	5	6.1
1892	17	15	2	7.9
1893	12	11	1	5.6
1894	10	9	1	4.6
1895	11	6	5	5.0
1896	13	11	2	5.9
1897	19	16	3	8.5
1898	9	8	1	3.9
1899	12	10	2	5.1
1900	19	16	3	8.1
1901	25	24	1	10.5
1902	16	13	3	6.7
1903	26	22	4	10.8
1904	11	10	1	4.5
1905	25	20	5	10.1
1906	19	18	1	7.6
1907	20	18	2	7.9
1908	25	24	1	9.8
1909	24	22	2	9.3
1910-1922 ...				(Pas de chiffres disponibles)

* En moyenne actuelle

Années	Total	Hommes	Femmes	Par 100.000 habitants
1923	15	13	2	5.7
1924	23	21	2	8.6
1925	25	22	3	9.3
1926	31	24	7	11.4
1927	42	40	2	14.7
1928	47	44	3	16.2
1929	45	35	10	15.3
1930	50	45	5	16.7
1931	61	54	7	20.4
1932	51	44	7	17.1
1933	74	62	12	24.8
1934	65	52	13	21.9
1935	40	35	5	13.5
1936	51	39	12	17.1
1937	43	31	12	14.3
1938	35	27	8	11.6
1939	37	30	7	12.4
1940	43	33	10	14.7
1941	43	34	9	14.8
1942	46	34	12	15.9
1943	49	13	5	6.6
1944	48	34	14	17.0
1945	47	38	9	16.5
1946	37	27	10	12.9
1947	32	26	6	11.0
1948	38	33	5	13.0
1949	36	34	2	12.2
1950	43	32	11	14.5
1951	33	26	7	11.1
1952	33	25	8	11.0
1953	27	19	8	8.9
1954	32	23	9	10.5
1955	22	15	7	7.2
1956	30	26	4	9.8
1957	26	21	5	8.4
1958	29	21	8	9.3
1959	31	22	9	9.9
1960	32	26	6	10.2
1961	30	20	10	9.4
1962	30	22	8	9.3
1963
1964	35	18	17	10.6
1965	32	21	11	9.6

Années	Total	Hommes	Femmes	Par 100.000 habitants
1966	58	42	16	17.3
1967	45	29	16	13.4
1968	42	33	9	12.5
1969	52	38	14	15.4
1970	48	35	13	14.1
1971	60 (12)	46 (8)	14 (4)	17.4
1972	64 (12)	43 (8)	21 (4)	18.4
1973	54 (7)	38 (5)	16 (2)	15.3
1974	57 (11)	39 (6)	18 (5)	15.9
1975	53 (15)	36 (10)	17 (5)	14.8
1976	55 (3)	35 (1)	19 (2)	15.4

A partir de 1971, la série inclut les décès dus à des lésions causées d'une manière indéterminée quant à l'intention; les chiffres relatifs à ces décès sont en outre indiqués entre parenthèses.

II. Variables personnelles

1. Sexe

En tous les temps et en tous les lieux, on a constaté que les hommes se suicidaient bien plus que les femmes, même si le rapport entre suicides masculins et féminins (de l'ordre de 3 en moyenne) varie selon les pays et a eu tendance à décroître. Serait-ce un aspect de la plus grande résistance biologique des femmes, qui se manifeste notamment par leur longévité: 74 ans en moyenne contre 69 ans seulement pour les hommes?

Un examen approfondi conduit à nuancer cette «loi» statistique. D'abord, les chiffres des suicides féminins sont davantage sous-estimés, parce que les procédés employés par les femmes — médicaments, gaz, section des veines — sont à la fois plus faciles à cacher et moins efficaces que les procédés plus violents qui ont la préférence des hommes. En second lieu, les taux tendent aujourd'hui à se rapprocher. Enfin, on sait que les tentatives sont bien plus fréquentes parmi les femmes. L'étude française citée (Oecono) constatait que dans un échantillon de 3.910 actes, 2.036 soit 52% étaient féminins, ce qui amenait l'auteur à conclure: «Les femmes recourent un peu plus que les hommes au comportement-suicide et se tuent considérablement moins qu'eux».

2. Age

Ici encore, une grande prudence s'impose dans l'interprétation, car les statistiques révèlent deux lois dont les significations sont exactement contraires. (Tableaux 2a et 2b).

1. Le taux de suicide, par rapport à l'effectif de chaque classe d'âge, augmente avec l'âge, sans doute en raison des difficultés croissantes de l'existence, dues à la maladie, aux problèmes familiaux et professionnels.
2. Le pourcentage des suicides par rapport au nombre des décès par classe d'âge, atteint un maximum vers 30 ans, puis décroît au fur et à mesure du vieillissement. Selon l'OMS, dans la majorité des pays européens, les taux de suicides tendent à augmenter dans les groupes d'âges jeunes (15-34 ou même jusqu'à 44 ans) et à diminuer à 65 ans et plus (Bulletin 1976 No 7 p. 402). La régression du suicide aux âges élevés pourrait être en relation avec la généralisation des assurances sociales.

TABLEAU 2a)

Suicides selon l'âge et le sexe

Moyennes 1967-1976¹

Taux pour 10.000 personnes de chaque classe d'âge

Age	Hommes	Femmes	Total
moins de 15 ans .	0.23	0.05	0.15
15-24	1.20	0.47	0.84
25-39	2.40	0.90	1.67
40-49	2.42	1.24	1.81
50-59	3.89	1.41	2.60
60-69	3.55	1.44	2.40
70-74	4.89	1.80	3.08
75-79	8.34	1.96	4.48
80-84	6.02	1.66	3.33
85 et plus	5.53	1.60	3.04
Total	2.24	0.91	1.56

¹ Dénominateur: Population selon le recensement du 31. 12. 1970.

En définitive, le suicide est donc une cause de décès plus importante dans la jeunesse et à l'âge adulte que dans la vieillesse. Le danger est le plus grand pendant la période de formation de la personnalité et de la prise des grandes décisions qui orientent la vie: études, amour, profession. Voici quelques problèmes personnels qui interviennent: amour malheureux, échec aux examens, grossesse en dehors du mariage, mauvaises relations avec les parents, alcoolisme, drogues. Signalons que le suicide chez les jeunes a fait l'objet d'une conférence organisée par l'OMS à Luxembourg en août 1974.

TABLEAU 2b)

Suicides en % des décès par groupe d'âge
Moyennes 1967-1976

Age	Hommes	Femmes	Total
moins de 15 ans .	1.32	0.42	0.95
15-24	7.13	8.09	7.37
25-39	10.75	8.55	10.08
40-49	4.47	4.12	4.34
50-59	2.59	2.01	2.39
60-69	0.97	0.78	0.90
70-74	0.67	0.43	0.56
75-79	0.79	0.26	0.51
80-84	0.37	0.13	0.23
85 et plus	0.22	0.07	0.13
Total	1.61%	0.82%	1.25%

3. État matrimonial

Les constatations sont nettes: les taux de suicides (par 10.000 personnes du même groupe) sont plus élevés chez les divorcés et les veufs que chez les célibataires; ils sont les moins élevés chez les mariés.

Il y a toutefois une certaine interférence de l'âge. L'effectif des veufs est en moyenne le plus âgé et l'on sait que le taux de suicide augmente avec l'âge. Par contre, pour les célibataires, dont l'âge moyen est évidemment le plus faible (puisqu'il inclut même les enfants), ce facteur joue en sens contraire. Au début du siècle, cet effet était encore bien plus prononcé, en raison de la structure différente

de la société à cette époque: 60% de célibataires dans la population contre 40% aujourd'hui, 6% de vieux contre 13% aujourd'hui, enfin moindre isolement des célibataires adultes qui continuaient à vivre dans leur famille d'origine, notamment à la campagne.

Lorsqu'on élimine l'effet de l'âge en calculant les taux de suicide par classe d'âge au-dessus de 35 ans, on constate que le taux est effectivement le plus faible chez les mariés, qu'il est bien plus élevé chez les célibataires et qu'il est le plus fort chez les divorcés.

TABLEAU 3a

Suicides selon le sexe et l'état matrimonial
Taux pour 10.000 personnes

État matrimonial / Sexe	Période 1891-1909		Période 1967-1976	
Célibataires	0.48		1.10	
masculins		0.82		1.56
féminins		0.10		0.58
Mariés	1.04		1.58	
masculins		1.74		2.33
féminins		0.30		0.83
Veufs	1.58		3.49	
masculins		3.22		9.23
féminins		0.65		1.99
Divorcés			7.36	
masculins				9.90
féminins				5.52
Séparés	—		0.37	
masculins				0.59
féminins				—
Total	0.73		1.56	
masculins		1.22		2.24
féminins		1.21		0.91

TABLEAU 3b

Suicides suivant l'état civil et la classe d'âge¹ (au-dessus de 35 ans) 1967-1974

Age (en années)	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Séparés
35-39	25	11	42	99	—
40-44	34	9	19	20	—
45-49	45	12	34	107	—
50-54	29	20	32	108	25
55-59	41	16	16	147	—
60-64	43	11	17	114	—
65-69	61	18	26	—	—
70-74	33	19	32	—	—
75-79	31	29	40	—	—
80-84	37	21	25	—	—
Total	39	14	27	80	3

III. Variables socio-personnelles

Nous ne disposons pas de chiffres luxembourgeois au sujet de ces variables, et nous nous bornerons à résumer des constatations faites à l'étranger.

Religion et nationalité

Étant donné l'homogénéité de la population luxembourgeoise au point de vue religieux, le Luxembourg ne constitue pas un terrain d'observation pour cette variable, mais il le serait certes pour la nationalité, si la faiblesse et le caractère changeant des effectifs étrangers présents au Luxembourg ne rendaient toute recherche illusoire.

Daric¹ signale que les protestants payent un plus lourd tribut au suicide que les catholiques, et que cette observation est corroborée par l'analyse régionale des suicides en Suisse, où le suicide serait plus fréquent dans les cantons à majorité protestante. Une publication suisse de 1959 confirme ces faits.

Quant à la nationalité, nous reproduisons ci-après un tableau de l'OMS (Bulletin 1976 no 7 p. 408) qui révèle des différences énormes

¹ Exprimé en taux par 100.000 par rapport aux effectifs fournis par le recensement de la population au 31. 12. 1970.

¹ Jean Daric: L'évolution de la mortalité par suicide en France et à l'étranger.

entre pays. Nous rappelons toutefois les remarques faites précédemment au sujet de la comparabilité internationale des statistiques. Il résulte par ailleurs des observations faites au sujet de l'âge que, plus une population est vieille, plus son taux de suicide doit être élevé. Cette remarque explique en partie le taux élevé de Berlin-Ouest.

TABLEAU 4

Taux de suicide standardisés¹ (15 ans et plus) dans 30 pays ou zones, 1965-1969

Rang	Pays ou zone	Suicides p. 100.000	Pays ou zone	Suicides p. 100.000
	Hommes		Femmes	
1	Mexique	4.44	Mexique	1.20
2	Grèce	6.38	Grèce	2.77
3	Italie	10.10	Italie	4.04
4	Pays-Bas	11.78	Yougoslavie	4.16
5	Yougoslavie	11.97	Norvège	4.40
6	R.U.: Écosse	12.00	Pologne	5.01
7	Israël	12.74	Portugal	5.60
8	Angleterre et Galles	14.71	Pays-Bas	6.87
9	Norvège	14.75	R.U.: Écosse	7.44
10	Bulgarie	18.32	Canada	7.45
11	Nouvelle-Zélande	19.11	Israël	8.42
12	Canada	20.63	États-Unis	8.44
13	Hong-Kong	21.40	Bulgarie	8.69
14	Portugal	22.44	Nouvelle-Zélande	9.31
15	États-Unis	22.98	Angleterre et Galles	9.42
16	Pologne	24.51	France	9.74
17	Japon	24.71	Belgique	10.85
18	Australie	25.43	Finlande	12.07
19	Belgique	25.43	Suisse	12.20
20	Singapour	27.50	Australie	13.70
21	France	30.20	Suède	13.84
22	Danemark	31.84	Singapour	15.22
23	Suisse	34.69	Hong-Kong	15.55
24	Rép. Féd. d'Allemagne ...	35.64	Autriche	15.87
25	Suède	36.81	Rép. Féd. d'Allemagne ...	16.29
26	Autriche	41.48	Tchécoslovaquie	16.47
27	Tchécoslovaquie	45.18	Danemark	17.01
28	Finlande	47.98	Japon	18.38
29	Hongrie	58.46	Hongrie	22.34
30	Berlin-Ouest	63.90	Berlin-Ouest	31.65

¹ En référence à une population stable, modèle «occidental», mortalité au niveau 21- taux de croissance 1% par an (Manuel des N.-U. IV).

Profession — Niveau de vie

Depuis 1967, notre statistique contient des indications sur l'activité du suicidé. Leur interprétation est toutefois malaisée. On peut tout au plus remarquer qu'il y a un pourcentage important de personnes sans profession ou retraitées et très peu de travailleurs intellectuels.

TABLEAU 5

Suicides selon la profession 1967-1976

	Actifs	Retraités et Inv., ayant été:
<i>Salariés</i>		
Employés (y compris fonctionnaires)	65	25
Travailleurs et ouvriers d'usine NON spécialisés	74	58
Travailleurs dans le commerce; vendeurs ..	5	—
Travailleurs dans l'agriculture, l'horticulture et l'élevage; ouvriers forestiers ...	6	1
Travailleurs des transports et communicat.	9	2
Mineurs, carriers et assimilés	—	4
Artisans, ouvriers de métier, ouvriers d'usine spécialisés	39	13
Travailleurs non classés autrement	3	8
<i>Indépendants</i>		
Travailleurs intellectuels (indépendants)...	3	1
Agriculteurs et vignerons	10	8
Commerçants (patrons de commerce)	15	4
Artisans (Patrons)	8	7
<i>Sans Profession</i>	(162)	

Une publication suisse confirme les «lois» déjà connues en matière de mortalité générale: Les prêtres et les enseignants ont une proportion au suicide inférieure de 50 à 70% à la moyenne nationale. Les suicides seraient relativement peu fréquents chez les ingénieurs, architectes, techniciens, fonctionnaires et certains artisans. Les taux seraient par contre supérieurs à la moyenne nationale chez les commerçants, médecins, cafetiers et hôteliers, manœuvres du bâtiment; le suicide était autrefois fréquent chez les ouvriers de la campagne.

Quant au niveau de vie, il est possible que les extrêmes constituent des milieux favorables au suicide: le manque d'argent et la richesse oisive.

IV. Quand se suicide-t-on ?

Nous avons déjà vu que les suicides augmentent en cas de crise économique grave, ce qui se comprend. Les statistiques internationales concordent également sur le point de la diminution des suicides pendant la guerre, non seulement chez les militaires, qui pourraient cacher leur suicide derrière un acte d'héroïsme, mais également chez les femmes et les classes d'âge masculines non astreintes au service de guerre. L'angoisse mobilise les défenses. Le danger donne davantage de valeur à la vie et accentue la volonté de lutte de l'individu.

De façon générale, les constatations faites à propos de l'état matrimonial, de la crise et de la guerre indiquent que les suicides diminuent lorsque les hommes ont une activité qui les accapare.

Reste la question des *saisons*. Au Luxembourg, comme ailleurs, on se suicide pendant la bonne saison plutôt qu'en hiver. Serait-ce parce que le contraste entre la dépression individuelle et la beauté de la nature pousse la mélancholie à son paroxysme ?

TABLEAU 6
Suicides selon le mois

Mois	Période 1891-1909		Période 1967-1976	
	Total	%	Total	%
Janvier	17	5.2	39	7.3
Février	18	5.5	49	9.2
Mars	29	8.9	34	6.4
Avril	35	10.7	46	8.7
Mai	27	8.3	59	11.1
Juin	45	13.8	45	8.5
Juillet	30	9.2	36	6.8
Août	27	8.3	56	10.5
Septembre	32	9.8	28	5.3
Octobre	24	7.4	42	7.9
Novembre	23	7.1	43	8.1
Décembre	19	5.8	54	10.2
Total	326	100.0	531	100.0

V. Les procédés ou causes primaires du suicide

La psychologie, même celle des peuples, intervient dans le mode de suicide. Mais ici encore, on peut faire certaines constatations générales :

1. Les hommes recourent surtout aux procédés violents et efficaces : pendaison, armes à feu — les femmes aux procédés «chimiques» : médicaments et gaz, qui sont relativement moins efficaces et expliquent, au moins en partie, le grand nombre des tentatives manquées.
2. Les procédés chimiques sont en progression, du fait de la disponibilité facile des somnifères et des gaz (gaz domestique et gaz d'échappement des voitures). Par contre, le suicide par les armes à feu est en régression relative.
3. La pendaison reste, au Luxembourg comme à l'étranger, le mode le plus fréquent, quoique son importance relative ait décliné : 45% au début du siècle, 30% aujourd'hui — sans doute en raison de la diminution de la population agricole où ce mode était particulièrement fréquent.
4. Particularité luxembourgeoise, la «précipitation d'un lieu élevé» atteint une importance exceptionnelle : 6% au début du siècle, 20% aujourd'hui, en raison de l'attrait des grands ponts enjambant la Pétrusse et l'Alzette. Ce procédé, qui inclut la précipitation d'un rocher ou d'une fenêtre, est passé au second rang au Luxembourg.

Par contre, l'écrasement volontaire par un train (Anna Karénine) ne semble jamais avoir joué de rôle notable au Luxembourg.

TABLEAU 7
Suicides selon le procédé et le sexe (en % du total)

Procédé	1901-09 Total	H. Rang		1967-1976 F. Rang		T. Rang	
Somnifères, médicaments, poisons	4	8.6	6	29.1	1	14.7	3
Gaz	0.4	10.4	4	13.3	4	11.3	4
Pendaison	45	34.3	1	13.9	3	28.2	1
Submersion, noyade	14	9.4	5	10.8	5	9.8	5
Armes à feu	26	12.9	3	1.9	7	9.6	6
Instruments tranchants ou piquants	8.4	3.8	7	1.9	7	3.2	7
Précipitat. d'un lieu élevé	6	18.2	2	24.7	2	20.2	2
Écrasement et non spécifiés	0.3	2.4	8	4.4	4	3.0	8
Total	100	100.0		100.0		100.0	

La statistique récente fournit encore des indications sur le lieu du décès qui présentent un certain intérêt.

TABLEAU 8
Suicides selon le lieu du décès (1967-1976)

Lieu du décès	Nombres absolus			Nombres proportion. (%)		
	H	F	T	H	F	T
Domicile.....	156	56	212	41.8	35.5	39.9
Hôpital	72	60	132	19.3	38.0	24.9
Maison de retraite ...	3	4	7	0.8	2.5	1.3
Voie publique	78	24	102	20.9	15.2	19.2
Lieu de travail	2	—	2	0.5	—	0.4
Ambulance	1	1	2	0.3	0.6	0.4
Autre lieu	61	13	74	16.4	8.2	13.9
Total	373	158	531	100.0	100.0	100.0

On peut toutefois rapprocher les 18% de la «Voie publique» des 18% qui se suicident par précipitation d'un lieu élevé. Les décès à domicile (41%) sont à mettre en relation avec la pendaison (29%) et une partie des suicides par procédés chimiques et par les armes à feu. A noter qu'un quart des suicidés meurent à l'hôpital, ce qui montre que dans de nombreux cas le décès n'est pas immédiat.

VI. Causes présumées des suicides

La statistique des causes de décès distingue la cause primaire, qui est le mode de suicide, et la cause finale, qui est la lésion organique provoquant la mort, mais elle ne s'attaque pas au problème trop complexe et trop controversé des «causes» du suicide. Pendant longtemps cependant, les notices établies par les agents indiquaient la cause présumée du suicide d'après les témoignages de l'entourage. Voici, à titre de curiosité, quelques résultats de cette investigation. On le remarquera que les facteurs précis tels que l'artériosclérose, les douleurs insupportables, l'alcoolisme, les difficultés financières, etc. représentent un pourcentage assez modeste, alors que les notions très générales — affections nerveuses, dépressions, causes inconnues — interviennent dans la majorité des cas.

Trois causes sont plus spécifiquement masculines: les difficultés financières et professionnelles, l'alcoolisme et l'artériosclérose.

Il serait sans doute intéressant d'explorer les relations entre le suicide et l'alcoolisme et la drogue.

Quant à l'artériosclérose, il importe de remarquer qu'elle ne peut pousser l'individu au suicide que tant qu'il conserve sa lucidité. Le suicide requiert l'intervention de l'intelligence. Les animaux, les enfants (avant la puberté) et les gâteux ne se suicident pas.

TABLEAU 9
Suicides selon la cause présumée
Période 1901-1909 en %

Troubles d'esprit et affections nerveuses ..	30
Alcoolisme et ébriété	22
Dégoût de la vie et mélancolie	15
Souffrances corporelles	2
Jalousie, chagrin d'amour	4
Honte — remords	7
Surexcitation, mauvais ménage	4
Mauvaises affaires	2
Causes inconnues	14

Total 100

Années 1955, 1960, 1965-1972
Chiffres absolus et pourcents

Cause présumée	Hommes		Femmes		Total	
		%		%		%
Artériosclérose.....	7	3	—	—	7	2
Maladies incurables et douleurs insupportables	44	16	16	20	60	18
Difficultés psychiques, dépressions, aliénations mentales, névroses ...	121	45	48	59	169	48
Alcoolisme	24	9	2	2	26	7
Difficultés financières et professionnelles	15	6	1	1	16	5
Autres causes et causes inconnues	56	21	15	18	71	20
Total	267	100	82	100	349	100

BIBLIOGRAPHIE

Études théoriques

- BAECHLER Jean — Les suicides. Paris, Calmann-Lévy, 1975, VIII-650 p., bibliographie pp. 609-637.
- BESNARD Philippe — Durkheim et les femmes ou le suicide inachevé. in: *Revue franç. de sociologie*, 1973, n° 1, pp. 27-61.
- DURKHEIM Emile — Le suicide. Étude de sociologie. Paris, F. Alcan, 1930, XII-462 p.
- HALBWACHS Maurice — Les causes des suicides. Paris, F. Alcan, 1930, VIII-520 p., bibliographie pp. 515-516.
- HAMERMESH Daniel S., SOSS Neal M. — An economic theory of suicide. in: *J. of political economy*, 1974, n° 1, pp. 83-98, bibliography pp. 97-98.
- KRUIJT C.S. — Zelfmoord. Statistisch-sociologische verkenningen Assen, Van Gorcum & Cie, 1960, 482 p.
- MENDELWICZ J., WILMOTTE J., DEFRISE-GUSSENHOVE E. — Les tentatives de suicide. Résultats d'une enquête à Bruxelles. in: *Population*, 1970, n° 4, pp. 797-810, bibliographie pp. 809-810.
- Ministère de la santé (France) — Le suicide. Paris. La Documentation Française, 1975, 211 p. Coll. «Pour une politique de santé» n° 4.
- OECONOMO C. — Le comportement-suicide et le problème de la tentative. in: *R. française de sociologie*, 1961, n° 1, pp. 67-71.
- WESTERGAARD Harold — Die Lehre der Mortalität und Morbilität. pp. 643-675: Selbstmord und Unfall. Jena, G. Fischer, 2. Auflage 1901.
- WILSON Everett K. — L'influence de Durkheim aux États-Unis. Recherches empiriques sur le suicide. in: *Revue française de sociologie*, 1963, n° 1, pp. 3-11, bibliographie pp. 10-11.

Statistiques

OMS

- Suicide selon le moyen utilisé 1950-1969. in: *Rapport de statistiques sanitaires mondiales*, 1973, n° 3, pp. 164-281.
- Comparabilité des statistiques sur le suicide. Le suicide chez les jeunes. in: *Chroniques OMS*, 1975, n° 5, pp. 207-213 et pp. 214-218.
- Le suicide de 1950 à 1971, par L.T. RUZICKA. in: *Rapport de statistiques sanitaires mondiales*, 1976, n° 7, pp. 396-413, bibliographie p. 413.

Espagne

- Estadística del suicidio en España. Años 1961-1965. Madrid, Instituto nacional de estadística, 1966, 126 p.

États-Unis

- Suicide in the United States 1950-1964. in: *Vital and Health statistics*, series 20, n° 5, August 1967, 34 p.

France

- DARIC Jean — L'évolution de la mortalité par suicide en France et à l'étranger. in: *Population*, 1956, n° 4, pp. 673-700.
- LONGONE P. — Le suicide. in: *Population et sociétés (INED)*, n° 79, avril 1975, 4 p.

- Morbidité et mortalité par suicide. Paris, Institut national de la santé et de la recherche médicale, 1975, 89 p., bibliographie p. 89.

Japon

- OKASAKI Ayanori — The suicidal tendency in Japon. in: *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 32^e session 1960, tome XXXVIII, 2^e livr., pp. 557-561.

Luxembourg

- Die Todesursachen im Großherzogtum Luxemburg mit besonderer Berücksichtigung der Selbstmorde. «Publikationen des statistischen Amtes», Heft 64, 1933, 18 p.
- Suicide et blessure faite à soi-même, Statistiques 1953-1960. in: *Annuaire statistique rétrospectif* 1960, p. 168.
- Suicides suivant le sexe et l'âge, suivant le procédé, suivant la cause présumée. Statistiques 1955, 1960, 1965-1976. voir: *Annuaire statistique rétrospectif* 1973, p. 416; *Annuaire statistique* 1977, p. 253.

Statistiques anciennes

- Mouvement de la population dans le Grand-Duché pendant les années 1891 à 1902. pp 143-152: Statistiques sur les suicides de 1878 à 1902, «Publications de la commission permanente de statistique», fasc. 7, 1904. L'idée d'établir et de publier des tableaux sur les causes de décès fut abandonnée de 1909 à 1922 en raison de la difficulté de collecter des chiffres exacts et complets.)

Suisse

- Die Bevölkerungsbewegung in der Schweiz 1949-1956/57. pp. 180-194: Selbstmord. «Statistiques de la Suisse» fasc. 275, 1959.
- Mouvement de la population en Suisse en 1975. pp. 93-95: Causes de décès depuis 1906/1910 suivant le sexe, «Statistiques de la Suisse» fasc. 591, 1977.

Economie et Ecologie

Séance du 27 janvier 1976

Introduction du Président, M. Alphonse Huss

Communication de M. Carlo Hemmer

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Chers confrères,

Rien n'empêche une époque de révolution industrielle de coïncider avec une période marquée par le romantisme. En construisant les premières locomotives à vapeur, nos ancêtres s'efforçaient assez curieusement d'imiter la structure corporelle du cheval, réputé être la plus noble conquête de l'homme, sa conformation et ses articulations: ils croyaient même retrouver le souffle du cheval de diligence lancé à toute allure dans le halètement du train grimpant une côte. Autrefois aussi, les réclames illustrées de fabriques et manufactures reproduisaient toujours les cheminées élancées dont elles étaient pourvues et dont le dessinateur faisait sortir d'épaisses bouffées de fumée, cheminées dépassant parfois sur l'image la réalité, au point de vue du nombre et des dimensions, ce qui était conforme à notre esthétique infantile d'alors. Notre manuel de géographie, en usage à l'Athénée, semblait en remettre encore quant au nombre de cheminées fourmillant sur une vue panoramique de la ville de Manchester, enveloppée d'une brume fumeuse, que nous ressentions alors comme un impressionnant élément de pittoresque.

Ce n'est que récemment que nos contemporains sont devenus conscients des transformations plus ou moins profondes que les manifestations prestigieuses de l'essor industriel et les grandes inventions des temps modernes risquaient de produire dans un domaine qui fut bientôt appelé celui de l'environnement, nouveautés qui se révélaient comme constituant un danger plus ou moins perceptible par l'altération de notre nourriture quotidienne mais notamment

par des pollutions de toutes sortes, aquatiques, atmosphériques, acoustiques, éthériques, phénomènes redoutables pour l'avenir non seulement du patrimoine culturel de la Nation mais surtout pour la faune et la flore et, en définitive, menaçant le bien-être du genre humain voire son existence elle-même. Devant l'évolution qui se dessine à cet égard, certains ressentent, comme une peur primitive, comme des pulsations irraisonnées ou des réactions à peine contrôlées, refusant un machinisme devenu suspect et songeant à renoncer à toute expansion technologique, économique, voire sociale pour conjurer un péril supposé menaçant pour l'équilibre écologique et la qualité de la vie, suivant une expression à la mode. Aussi convient-il d'aborder ces idées en usant d'une argumentation raisonnée et rigoureuse en examinant, sous ces différents aspects, la «problématique» complexe de l'environnement.

Chers confrères,

Que ce soit sous un soleil pesant, par vents ou par neiges, ses activités absorbantes n'empêchent guère Carlo Hemmer de sillonner infatigablement, durant les fins de semaines, tout le Grand-Duché, le Bon Pays comme les Ardennes, à la recherche de sites enchanteurs et de mémorables vestiges du passé dans le dessein de contribuer à la conservation des uns et des autres.

Ceci, c'est vous dire, combien notre confrère est qualifié pour nous parler du sujet dont il entend nous entretenir aujourd'hui. Je lui donne la parole.

Economie et écologie

Communication de M. Carlo Hemmer
docteur en sciences économiques

Il n'y a pas très longtemps, seule une faible minorité de gens considérés par les uns comme des rêveurs sympathiques, par les autres comme des gêneurs indésirables, s'intéressaient à la protection de la nature. Leurs aspirations et leurs motivations étaient limitées: ils entendaient préserver certaines espèces animales ou végétales menacées de disparition, ils aspiraient à sauvegarder certains éléments du décor naturel, ils désiraient soustraire à l'exploitation certaines parcelles du territoire strictement délimitées et en général d'une étendue relativement réduite, pour en faire des parcs naturels, des parcs nationaux ou des réserves naturelles.

Entretemps, la dégradation continue de l'environnement, l'accroissement des pollutions et nuisances, la destruction des paysages, le rétrécissement des espaces libres, l'enlaidissement de l'environnement quotidien, l'encombrement des villes par un trafic automobile envahissant ainsi qu'une circulation de plus en plus meurtrière et bruyante même en pleine campagne, ont fait grossir les rangs de ceux qui entendent s'occuper activement de la protection du milieu où nous vivons. Pendant longtemps la dégradation de l'environnement est passée inaperçue ou presque, sauf à des hommes exceptionnellement sensibles et clairvoyants. Un nouveau dogme était prêché, celui de la croissance économique! L'«enrichissez-vous» de Guizot, ministre de Louis Philippe, a été répété de nos jours à l'échelle internationale. Évidemment la logique et le bon-sens disent qu'une croissance sans fin n'est pas concevable et encore moins une croissance indéfiniment exponentielle. Néanmoins, en 1960 l'objectif énoncé par l'Organisation économique de coopération et de développement (OECD), organisation internationale constituée à l'origine pour l'application en Europe du plan Marshall, a assigné aux États adhérents un objectif très matérialiste, celui d'augmenter jusqu'en 1970 le produit national brut de 50%. En gros, cet objectif a été atteint. Depuis quelques années cependant, on assiste à un changement frappant. En effet, les résultats néfastes accompagnant le développement effréné de la production et de la consommation se font de plus en plus visibles. Cette accumulation des nuisances et des pollutions, cette dégradation de notre cadre de vie ont fait naître une foule de mouvements écolo-

giques. Les publications consacrées à ce thème ne se comptent plus. Certaines portent des titres fort dramatiques comme «Doomsday-book», «Avant que nature meure» ou «Der geplünderte Planet». Les symposiums, les conférences, les congrès, les tables rondes traitant de la protection de la nature et de l'environnement se multiplient. L'industrie anti-pollution est devenue un des secteurs de l'activité économique accusant la plus forte croissance. L'ONU a appelé une conférence mondiale à Stockholm. Le Conseil de l'Europe, avec nombre de comités et de sous-comités, se penche sur tous les détails du problème de la dégradation de l'environnement. La Chambre de Commerce Internationale lui a consacré un de ses congrès bisannuels et a publié un guide de l'environnement à l'attention de l'industrie. Avec un certain retard la Communauté Européenne elle-même a fini par rendre public un programme d'action qui, il est vrai, ne pêche pas par un excès d'ambition et de témérité.

Les industriels eux-mêmes n'ont pas été les derniers à saisir le problème dans toute sa rigueur. A vrai dire, le grand choc est venu d'une publication du Club de Rome sur les limites de la croissance. Or, ce sont des industriels qui sont à l'origine de ce rapport bouleversant. C'est notamment un grand industriel italien, Aurelio Peccei, qui a voulu et commandé cette étude et qui en a assuré la publication et la diffusion.

Il n'y a pas très longtemps notre ami et confrère Georges Als a publié dans le «Luxemburger Wort» le compte rendu très intéressant d'un entretien qu'il a eu avec le futurologue Hermann Kahn. Georges Als y rappelle que, dans son ouvrage publié en 1967 sous le titre «L'an 2000», et qui portait modestement le sous-titre «la bible des 30 prochaines années», Hermann Kahn ne mentionnait pas les mots «pollution» et «environnement». C'est dire que probablement les dons prémonitoires sont à la mesure de la modestie de l'auteur. Mais actuellement, il consacre à ces problèmes des développements étendus, présentés cependant avec un optimisme qui marque une confiance illimitée dans la technique pour les résoudre à brève échéance.

Les retombées d'une expansion effrénée et insoucieuse des pollutions atmosphérique, acoustique et esthétique, d'un gonflement continu de l'avalanche des déchets ont fini par inquiéter davantage que les effets directs de ce développement ne réjouissent.

Si, actuellement encore, trop de responsables politiques ont les yeux braqués sur le produit national brut et ne portent pas leurs regards au-delà des colonnes de la comptabilité nationale, d'autres,

de plus en plus nombreux, sont conscients de la gravité de la situation et acceptent, en la propageant autour d'eux, une nouvelle hiérarchie de valeurs dans laquelle les ressources naturelles et les aménités de l'environnement ont la place qui leur revient.

Les réactions sont d'ailleurs très diverses quant à leur nature et à leur intensité. Nous trouvons parmi les protecteurs de l'environnement des apôtres de la croissance zéro. Nous y trouvons des partisans d'une croissance d'un genre nouveau, tenant compte de l'aspect qualitatif. Ce sont ceux qui entendent civiliser la croissance. Il y en a enfin qui, tout en poursuivant comme par le passé l'objectif de croissance, pensent qu'il faut accorder une attention accrue à ses effets accompagnateurs néfastes et combattre les nuisances et les pollutions. Il n'en reste plus guère qui défendent ouvertement la poursuite d'une croissance débridée en ignorant les effets écologiques.

Malgré cette prise de conscience généralisée, il reste beaucoup d'agents économiques et d'hommes politiques qui agissent comme si le grand éveil écologique n'avait pas eu lieu. Le concept du produit national brut reste au centre de leurs préoccupations. C'est peut-être l'insuffisance de ce concept qui est responsable des erreurs qui ont été commises. En effet, la notion de produit national brut ne couvre qu'une partie de la réalité. Que dirait-on d'un comptable qui n'inscrirait dans ses comptes que l'accroissement de l'actif et négligerait totalement le gonflement du passif? On lui reprocherait sans doute de fausser la comptabilité et de donner de la situation de son entreprise une image flatteuse, au mépris de la vérité. Et la banqueroute se trouvant inévitablement au bout de cette singulière manière de compter et de comptabiliser, on ne manquerait pas de l'accuser de manœuvres frauduleuses.

C'est pourtant ce que font les comptables nationaux, en cherchant à établir le produit national brut (PNB) et en calculant, sur la base des PNB ainsi obtenus, les taux de croissance annuelle. Or, le PNB et les taux de croissance constituent depuis quelques dizaines d'années les principaux indicateurs macro-économiques en fonction desquels les gouvernements orientent leur politique et au moyen desquels ils en mesurent les résultats.

Depuis qu'on dresse des comptabilités nationales, elles sont fausses et donnent une image déformée, voire foncièrement mensongère, de la réalité. L'excuse est peut-être qu'aux débuts de la comptabilité nationale, qui coïncide avec un stade d'industrialisation et d'urbanisation peu avancé, les phénomènes de dégradation, étant donné

l'ampleur des réserves en ressources encore disponibles, pouvaient être considérés comme marginaux et négligeables par des esprits non avertis dont l'attention était centrée sur ce qu'on appelait le progrès technique. Mais, depuis lors, les choses ont changé sans que les comptables nationaux aient cru nécessaire de revoir leur façon de compter et de comptabiliser, sans qu'ils aient le moins du monde rectifié leur manière de voir et de rendre compte.

Tout ce qui est gratuit ne compte pas en comptabilité nationale et est négligé par les comptables nationaux. Tant que l'air pur ne se paie pas, tant que l'empestement de l'atmosphère n'est pas mis en compte à ses auteurs, la comptabilité nationale ne s'en soucie pas, ne tient nullement compte du phénomène d'appauvrissement qui en résulte autour de nous. Et elle enregistre comme un enrichissement les mutations sociales qui substituent les prestations onéreuses, dispensées par des entreprises privées ou des institutions publiques, à des soins généreusement prodigués jusque-là à titre gratuit au sein de la communauté familiale, locale ou régionale.

Les conséquences de cette mauvaise manière de compter sont considérables et regrettables. Les comparaisons internationales en sont faussées. L'écart apparent entre le revenu national des pays en voie de développement et celui des nations industrialisées, entre celui des régions rurales et celui des régions urbanisées se trouve ainsi inutilement surfaît, alors qu'en réalité il est déjà suffisamment dramatique. Ainsi se trouve rehaussée fallacieusement l'image du développement, puisque la disparition des valeurs gratuites et des services gratuits, qui accompagne normalement un développement à l'occidentale, se traduisant par l'urbanisation et l'industrialisation, ne se reflète pas dans le produit national brut.

Mais là n'est pas ce soir notre propos, quel que soit l'intérêt que présente en lui-même le sujet. Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est l'impact sur l'environnement d'une vision irréaliste des choses, telle que la confère la comptabilité nationale. Cette manière défectueuse de voir les choses a fait apparaître un antagonisme entre l'économie et l'écologie, entre la production de biens agricoles et industriels et de services d'une part, et la préservation de l'environnement d'autre part. En fait, les choses changent et l'antagonisme tombe dès qu'on met en compte du côté passif, face à des créations de richesse qui sont le résultat des activités économiques, la destruction d'autres richesses tout aussi réelles, tout aussi rares, tout aussi coûteuses à créer ou à régénérer que le sont l'eau pure, l'air respirable, le calme, le cadre naturel agréable et reposant.

La comptabilité nationale actuelle ne retient que la création des biens de la première catégorie, sans mettre en compte les destructions des biens de la seconde.

Prenons un exemple concret qui fera apparaître toute la déficience de cette comptabilité. Imaginez au milieu d'une localité un grand arbre, un chêne, un tilleul, un maronnier, une splendeur d'arbre, à la cime large, au tronc élancé et robuste. Non seulement il purifie et renouvelle l'air, non seulement il joue un rôle important et bénéfique dans l'économie hydraulique de la région, non seulement il fait fonction d'écran contre la poussière et le bruit, mais il offre encore, tout le long de l'année, par son bourgeonnement, le déploiement de sa verdure, sa floraison, la coloration de son feuillage et jusqu'à la finesse de son filigrane dans le dépouillement hivernal, un véritable festival toujours changeant de formes et de couleurs. A l'ombre de ses larges frondaisons, il abrite les jeux des enfants, le repos des vieillards, la méditation des sages, le bavardage des commères et les tendresses des amoureux. Vient alors l'administration communale qui fait abattre l'arbre et transforme en aire de stationnement la surface jusque-là gazonnée qu'ombrageait un feuillage bienfaisant.

Auparavant, malgré ses incontestables effets bénéfiques, la présence de l'arbre n'influait en rien le produit national brut qui ne tenait compte ni de ses fonctions écologiques, ni des jouissances esthétiques procurées aux habitants, ni de l'effet stimulant qu'il exerçait sur la vie sociale. Tous ces bienfaits, étant gratuits, ne se traduisent pas par des transferts de numéraires et échappent donc à la comptabilité nationale. Mais voici que l'arbre abattu, son bois est vendu et le produit de cette vente grossira le produit national brut de même que les salaires payés aux bûcherons. Et si d'aventure le stationnement n'est pas gratuit, les taxes viendront constamment alimenter le produit national brut.

Ne croyez pas que l'exemple soit théorique. C'est des milliers, des millions de fois qu'il se répète chaque jour à travers le monde, sous toutes ses formes et à tous les échelons. Que cette manière de compter et cette façon de tenir les comptes de la nation soient erronées, qu'elles soient de nature à guider sur de fausses routes ceux qu'elles prétendent éclairer, nul ne saurait en douter, et ceux qui vont au fond des choses n'en doutent plus depuis longtemps. Ainsi, depuis vingt ans, Bertrand de Jouvenel, dans ses livres, ses essais et dans ses notes à la Commission française des Comptes de la Nation demande qu'on inscrive au passif les nuisances lorsqu'on inscrit à l'actif la croissance économique.

Malgré ces avertissements autorisés, les comptabilités nationales continuent à être tenues selon le principe erroné que seul compte ce qui se paye. Et, dans une large mesure, les hommes politiques continuent à orienter leurs efforts, à mesurer les résultats de leur activité sur la base de méthodes comptables aussi défectueuses. Entretemps, un capital inestimable, fait de richesses naturelles, d'éléments de beauté, de sources de santé et de bonheur, continue à se détériorer et à s'anéantir.

Il nous faut imaginer une nouvelle manière de compter. Il faut que nous ne continuions pas à interpréter comme un enrichissement ce qui en réalité est un appauvrissement. Il faut que nous tenions compte des pertes d'actif que nous avons jusque-là négligées. En révisant nos méthodes comptables, nous nous rendrons compte des richesses que nous avons dilapidées et nous veillerons à mieux préserver un capital irremplaçable. Il nous faudra de nouvelles méthodes comptables, plus judicieuses, plus véridiques, plus réalistes. C'est une tâche difficile. Il s'agit de remplacer la notion insuffisante, inadéquate, mais profondément ancrée dans les habitudes des économistes, des statisticiens et des hommes politiques par une nouvelle notion qui tient mieux compte de la réalité des choses. Sicco Mansholdt, le grand rationalisateur de l'agriculture européenne, tardivement converti à l'écologie, a lancé la notion du bonheur national brut tendant à remplacer celle du produit national brut. Mais le bonheur échappe à toute tentative de quantification, à tout essai de comptabilisation. Il faudrait en tout cas des recherches plus approfondies et des propositions plus détaillées pour faire entrer cette nouvelle notion dans les moeurs des statisticiens et des économistes.

De son côté, le prix Nobel d'économie politique, l'Américain Paul Samuelson, a imaginé le concept du New Economic Welfare, c'est-à-dire du nouveau bien-être économique. Il entend ajouter au produit national brut, calculé selon les méthodes traditionnelles, le temps de loisir, les services rendus par les ménagères et en défalquer les dommages causés à l'environnement. Samuelson se refuse de considérer l'homme comme animal économique. Il cherche à introduire un élément qualitatif dans le mesurage du développement économique. Il retient des désagréments que cause le développement de la vie urbaine, les pollutions, les coûts de la guerre comme autant d'éléments négatifs. Il a introduit des indicateurs sociaux à côté des indicateurs économiques et considère par exemple les taux de criminalité et de suicide, les sentiments d'aliénation, les neuroses et les psychoses

comme tout aussi importants que les chiffres d'affaires des constructeurs d'automobiles.

Le concept imaginé par Samuelson est sans doute intellectuellement satisfaisant, mais les méthodes de mesurage et d'évaluation ne sont pas suffisamment au point encore pour prendre la relève de la notion du produit national brut. La réalité de la vie est trop complexe pour qu'on puisse saisir en un seul chiffre tous les biens matériels et immatériels, produits ou détruits, alors que déjà le produit national brut, tout fragmentaire et tout arbitraire qu'il est, n'est calculé que de façon fort approximative.

On ne peut guère élargir jusqu'à leur dimension sociale et culturelle les comptes économiques des nations. L'essentiel est que les responsables de la politique économique ne restent pas comme hypnotisés par le seul produit national brut qui ne couvre qu'une partie de la réalité et qu'ils soient conscients de ce qu'il reste, en dehors des colonnes de la comptabilité nationale, des valeurs dont la détérioration peut très largement compenser l'accroissement du produit national brut, tel qu'il est conçu selon les méthodes traditionnelles, et qu'ils agissent en conséquence.

Mais il ne suffit pas de rectifier les méthodes comptables et d'obtenir ainsi une image plus complète, plus véridique de la réalité ou simplement de se rendre compte du caractère fragmentaire, partiel, arbitraire des méthodes de calcul du produit national brut actuel. Il faut porter les coûts externes, ou coûts sociaux, en compte à ceux qui les causent. Il faut qu'ils les paient. C'est ce qu'on appelle, en jargon économique, l'internalisation des coûts externes, les coûts externes étant ceux qui ne sont pas supportés par leurs auteurs et leurs bénéficiaires, mais par d'autres, qui sont généralement une collectivité. Bertrand de Jouvenel a d'ailleurs attiré l'attention sur le caractère impropre du terme coûts sociaux étant donné qu'il n'y a pas effectivement de déboursements de numéraire; il préfère les appeler des déséconomies externes. Quoi qu'il en soit, conformément à ce principe, il faut, par un aménagement de la fiscalité et de la réglementation rendre la pollution non rentable et orienter les pollueurs dans une voie qui rende attrayante pour eux la diminution de la pollution qu'ils causent. Si, par exemple, on s'était attaché depuis longtemps à imposer les voitures automobiles non seulement d'après leurs cylindrées, mais d'après les décibels et les pollutions atmosphériques qu'elles dégagent, il y a fort à parier que, depuis longtemps, des constructeurs auraient orienté leurs recherches de façon à produire

des voitures relativement silencieuses. Peut-être même les tuyaux d'échappement dégageraient-ils aujourd'hui, au lieu de gaz cancérigènes, des parfums de violette et de lavande!

Il s'agit, d'une manière générale, de décourager l'emploi de la voiture automobile, qui constitue dans notre monde industriel le pollueur numéro un, beaucoup plus que les usines et les ménages. Il faut pratiquer à son égard une politique de dissuasion. Il y a longtemps que les urbanistes sont plus ou moins d'accord sur le fait qu'en milieu urbain, la seule politique défendable à l'égard de l'auto est une politique de dissuasion. Je ne suis pour ma part pas loin de penser qu'il faudrait étendre cette politique de dissuasion à la circulation motorisée individuelle en général, même en milieu rural, de manière à réduire la pollution atmosphérique et acoustique de même que les sources d'accidents.

Quels pourraient être les éléments de pareille politique? Il s'agirait

- 1) de récupérer par les taxes non seulement l'intégralité des charges directes que cause la voiture automobile par la création et l'entretien de l'infrastructure routière, qu'elle provoque, mais encore une partie des coûts sociaux. On ne dira jamais assez que dans notre pays, l'automobile ne paie pas même les charges directes qu'elle impose à la collectivité, et que dans la comparaison internationale nous sommes très loin derrière les autres pays en ce qui concerne l'imposition de la circulation motorisée. C'est là, je pense, la seule marge de manoeuvre fiscale qui reste encore à l'heure actuelle. Il faut en outre réglementer sévèrement les émissions de bruit et de gaz d'échappement.
- 2) de favoriser les transports en commun, beaucoup moins dispendieux en ce qui concerne l'énergie, mais avant tout susceptibles d'affecter beaucoup moins défavorablement l'environnement par des pollutions acoustique et atmosphérique et causant relativement moins d'accidents.
- 3) de restreindre la circulation automobile par la création de zones piétonnes et l'interdiction de circuler dans les agglomérations, ces mesures devant être accompagnées de la création de parkings de dissuasion en bordure des centres urbains. Sur les courtes et moyennes distances, il faut encourager la circulation pédestre et cycliste, non seulement par un aménagement adéquat de la voirie, mais encore par un effort de

propagande et d'éducation. Il faut avant tout ne pas créer artificiellement des besoins de circulation. A cet effet, il convient de pratiquer une politique d'urbanisme et d'aménagement du territoire qui ne favorise pas la dissimulation de l'habitat, mais vise au contraire à une certaine concentration permettant l'épanouissement de la vie sociale en milieu local. Il faut aussi donner, dans le programme des investissements publics, une haute priorité aux télécommunications, notamment au téléphone, ainsi qu'aux services postaux. Une conversation téléphonique ou une lettre mise à la poste peuvent souvent remplacer avantageusement des déplacements physiques de personnes.

- 4) de libérer par la construction de voies de contournement les centres des localités.

D'une manière générale et non seulement en ce qui concerne l'automobile, il s'agit de mettre la fiscalité au service de la protection de l'environnement, en pénalisant financièrement la pollution, de même qu'il faudrait prendre des mesures positives qui favoriseraient les investissements en biens d'équipement susceptibles de protéger l'environnement et de réduire les nuisances et les pollutions.

Si l'on refaisait les comptes de la nation en prenant en considération la diminution d'actif, l'amputation du capital nature, la destruction d'aménités, s'il y avait une comptabilité nuisances aménités, le résultat serait tout différent de celui qui nous apparaît dans le produit national brut, calculé d'après la méthode actuelle. Les taux de croissance qui se dégagent de la comparaison du produit national brut d'une année à l'autre seraient sensiblement moindres. Il en résulterait que l'antagonisme entre le développement de l'économie et le sauvegarde de l'environnement est plus apparent que réel et qu'il disparaîtrait dans une large mesure si on tenait une comptabilité véridique. Si les décisions des autorités publiques, au lieu d'être orientées vers le seul produit national brut, calculé d'après les méthodes fragmentaires et erronées comme nous l'avons vu, étaient conformes à la rationalité économique, beaucoup d'investissements qui affectent l'environnement, amenuisant les ressources naturelles, détruisant les paysages, n'auraient pas été effectués.

Ainsi dans notre pays, si l'on avait établi des comptes, si l'on avait calculé ce que les autoroutes peuvent rapporter à la collectivité et ce qu'elles lui coûtent en frais d'investissement directs, en frais

d'entretien, mais aussi en pertes de ressources naturelles et d'espace, il est certain que jamais le projet qui est en train d'être exécuté et qui constitue bien à la fois l'investissement public le plus dispendieux de notre histoire et l'atteinte la plus douloureuse, la plus nocive qui ait jamais été portée à notre paysage, ne serait pas exécuté dans la forme et l'ampleur prévues. On se serait rendu compte facilement de ce que l'autoroute n'est pas le moyen de communication qui correspond aux besoins spécifiques d'un pays exigu, à densité de population médiocre, à peuplement disséminé dans les localités éparses et qui dispose d'un réseau routier traditionnel parmi les plus denses d'Europe, qu'on le rapporte à la population ou à la superficie. D'autant plus que, dans ce pays, la plus grande partie du transport de marchandises, de par la nature même des matières premières que son industrie met en oeuvre et des produits finis qu'elle exporte, doit être transportée par chemin de fer. Si la rationalité économique avait dicté les choix d'investissements jamais on n'aurait attaqué la construction d'un Concorde qui ne correspond à aucun besoin réel en matière de transport, tout en constituant une source de pollution acoustique et une menace pour la stratosphère. Si la rationalité économique l'emportait, on ne verrait pas de stationnement gratuit d'automobiles dans les centres urbains où les prix de terrains sont exorbitants; la circulation en deviendrait plus fluide, l'air plus pur et l'ambiance moins bruyante.

En conclusion, on peut retenir de ces quelques réflexions qu'en principe et dans la majorité des cas, il n'y a pas opposition, mais concordance entre l'objectif économique et la sauvegarde de l'environnement, entre l'économie et l'écologie. L'antagonisme résulte d'une manière de compter erronée et finalement anti-économique. L'antagonisme disparaît généralement dès qu'on regarde les choses de plus haut et qu'on ne limite pas l'analyse aux effets directs, immédiats, apparents et superficiels.

L'économie énergétique et l'intégration européenne

Séance du 24 février 1976

Introduction du Président, M. Alphonse Huss

Communication de M. Jules Stoffels

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Mes chers confrères,

Notre conférencier de ce jour, M. Jules Stoffels, professeur de sciences économiques et sociales, veut bien nous entretenir d'un sujet dont, le moins qu'on puisse dire, est qu'il présente un caractère d'actualité prononcé, j'allais dire brûlant. C'est que l'économie d'énergie prend, dans notre existence, une importance décisive. L'appoint que doit fournir l'énergie nucléaire pose des problèmes particuliers. N'avons-nous pas tous vécu le moment, il y a peu, où une augmentation, même non massive, du coût de l'huile brute se répercuta rapidement jusque dans notre vie de tous les jours?

M. Stoffels va sans doute analyser pour nous cet ensemble enchevêtré de questions qui, en cette fin de siècle, apparaissent d'une sensible importance pour l'avenir des nations européennes, si ce n'est de l'Humanité entière.

Je prie M. Stoffels de bien vouloir prendre la parole.

L'économie énergétique et l'intégration européenne

Communication de M. Jules Stoffels, Professeur

CORRÉLATION ENTRE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

La croissance économique que nous connaissons depuis l'invention de la machine à vapeur et le décollage de l'économie artisanale vers l'économie industrielle sont intimement liés à la découverte des nouvelles sources d'énergie. Dans un pays très industrialisé comme les États-Unis par exemple, avant la crise actuelle, la consommation énergétique annuelle avait atteint 8,1 tonnes d'équivalent pétrole par habitant contre 3,3 dans la C.E.E. et 2,4 tonnes au Japon¹. De 1960 à 1970, la consommation énergétique par habitant au Japon était passée de 1 à 2,5 tonnes. Le développement industriel du Japon a évolué à peu près parallèlement avec la consommation d'énergie.

En 1960, la consommation mondiale d'énergie primaire s'élevait à 3,1 milliards de tonnes d'équivalent pétrole. En 1975 elle avait atteint environ 6 milliards de tonnes. En 1971, les États-Unis avaient produit 28% de la production mondiale, leur consommation s'élevait à 32,4% de celle-ci. La part de l'Europe des neuf dans la production mondiale était de 6,8% et la consommation de 16,2% (U.R.S.S.: production 18,7%, consommation 15,4%; Japon: production 2,9%, consommation 4,9%).

Ces chiffres reflètent dans une certaine mesure l'importance des grandes puissances économiques et en même temps le degré de leur dépendance ou indépendance énergétique.

Il convient de signaler que le Grand-Duché de Luxembourg représente, en ce qui concerne la consommation énergétique par habitant, le premier consommateur du monde avec 17,8 tec en 1975, contre 6,1 tec pour la Belgique et les Pays-Bas, 5,6 tec pour la République Fédérale Allemande, 5,2 tec pour le Royaume-Uni, 4,5 tec pour la France et autres².

D'ICI A 2020 LES BESOINS MONDIAUX SERAIENT MULTIPLIÉS PAR 3 OU 4

Entre 1950 et 1973, la demande mondiale d'énergie a crû plus rapidement que le PNB. D'après certains experts, en admettant de

1975 à 1990 une croissance annuelle du PNB de 3,4% seulement (contre 5,1% de 1965-73), le taux de la croissance de l'énergie serait de 3,8 et celui du pétrole de 3,3%¹. La hausse très considérable des prix pétroliers amorcée depuis la crise énergétique de 1973-74, liée économiquement à la dégradation du rapport existant entre la croissance des réserves pétrolières et celle de la demande mondiale, aura pour effet que dorénavant la progression de la demande de pétrole sera moins rapide que celle de l'énergie totale.

D'après le rapport sur la demande mondiale d'énergie jusqu'en 2020, préparé pour la conférence mondiale² d'Istanbul par l'institut de recherches de Cambridge, les besoins énergétiques seront multipliés par trois ou quatre dans les quarante ans à venir. Suivant le même rapport, l'énergie ne sera plus jamais bon marché et, en dépit d'une politique de croissance économique moins ambitieuse et de certaines mesures favorables à une meilleure utilisation des sources d'énergie, le recours à l'électricité d'origine nucléaire est devenu inéluctable. Par simple extrapolation de la tendance des quinze dernières années (1960-1975), la demande serait, avec 44 milliards de tonnes d'équivalents pétrole, sept fois supérieure en 2020 à la consommation de 1975.

DU CHARBON-ROI AU PÉTROLE-ROI

L'emploi des différentes sources d'énergie est fonction du degré de développement de la technologie et des prix.

De 1960 à 1971 la part du charbon dans la consommation mondiale est tombée de 50 à 32%, celle du pétrole a évolué de 29 à 40% et celle du gaz naturel de 13 à 20%. En ce qui concerne la CEE, le charbon a reculé de 64% en 1960 à 27% en 1971, le pétrole a progressé de 28 à 58% et le gaz est passé de 1,7 à 10%. La croissance des besoins énergétiques européens a été assurée essentiellement par le pétrole importé. Du charbon-roi au pétrole-roi, l'Europe, puissante autrefois, s'est affaiblie très sensiblement.

A partir de l'année 1950, alors que les réserves de pétrole et notamment celles du Moyen-Orient avaient augmenté rapidement, leur coût marginal d'exploitation avait baissé considérablement. Ainsi, les pays producteurs étaient amenés à vendre le pétrole à des prix réels de plus en plus bas. Partout dans le monde, et en particulier en Europe, où le charbon fut importé des États-Unis et de certains pays de l'Est

¹ Eurostat, Quelques chiffres, l'Énergie dans la Communauté.

² Stateg, Le Grand-Duché de Luxembourg en chiffres, 1977.

¹ Esso, La situation énergétique, 1975-1990, septembre 1977.

² X^e Conférence Mondiale d'Énergie, Istanbul 1977.

à des prix inférieurs à ceux du charbon indigène, le pétrole s'est substitué rapidement à la houille. La substitution du pétrole au charbon a été particulièrement impressionnante en Europe.

Depuis 1970 environ, la situation énergétique, en ce qui concerne le pétrole, a changé du tout au tout. Le rapport existant entre la croissance de la consommation annuelle et celle des réserves pétrolières s'est dégradé à vue d'oeil. La valeur marchande du pétrole a augmenté rapidement et cela d'autant plus que les pays producteurs et en particulier ceux du Moyen-Orient ont réussi à contrôler toujours davantage la production. Du fait que les nouvelles réserves occidentales, celles de l'Alaska, de l'Atlantique et autres sont exploitées à un coût marginal très supérieur au coût moyen et notamment celui du Moyen-Orient, les prix ont augmenté en flèche et les royalties payées aux pays producteurs ont progressé parallèlement.

En 1955, le prix du baril (159 l) a été de \$ 0,82; quinze ans plus tard il était de \$ 0,92; compte tenu de l'inflation, le prix réel du pétrole avait effectivement diminué. En 1971, suite à la première crise du pétrole, ce dernier coûta \$ 1,32, en 1972, \$ 1,48 et \$ 9 en 1974. De \$ 11 en 1975 il est passé à \$ 12,7 en 1977.

D'un «buyer's market», le marché pétrolier s'est transformé brutalement en un véritable «seller's market», aggravé par certains facteurs politiques variables dans le temps et dans l'espace.

En 1970, la demande de pétrole s'élevait à 2,5 milliards de tonnes (1,2 milliard en 1960); la demande pourrait se situer à environ 5 milliards en 1985 et à 10 milliards vers l'an 2000¹ et ².

Suivant une étude publiée par le «Oil and Gas Journal», la quantité globale de pétrole consommée à partir d'aujourd'hui à l'an 2000, sera l'équivalent des réserves pétrolières telles que nous les connaissons à présent. D'ici à l'an 2000, le pétrole continuera à rester la composante la plus importante du bilan énergétique mondial et européen; il sera concurrencé davantage par d'autres sources d'énergie et notamment l'énergie nucléaire, dont la compétitivité n'a cessé de s'affirmer.

Suivant le même journal, si l'on fait abstraction des pays communistes, 70% des réserves mondiales se trouvent au Moyen-Orient et 11% en Afrique. En dépit des nouvelles réserves occidentales, la dépendance des pays consommateurs à l'égard des pays producteurs et en particulier des pays arabes, ne pourra diminuer que très lentement³.

¹ Perspectives mondiales de l'Énergie, Esso-magazine, n° 2, 1974.

² et ³ Combien de pétrole? — Petroleum Press Service, octobre 1973, Volume XL.

Le problème énergétique est un problème très réel, écrit le président de la Exxon Corporation, M.J.K. Janieson, dans Esso-Magazine N° 3 (1974). Ce problème subsistera longtemps et même dans le cas d'un règlement des conflits politiques du Moyen-Orient.

Le problème énergétique se manifeste sous deux aspects, celui des quantités disponibles et celui des prix.

Vers l'an 1980, les États-Unis pourraient se trouver dans l'obligation d'importer jusqu'à 26% de leur consommation d'énergie, la CEE 61% et le Japon 88%.

Le pétrole restera la part la plus importante de l'énergie importée. Les difficultés liées à la solution du problème des balances de paiement iront croissant et ne pourront être éliminées que dans un esprit nouveau et grâce à une nouvelle politique économique entre les pays producteurs et les importateurs.

Quant à l'Europe de l'Ouest, très privilégiée à l'époque où le charbon était roi, elle se trouve à présent dans une situation très précaire. À côté du Japon, la balance énergétique de l'Europe est des plus déficitaires. Des décisions importantes doivent être prises dans les délais les plus courts.

POSSIBILITÉS ET LIMITES DU CHARBON

Les réserves de charbon sont énormes: 6.860 milliards de tonnes de charbon dur, 2.100 milliards de lignite (tonnage mesuré et estimé)¹. Au taux de consommation mondial de 1970, le charbon durerait 1.700 ans si lui seul servait à produire toute l'énergie mondiale et si le taux de consommation de l'énergie restait au niveau actuel, c'est-à-dire si la population et le niveau de vie restaient constants dans le monde entier.

Le charbon durerait 400 ans, si la population et la consommation par tête doubleraient et plafonneraient à ce niveau; il durerait 300 ans si les dépenses d'énergie moyennes des autres nations égalaient celles des États-Unis d'aujourd'hui et restaient à ce niveau². Cependant beaucoup estiment que la conversion au charbon des centrales électriques serait trop tardive et de toute manière trop coûteuse. Le coût de la main-d'oeuvre dans les mines s'avère très élevé. En outre le charbon constitue également un combustible polluant. Par contre, sous certaines conditions, la gazéification sous terre constitue proba-

¹ ² Petroleum Press Service, Londres, juillet 1973, Possibilités du pétrole synthétique.

blement un choix plus rationnel. Or tous les gisements ne permettent pas l'application de ce procédé.

Aux États-Unis, plusieurs grandes firmes pétrolières contrôlent à présent plus de 30% des réserves de charbon; ces firmes utilisent souvent les techniques minières à ciel ouvert, relativement peu coûteuses, mais aggravant le problème écologique.

Dans le passé, la situation critique de l'exploitation du charbon en Europe de l'Ouest a été illustrée particulièrement par la concurrence aiguë en provenance des États-Unis, les conflits sociaux périodiques de l'industrie charbonnière britannique et les difficultés financières chroniques de la Ruhrkohle en Allemagne. Suivant les spécialistes, si l'on tient compte de l'évolution de la technologie et des coûts, on ne pourrait être optimiste en ce qui concerne la contribution du charbon européen à court terme et à moyen terme; à long terme les possibilités d'exploitation et les prix pourraient se trouver réellement améliorés. Ceci concerne particulièrement l'Europe, dont les possibilités charbonnières sont nettement moins bonnes que celles des États-Unis et de l'U.R.S.S. Il apparaît que la mise en valeur du charbon européen sera difficilement réalisable sous un régime d'économie de marché tel que nous le connaissons à présent¹.

LE GAZ NATUREL

En 1976, la production de gaz naturel se chiffrait à environ 1.300 milliards de m³. Les plus grands producteurs étaient les États-Unis (560 m.), l'U.R.S.S. (320 m.), le Canada (89 m.), les Pays-Bas (96 m.), la Grande-Bretagne (37 m.), la Roumanie (32 m.), l'Iran (22 m.). A la même époque, les réserves mondiales étaient de 65.630 milliards de m³, réparties comme suit: pays communistes 27.310 milliards dont l'U.R.S.S. avec 26.600 milliards, le Moyen-Orient avec 14.550 milliards, l'Amérique du Nord 7.820 milliards, l'Afrique 5.910, l'Europe Occidentale 4.090 dont les Pays-Bas avec 1.780 milliards, l'Extrême-Orient 3.400 milliards et le reste pour l'Amérique Centrale et Latine. De 1960 à 1975, la part du gaz naturel dans la consommation énergétique du monde n'a cessé de croître régulièrement; elle est restée cependant bien en arrière de celle du charbon et notamment celle du pétrole qui a augmenté bien plus rapidement. La part du gaz naturel

¹ Jules Stoffels, L'Énergie nucléaire, le grand espoir de l'Europe, Le Republicain Lorrain, 13, 14, 15, 16, 17, 18 février 1976.

dans les bilans d'énergie primaire a été la suivante: États-Unis 28%, U.R.S.S. 25%, Europe Occidentale 14% (Pays-Bas 45%, Grande-Bretagne 14%, U.E.B.L. 13%).

Bien que les possibilités d'approvisionnement en gaz naturel soient considérables, lorsqu'on tient compte de la croissance de la consommation vers laquelle nous allons, force est de reconnaître que la contribution du gaz, si importante soit-elle, ne suffira pas à pallier les disparités engendrées par le reflux du pétrole.

Parmi les autres sources d'énergie primaires, (énergie hydraulique, géothermique, solaire, marémotrice, etc.) seule l'énergie nucléaire semble en état de pouvoir progresser dans les délais impartis et de jouer, dans des conditions économiques très valables, un rôle important sur le plan de la diversification énergétique.

POSSIBILITÉS ET LIMITES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Dès à présent l'énergie nucléaire satisfait aux deux critères d'appréciation économiques qui décident de la mise en valeur d'une nouvelle source d'énergie, à savoir la quantité et le coût. Les éléments du coût du kWh nucléaire sont le coût du combustible et celui de la construction et de l'exploitation de la centrale. La part du premier dans le coût total est relativement faible par suite de la valeur énergétique considérable de la matière fissile: 1 kg d'uranium peut fournir autant de chaleur que 600 tonnes de pétrole ou 850 tonnes de charbon. Par contre le coût de construction d'une centrale nucléaire est beaucoup plus élevé que celui d'une centrale thermique classique. Du fait que le montant des frais fixes n'augmente pas dans la même proportion que la puissance installée, leur poids ne devient supportable que pour des centrales de puissance assez élevée (au moins 500-600 MW).

La compétitivité du nucléaire dépend également du coût des énergies concurrentes. D'après les calculs effectués par l'économiste Donald W. Curran¹, déjà vers 1970-1971, alors que le coût du kWh thermique classique était très bas à cause du prix peu élevé du fuel, le kWh produit par plusieurs centrales nucléaires britanniques et françaises avoisinait celui du kWh classique. A l'époque, certaines filières américaines d'uranium enrichi et à eau légère produisaient du courant à un prix de revient inférieur au précédent. De 1971 à 1975, la com-

¹ Donald W. Curran, Géographie mondiale de l'énergie, Masson, Paris.

pétitivité croissante de l'énergie nucléaire a été renforcée très sensiblement par suite de la hausse considérable des prix pétroliers et du fait que la puissance établie des nouvelles centrales nucléaires dépasse très souvent les 600 M.W.

L'O.C.D.E. évalue les coûts de production de l'électricité comme suit:¹

Évaluation des coûts de production de l'électricité
(en m \$/kWh, dollars constants des États-Unis de 1972)

Facteur de charge de 70%, intérêts et frais fixes évalués à 17% du capital investi

	LWR		Gaz naturel		Pétrole		Charbon	
	Faible ²	Forte ³	Faible ²	Forte ³	Faible ²	Forte ³	Faible ²	Forte ³
Centrales en service en 1972								
Coûts d'investissement spécifiques \$/kWh	270		180		200		230	
Frais fixes m \$/kWh	7,4		4,9		5,5		6,3	
Coût du combustible m kWh	1,8	2,4	2,6	5,4	3,9	6,9	3,2	9,1
Coût total de l'électricité m \$/kWh	9,2	9,8	7,5	10,3	9,4	12,4	9,5	15,4
en 1980								
Coûts d'investissement spécifiques \$/kWh	390		250		260 ⁴		356	
Frais fixes m \$/kWh	10,8		6,9		7,2		9,8	
Coût du combustible m kWh	2,6	3,2	6,2	9,6	11,5	16,2	6,4	11,0
Coût total de l'électricité m \$/kWh	13,4	14,0	13,1	16,5	18,7	23,4	16,2	20,8

Il résulte de ce tableau qu'en 1972, le coût de l'électricité nucléaire a été inférieur à celui de l'électricité classique (à base de pétrole et de charbon) et qu'il le sera bien davantage en 1980, du fait de la hausse projetée du prix du pétrole. Le prix majoré de 9\$ pour 1 baril de pétrole est déjà largement dépassé de nos jours (11\$ en 1975).

L'Électricité de France a estimé au 1er janvier 1975 le prix de revient du kWh électro-nucléaire. La comparaison porte sur deux cen-

¹ O.C.D.E., Perspectives énergétiques jusqu'en 1985, t. 2, Paris.

² Correspond à la projection d'un prix du pétrole de 6 dollars dans le chapitre 2.

³ Correspond à la projection d'un prix du pétrole de 9 dollars dans le chapitre 2.

⁴ Dispositif d'élimination du SO² non compris.

trales entrant en service en 1980 à pleine puissance durant 20 ans, les 3/4 de l'année: l'une thermique classique au fuel-oil et l'autre nucléaire du type P W R comportant deux groupes de 925 MW.¹

Coûts (en centimes 1975)	kWh thermique classique		kWh nucléaire	
Investissement	1,83	(17%)	3,15	(52%)
Exploitation	1,11	(10%)	1,18	(20%)
Combustible	7,90	(73%)	1,67	(28%)
	10,84	(100%)	6,00	(100%)

Si le fuel-oil devait être désulfuré, le prix du kWh thermique classique approcherait 12 centimes.

Prix de revient des centrales par mégawatt installé (coût d'investissement):

— Thermique classique: 990.000 F

— Nucléaire: 1.720.000 F

Prix de revient du combustible nucléaire (uranium enrichi).

Le prix total, 1,67 centime par kWh résulte des opérations suivantes:

Extraction et conversion	0,89 c	(53%)
Enrichissement	0,74 c	(42%)
Fabrication	0,33 c	(20%)
Transport, retraitement, stockage	0,15 c	(11%)
Combustible récupéré	-0,44	(-26%)
Total	1,67 c	(100%)

Certes, le kWh électro-nucléaire pour les usagers industriels et particulièrement pour les foyers domestiques change beaucoup lorsqu'on ajoute au coût de production (aux bornes de la centrale) les frais de transport jusqu'au consommateur final. Pour un coût de production de 6,58 centimes fr., l'Institut de l'énergie de Grenoble a calculé le coût rendu du kWh électro-nucléaire à 7,85 centimes pour les usagers industriels et à 14,40 centimes pour les foyers domestiques. L'écart provient du fait que les frais de transport et de distribution sont sensiblement plus élevés pour le kWh au foyer domestique que pour celui destiné à l'industrie². Dans la mesure où tout le monde consomme des thermies électriques, pour des raisons de commodité ou de propreté (l'engouement du tout électrique), l'incidence du coût de transport précitée est sans valeur, les kWh électro-nucléaires dans la centrale électrique coûtant moins cher que les kWh classiques.

Certains spécialistes du combustible nucléaire (l'uranium) pensent que le prix de ce dernier ne pourra se répercuter d'une manière aussi

¹ Électricité de France, Les Centrales nucléaires, aspects économiques.

² Alternatives au nucléaire, Les contre-propositions des chercheurs de l'énergie de Grenoble, Presses Universitaires, Grenoble 1975.

fâcheuse sur le prix de revient du kWh que celui du pétrole. D'aucuns pensent que si le prix de l'uranium va doubler, cela n'élèvera le prix de l'énergie nucléaire que de 10 à 15%, alors que le volume global des réserves exploitables de l'uranium, vu la forte élasticité de l'offre, augmentera aussitôt du simple au double¹. En effet, contrairement au pétrole, la répartition des réserves exploitables d'uranium brut dans le monde est plus équilibrée et la monopolisation de l'offre est moins probable. Tel n'est cependant pas le cas pour l'uranium enrichi, où les États-Unis jouent, pour l'instant, un rôle largement prédominant. En ce qui concerne les réserves et la production d'uranium en Europe, la France occupe de loin la première place².

Quoiqu'il en soit, ces derniers temps, la comparaison entre le coût du kWh nucléaire et kWh classique aboutit à des écarts plus modestes. Conformément à un rapport sur la situation du marché charbonnier préparé par la commission économique de l'Europe de l'Organisation des Nations-Unies, la production de charbon avait atteint un nouveau record en 1975. Le coût des investissements requis pour fournir 1 kWh de puissance dans les centrales nucléaires avait augmenté d'environ 31% entre 1969 et 1975 au lieu de 13% seulement pour les centrales au charbon. De 300\$ pour 1 kWh de puissance installée en 1972, le prix d'investissement d'une centrale nucléaire pourrait atteindre selon les prévisions le montant de 1135\$ en 1985. Le prix du minerai d'uranium qui se chiffrait à 7\$ la livre en 1973, avait atteint 24\$ en 1975. Ce prix pourrait être deux à quatre fois aussi élevé en 1985³. Cette tendance est corroborée par le rapport de M. Schloesing présenté au Parlement français au mois de novembre 1977. D'après le rapport précité, le prix du kWh nucléaire de base était en 1977 de 9,7 à 10 centimes (investissements: 5, charges d'exploitation: 2, combustible: 2,7 à 3), contre 7,5 centimes en 1976, 4,87 centimes en 1974 et 3,82 centimes en 1970. Suivant M. Schloesing, en 1977, le prix du kWh nucléaire s'était sensiblement rapproché du kWh charbon (11,6 centimes) et son écart avec le kWh fuel s'était notablement amenuisé (13,3 centimes)⁴.

Le coût de l'énergie nucléaire tel qu'il est présenté souvent par ses adeptes ne tient pas compte de certains éléments économiques, finan-

ciers et sociaux, parfois très importants, tels que le coût de démantèlement de la centrale après 20 ou 30 ans de fonctionnement — certains estiment que le coût est égal à son coût de construction — celui du stockage des déchets radioactifs, la pollution thermique de l'eau (50% plus forte que celle des centrales classiques), l'immobilisation des sites (y compris les «autoroutes» des lignes à haute tension), etc.

À tout prendre, la compétitivité de l'énergie nucléaire au point de vue prix et quantité paraît évidente.

Lorsqu'on tient compte de la dégradation rapide du rapport entre la croissance des réserves pétrolières et celle de la courbe de la consommation dans le moyen et le long terme, du coût élevé de l'exploitation charbonnière et de la rareté relative du gaz naturel, des difficultés qui freinent la mise en valeur de l'énergie solaire, géothermiques et autres, le recours à l'énergie nucléaire se justifie amplement.

Cependant, en l'occurrence, toute précipitation doit être exclue. En effet, les pays producteurs de pétrole, pour maximiser leurs recettes, n'ont nullement intérêt à augmenter indéfiniment les prix. Dans la mesure où ces derniers dépassent le coût de substitution marginal par référence au coût de l'énergie nucléaire, ils précipitent le processus de substitution en faveur du nucléaire et contribuent par cela même à la dévalorisation des réserves pétrolières détenues par certains pays, tels que l'Arabie Saoudite par exemple, dont les ressources énergétiques par rapport à la faible densité de sa population sont énormes et qui ont tout intérêt à un étalement maximum de la durée d'exploitation.

Quant aux pays consommateurs, ils seraient bien conseillés de ne pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier et de diversifier leur inventaire énergétique dans la mesure du possible. Ils seraient bien avisés également de tenir compte, dès maintenant, de l'évolution technologique dans le domaine des réacteurs nucléaires. Après le réacteur à eau pressurisée et uranium enrichi, très en vogue pour l'instant, le réacteur à haute température refroidi au gaz et notamment les réacteurs surrégénérateurs (réacteurs à neutrons rapides) annoncent déjà deux nouvelles générations dont l'économie d'entreprise et les coûts de production seront sensiblement différents de ceux que nous connaissons à présent.

En investissant dans le nucléaire, il faut tenir compte du problème important de l'obsolescence et choisir des associés qui répondent à tout moment aux critères de l'évolution future.

¹ Temps nouveaux, Moscou n° 21, 1975, Igor Morokov, Les problèmes de l'énergie atomique.

² Eurostat, l'Énergie dans la Communauté, 1973.

³ Nations-Unies, Centre d'Information pour la Belgique, la France, et le Luxembourg, Communiqué de Presse ECE/GEN/N/38, 1976.

⁴ Le Monde de l'Économie, 29 novembre 1977.

Entre 1961 et 1971, la consommation énergétique de la CEE des Six a augmenté annuellement de 5,6%. En 1950, les besoins des pays qui sont devenus membres de la CEE étaient couverts à raison de 83% par les combustibles solides (houille et lignite), de 10% par le pétrole et de 7% par l'électricité primaire. En 1973, la part des combustibles solides n'était plus que de 24% contre 60% pour le pétrole, 12% pour le gaz naturel et 4,5% pour l'électricité primaire. La croissance des besoins énergétiques européens a été assurée essentiellement par le pétrole importé.

Vu les circonstances, la Commission et le Conseil des Ministres ont décidé en 1974 de réduire le degré de dépendance de la CEE de 60% en 1973 à 40% en 1985. A ce moment le bilan énergétique de la CEE aurait la physionomie suivante:

Combustibles solides	17% au lieu de	22,6% en 1973
Pétrole	41% au lieu de	61,4% en 1973
Gaz naturel	23% au lieu de	11,6% en 1973
Énergie hydraulique et géother- mique	3% au lieu de	3,0% en 1973
Énergie nucléaire	16% au lieu de	1,4% en 1973
	<hr/>	<hr/>
	100%	100%

Dans le cas où la dépendance européenne serait de 50%, la production du gaz naturel et celle de l'énergie nucléaire seraient nettement en deça de celles prévues ci-dessus (18% pour le gaz et 13% pour le nucléaire¹.

La C.E., tout en réduisant les quantités de gaz naturel et de fuel dans les centrales électriques, cherche à donner à l'électricité la part la plus grande possible pour des raisons de prix et de sécurité d'approvisionnement². La C.E. insiste beaucoup sur la contribution de l'énergie nucléaire. En 1985, la C.E. devrait disposer d'un ensemble de centrales nucléaires d'une puissance de 160 et si possible de 200 GW³ (= 1/3 ou même 1/2 de la production d'énergie électrique). Vers l'an 2000, le nucléaire fournirait 50% de la consommation énergétique totale. Le 19 octobre 1976, à Luxembourg, les ministres de l'énergie de la Communauté des Neuf n'ont prévu que 125 GW.

¹ Bulletin C.E. 12-1974.

² Bulletin C.E. Supplément 4/1974.

³ GW = gigawatt; 1 GW = 1 milliard de W.

Dans ces perspectives, l'implantation d'une centrale nucléaire de 1.200 MW¹ à Remerschen, constituerait de la part du Grand-Duché de Luxembourg, très grand consommateur d'énergie par tête d'habitant et très dépendant de l'étranger pour son approvisionnement, une contribution extraordinaire à l'effort d'indépendance européen.

D'après les affirmations du Ministre luxembourgeois de l'Énergie, à supposer que la consommation d'énergie électrique du Grand-Duché de Luxembourg doublera dans les 10 ans à venir, la centrale nucléaire de Remerschen serait en état de couvrir intégralement les besoins luxembourgeois dès 1981 (date escomptée de la mise en service de la centrale). Compte tenu de la consommation réalisée de 2.600 GWh en 1973, le doublement en 10 ans conduirait à une consommation d'énergie électrique de 4.300 en 1980 à 8.600 en 1990². La puissance de la centrale de Remerschen permettrait d'assurer l'approvisionnement en énergie électrique jusqu'à la fin du siècle. Inutile de relever que les GWh qui, de 1981 à l'an 2000 dépassent les besoins luxembourgeois, seront exportés à l'étranger.

Certes, en dehors de la contribution nucléaire, le Luxembourg ne pourra contribuer en rien à l'amélioration de la balance énergétique de la CEE. Toutefois, les projets luxembourgeois ne reflètent-ils pas une véritable révolution copernicienne susceptible de pousser les autorités luxembourgeoises à relever les taux de croissance en fonction du potentiel énergétique de Remerschen et par là même à une diversification exagérée de la structure économique sans garantie suffisante concernant l'évolution de la conjoncture et de la solvabilité des marchés internationaux.

L'EFFORT LUXEMBOURGEOIS

A l'occasion du plaidoyer en faveur de la centrale nucléaire de Remerschen (R.T.L., 18 octobre 1976), certains experts, pour justifier l'ampleur de leur projet, ont invoqué des taux de croissance de la consommation annuelle en énergie électrique de notre pays de 10 à 15%. Malgré l'importance croissante de l'énergie électrique dans les années à venir, il convient de mettre en doute la rationalité de ces taux. En effet, les taux de 10 à 15% ont été extrapolés en fonction d'une poli-

¹ MW = mégawatt; 1 MW = 1 million de W.

² Extrait d'un rapport sur l'énergie, Ministère de l'Énergie, Luxembourg.

tique économique de très forte croissance, égale ou supérieure à celle que l'Europe a connue depuis la fin de la guerre de 1940-1945 jusqu'à la crise structurelle et conjoncturelle en cours¹.

Or, en rapport avec les considérations concernant les méfaits et impasses provoqués par la politique de «l'économie dominante», la plupart des économistes et sociologues, la plupart des chefs d'État réclament à présent, le retour à des taux de croissance moins élevés que ceux que nous avons connus auparavant, des taux moins sujets à des emballements monétaires et conjoncturels, mieux adaptés à la prospérité économique et sociale. Les institutions internationales, y compris la C.E. et l'O.C.D.E., recommandent des taux nettement inférieurs à ceux des experts luxembourgeois.

D'après les experts internationaux en matière énergétique, en admettant sur le plan mondial de 1975 à 1990, une croissance annuelle du P.N.B. de 3,4% (contre 5,1% de 1965 à 1973), le taux de croissance de la demande d'énergie serait de 3,8% et celui du pétrole de 3,3%². D'un autre côté, la politique énergétique de la Commission et du Conseil des Ministres de la C.E. prévoit qu'à partir de 1980, le taux d'accroissement annuel de l'électricité pourrait être de 8% et de 9% pendant la période de 1985-1990. Dans ces conditions, nous sommes très éloignés des taux de croissance avancés par les experts luxembourgeois pour justifier l'installation d'une centrale nucléaire de 1.200 MW à Remerschen.

Dans ses «Réponses au Questionnaire» de la Commission Spéciale pour l'utilisation de l'énergie nucléaire de la Chambre des Députés, le gouvernement luxembourgeois, afin de justifier l'implantation d'une centrale nucléaire à Remerschen, affirme que le déficit total en courant électrique à couvrir par apport de l'étranger s'élèvera à une puissance de 800 MW en 1985 et à plus de 1.000 MW en 1990³. Ces chiffres sont le résultat d'un travail d'extrapolation de la consommation d'énergie électrique actuelle au taux de croissance annuelle de 10% pour le secteur public et de 2% pour l'industrie lourde. Certains spécialistes, notamment ceux de la Commission spéciale de la Chambre des Députés, en diversifiant les taux de croissance applicables au secteur public et dans l'hypothèse que le contrat de fourniture avec la RWE reste

en vigueur, aboutissent à des puissances en MW nettement inférieures aux précédentes: 200 MW en 1985, et 817 MW en 1995¹.

VERTU OU PASSION?

La contribution luxembourgeoise, pour être vraie, doit rester dans des limites et proportions raisonnables. Sinon, la vertu risque de se transformer en passion, celle de la course à l'énergie et du sauve-qui-peut national. Au regard de la nouvelle stratégie européenne esquissée ci-dessus, il ne s'agit nullement d'assurer l'indépendance énergétique de tel ou tel pays de la C.E., mais plutôt de réduire la dépendance de celle-ci à l'égard des tiers. Dès lors, l'effort de chaque pays doit être mesuré en fonction d'un objectif commun, celui de la C.E. dans son ensemble. Par ailleurs, l'effort national doit être produit de telle façon qu'il s'harmonise avec les objectifs de la politique régionale de la C.E. qui n'a cessé de préoccuper celle-ci. L'Europe est malade de ses déséquilibres régionaux et l'unification européenne en pâtit. L'adéquation de la politique énergétique et de la politique régionale s'impose tout particulièrement dans les régions interfrontalières caractérisées par des taux de croissance et de revenus disparates.

Quoiqu'il en soit, les promoteurs de l'énergie nucléaire luxembourgeois devraient s'astreindre à mettre leurs ambitions au niveau des faits économiques et sociaux que nous connaissons à présent et intégrer leur projet dans un environnement plus fonctionnel et mieux articulé que celui qu'ils ont prévu actuellement.

LES BESOINS ÉNERGÉTIQUES DE LA LORRAINE

Par suite du développement inégal entre la Lorraine et ses voisins, qui ont pu créer une structure économique amplement diversifiée, des milliers de Lorrains, en quête d'un travail plus rémunérateur se déplacent tous les jours en Sarre et au Luxembourg. En 1974, les demandes d'emploi non satisfaites se chiffraient à 22.964, c'est-à-dire à 3,9% de la population salariée. De 1968 à 1975, le solde migratoire de la population active des cantons de Herserange, Longwy, Longuyon, Mont-Saint-Martin et Villerupt s'est chiffré à 8.332 personnes. Beaucoup de Meurthe-et-Mosellans ont pu trouver un emploi au Grand-Duché de Luxembourg, où le nombre des travailleurs français (frontaliers compris) a augmenté de 1.400 en 1961 à environ 7.000 en

¹ Jules Stoffels, Remerschen et Cattenom, «Salve Mosella», Luxemburger Wort, 13 novembre 1976.

² La situation énergétique, 1975-1990, Esso Belgium.

³ Gouvernement, Centrale Nucléaire de Remerschen, Réponses au questionnaire.

¹ Chambre des Députés, Session ordinaire 1975-76, Commission Spéciale pour l'utilisation de l'énergie nucléaire.

1974. De ce fait la Lorraine subit une perte de substance démographique indéniable. Ni la France et ses voisins, ni la C.E. n'ont intérêt à ce que les disparités qui caractérisent la croissance économique et sociale de la Grande-Région Sarre-Lorraine-Luxembourg s'accroissent davantage. Force est de reconnaître que la modernisation de la sidérurgie et la diversification de la structure sociologique de la Lorraine exigent de nouvelles sources d'énergie à un prix de revient compétitif. L'implantation d'une centrale nucléaire à Cattenom faciliterait également la solution du problème des coûts de transport de l'énergie électrique à partir de la centrale vers les nouveaux centres de consommation.

En calculant les besoins en énergie électrique de la Lorraine sur la base des taux de croissance économique allégués par les protagonistes du projet luxembourgeois et en fonction de l'effort supplémentaire à fournir pour combler les décalages prémentionnés, le nombre de kWh à produire à Cattenom devrait atteindre un multiple effarant de celui de Remerschen. En 1974, la C.E. envisageait une puissance nucléaire installée de 176 GW pour 1985; les prévisions actuelles sont de 125 GW¹. L'effort franco-luxembourgeois à Remerschen et à Cattenom, tel qu'il est annoncé par les gouvernements respectifs, aboutirait à quelque 7.000 MW. A Remerschen et à Cattenom, dans un mouchoir de poche, on produirait plus de 1/20 de la production totale de la C.E. Sans oublier les besoins spécifiques rattachés à la modernisation de la sidérurgie, on peut admettre qu'en l'occurrence, nos prétentions démesurées sont le résultat du sauve-qui-peut national plutôt que celui d'un véritable effort communautaire. Si elles aboutissaient, la Grande-Région, caractérisée longtemps par le monolithisme sidérurgique, serait marquée désormais par le monolithisme nucléaire davantage que par la diversification souhaitée.

ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN OUVRAGE COMMUN

Très souvent les arguments invoqués par les promoteurs des projets de Remerschen et de Cattenom recèlent des contradictions qui témoignent de l'optique abstraite et particulariste de part et d'autre. A cet égard, il convient de signaler d'abord la contradiction entre le souci de l'indépendance énergétique nationale et l'intégration européenne en cours. Invoquer la nécessité de l'indépendance énergétique, notamment en faveur d'un petit pays comme le nôtre, qui est large-

¹ Les Ministres des Neuf s'interrogent sur l'accroissement de la C.E. Le Monde, 20 octobre 1976.

ment tributaire des importations et des exportations, relève de l'absurde et cela d'autant plus que le projet de Remerschen ne fait que renforcer notre intégration dans le réseau de la RWE qui est largement tributaire du système énergétique de la République Fédérale Allemande. Dans cet ordre d'idées, il convient également de signaler la contradiction entre la politique énergétique pratiquée sur le plan national (Remerschen et Cattenom) et les impératifs d'ordre économique et social de la Grande-Région «Sarre-Lorraine-Luxembourg» qui requièrent d'emblée la mise en place d'une politique structurelle et conjoncturelle commune. Les promoteurs du projet de Remerschen ne prennent en considération que la somme des utilités inhérent à leur projet et ignorent ou essaient de minimiser la plupart des désutilités conjointes. L'expérience vécue dans certains pays étrangers nous confirme que la somme des désutilités liées à certaines mutations structurelles et notamment à certains taux de croissance (surcharge du réseau routier, surinvestissement dans le secteur tertiaire, hausse des prix du sol, pollution et autres) creusent l'écart entre le coût apparent des facteurs de production, en l'occurrence celui du kWh, et le coût réel qui, en général, est en réalité bien plus élevé¹. Une autre contradiction de taille est sans doute celle qui consiste à affirmer la nécessité de la centrale de Remerschen dans le but de profiter du prix inférieur du kWh nucléaire, et de constater en même temps que le prix effectif du kWh consommé au Luxembourg sera le prix moyen du réseau RWE, basé essentiellement sur le coût du charbon et de la main-d'oeuvre en Allemagne.

Le débit moyen de la Moselle tourne autour de 217 m³/seconde, pouvant descendre en été à moins de 60 m³ et même certains jours à moins de 10 m³. Lorsqu'on envisage les étiages d'eau qui situent la Moselle à l'extrême limite du possible dans le domaine nucléaire, aggravés par le fait que l'infrastructure de la navigation fluviale inclut un système de régulation par écluses, ayant une certaine incidence sur le niveau des eaux et les débits horaires, on arrive à la conclusion que la solution du problème économique et politique soulevé par les projets de Remerschen et Cattenom ne peut être valablement résolue que dans un esprit et dans un milieu de concertation et de coopération renforcées.²

¹ Michel Mongeot, Les déséquilibres implicites du marché des biens hors-marché, Revue d'Économie Politique, n° 5, 1977, Sirey, Paris.

² Jules Stoffels, Trop de concurrence sur la Moselle nucléaire, Le Monde, 14 avril 1976.

La juxtaposition des deux sites, gérés en fonction de certaines finalités particulières et dans un encadrement peu commun, constitue indubitablement une solution de facilité qui ne répond que très partiellement aux principes fondamentaux de la macro- et micro-économie interfrontalières. Dans le cas présent, seule la création d'un ouvrage commun pourrait contribuer efficacement à l'harmonisation des intérêts en présence et réduire le risque boulimique propre à la juxtaposition de deux pôles d'attraction qui ne manqueront pas de vouloir tirer chacun le maximum d'avantages particuliers d'une infrastructure communautaire, en maximisant chacun la puissance établie et la «rentabilité» des investissements.

De tout temps, l'économie énergétique a suscité l'intégration européenne et l'énergie nucléaire a renforcé cette tendance. L'intégration se fait au-delà des frontières et des continents: les nouvelles compagnies ne sont pas aux dimensions des petits États et même des grands. Il est intéressant que la R.W.E. (le partenaire allemand du Grand-Duché de Luxembourg dans le projet de Remerschen) et l'E.D.F. (responsable de la centrale de Cattenom) exploitent en commun, avec une firme italienne, la «Centrale Nucléaire Européenne à Neutrons Rapides» (France) et participent à la mise en exploitation de la firme «Europäische Schnellbrüterkernwerkgesellschaft» en Allemagne, alors que l'association franco-luxembourgeoise, dans le «Dreiländereck», apparemment, n'est pas de mise.

La création d'un ouvrage commun aurait contribué à maximiser les économies internes (d'échelle) qui sont fonction de la puissance des réacteurs et de leur intégration dans un établissement de gestion et de distribution communes; elle aurait favorisé les économies externes qui dépendent de la complexité des structures locales et régionales, le support de l'entreprise.

Les propositions françaises, en faveur d'une entreprise commune, adaptée aux possibilités de l'environnement du «Dreiländereck», n'ont pas fait défaut, ainsi celle de M. Ditsch (ancien Maire de Thionville et Conseiller de la Moselle) qui, au sein du Conseil Régional de la Lorraine, s'est exprimé comme suit: «Je suis convaincu qu'il est possible de réunir l'ensemble de l'opération sur le site de Sentzich» (Cattenom). A signaler également, que les responsables de la politique énergétique et régionale de la C.E. recommandent chaleureusement le développement des entreprises communautaires, notamment lorsqu'il s'agit d'implantations de grande envergure au sein des régions interfrontalières. Économiquement et politiquement le concours financier de la C.E. se justifie davantage. Selon le groupe «énergie» de la Con-

fédération européenne des syndicats, le développement des activités nucléaires sous toutes ses formes doit servir au maximum la prospérité économique et le progrès social en Europe. Ce développement doit dès lors être placé sous la responsabilité directe des pouvoirs publics locaux, nationaux et européens, afin de retenir l'intérêt général. En outre, la construction des installations, leur financement et la recherche nécessaire pour «européaniser» les techniques, doit résulter d'une large coopération européenne et s'imbriquer dans un programme de développement communautaire¹.

Depuis 1972, l'E.D.F. et le Ministère français de l'énergie ont offert aux autorités luxembourgeoises une participation dans un ouvrage commun ou la fourniture de courant électrique en provenance des centrales françaises. La France n'a jamais refusé au Luxembourg une association à Cattenom. La construction d'un ouvrage commun mettrait notre pays et la Grande-Région à l'abri des risques propres à la juxtaposition des deux pôles d'attraction et nous éviterait aux uns et aux autres toutes les frictions et heurts qui naîtront forcément de la dissociation organique des intérêts en présence. Cette association éviterait à notre économie nationale certains emballements et une certaine rigidité structurelle très malsains et difficiles à concilier avec les fluctuations conjoncturelles escomptées à l'avenir.

Le consortium franco-luxembourgeois pourrait être assorti d'un condominium germano-franco-luxembourgeois groupant tous les intéressés du site interfrontalier, y compris les responsables de la navigation fluviale, ceux des collectivités locales, les producteurs et les consommateurs intéressés à la mise en valeur de la région. A la place du sauve-qui-peut national, de la toute-puissance des technocrates et de la surenchère de certains lobbies industriels et autres, la solution prémentionnée, démocratique et efficiente, satisferait au maximum les aspirations légitimes d'une région qui a été le berceau de la civilisation européenne et qui ne peut s'épanouir que dans le climat de l'effort communautaire.

Au XX^e siècle, marqué par la destruction rapide de l'environnement, l'aménagement de la Moselle ne peut sortir des seuls dossiers des électroniciens, banquiers et juristes, allemands, français ou luxembourgeois, mais requiert, à juste titre, l'avis et la coopération des écologistes et des penseurs, de tous ceux qui s'intéressent à la qualité de la vie et notamment les citoyens directement concernés par les projets envisagés.

¹ C.E., Informations syndicales, n° 1/1976.

Adam Smith, père de l'économie politique

Séance du 4 juin 1976

Introduction du Président, M. Alphonse Huss
Communication de M. Georges Als
Communication de M. Jean-Paul Harpes

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Mes chers confrères,

Vous avez réservé ce moment à l'intention de l'Institut grand-ducal en rognant sur les débuts de votre congé de la Pentecôte. Je vous en remercie particulièrement.

Vous n'ignorez pas que notre section comprend, au sein d'une union fraternelle, les membres d'une sous-section des sciences économiques et ceux d'une sous-section de philosophie. A considérer les choses de façon superficielle on pourrait croire que ce voisinage est de nature à susciter des tensions et à poser des problèmes. Il n'en est rien, pour l'essentiel du moins.

Pour ceux toutefois qui, dans la composition jugée disparate de notre compagnie, apercevraient un sujet d'inquiétude, la personne d'*Adam Smith* peut constituer une assurance. Smith est, à la fois, l'un des fondateurs de la science économique et un philosophe remarquable. Sa personne fournit la preuve des liens intimes qui rejoint l'une de ces disciplines à l'autre. Est-ce d'ailleurs tellement inattendu? Je viens de lire, dans les *Mélanges* offerts au professeur André Besson, grand spécialiste du droit des assurances, une étude de Pierre Bonasse intitulée «Comptabilité et métaphysique» où il examine l'influence des idées de Saint Thomas d'Aquin sur la fixation des primes d'assurance.

En tout cas, je remercie vivement nos deux orateurs de ce soir, MM. Als et Harpes, d'avoir consenti à rendre compte de pareille gageure.

Le message d'Adam Smith: Originalité et actualité

Communication de M. Georges A l s
Directeur du Service Central de la Statistique
et des Études Économiques

SOMMAIRE

Introduction

Les deux bicentennaires
Vie d'Adam Smith

Développement

- I La richesse des nations ou le système grandiose d'Adam Smith
 - A. Croissance et équilibre économique
 - a) Nature de la richesse des nations
 - b) Causes de la richesse des nations
 - 1. La division du travail
 - 2. L'épargne ou accumulation
 - 3. Le mécanisme du marché
 - 4. Le système de la liberté naturelle
 - Le mobile de l'intérêt personnel
 - Le libéralisme économique
 - B. Théorie de la valeur
- II Originalité de la synthèse d'Adam Smith
- III Limitations de l'oeuvre de Smith
 - a) Ce qu'on ne peut pas lui reprocher.....
 - b) Critiques:
 - Théorie de la valeur
 - Concentration
 - Temps de réaction
 - Développement économique à long terme

Conclusion — Influence et actualité d'Adam Smith

- 1. Influence
- 2. Confirmation par les faits
- 3. Thèmes d'actualité.....
 - A. Analyse de la croissance
 - B. Débat optimisme — pessimisme
 - C. Conception de la nature humaine

L'année 1976 a eu le rare privilège de la commémoration de deux grands bicentennaires: celui de la publication de l'oeuvre du Dr SMITH sur «La Richesse des Nations» le 9 mars 1776, et celui de la proclamation de l'indépendance des États-Unis, quatre mois plus tard, le 4 juillet 1776. Entre ces deux événements il y a au moins un lien intellectuel, l'indépendance des États-Unis étant conforme au système libéral de SMITH, en réaction contre le protectionnisme et le nationalisme économique de son époque.

«Il est vrai, écrit SMITH dans son chapitre sur les colonies, que «jamais une nation n'a abandonné volontairement l'empire d'une province, quelque embarras qu'elle pût trouver à la gouverner, ... car un tel sacrifice serait mortifiant pour son orgueil. Mais, en se séparant en toute amitié, non seulement la Grande-Bretagne se trouverait affranchie de toute la charge annuelle de l'entretien des colonies, mais elle pourrait encore faire avec elles un traité de commerce qui lui assurerait un commerce libre, moins lucratif pour les marchands, mais plus avantageux pour la masse du peuple que le *monopole* dont elle jouit à présent». Et il conclut en ces termes: «On verrait revivre entre la Grande-Bretagne et ses colonies cette même espèce d'affection paternelle d'un côté, et de respect filial de l'autre qui régnait entre les colonies de l'ancienne Grèce et la métropole dont elles étaient descendues».

Ces propos donnent une idée de l'originalité de la pensée de celui qu'on a appelé le «père» de l'économie politique.

VIE D'ADAM SMITH

Qui donc est Adam SMITH?

Il fut Écossais, célibataire et professeur.

Adam SMITH naquit en 1723 à Kircaldy, un petit bourg du comté de Fife, à l'Ouest de l'Écosse. A part six années d'études à Oxford, un voyage de deux ans en France, et quelques séjours de durée limitée à Londres, la vie de SMITH se passa toute entière en Écosse, dans sa ville natale ainsi qu'à Glasgow et à Edimbourg.

Sa seconde fidélité fut sa *mère*. SMITH qui avait perdu son père avant de naître, était très attaché à sa mère; il vécut auprès d'elle pendant près de 60 ans, jusqu'à ce qu'elle s'éteignît à l'âge de 90 ans. Lui-même vécut 67 ans et ne prit jamais femme.

Dès l'âge de 24 ans, SMITH se vit confier, par l'université de Glasgow, le cours de *philosophie morale*, une discipline fort large qui à cette époque incluait la jurisprudence et l'économie. En 1751, à l'âge de 28 ans, il fut en outre chargé du cours de logique; sa réputation se répandit, surtout après la publication en 1759 de sa «Théorie des sentiments moraux». La morale de la sympathie de SMITH enseigne que nos jugements moraux reposent sur la sympathie, c'est-à-dire sur la faculté que nous avons de faire abstraction de notre égoïsme et d'essayer de nous mettre à la place de l'autre.

Par un heureux hasard, cette vie universitaire prit fin alors que SMITH n'avait que 41 ans. Grâce au fameux TOWNSHEND, futur ministre des finances, SMITH reçut la mission de parfaire l'éducation du jeune duc de Buccleuch et de l'accompagner pendant son «tour de France» moyennant une rémunération plantureuse: 300 livres par an, ainsi qu'une pension du même montant pour le restant de ses jours! Ce voyage devait avoir une influence profonde sur notre philosophe. SMITH, qui en Grande-Bretagne avait déjà subi l'influence, notamment de son maître HUTCHESON, et de son ami David HUME, allait rencontrer quelques-uns des grands esprits de l'époque, VOLTAIRE et les Physiocrates. Sans doute a-t-il été impressionné par l'optimisme rationaliste des philosophes français avec lesquels il conversa — en français — dans les salons de Paris: d'Holbach, Helvetius, Diderot et bien d'autres hôtes illustres tels que TURGOT, MIRABEAU, CONDILLAC. Même si sa vision personnelle se réclame davantage de l'instinct, SMITH sera lui aussi un produit du Siècle des Lumières.

SMITH fit la connaissance du plus grand économiste français du 18^e siècle, le docteur QUESNAY, médecin du roi Louis XV. La doctrine physiocratique de QUESNAY énonçait deux idées nouvelles pour l'époque, à savoir que la base de la richesse, ce n'était pas l'or et l'argent, mais la production agricole, et que la richesse circule dans le corps social comme le sang circule dans le corps humain.

A Paris, SMITH rencontra un autre esprit original, Benjamin FRANKLIN qui lui parla longuement de l'Amérique et du rôle qu'elle pourrait jouer à l'avenir.

Après ce grand voyage de deux ans, SMITH se retira chez sa mère à Kircaldy, s'enfermant dans une solitude féconde dont naquit, dix ans plus tard (1776), son chef d'oeuvre, les

«Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations» qui devint vite célèbre sous le titre abrégé «La Richesse des Nations».

En 1778, par une ironie du sort, SMITH, apôtre du libéralisme, fut nommé Commissaire des douanes à Edimbourg, poste élevé et bien rémunéré qu'il conserva jusqu'à sa mort en 1790.

SMITH mourut le 17 juillet 1790, ne laissant qu'une petite fortune, malgré ses revenus élevés et son train de vie modeste. On devait apprendre plus tard qu'il avait secrètement dépensé de fortes sommes à des fins charitables, attitude peu conforme à sa théorie économique de l'accumulation, mais qui s'accordait sans doute avec sa morale de la sympathie.

I. LE SYSTÈME GRANDIOSE D'ADAM SMITH

A. Croissance et équilibre

Dans la Richesse des Nations, nous trouvons d'emblée deux idées fortes: celle du travail, source de la richesse, et celle de la division du travail, fondement du progrès économique.

La «nature» de la richesse des nations nous est expliquée dès l'introduction qui débute par cette phrase:

«Le travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie; et ces choses sont toujours, ou le produit immédiat de ce travail, ou achetées des autres nations avec ce produit».

Ce ne sont pas les métaux précieux ni la seule agriculture qui fondent la richesse du royaume, mais le travail de l'ensemble de ses habitants. Cette phrase ouvre la porte à l'économie moderne et, en dernière analyse, à notre conception du produit national — même si SMITH considère par la suite que certains services sont improductifs.

Quant aux «causes» de la richesse des nations, la tâche de l'interprète est moins aisée, puisqu'il faut lire les 1.200 pages pour arriver à la conclusion que ces causes doivent être au nombre de quatre:

- la division du travail et le progrès technique
- l'épargne ou accumulation
- le mécanisme du marché et
- le système de la liberté naturelle.

De toute évidence, SMITH attache une importance particulière à la division du travail, à laquelle il consacre les trois premiers chapitres de son ouvrage.

Le chapitre premier débute par cette phrase célèbre :

«Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse et de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué, sont dues, à ce qu'il semble, à la division du travail».

SMITH nous emmène dans une manufacture d'épingles et nous fait assister à la division du travail dans un petit atelier de dix personnes ; la fabrication d'une simple épingle requiert 18 travaux différents ! Un ouvrier tire le fil métallique, un autre le dresse, un troisième le coupe, un quatrième fait la pointe, un cinquième est employé à passer à la meule le bout qui doit recevoir la tête de l'épingle, etc. Et SMITH de conclure :

«Ainsi ces dix ouvriers pouvaient faire entre eux plus de quarante-huit milliers d'épingles dans une journée, soit en moyenne 4.800 épingles par homme. Mais s'ils avaient tous travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule dans sa journée.»

Cette spécialisation donne donc lieu à une augmentation fantastique de la productivité qui est multipliée au moins par 240 ... et peut-être par 4.800 ! Le défi américain avant la lettre !

Ayant ainsi constaté les vertus productives de la division du travail, SMITH se pose deux questions :

- d'où vient la division du travail ?
- pourquoi est-elle si productive ?

Voici ce qu'il dit de son *origine* :

«Cette division du travail, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat. Elle est la *conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un penchant naturel* à tous les hommes, *qui les porte à trafiquer, à faire des trocs d'une chose pour une autre*».

C'est donc un instinct de l'homme, aidé par la raison et la parole, qui est à l'origine du progrès économique.

Pour trois raisons :

- l'accroissement d'habileté dans chaque ouvrier individuellement ;
- l'économie du temps qui se perd ordinairement quand on passe d'une espèce de travail à une autre ;
- l'invention d'un grand nombre de machines qui facilitent et abrègent le travail.

C'est de la division du travail que résulte la prospérité.

«Cette grande multiplication des produits de toutes les sortes d'industries résultant de la division du travail est ce qui, dans une société bien gouvernée, donne lieu à cette prospérité générale qui se répand *jusque dans les dernières classes du peuple*.»

Une *conclusion capitale* se dégage de ces textes :

Pour SMITH les rendements sont croissants, alors que chez RICARDO, quarante ans plus tard, toute l'économie politique sera déduite de la loi des rendements décroissants. D'où l'optimisme visionnaire de SMITH qui, ayant devant lui le spectacle de cette misère désolante du 18^e siècle, ose nous parler d'une prospérité générale qui se répand jusque dans les dernières classes du peuple.

SMITH attire notre attention sur l'incroyable division du travail qu'il a fallu pour réaliser nos objets les plus simples : la veste en laine du berger, les ciseaux qu'il utilise pour tondre ses moutons. L'objet le plus modeste que nous utilisons, dit Adam SMITH, implique le concours de plusieurs milliers de personnes.

Transposons son raisonnement sur un exemple proche de nous : notre petit déjeuner. Nous y consommons bien quelques produits du pays : pain, beurre, lait. Voulons-nous un jus de fruits ? C'est à la Tunisie ou à Israël qu'il faut recourir. Notre café vient du Brésil, le thé des Indes ou de la Chine ; ils ont été acheminés en Europe sur un bateau construit au Japon, assuré à Londres, propulsé avec le pétrole du Proche-Orient ou du Vénézuéla.

Que de commerce et de navigation derrière les objets les plus simples, s'écrie Adam SMITH.

Paraphasant Charles-Quint, nous serions fondés à dire que le soleil ne se couche jamais sur les terres dont provient notre petit déjeuner.

2. L'épargne ou accumulation

La seconde condition du progrès, c'est l'épargne ou accumulation, car pour construire ces machines qui accroissent la puissance productive du travail et que SMITH appelle le capital fixe, il faut que les citoyens d'un pays consentent à épargner une partie de leur revenu annuel.

«Les capitaux augmentent par l'économie; ils diminuent par la prodigalité et la mauvaise conduite». (Livre II, chap. 3)

Nous trouvons chez SMITH un véritable panégyrique de l'épargne, condition du progrès.

«Un homme économe, par ses épargnes annuelles, non seulement fournit de l'entretien à un nombre additionnel de gens productifs... , mais il est comme le fondateur d'un atelier public, et établit en quelque sorte un fonds pour l'entretien à perpétuité d'un même nombre de gens productifs».

Par contre, «le prodigue, en nourrissant la paresse avec le pain de l'industrie, tend, par sa conduite, à appauvrir le pays».

Conception caractéristique d'une période de démarrage et d'industrialisation requérant l'austérité et les sacrifices. Mais un demi-siècle plus tard, SISMONDI parlera déjà de sous-consommation.

3. Le mécanisme du marché¹

Mais c'est en s'interrogeant sur les facteurs qui déterminent le prix des marchandises que SMITH fait la découverte la plus conséquente pour l'action, la plus enivrante pour l'esprit: le mécanisme du marché.

Il existe un mécanisme naturel qui fait que l'offre s'adapte spontanément à la demande. Elle vaut pour les marchandises, et, à travers elles, également pour les facteurs de production: terre, travail et capital.

Comment opère ce mécanisme?

Si l'offre est excédentaire — il y a par exemple trop de souliers, trop de cochons, etc. — la concurrence des vendeurs fait baisser le prix jusqu'au niveau qui permette d'écouler la production.

Si l'offre est insuffisante, c'est la concurrence des acheteurs qui fait monter les prix jusqu'à ce qu'un équilibre s'établisse. Comment cela? Eh bien:

¹ Livre I, Chap. VII: Du prix naturel des marchandises et de leur prix de marché.

La pénurie provoque une hausse de prix qui est source de profits; conséquence: la production est stimulée, au besoin de nouvelles usines sont construites et ainsi la demande sera satisfaite. Mais si les profits deviennent excessifs dans une branche, de nouveaux concurrents surgissent et les profits redescendent à leur «taux naturel».

La concurrence des acheteurs et des vendeurs est donc un mécanisme d'autorégulation grâce auquel tous les problèmes se résolvent.

On devine l'émerveillement de l'économiste lorsqu'il fit cette découverte sensationnelle qui évoque la gravitation universelle de Newton. Les prix, à travers les fluctuations de l'offre et de la demande, *gravitent* autour d'un niveau d'équilibre, d'un centre de permanence que SMITH appelle le «prix naturel». Le prix naturel c'est le niveau de la mer, le prix courant ce sont les vagues.

Le taux naturel du salaire de l'ouvrier non qualifié, c'est le salaire minimum; le salaire courant est généralement plus élevé (du moins dans une société progressive). Le taux naturel du profit est celui qui maintient dans la branche un nombre juste suffisant de producteurs. Le profit naturel fait penser au «juste profit» de St Thomas d'Aquin, mais à la différence de celui-ci, le profit naturel ne résulte pas d'une appréciation morale, mais du mécanisme du marché.

Le grand gagnant, c'est le consommateur qui obtient les marchandises au prix le plus bas possible.

Voilà pourquoi les premiers économistes ont parlé d'un *ordre naturel* et l'on comprend que SMITH et ses successeurs soient appelés les *classiques*, car leur système évoque l'idée de perfection.

Cet ordre est lié à une condition: l'existence de la concurrence.

Il n'est certes pas nécessaire que ce soit la concurrence parfaite au sens technique moderne, car au 18^e siècle la concurrence parfaite, cette hypothèse statique et peu réaliste, n'était pas encore inventée. Il suffit que ce soit une concurrence effective qui maintienne l'incertitude sur l'évolution du marché, et qui oblige à l'effort. En ce sens, la concurrence monopolistique et l'oligopole ne sont peut-être pas inconciliables avec la théorie de SMITH. Le monopole, au contraire, est un oreiller sur lequel on s'endort. C'est pourquoi SMITH se méfie des accords entre industriels, il se méfie de l'intervention de l'État qui, presque toujours, fausse la concurrence, il se méfie du monopole colonial, il se méfie même des sociétés anonymes.

4. Le système de la liberté naturelle

Ayant ainsi constaté l'effet bienfaisant des mécanismes d'autorégulation du marché, SMITH arrive à une double conclusion, psychologique et politique, dont la mise en oeuvre devient à son tour une condition du progrès économique: il faut laisser jouer l'intérêt personnel et la concurrence. C'est ce qu'il appelle le système de la liberté naturelle. Les réflexions qu'il nous livre à ce sujet dans les livres IV et V de son traité constituent de belles pages d'anthologie. En voici quelques extraits.

D'abord quant au mobile de l'intérêt personnel

... ..
«puisque chaque individu s'efforce autant qu'il peut, d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale, aussi bien que de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, *chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société.* A la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas combien il le sert. En recherchant seulement son propre gain, il est *conduit par une main invisible* à remplir une fin qui n'entraîne nullement dans ses intentions (led by an invisible hand to promote an end which was no part of his intention). Et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. *En poursuivant son propre intérêt*, il sert souvent d'une manière bien plus efficace l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but de le servir. Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises de commerce, à travailler pour le bien général aient fait beaucoup de bonnes choses. Il est vrai que cette belle passion n'est pas très commune parmi les marchands et qu'il ne faudrait pas de longs discours pour les en guérir».

Un peu plus loin, nous trouvons cette phrase-clef:

«Ce n'est *pas de la bienveillance du boucher*, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de la considération qu'ils ont de leurs propres intérêts. Nous nous adressons non à leur humanité, mais à leur amour-propre et nous ne leur parlons jamais de nos propres nécessités, mais de leurs avantages».

... ..

Conclusion politique: le libéralisme économique

SMITH en arrive à répudier la politique économique qui depuis plusieurs siècles a cours en Europe sous le nom de mercantilisme. Les

mercantilistes étaient les Machiavel de l'économie. Pour cette raison, ils restent malheureusement actuels. Ils poursuivaient un objectif de puissance par un nationalisme économique assorti d'innombrables réglementations étatiques, de monopoles officiels, de droits de douane, d'aides à l'exportation et d'autres pratiques protectionnistes, ainsi que d'une politique coloniale qui considérait les colonies comme des réservoirs de matières premières et des marchés réservés aux produits de la métropole. Cette politique, qui visait à obtenir artificiellement une balance commerciale favorable, afin d'attirer l'or et l'argent, est désormais dépassée aux yeux de SMITH.

Tout système qui cherche, soit par des aides, soit par des entraves, à orienter les investissements vers des branches vers lesquelles ils ne se porteraient pas naturellement *«est en réalité subversif du grand objet qu'il se propose de poursuivre.* Bien loin de les accélérer, *il retarde les progrès de la société vers la richesse et la grandeur réelles*».

Et il conclut:

«Tout système, soit de préférence, soit d'entraves, ayant été ainsi complètement écarté, *le système évident et simple de la liberté naturelle s'établit de lui-même.* Tout homme, tant qu'il n'enfreint pas les lois de la justice, demeure parfaitement libre de poursuivre son propre intérêt, sa propre voie, et de mettre son travail et son capital en concurrence avec ceux de tout autre homme».

Comment, se demande SMITH, le souverain (donc le Gouvernement) pourrait-il diriger l'ensemble de toutes les activités économiques? C'est une tâche impossible, surhumaine. Qu'il laisse donc faire les particuliers. Dans le système de la liberté naturelle, le souverain n'a que trois devoirs à remplir:

1. la défense nationale,
2. l'administration de la justice,
3. l'organisation de certains travaux publics et de certaines institutions publiques non rentables ou ayant un caractère collectif, par exemple la construction de routes ou de canaux, la poste, le contrôle des qualités, certains domaines de l'éducation et de la santé. En particulier, SMITH s'intéresse à l'éducation du peuple. Il a des idées assez avancées pour son époque et estime que l'État devrait établir des écoles dans chaque paroisse.

Il est intéressant d'examiner *quelques conclusions pratiques* que SMITH déduit du système de la liberté naturelle, donc de l'ordre fondé sur la concurrence et la recherche de l'intérêt personnel. La liberté se justifie

pour lui par des arguments économiques; il n'a pas besoin de considérations morales et politiques. L'émancipation des *colonies*, en substituant la concurrence internationale au monopole, est conforme à l'intérêt économique national et mondial. La France, dit-il, est un pays beaucoup plus riche que l'Amérique septentrionale et bien plus peuplé. Le commerce avec la France serait au moins trois fois plus avantageux que notre commerce tant vanté avec nos colonies d'Amérique. Mais, parce que la France est notre voisine, elle est notre ennemie — quelle stupidité!

Autre idée remarquable: L'*esclavage* est dépassé: un ouvrier décemment payé est plus rentable qu'un esclave, parce qu'il est davantage intéressé à son travail.

B. La théorie de la valeur d'Adam SMITH

La valeur des choses dérive-t-elle de leur utilité ou plutôt de leur coût de production? Tel est le fameux problème de la valeur, posé depuis longtemps, mais surtout depuis le 18^e siècle et notamment depuis Adam SMITH. Au 19^e siècle un économiste en énoncera cette formulation astucieuse: «Les perles sont-elles précieuses parce qu'il faut les chercher au fond de la mer, ou les cherche-t-on au fond de la mer parce qu'elles sont précieuses?»

Adam SMITH devait répondre par son célèbre paradoxe de l'eau et du diamant:

«Le mot Valeur a deux significations différentes: quelquefois il signifie l'utilité d'un objet particulier et quelquefois la faculté que donne la possession de cet objet d'acheter d'autres marchandises. On peut appeler l'une valeur en usage, l'autre valeur en échange. Des choses qui ont la plus grande valeur en usage n'ont souvent que peu ou point de valeur en échange et vice-versa; il n'y a rien de plus utile que l'eau, mais elle ne peut presque rien acheter; un diamant, au contraire, n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises.» (Livre I, chap. IV)

Par ce sophisme, car la proposition est incompatible avec l'hypothèse du marché libre, Adam SMITH mit fin à la discussion pour près d'un siècle. Ce seront les marginalistes qui, à la fin du 19^e siècle, fourniront la solution de bon sens. La valeur dépend à la fois de l'utilité et du coût, de la demande et de l'offre, tout comme une feuille de papier est coupée par les deux lames d'une paire de ciseaux et non par la seule lame inférieure ou la seule lame supérieure.

C'est chez SMITH encore qu'on trouve le premier énoncé de la théorie de la *valeur-travail*. (Livre I, chap. V)

«Ainsi le travail, ne variant jamais dans sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises. Il est leur prix réel, l'argent n'est que leur prix nominal».

Un peu plus loin, il affirme même:

«Il faut observer que la valeur réelle de toutes les différentes parties composantes du prix se mesure par la quantité de travail que chacune d'elles peut acheter ou commander. Le travail mesure la valeur non seulement de cette partie du prix qui se résout en travail, mais encore de celle qui se résout en rente et de celle qui se résout en profit».

Il n'est donc pas clair finalement si l'on est en présence d'une théorie de la valeur-travail ou plutôt d'une théorie de la valeur-coût.

Travaux productifs et travaux improductifs

C'est à propos de l'accumulation du capital que SMITH se pose la question de savoir quels travaux sont productifs. Pour les Physiocrates, seule l'agriculture était productive, puisqu'à leurs yeux elle comportait une création de matière, alors que l'industrie ne faisait qu'assembler ou transformer des matières préexistantes. SMITH fait un pas de plus: sont productives pour lui toutes les productions d'objets matériels, alors que les services sont improductifs.

Pourquoi? Parce qu'à son avis (Livre II, chap. 3) «ils périssent à l'instant même de leur production et laissent rarement une trace ou une valeur derrière eux avec laquelle on pourrait plus tard acheter une égale quantité de services».

Théorie curieuse, qui subsiste aujourd'hui dans les pays communistes et d'après laquelle la production d'alcool est productive alors que le service du médecin est improductif.

Elle n'en représentait pas moins un progrès au 18^e siècle et se justifie surtout par le désir de développer le capital productif — donc l'industrie.

II. ORIGINALITÉ D'ADAM SMITH

Pour contester l'originalité de SMITH, on a fait état de ses nombreux emprunts à des précurseurs.

Mais l'originalité absolue existe-t-elle?

Peut-être dans l'intuition d'un DESCARTES ou d'un NEWTON ou dans l'invention musicale d'un Richard WAGNER.

Souvent toutefois le génie est dans la perfection par rapport à des maîtres antérieurs, ou dans la synthèse.

SMITH n'a pas été le premier économiste. Les idées économiques fourmillent au 17^e et au 18^e siècles. Sir William PETTY et d'autres pensent qu'il existe des lois dans la vie sociale. HUTCHESON insiste sur l'importance de la division du travail, idée qui remonte à PLATON, David HUME attaque le postulat mercantiliste de la balance commerciale favorable en développant la théorie du rétablissement automatique de la balance. De MANDEVILLE avait publié en 1705 la Fable des Abeilles qui a été considérée au 18^e siècle — à tort sans doute — comme une démonstration de l'intérêt personnel engendrant le bien-être public. Les Physiocrates enfin avaient introduit l'idée de circuit économique et la formule «Laisser faire, laisser passer». La plupart des matériaux étaient là, il ne manquait que l'architecte. Ce fut le rôle d'Adam SMITH.

On ferait d'ailleurs facilement le même procès à Karl MARX, dont le génie a consisté précisément à réaliser une synthèse puissante des idées des philosophes et des économistes du 19^e (et en partie du 18^e) siècle. Ses idées économiques fondamentales, il les a puisées chez RICARDO, le continuateur de SMITH: la valeur-travail, l'opposition profits-salaires, la tendance à la baisse des profits, et jusqu'à la méthode abstraite de raisonnement. MARX y ajoute les idées des premiers socialistes: la loi de concentration et la sous-consommation de SISMONDI, le collectivisme des Saint-Simoniens, l'idée de ROUSSEAU et des socialistes romantiques qu'il faut changer le milieu pour changer l'homme.

En philosophie les fournisseurs de MARX sont: HEGEL pour la dialectique, LA METTRIE, DIDEROT pour le matérialisme athée, FEUERBACH pour l'aliénation, CONDORCET pour l'optimisme scientifique, HERACLITE et peut-être Charles DARWIN pour l'idée de l'évolution.

Dira-t-on pour autant que MARX manque d'originalité?

Galbraith disait qu'il y a un trait commun entre SMITH et MARX: tout le monde les cite et personne ne les a lus.

Mais ceci n'est qu'un bon mot. En fait, il y a deux analogies essentielles.

D'abord un optimisme qu'on ne trouve pas au même degré chez d'autres penseurs, sauf chez les enthousiastes modernes du progrès technique. Chez SMITH, comme chez MARX, cet optimisme est fondé sur la nature humaine et sur une interprétation économique de l'histoire.

Enfin, le plus grand économiste du 18^e siècle et le plus grand économiste du 19^e siècle sont tous les deux des hommes-charnière, aboutissants d'un long flot d'idées et sources d'une pensée nouvelle.

III. LIMITATIONS ET FAIBLESSES D'ADAM SMITH

Cette théorie merveilleuse ne mérite-t-elle que des éloges?

Certainement non. Mais, pour commencer, il semble urgent de démanteler un préjugé et d'indiquer *quelles critiques on ne peut pas adresser* à notre homme: SMITH ne fut pas un laquai du capitalisme. D'abord le capitalisme industriel n'existait encore, à son époque, qu'à l'état d'embryon; mais, même en théorie, les faveurs de SMITH ne vont pas aux industriels, mais au peuple, aux consommateurs et surtout aux ouvriers. Voici une citation célèbre:

«Ce qui améliore les conditions de vie de la majorité ne peut jamais être considéré comme un désavantage pour l'ensemble. Aucune société ne peut être florissante et heureuse quand la plus grande partie de ses membres est pauvre et misérable». (Livre I, chap. 8).

Certains textes de SMITH pourraient figurer tels quels dans un journal syndical, par exemple celui-ci:

«Nos négociants et maîtres-manufacturiers se plaignent beaucoup des mauvais effets des hauts salaires qui élèvent les prix et diminuent ainsi la vente de leurs produits à l'extérieur et à l'intérieur, mais ils ne disent rien des mauvais effets des profits élevés». (Livre I, chap. IX)

Le tableau du SMITH «syndical» sera complet si l'on ajoute que SMITH déplore que la loi interdise aux ouvriers de se liguer, qu'il est contre les horaires de travail excessifs et qu'il se prononce même contre le salaire aux pièces, ce qui pourrait sembler en désaccord avec le principe de l'intérêt personnel. Il dit:

«... celui qui travaille avec assez de modération pour être en état de travailler constamment, non seulement conserve plus longtemps sa santé, mais encore est celui qui, dans le cours d'une année, fournit la plus grande quantité d'ouvrage».

Je voudrais brièvement dissiper un autre préjugé: SMITH n'est pas un défenseur inconditionnel du laisser faire, laisser passer. Sa pensée en effet est infiniment nuancée; il est le contraire du théoricien dogmatique et déductif.

Venons-en aux *critiques*. Elles peuvent se situer au moins à quatre niveaux: la théorie de la valeur, la concentration, les mécanismes du marché, enfin les perspectives à long terme.

La *théorie de la valeur* d'Adam SMITH a connu une fortune peu méritée. A travers RICARDO, elle fut reprise par Karl MARX. En affirmant que la valeur des choses dérive uniquement de leur coût de production et non de leur utilité, SMITH devait aiguiller la théorie économique sur une voie de garage, sur laquelle de grands esprits après lui se fourvoyèrent.

En second lieu, SMITH ne s'est pas bien rendu compte que les rendements croissants, bienfait de la *division du travail*, étaient dangereux pour la concurrence: en effet, la grande entreprise permet de pousser plus loin la division et d'être plus rentable que la petite entreprise. C'est ce qui s'est effectivement produit, à tel point que SISMONDI et MARX parleront d'une loi historique de la concentration des entreprises. Toutefois, la concurrence n'a pas disparu pour autant. Il n'est que de lire les journaux pour comprendre qu'elle reste très vive.

Quant aux *mécanismes du marché*, ils existent et on ne les enfreint pas impunément, même aujourd'hui. Mais on a pu reprocher à SMITH de les avoir trop assimilés à des réactions physiques, instantanées, d'avoir oublié de tenir compte des temps de réaction, surtout lorsqu'il s'agit de la mobilité des facteurs de production. Ce sera la grande critique de SISMONDI qui écrira 40 ans plus tard, en 1819: «Un certain équilibre se rétablit à la longue, il est vrai, mais souvent au prix d'incroyables souffrances». Ce qui amène SISMONDI à invoquer l'intervention de l'État, et notamment l'instauration d'une sécurité sociale. — SMITH n'a pas vu non plus la possibilité d'une sous-consommation, et d'un sous-emploi des capitaux et des hommes.

Les questions les plus graves se posent toutefois à propos de *l'évolution économique à long terme*. Dans une économie progressive, la division du travail, les inventions techniques et l'accumulation du capital donnent lieu à un accroissement du produit national et du niveau de vie. L'industrie progresse, il y a manque de bras et, par conséquent, les entrepreneurs sont obligés de se livrer à une surenchère pour se procurer de la main-d'œuvre. Le taux courant des sa-

laire s'élève au-dessus de leur taux naturel à tel point qu'on entend parler de hauts salaires en plein 18^e siècle. Il est même piquant de lire dans SMITH que des gens se plaignent du luxe qui se répand dans certaines couches populaires.

Mais quelles seront les conséquences de cette situation favorable?

Hélas! ici interviennent les lois de la population telles qu'on les concevait au 18^e siècle (et telles qu'elles conservent quelque actualité dans les pays en voie de développement):

«Toutes les espèces d'animaux multiplient à proportion de leurs moyens de substance». —

«La récompense libérale du travail qui est l'effet de l'accroissement de la richesse nationale, devient donc aussi la cause de l'accroissement de la population». (Livre I, chap. 8)

Ces citations, extraites du chapitre sur les salaires, sont corroborées par des statistiques qui, elles aussi, seront reprises par MALTHUS: Alors qu'en Chine, la population est stationnaire (au 18^e siècle), en Grande-Bretagne elle double en moins de cinq cents ans, en Amérique du Nord elle double tous les vingt ou vingt-cinq ans. SMITH précise que ce résultat est atteint même sans l'immigration. Le doublement en 25 ans, c'est exactement la période retenue par MALTHUS. Elle correspond à un taux de croissance d'environ 2,5% par an, qui est celui de l'explosion démographique dans les pays en voie de développement aujourd'hui. Mais en Amérique, dit SMITH, le travail est si bien récompensé qu'une famille nombreuse est une source de prospérité pour les parents. En Amérique, une jeune veuve avec 5 enfants est un parti recherché, alors qu'elle aurait de la peine à trouver un mari en Europe.

Mais à long terme, l'avenir est moins brillant qu'à moyen terme, puisque la progression démographique tendra à ramener les salaires au niveau de subsistance. Dans le chapitre IX, consacré aux profits du capital, SMITH tire effectivement cette conclusion inquiétante:

«Dans un pays qui aurait atteint le dernier degré de richesse auquel la nature de son sol et de son climat et sa situation à l'égard des autres pays peuvent lui permettre d'atteindre, qui, par conséquent, ne pourrait plus ni avancer, ni reculer, dans un tel pays, les salaires du travail et les profits des capitaux seraient probablement très bas tous les deux».

De l'avis de SMITH, cependant, aucun pays n'est encore parvenu à ce degré d'opulence.

Il n'est donc pas exagéré de dire que *les vues pessimistes de Malthus et de Ricardo sont contenues en germe dans Smith*, mais il les place dans le très long terme, et à la façon de Keynes, il ne s'émeut pas de ce qui se passera «quand nous serons tous morts».

Ici nous saisissons sur le vif le mouvement dialectique des idées. Le classisme recèle les forces qui engendrent le romantisme; le pessimisme naît de l'optimisme. La contradiction est dans les choses, elle est la source du progrès.

Reprenons encore une fois le *parallèle avec Marx*, l'autre grand optimiste de l'histoire de la pensée économique. Chez Smith, l'avenir est brillant à court et à moyen terme, il l'est beaucoup moins à long terme. Chez Marx c'est l'inverse: dans le lointain, le paradis de la société sans classes et de l'abondance — mais pour y parvenir, il faut transiter d'abord par l'enfer de la lutte des classes, puis par le purgatoire de la dictature du prolétariat.

SMITH, comme après lui MALTHUS, ne voit pas que le cercle vicieux dans lequel il s'est enfermé par sa théorie de la population pourrait être brisé par le contrôle des naissances. Sa théorie sera corrigée en 1848 par Stuart MILL, le plus socialiste des libéraux, qui prône à la fois le contrôle des naissances et la redistribution des revenus et des patrimoines; l'état stationnaire de l'avenir, donc la croissance zéro, redoutée par les premiers classiques, lui apparaîtra comme l'idéal d'une société enfin débarrassée des préoccupations économiques.

CONCLUSION

INFLUENCE ET ACTUALITÉ DE SMITH

En conclusion, on peut avancer trois propositions.

- I. Adam SMITH a exercé une *influence* profonde sur la théorie et surtout sur la politique économique, qu'il a dominée pendant plus d'un siècle. Très peu d'auteurs ont connu un succès aussi durable; tout au plus peut-on citer MARX, et peut-être KEYNES.
- II. Contrairement à celle de ses grands successeurs — MALTHUS, RICARDO, etc. — la vision de SMITH a pour l'essentiel été *confirmée par les faits*: la division du travail a progressé de même que l'accumulation du capital, les rendements

ont été croissants et la prospérité s'est répandue. Il faut reconnaître que c'est une belle performance que d'avoir fait des prévisions correctes sur 200 ans!

- III. Néanmoins, les structures de la société ont beaucoup changé: la concurrence s'est modifiée sous l'effet de la concentration, les groupes de pression et les interventions de l'État ont pris énormément d'importance. Dès lors, la «Richesse des Nations» n'est-elle plus que cendre et poussière?

Trois thèmes au moins de SMITH conservent une *actualité* éminente: d'abord son analyse de la croissance (ou des «causes de la richesse des nations»); puis le débat optimisme-pessimisme que son oeuvre suscite; enfin et surtout sa conception de la nature humaine.

Reprenons successivement ces trois thèmes.

A. Analyse de la croissance

SMITH a eu la notion de la *productivité*, c'est-à-dire de la production par personne active, il est le précurseur lointain des «Conditions of economic progress» de Colin CLARK.

Il montre que la croissance résulte surtout de l'*accumulation* du capital dans l'industrie et qu'une extension du secteur tertiaire — des services administratifs notamment — ralentit la croissance. Ceci est très actuel.

Il aperçoit clairement la relation entre productivité et prix: en prenant comme étalon de valeur le prix du blé, il estime que les prix relatifs de la viande augmentent, que ceux des légumes et surtout ceux des produits industriels diminuent — en fonction des progrès différentiels de la productivité. Ceci encore est actuel.

En ce qui concerne la *division du travail*, qui joue chez lui un rôle si essentiel, SMITH s'est rendu compte de ses *inconvénients*; mais il a pudiquement placé les réflexions afférentes vers la fin de son ouvrage, sans doute pour ne pas troubler l'harmonie qui se dégage des premiers chapitres. Le tableau qu'il nous offre des défauts de la division du travail est lucide et effrayant et a été cité par MARX, comme s'il s'agissait d'une tare du capitalisme.

«Un homme qui passe tout sa vie à remplir un petit nombre d'opérations simples, ... perd l'habitude d'exercer ses facultés et devient, en général, aussi stupide et aussi ignorant qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir ... à moins que le Gouvernement ne prenne des précautions pour prévenir ce mal».

Voilà donc une des occasions où SMITH invoque l'aide du Gouvernement; à son avis l'éducation scolaire et l'animation culturelle peuvent constituer un antidote au caractère abrutissant du travail parcellaire.

Il faut avouer que nous connaissons toujours le même dilemme cruel: Le progrès économique passe par la division du travail et donc par une certaine aliénation du travail. A part les premiers ministres et quelques romanciers, philosophes ou aventuriers, tout le monde en souffre. On peut essayer d'enrichir des tâches, mais pour «enrichir» le travail, il faudrait retourner à l'atelier ou à la ferme. C'est un problème inhérent à la société industrielle, indépendant du régime politique.

Enfin, *les mécanismes du marché et le système de la liberté naturelle* restent actuels, face aux dangers du nouveau mercantilisme. La vision *pacifique* de SMITH d'un commerce international fondé sur la division du travail doit retenir notre attention face au protectionnisme renaissant, aux tentations du nationalisme économique. La politisation croissante des relations économiques internationales est un grave danger non seulement pour les économies dépendant fortement du commerce mondial, comme le Luxembourg, mais pour la prospérité de tous les États.

B. L'hésitation entre l'optimisme et le pessimisme

La naissance de l'économie politique est marquée par une hésitation entre un optimisme foncier — tel qu'il se révèle dans l'analyse des effets de la division du travail chez SMITH — et le pessimisme de MALTHUS, effrayé par la première et encore modeste explosion démographique, ainsi que celui de RICARDO qui déduit géométriquement toutes les conséquences de sa loi des rendements décroissants. Cette hésitation est extrêmement actuelle, l'analogie avec notre époque est troublante.

Nous avons pu observer la dialectique des idées par laquelle, au 18^e siècle, le pessimisme naît de l'optimisme. Aujourd'hui, bien plus encore que chez SMITH, *le ver est dans le fruit*. Après nous être émerveillés pendant vingt-cinq ans des splendeurs du progrès technique, ce «grand espoir du 20^e siècle» selon FOURASTIÉ, cette Bible du présent et de l'avenir selon Herman KAHN, nous découvrons sa face cachée, hideuse: la pollution, les dangers de l'atome, la dégradation du cadre naturel, l'explosion démographique, l'aliénation de l'homme à la technique! ... et nous nous demandons pleins d'angoisse, comme

le pressentait Paul VALÉRY, «si l'esprit sera capable de nous tirer de l'état où il nous a mis».

On aurait tort d'admettre que l'histoire des idées économiques n'est qu'un mouvement cyclique entre l'optimisme et le pessimisme et que tout finira par s'arranger. La crise actuelle marquerait-elle pour autant le passage à la croissance zéro? Il est difficile de l'admettre car, à l'échelle mondiale, les besoins insatisfaits restent immenses. Mais notre avenir serait assombri s'il n'était pas possible, dans le dialogue Nord-Sud, et plus généralement lors de la recherche d'une solution à la nouvelle problématique mondiale, de tenir compte des idées smithiennes de liberté, de concurrence et de division internationale du travail.

Reste enfin une dernière question, fondamentale:

C. Le mobile de l'intérêt personnel ou: le débat sur la nature humaine

SMITH ne craint pas de construire sur un soubassement d'apparence sordide: l'intérêt personnel. Il nous explique que ce n'est pas de la bienveillance du boulanger que nous devons attendre notre pain quotidien.

Une question se pose: n'y a-t-il pas contradiction entre la morale de la sympathie de SMITH et le mobile économique de l'intérêt personnel?

Nous savons bien que la nature humaine est faite de contradictions, que nous sommes à la fois altruistes et égoïstes.

«Ich bin kein ausgekügelt' Buch.

Ich bin ein Mensch mit seinem Widerspruch».

Mais qui oserait nier qu'en économie, et plus encore en politique, l'intérêt prédomine? En économie, pour SMITH, la sympathie est un tempérament à l'égoïsme. Tempérament insuffisant qui doit être renforcé par des règles morales et par des normes de droit positif. Mais les limites les plus strictes sont imposées à l'intérêt personnel par la concurrence et par le mécanisme du marché.

Malgré ces correctifs, le seul mobile de l'intérêt personnel n'est pas une *idéologie* très attrayante. En tout cas il ne satisfait pas ce désir de dépassement qui hantait MALRAUX, cette quête d'absolu, cette recherche de l'idéal qui est sans doute aussi l'un de nos «sentiments moraux».

D'autres doctrines nous proposent une vision plus noble: l'homme est bon, mais perverti par la société — il faut construire une nouvelle société et un homme nouveau. Mais les essais tentés en ce sens — et ils sont nombreux et considérables — donnent à penser qu'il y a erreur sur la nature humaine.

Considérons trois expériences parmi les plus dignes d'intérêt: le christianisme, la révolution russe, l'expérience chinoise.

Pour le *christianisme* les hommes sont frères. Mais depuis 2000 ans, on s'entretue. Au point de vue social, le système chrétien est le meilleur, mais il est dommage qu'on n'ait jamais réussi à l'appliquer entièrement.

La *révolution russe*, en 1917, a entrepris d'édifier une société sans classe. De nombreuses études s'accordent à reconnaître qu'il existe aujourd'hui en URSS une nouvelle classe privilégiée, ciment de l'État soviétique. La branche de l'économie soviétique qui fonctionne à merveille est celle où le client est roi: la production d'armements. Ailleurs le client est généralement impuissant faute de concurrence et de stimulants, la qualité des marchandises est médiocre et les gens très bien s'approvisionnent à l'Ouest.

Reste la *Chine*, qui a engagé l'effort le plus systématique, le plus conséquent, le plus héroïque pour construire un monde égalitaire. Mais les remous politiques qui ne cessent d'agiter ce pays ne sont sans doute pas exclusivement des luttes pour le pouvoir; en partie du moins ils semblent en relation avec le problème évoqué par SMITH du manque de bienveillance du boulanger et du boucher, et de la nécessité de tenir compte de leurs intérêts.

L'on constate que pour vaincre la résistance de l'homme qui ne veut pas travailler indéfiniment sans motivation économique, les constructeurs de sociétés nouvelles en sont réduits à recourir aux pressions idéologiques d'abord, puis au travail forcé, à la terreur indéfinie. Les sociétés échafaudées sur le postulat de l'homme altruiste sont des sociétés de pénurie et sans liberté.

Au contraire, les sociétés qui ont suivi la voie d'Adam SMITH, avec d'innombrables adaptations il est vrai, connaissent à la fois la prospérité économique et la liberté politique.

C'est en cela que réside la grandeur du message d'Adam SMITH.

Adam Smith philosophe: Sympathie et éthique

Communication de M. Jean-Paul Harpes
Professeur

Adam Smith fit la connaissance de Hume à Edinburgh vers 1748-49. Il noua avec lui une amitié durable. Sa *Théorie des Sentiments Moraux* — qu'il publia en 1759, huit ans après avoir été élu professeur à l'université de Glasgow¹ — se situe dans le prolongement de la philosophie humienne.

Locke et Hume s'étaient proposé, on le sait, de montrer que l'ensemble de nos connaissances peuvent être dérivées des données originaires de l'expérience et de quelques opérations fondamentales de l'esprit. Hume étendit la méthode de dérivation empiriste à l'Éthique. Il entreprit d'établir qu'il est possible, du moins en principe, de rendre compte des jugements moraux, rien qu'en termes de sentiments et d'affections. L'approbation et la réprobation morales — voilà un point important de son analyse — ne sont pas le fait de la raison. Les jugements moraux *expriment des sentiments d'approbation ou de réprobation*. Ces sentiments peuvent être dérivés — psychologiquement — d'affections non spécifiquement morales. Par cette analyse, Hume est un des précurseurs du naturalisme éthique².

Adam Smith établit sa réputation philosophique par la publication de la *Théorie des Sentiments Moraux*. Cet ouvrage forme, surtout, une enquête de psychologie morale. L'auteur y entreprend de dériver l'approbation et la réprobation subjectives, mais aussi les règles morales intersubjectives, du phénomène de la sympathie. Vers la fin de l'ouvrage seulement, Smith se tourne vers des questions purement éthiques. Son enquête, psychologique, on s'en rend aisément compte, prolonge celle de Hume. D'autant plus que Hume, déjà, avait considéré la sympathie comme une des sources de l'approbation morale.

Comme la théorie de la sympathie et la psychologie de la morale qui s'y appuie est la contribution philosophique la plus importante

¹ Adam Smith fut élu professeur de logique en 1751. En 1752, il obtint la chaire de morale que Francis Hutcheson avait occupée avant lui.

² Le naturalisme éthique est la doctrine selon laquelle les expressions et jugements éthiques peuvent être analysés en termes d'expressions et jugements, non spécifiquement éthiques.

de Smith, nous nous y intéresserons exclusivement. Nous indiquerons successivement quelle est, d'après lui, l'origine de la sympathie et comment elle permet de rendre compte de l'approbation et de la réprobation ainsi que de la genèse des règles morales intersubjectives.

1) *La sympathie*

Nous n'avons pas d'accès immédiat aux douleurs, souffrances et plaisirs d'autrui. Autrui n'entre dans le champ de notre expérience que par l'intermédiaire de nos représentations sensorielles. Or ces représentations ne sont, d'un côté, que des modifications de *notre* esprit. Nos sens, juge Smith, ne nous permettent jamais d'aller au-delà de *notre* personne.¹ D'un autre côté, les représentations que j'ai d'autrui ne me présentent que la situation, où se trouve celui-ci, et ses comportements, non ses affections vécues.

Il paraîtrait que les affections des autres personnes restent, en principe, hors de notre portée. En fait, nous y avons accès indirectement, selon Smith, par un double jeu de l'imagination. Nous nous imaginons ce que nous ressentirions si nous étions dans la situation d'autrui. Projetant notre expérience imaginaire dans sa personne, nous nous mettons, en quelque sorte, à sa place. Nous éprouvons, plus ou moins faiblement, un sentiment qui n'est pas complètement différent du sien. Par l'effet de notre imagination, nous ressentons ce sentiment *comme* étant le sien. C'est ce «fellow-feeling» que Smith qualifie de sympathie.

Il faut cependant, immédiatement, écarter un malentendu possible. La sympathie est, sans doute, l'effet d'un jeu de l'imagination. Mais elle n'est pas nécessairement ressentie comme telle. Dans certaines situations au moins, les passions et affections semblent se communiquer instantanément de personne à personne. La joie et la tristesse intenses suscitent instantanément — dans certaines circonstances — chez le spectateur, une émotion semblable.

Une sympathie complète n'est cependant possible que si la condition suivante est satisfaite.

Lorsque les réactions d'autrui à telle situation s'accordent parfaitement avec les émotions du spectateur, celui-ci les éprouve comme étant justes² et parfaitement appropriées aux circonstances (just, right, accurate, suitable). Dans le cas contraire, il les juge déplacées (im-

¹ Cette thèse se situe dans le prolongement de l'épistémologie empiriste classique.

² Au sens où on dit qu'un son est juste.

proper, unsuitable). Dans le premier cas seulement, il peut sympathiser complètement avec la personne observée. Dans le second, il ne sympathise pas ou, du moins, sympathise moins complètement avec elle, en raison du désaccord entre ses propres réactions émotives et les manifestations de l'émotion d'autrui.

Insistons quelque peu, quitte à nous répéter. Supposons qu'un de mes amis vienne de perdre sa femme. Je lui rends visite. Il est tout prostré et parvient à peine à prononcer quelques mots. Selon l'analyse de Smith, j'imagine que je suis à sa place; j'éprouve une vive douleur en envisageant ce malheur; je n'éprouve pas cependant cette douleur comme n'étant *que* la mienne; m'étant mis, par un effort d'imagination, à la place de mon ami, je le ressens comme étant (aussi) la sienne. Je participe à sa douleur. Je suis en sympathie avec lui. J'éprouve sa réaction comme étant juste et appropriée.

Supposons maintenant que mon ami, loin d'être prostré, vienne à ma rencontre avec un air guilleret. Son comportement étrange brise l'émotion (que j'éprouvais d'avance, en m'imaginant sa situation) et que j'étais prêt à ressentir comme étant la sienne. Je ne sympathise pas avec lui. Je suis, au contraire, heurté dans mes émotions. J'éprouve sa réaction comme étant indécente.

2) *L'approbation et la réprobation*

Approuver une réaction (ou un acte) d'autrui, juge Smith, équivaut à constater qu'on sympathise complètement avec lui. Réprouver une réaction équivaut à constater une absence de sympathie.

Le lecteur d'aujourd'hui rétorquera sans doute: Approuver ou réprouver, ce n'est pas observer un état de choses. Il faut éviter de confondre jugements de valeur et constatations. — Sans doute. Mais peut-être ne faut-il pas prendre à la lettre la formule de Smith. Son idée pourrait être celle-ci. Lorsque je sympathise avec autrui, et constate que je sympathise avec lui, j'éprouve sa réaction comme étant juste (suitable). L'approbation *exprime* ce sentiment de justesse ou cette coïncidence vécue entre mes réactions affectives et celles d'autrui, entre mes ébauches d'acte et les actes d'autrui (Formule 1).

On objectera encore. Parfois, dans telle situation, je me sens porté à sympathiser avec autrui. Néanmoins, après mûre réflexion, je réprouve *et* sa réaction *et* la mienne. Supposons qu'un ami ait été gravement lésé dans ses intérêts. Il éprouve un puissant ressentiment. Je sympathise spontanément avec lui. Je ne puis m'empêcher de partager

son ressentiment. Néanmoins je réproûve et son ressentiment et le mien. Et j'ai de bonnes raisons de le faire. Il semble donc que mon approbation et ma réprobation n'expriment pas seulement une coïncidence entre mes réactions affectives immédiates et celles d'autrui.

Cette objection est du moins partiellement injustifiée. Dans notre exemple, je ne sympathise *pas* complètement avec mon ami. Je n'éprouve pas sa réaction comme étant parfaitement juste. Je la réproûve précisément parce que je ne l'éprouve pas comme telle. J'éprouve comme étant déplacée *et* sa réaction *et* la mienne.

Une difficulté vient cependant de ce que mon critère d'appréciation n'est pas, dans notre exemple, ma réaction émotive immédiate. Je n'approuve pas le comportement de mon ami bien qu'il s'accorde avec ma réaction immédiate. Je réproûve son comportement et ma réaction immédiate dans la mesure où ils sont en désaccord avec, comme on dirait aujourd'hui, une attitude plus profonde, plus stable et mieux motivée.

Il faudrait donc modifier, de la manière suivante, la formule 1. L'approbation d'autrui exprime une coïncidence vécue, soit entre mes réactions émotives, momentanées, instables et les réactions ou comportements d'autrui, soit entre des réactions émotives plus stables, motivées, intersubjectives et les réactions ou comportements d'autrui (Formule 2).

Cette seconde formule n'est pas, je crois, en désaccord avec l'analyse de Smith. Smith admet, en effet, que les jugements de valeur expriment, le plus souvent, un sentiment de justesse non subjectif et immédiat, mais médiatisé par une expérience intersubjective et des règles morales qui forment le dépôt d'expériences intersubjectives séculaires.

Smith prétend pouvoir rendre compte, en termes de sympathie, de ce sentiment de justesse plus stable, ainsi que de la genèse des règles et des modèles moraux.

3) *Les règles morales intersubjectives*

Non seulement nous sommes portés à sympathiser avec autrui, dans certaines circonstances au moins, mais — voilà un des axiomes de Smith — nous éprouvons un désir passionné de sympathie.

Or nous découvrons bien vite qu'autrui, même notre meilleur ami — tout porté qu'il est à sympathiser avec nous — est toujours plus froid à l'égard de notre fortune que nous le sommes nous-mêmes.

Il ne peut sympathiser complètement avec nous que si nous réduisons, au niveau d'intensité qui lui est supportable, nos affections et passions. Nous ne sommes assurés de sa sympathie que si nous sommes capables de prendre distance par rapport à nous-mêmes, de nous regarder, en quelque sorte, avec ses yeux, de juger nos actes et réactions comme il les jugerait et de les accorder, par la suite, à son point de vue.

Mais il ne suffit pas que nous prenions, dans telles ou telles circonstances, le point de vue de tel ami ou de telle connaissance. Notre exigence passionnée de sympathie universelle suppose, si elle prétend être satisfaite, que nous prenions régulièrement, à l'égard de notre comportement, le point de vue d'un *spectateur impartial*. Or si nous prenons honnêtement ce point de vue, si nous sommes prêts à avoir des réactions et à poser des actes qu'un spectateur impartial soit disposé à approuver (c'est à dire à juger justes et appropriés) nous sommes amenés à faire à autrui, du moins en principe, de *nombreuses* concessions.

Adam Smith juge que la sympathie naturelle, et les concessions que le besoin de sympathie nous contraint de faire aux exigences d'un spectateur impartial sont à l'origine de la morale, c'est-à-dire des modèles éthiques du comportement vertueux et des règles morales. Les vertus d'indulgence et d'humanité seraient fondées dans la sympathie naturelle, les vertus d'abnégation et de domination de soi dans les concessions inévitables aux exigences d'autrui.

Peu importe le détail de cette analyse qui n'est, d'ailleurs, qu'à peine esquissée. Il importe de voir que, selon Smith, le sentiment de justesse morale est médiatisé par des règles et modèles qui sont le fruit de concessions séculaires des individus aux exigences de la vie en commun. Il s'ensuit que le sentiment de justesse, qu'expriment d'après Smith les jugements moraux, n'est pas apparenté d'aussi près qu'on ne l'a parfois cru¹ au sentiment esthétique. Il est plus stable, parce que médiatisé par des normes intersubjectives, plus ou moins solidement établies.

¹ et que le suggèrent certaines formules de Smith.

L'indexation des revenus système généralisé ou mesure d'urgence?

Séance du 3 décembre 1976

Introduction du Président, M. Alphonse Huss
Communication de M. Norbert von Kunitzki

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Mes chers confrères,

Depuis notre dernière réunion, un de nos membres d'honneur nous a inopinément quittés pour toujours: Lambert SCHAUS, ancien ministre, ancien ambassadeur et ancien membre de la Commission des Communautés Européennes, décédé à Luxembourg le 10 août de cette année était doué d'une personnalité exceptionnellement riche. Tout en restant l'homme politique qu'il avait été dès ses débuts dans la vie publique, le disparu demeurait très attaché aux sciences juridiques avec une préférence marquée pour le droit pénal et bien entendu le droit européen. Dès sa rentrée de Bruxelles à Luxembourg, il avait manifesté un intérêt très vif pour nos travaux et m'avait verbalement communiqué des observations pertinentes sur leur organisation. Nous lui garderons un souvenir ému!

Votre Conseil d'administration a présenté nos vives condoléances à la famille du défunt.

Mes chers confrères,

Il semble presque inutile de vous présenter notre orateur de ce soir, notre confrère Norbert v. KUNITZKI. Vous savez tous les connaissances profondes qu'il possède dans le domaine de l'économie en général et de certains de ses aspects en particulier, comme les phénomènes de croissance et de stabilité, ainsi que les problèmes monétaires internationaux. Plusieurs de ses études ont été consignées par écrit et publiées: elles font autorité.

Quel coeur de fonctionnaire ou d'appointé ne se met pas à battre plus rapidement lorsqu'il est question d'indexation? C'est pourtant de ce sujet que notre confrère va nous parler, sans doute avec la verve et à l'emporte-pièce tout en restant bon enfant, suivant le mode que nous avons toujours admiré chez lui.

L'indexation, système permanent ou mesure d'urgence?

Communication de M. Norbert von Kunitzki
Directeur d'Arbed

1. INTRODUCTION

Le Grand-Duché de Luxembourg est généralement considéré, en Europe et ailleurs (pour autant que l'on y connaisse son existence), comme un petit paradis qui ne connaît pas un certain nombre de problèmes qui harassent les nations plus grandes et qui mène, au milieu des problèmes économiques, sociaux et politiques qui agitent le monde, une existence tranquille et heureuse.

Si pour les uns — qui ne connaissent le Luxembourg que par ouï-dire ou par le film «Call me Madam» — le Luxembourg est plutôt un pays d'opérette, ses voisins et partenaires économiques semblent approuver sincèrement les réalisations économiques et sociales qui font du Luxembourg une «petite Suisse», non seulement à cause du caractère montagneux et aride de son sol, mais aussi à cause de sa stabilité, de son bon sens. Comme pour la Suisse, on se moque parfois des vues étroites et de l'esprit profondément matérialiste du Luxembourgeois, mais on reconnaît généralement que le pays doit sa prospérité à l'esprit travailleur de sa population, au bon sens de ses dirigeants et — last, but not least — à la bonne entente sociale qui a engendré certaines institutions qui semblent bien résister aux tensions qui, nécessairement, existent dans toutes les communautés — même dans les toutes petites.

Parmi ces institutions, il y a évidemment le droit de vote universel, une monarchie constitutionnelle très libérale, mais, sur le plan social, les Luxembourgeois ont surtout tendance à attribuer la réussite économique au très haut degré de stabilité sociale qui se reflète — record mondial inapprochable, sans doute — par une absence totale de grèves depuis bien plus d'un demi-siècle, ce qui est surtout étonnant si l'on considère le poids qu'a au Luxembourg l'industrie lourde qui comporte une forte concentration de main-d'oeuvre et, traditionnellement, un haut degré de syndicalisation.

Or, les Luxembourgeois ont généralement tendance à attribuer précisément à cette haute représentativité des syndicats (caractéristique

que le Luxembourg a de commun avec l'Allemagne de l'Ouest) et à l'indexation généralisée de tous les revenus (caractéristique absolument opposée à la situation en Allemagne Fédérale, où toute indexation de revenu est prohibée), l'extraordinaire solidité de la paix sociale.

Le Luxembourg est, sans contestation, le pays où, pour le moment, l'indexation des revenus salariaux est la plus généralisée au monde. Si certains théoriciens, en Europe et ailleurs, commencent à considérer une telle indexation à long terme, de tels doutes n'ont guère, jusqu'ici, envahi l'esprit du Luxembourgeois moyen, tous les Luxembourgeois étant convaincus — ou se déclarant tel — de ce que le rattachement des revenus salariaux à l'indice du coût de la vie est l'un des piliers de la stabilité sociale, base du progrès économique.

Une telle conviction peut étonner dans un pays qui se trouve placé entre l'Allemagne d'un côté, la Belgique de l'autre:

Or, alors que l'Allemagne est généralement considérée (immédiatement derrière la Suisse) comme le pays ayant le mieux réalisé la combinaison d'une stabilité économique et sociale avec un progrès économique continu, elle a mis l'indexation des salaires au ban — tout comme la Suisse, d'ailleurs. L'autre voisin du Luxembourg, par contre, est la Belgique qui est le plus avancée (derrière le Luxembourg, bien entendu) sur la voie de l'indexation générale de tous les revenus fixes; or, si la Belgique range loin derrière l'Italie, l'Angleterre et la France en matière de troubles sociaux, elle n'est généralement pas considérée comme un modèle de stabilité sociale sur le plan européen.

Quoi qu'il en soit, l'opinion publique et notamment les syndicats rangent la généralisation de l'indexation des revenus parmi les conquêtes sociales qui constituent la base de la paix sociale au Luxembourg; or, depuis que la minette luxembourgeoise a cessé d'être un grand atout économique, c'est cette paix sociale qui constitue sans doute le plus grand actif économique du Luxembourg dans la concurrence internationale, tant pour les industries indigènes que pour les capitalistes étrangers en quête de points de localisation d'industries nouvelles.

Or, les sociétés multinationales étrangères (et notamment américaines) établies chez notre voisin belge ont tendance d'incriminer, précisément, cette même indexation comme étant l'un des handicaps les plus sérieux dans la compétitivité internationale, primordiale pour des pays exportateurs comme la Belgique (et, a fortiori, comme le Luxembourg).

Aussi faut-il poser la question si l'indice est vraiment le miraculeux catalyseur social que voit en lui l'opinion publique luxembourgeoise, ou plutôt le facteur de multiple sclérose, rendant l'économie incapable d'adaptation aux évolutions structurelles, que voient en lui les spécialistes de la localisation industrielle internationale.

2. REVENUS FIXES ET INFLATION

Assez curieusement, on peut développer une thèse très libérale en faveur de l'indexation:

En effet, le mécanisme même de l'économie libérale se base sur la dichotomie Travail - Capital, en d'autres mots Salaire - Profit, donc Revenu fixe - Revenu variable.

Dans la théorie de l'économie de marché, seuls les revenus des entrepreneurs supportent les fluctuations économiques, tant conjoncturelles que structurelles, l'entrepreneur constituant à la fois le moteur du progrès et l'amortisseur des récessions, le salarié et les autres récipiendaires de revenus fixes abandonnant aux entrepreneurs le risque et le bénéfice du mécanisme libéral.

Or, dans la mesure où ces fluctuations économiques provoquent des variations, non de prix individuels mais du niveau des prix, la fixité des revenus devient une illusion si elle s'applique aux revenus nominaux. Les développements récents en matière économique ont montré que les entrepreneurs se défendent contre les vicissitudes des développements économiques (tant en temps de boom qu'en temps de récession, d'ailleurs) par des augmentations de prix; dans la mesure où les salariés n'ont pas les mêmes moyens de défense, ils en supportent en vérité davantage le contre-coup que les entrepreneurs.

Ces derniers auraient, en quelque sorte, le même rôle que les armées modernes qui, tout en revendiquant pour elles seules prestige et décorations, souffrent en fin de compte, très souvent, beaucoup moins des affres de la guerre que la population civile — qu'elles sont censées protéger.

Pour autant que le salarié est exclu des profits à court terme réalisés¹, il n'est que juste qu'il soit protégé de l'inflation qui, en temps de

¹ Il est entendu, de nos jours, que le salarié doit profiter, évidemment, du progrès à long terme par une amélioration constante de son niveau de vie.

superprosperité comme en temps de récession aiguë, menace de miner son revenu réel.

Les défenseurs de cette thèse insistent d'ailleurs sur le fait qu'une telle indexation ne saurait, par elle-même, contribuer à la hausse des prix, étant donné que l'indexation des salaires sur les prix implique que les salaires suivent et ne précèdent jamais l'évolution des prix.

Par contre, dans les économies où les salaires ne sont pas indexés, les représentants des salariés (donc, les syndicats) devront veiller à ce que la perte de pouvoir d'achat des salaires soit compensée par des augmentations autonomes du salaire nominal, ce qui entraîne

- des hausses brusques lors de la conclusion de tels accords, qui ne peuvent qu'ébranler la stabilité économique
- des révisions nécessairement très fréquentes des salaires (notamment dans les périodes d'inflation aiguë) — ce qui ne permet pas la conclusion de conventions collectives pluriannuelles et mène donc à des négociations — et donc des luttes sociales — pratiquement permanentes
- l'apparition du phénomène de l'anticipation, par les salariés, des hausses de prix — du moins pour autant que l'inflation atteigne un niveau qui rend insupportable aux salariés un retard quelque soit prolongé de l'adaptation à la hausse.

En même temps, les partisans d'une adaptation insistent sur le fait que l'indexation générale, en répercutant immédiatement sur la totalité des branches et des classes sociales d'un pays l'effet de l'inflation, solidarise tous les agents économiques dans la lutte contre l'inflation et, de ce fait, amène les gouvernements à intervenir plus vite et plus énergiquement dans la lutte contre la hausse des prix.

Les entrepreneurs, quant à eux, sont amenés à calculer en salaires réels: S'ils ne peuvent donc escompter d'une inflation rapide un allègement de leurs coûts, du moins sont-ils à l'abri de secousses brutales et de l'anticipation, de la part des salariés, sur une hausse des prix dont ils n'ont pas encore pu profiter, en tant que vendeurs.

Ce dernier danger, évidemment, n'existe que dans les branches où les salariés sont puissants et fortement organisés. L'indexation générale des revenus a, dès lors, en plus l'éminent avantage de protéger d'une façon égale toutes les branches de l'économie et toutes les classes de travailleurs, ce qui contribue de nouveau à éliminer les tensions

entre les différents groupes de salariés — pour le plus grand bien de tous les intéressés, y compris, en fin de compte, les entrepreneurs.

Aussi les partisans d'une indexation générale renvoient-ils au fait que l'indexation gagne du terrain dans tous les pays occidentaux, tant au Benelux (indexation pratiquement totale) qu'en France (salaire minimum industriel de croissance indexé) qu'en Italie ou même aux États-Unis, où l'indexation, tout en ne couvrant actuellement que 10 à 20% des contrats collectifs, gagne indubitablement en importance.

Enfin, certains défenseurs de l'indexation citent l'exemple du Brésil pour montrer que l'indexation générale est un remède indispensable pour sortir une économie du chaos total. En raisonnant en médecin (qui tâche de maintenir le corps en santé en s'inspirant des cas de maladie extrêmes), ces avocats de l'indexation argumentent que, si l'indexation arrive à ramener à la santé des corps aussi malades que le Brésil ou le Chili, il vaudrait beaucoup mieux d'appliquer ce remède lors des premiers indices de la maladie.

Aussi, avant de considérer l'indexation dans le cadre d'une économie normale (bien qu'en inflation modérée, bien entendu)¹, allons-nous considérer le rôle de l'indexation dans un pays à inflation ouverte, galopante :

Il va de soi que, dans un pays où la hausse des prix atteint 100% (Brésil 1965) où plusieurs centaines de pour cent (Chili 1976), le salaire stipulé dans un contrat de travail perd, du jour au lendemain, toute signification et laisse le salarié littéralement sur la paille. Dans la mesure où les salariés sont puissamment organisés, ceci amène, évidemment, des luttes sociales permanentes provoquant des flambées de coût salarial (grâce auxquelles, éventuellement, l'ouvrier peut multiplier — pour un mois, pour une semaine, pour un jour? — son revenu réel) qui paralysent pratiquement la branche. Dans les branches où les salariés ne sont pas représentés par des syndicats valables, les ouvriers risquent de tomber dans la destitution la plus atroce. Aussi l'indexation constitue-t-elle sans doute, ici, le seul moyen pour maintenir une économie en état de marche à peu près valable.

Par contre, il est tout aussi incontestable que, dans ces cas extrêmes, l'indexation n'est pas nécessaire pour les seuls revenus salariaux, y compris les pensions et autres revenus assimilés : Elle est au

¹ Il est vrai que, depuis que la Suisse a presque réussi à ramener à zéro sa hausse des prix, l'inflation ne doit plus être considérée comme un mal nécessaire.

moins aussi indispensable pour les revenus de l'autre facteur de production qu'est le capital.

A la limite, nous pourrions dire qu'une inflation galopante du type sud-américain (ou du type européen de 1920-1924) constitue un danger social plus grand pour les revenus du capital (ou, du moins, d'un certain capital, dont surtout les capitaux modestes) que pour les revenus des salariés :

Pour ces derniers, il est vrai, l'inflation risque d'effacer totalement leurs revenus courants, les réduisant à la misère dans l'immédiat ; il n'en est pas moins vrai qu'un tel phénomène suscitera automatiquement la réaction des masses qui finiront par provoquer des mesures de la part du gouvernement — si nécessaire par la violence.

Par contre, les récipiendaires de revenus fixes liés au capital risquent de voir effacer, du jour au lendemain, la base même de leur existence, et ce pour toujours. La structure entière de l'économie risque d'y perdre la couche de population extrêmement importante, tant du point de vue sociologique qu'économique, qu'est la classe moyenne.

Nous citerons, à cet effet, le témoignage d'un économiste allemand, Robert Nöll von der Nahmer¹.

«In Deutschland versucht man durch die Aufwertungsgesetzgebung von 1925, die Gläubigerverluste in beschränktem Umfange zu mildern. So mußten zum Beispiel die Hypotheken gegenüber dem ursprünglichen Nominalwert auf fünfundzwanzig vom Hundert in neuer Reichsmarkwährung «aufgewertet» werden. Es wäre wohl richtiger, in diesem Zusammenhang eher von einer «Abwertung» als einer «Aufwertung» zu sprechen. Aber alle diese, keineswegs in allen Ländern durchgeführten Maßnahmen zur Linderung der Schäden konnten die eingetretene Vermögensumschichtung nicht ausgleichen. Die Besitzer von Sachwerten hatten sich nicht nur weitgehend entschulden können. Sie hatten darüber hinaus während der Inflationsjahre vielfach ihren Sachbesitz erweitert, indem sie Investitionen mit Papiermarkkrediten finanzierten, die sie dann in entwertetem Gelde zurückzahlen konnten.

In allen historischen Inflationen haben die Löhne und Gehälter regelmäßig der Geldentwertung nachgehinkt. Die Arbeitskräfte wur-

¹ Robert Nöll von der Nahmer, Professeur d'économie politique à l'Université de Mayence, dans «Das zwanzigste Jahrhundert» — Propyläen — Weltgeschichte de Golo Mann.

den auch diesmal im wahrsten Sinne des Wortes jahrelang ausgebeutet. Ihre Güterversorgung ging immer mehr zurück. Diese Tatsachen konnten den Betroffenen nicht verborgen bleiben. Die Folgen zeigten sich sehr bald in sinkendem Arbeitswillen, häufigen Lohnkämpfen und zunehmender politischer Radikalisierung, die sich dann bei der Reichstagswahl am 4. Mai 1924 auswirkte. Ehrliche Arbeit machte sich bei fortschreitender Inflation immer weniger bezahlt. Die Stunde gehörte dem Spekulant, der mühelos Gewinne kassierte. Weite Bevölkerungskreise beteiligten sich an der Aktienspekulation, um Papiermarkgewinne zu erzielen, die rasch wieder ausgegeben wurden und in nichts zerrannen.

Die durch die Inflation verursachte materielle und seelische Not wurde begleitet von wachsender Rechtsnot. Unglücklicherweise hatte das Reichsgericht bis zu den letzten Monaten der Inflation 1923 an dem verhängnisvollen Grundsatz «Mark gleich Mark» festgehalten und die Gläubiger gezwungen, Rückzahlungen fälliger Forderungen in entwerterter Mark entgegenzunehmen. Hatte schon der Krieg das Rechtsbewußtsein vielfach erschüttert, so waren es jetzt gerade auch die Gerichte, die durch eine wirtschaftsfremde Rechtsprechung dazu beitrugen, das Gefühl für Treu und Glauben bei weitesten Bevölkerungskreisen zu zerstören.

Die Inflation mit ihrer Vernichtung der Geldvermögen bedeutete das Ende eines großen Teiles des Bürgertums, jener im 19. Jahrhundert im Zuge der wirtschaftlichen Revolution entwickelten Schicht, die auf der Vereinigung von Besitz und Bildung beruhte. Sie war namentlich in Deutschland und Österreich-Ungarn weit verbreitet und trug das geistige Leben ihrer Nation. Ihre Mitglieder waren gewohnt, das Leben zu planen und ihre Kinder nach Möglichkeit mit materiellen Gütern so weit zu versorgen, daß sie gegen die Wechselfälle des Lebens gesichert erschienen. Damit war es jetzt vorbei; an die Stelle bürgerlichen Gesichtseins und Sichgeborgengefühls trat Unsicherheit. Aus den Söhnen dieser versinkenden Gesellschaftsschicht entstammten die Gelehrten, Richter, höheren Verwaltungsbeamten und viele freiberuflich Tätige. Ein mehr oder minder großes Privatvermögen hatte es ihnen nicht nur gestattet, den öffentlichen Dienst als Ehrendienst aufzufassen und sich mit geringer Besoldung zu begnügen. Ein größerer Vermögensbesitz, wie er für die europäischen Diplomaten und die höheren Beamten der preußischen inneren Landesverwaltung Voraussetzung für die Aufnahme in die Karriere war, gab ihnen zugleich die nötige innere Unabhängigkeit, die ihnen in Konfliktfällen den Verzicht auf ihre Stellung erleichterte. Der

«independent gentleman» fand sich nicht nur im englischen Parlament, sondern auch unter den Parlamentariern der kontinentalen Länder und unter der Beamtenschaft.»

Ce texte éloquent démontre, si besoin en était, qu'en cas de flambée inflationniste une indexation généralisée s'impose, non seulement pour les revenus et les pensions, mais même pour les revenus de capital fixes.

Une telle flambée inflationniste est nécessairement l'effet d'un bouleversement profond des structures. Si une telle inflation n'est pas contrecarrée à la source par une indexation généralisée, la monnaie disparaît de la circulation économique, l'économie étant réduite à un état prémonétaire avec toutes les conséquences qui s'en dégagent: troc, réduction progressive des transactions au minimum primaire, finalement stagnation et arrêt total de la vie économique. Voilà pourquoi, lorsque les militaires prirent le pouvoir au Brésil en 1964, leur premier souci fut de réintroduire la monnaie comme intermédiaire dans les échanges véritable et comme réserve de valeur, grâce à une indexation absolument généralisée.

Il est assez curieux, cependant, d'un point de vue européen, de voir qu'au Brésil, les salaires ne sont adaptés qu'une fois par an (ce qui peut paraître aberrant au syndicaliste européen si l'on considère que l'inflation était de 81,3% en 1963 et de 91,9% en 1964 et qu'elle est de nouveau, aujourd'hui, de l'ordre de 50%), alors que les revenus de l'épargne (intérêts) sont indexés d'une façon automatique, un taux officiel d'inflation étant publié, qui régit automatiquement tous les contrats de prêt.

Ainsi, si l'inflation officielle est de 46%, un prêt à trois mois portera intérêts à 50%, dont 4% sont considérés comme un intérêt véritable (et imposable dans le chef du prêteur), les 46% constituant la «correction monétaire» — que le prêteur encaisse à la fin des trois mois. Contrairement au salarié (qui attend une année avant de voir son salaire courant adapté, sans indemnisation, évidemment, pour le passé), le bailleur de capitaux reçoit l'assurance que la correction monétaire compense¹ l'inflation, assurant ainsi, à tout moment, un rendement réel de son capital.

Il n'entre pas dans nos intentions d'accuser les dirigeants brésiliens de tendances antisociales ou procapitalistes. Leur attitude démontre

¹ plus ou moins exactement, le gouvernement brésilien manipulant sans doute — comme d'autres gouvernements d'ailleurs — un peu les taux de perte de pouvoir d'achat officiels.

seulement la thèse du professeur von der Nahmer, à savoir qu'en temps d'inflation galopante, c'est la classe moyenne des petits capitalistes et épargnants qui est, davantage encore que les salariés, menacée d'extinction.

Or, pour la stabilisation économique et sociale du Brésil, il était indispensable de maintenir ou — mieux — de reconstituer cette classe, qui est le noyau même de l'économie sociale de marché.

Ces exemples démontrent, à notre avis, l'absolue nécessité, sociale autant qu'économique, d'une indexation générale des revenus lors d'un bouleversement des structures économiques et sociales total par une inflation du genre brésilien, chilien ou allemand de 1921. Cette même conclusion ne s'impose pas nécessairement pour le cas d'une inflation rampante, du genre de celle que nous venons de connaître, en Europe et aux États-Unis, depuis 1945.

La question reste dès lors posée:

Il est indéniable, pour tous les experts économiques, qu'une indexation généralisée s'impose comme mesure d'urgence, en cas de flambée inflationniste ouverte. Il ne s'en dégage pas nécessairement qu'une indexation s'impose, en tant que système permanent, pour des économies vivant avec — ou menacées par — une inflation rampante, du type de celle que l'Europe, les États-Unis et le Japon connaissent depuis 1945.

3. L'INDEXATION DANS UNE ÉCONOMIE EN INFLATION SÉCULAIRE

Or, depuis la grande inflation du début des années vingt et la grande dépression des années trente, le phénomène de l'inflation a profondément changé.

Sous la pression des événements politiques (domination de l'Europe orientale par le régime communiste, danger de troubles sociaux en Europe occidentale, progrès du marxisme dans le tiers monde), les structures du monde dit capitaliste s'adaptèrent, assurant à des classes de plus en plus larges de la population un revenu minimum de plus en plus élevé. Le progrès continu que connut le monde économique occidental après 1948, progrès répercuté dans une beaucoup plus large mesure que par le passé sur les larges masses des travailleurs (et donc des consommateurs, ce qui, à son tour, alimentait la croissance), créa une mentalité de croissance chez les producteurs

de tous bords d'une part, une mentalité de progrès social chez toutes les classes de travailleurs d'autre part. Plus personne n'acceptant le moindre recul de ses revenus (du moins nominaux), toute baisse de prix devient impensable, ni pour les produits, ni pour les services. Tout au plus accepte-t-on — et encore de fort mauvais cœur — une progression plus lente, voir une quasi-stagnation temporaire des prix et des revenus.

Les prix ne pouvant plus reculer, les variations de prix et de production (d'ailleurs plus modérées qu'avant la deuxième guerre mondiale) s'inscrivent sur un trend ascendant, l'inflation devenant tantôt plus rapide, tantôt plus lente, mais ne cédant jamais la place à une baisse de prix. Même si la demande vient à céder — ce qui devient le cas, de plus en plus fréquemment, à partir de 1965 — les prix, eux, ne suivent pas cette évolution vers le bas, les facteurs de production refusant d'accepter une telle réduction: C'est l'apparition de l'inflation des coûts, qui fournit un moteur permanent à l'inflation, tant en temps de boom (lorsqu'elle renforce la hausse induite par la demande), qu'en temps de récession (lorsqu'elle donne lieu à l'inflation dans la stagnation, c'est-à-dire à la «stagflation»).

Il va de soi que, dans une telle situation, l'indexation de tous les revenus du travail devient un facteur de rigidité, puisqu'elle supprime le seul moyen d'abaisser les revenus réels, c'est-à-dire la réduction de ces derniers à travers une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Dans la mesure où l'indexation transforme automatiquement en revenus réels des revenus nominaux dits fixes — mais orientés vers la hausse par définition — l'indexation contribue à accélérer la vis inflationniste en temps de boom et supprime toute possibilité d'adaptation des revenus réels aux possibilités réelles de l'économie en temps de récession.

Dans la mesure où cette rigidité contribue dès lors à accélérer le taux d'inflation, de sorte que ce dernier s'approche de plus en plus des taux «exotiques» décrits au chapitre suivant, l'indexation permanente risque de dérégler les mécanismes économiques, au détriment de tout le monde, y compris, bien entendu, les classes sociales moins favorisées.

En temps de récession, d'un autre côté, la rigidité des prix et des revenus vers le bas mène vers un rétablissement de l'équilibre par la seule adaptation des quantités — c'est-à-dire du volume de production. Dans la mesure où cette adaptation purement quantitative provoque du chômage, l'indexation a, certainement, des conséquences sociales non désirables.

En somme, nous avons vu, au chapitre précédent, que l'indexation est indispensable pour protéger les revenus dits fixes pendant des flambées inflationnistes aussi violentes que temporaires. On peut se demander si l'argument de justice sociale est aussi convaincant, lorsque nous nous trouvons dans une évolution à long terme.

Pour l'évolution à long terme, en effet, le simple maintien du pouvoir d'achat ne suffit ni sur le plan absolu¹, ni sur le plan relatif, une indexation uniforme gelant la structure des salaires existant à un moment historique, mais qui n'est pas nécessairement plus juste que toute autre.

Il faut, de toute façon, que l'évolution relative des salaires ne reflète pas une «parité de revenus» par rapport à un moment historique, mais plutôt l'évolution relative des productivités, des coûts, des possibilités techniques d'une communauté. Une telle évolution ne sera garantie que par le libre jeu des forces économiques, fonction de l'évolution technique et économique sous-jacente.

Cela ne signifie pas, en pratique, que l'on doive laisser libre jeu aux forces libérales de détermination du revenu, telles que les voyait Adam Smith; cela ne signifie pas nécessairement, non plus, que nous tombions dans la lutte des classes qui ferait osciller la répartition des revenus entre l'exploitation honteuse du travailleur et la spoliation totale du capitaliste, d'autre part. Dans une économie de marché bien équilibrée, ces forces s'affrontent dans la lutte démocratique des syndicats de travailleurs d'un côté, des fédérations d'employeurs de l'autre. Pour autant que cette action syndicale est assez puissante et assez vaste, il y a de bonnes chances que la justice sociale soit maintenue, mais non à travers une indexation rigide envers et contre tout, mais en fonction de l'évolution de l'économie, évolution qui fait varier les positions de force des partenaires en présence.

Dans ce contexte, un rôle prépondérant revient à l'organisation des forces syndicales. Nous distinguerons — assez arbitrairement, il est vrai — trois situations caractéristiques:

a) Organisation syndicale selon des critères professionnels

C'est le type d'organisation britannique ou américain, où chaque profession compte son propre syndicat, chacun des mille et un syndi-

¹ ce qui garantirait aux travailleurs un genre de «niveau de subsistance» adapté au niveau technologique et sociologique, adaptation que Marx lui-même admettait.

cats spécialisés défendant exclusivement les intérêts de ses adhérents, à l'intérieur de sa branche. Il va de soi qu'il naît de cette lutte non coordonnée des différences de revenus très grandes et qui ne reflètent pas, nécessairement, l'évolution générale de l'économie: Dans la mesure où une branche connaît un boom extraordinaire ou que, dans une branche, la proportion des forces syndicats/patrons incline fortement en faveur des premiers, une branche donnée peut augmenter ses revenus d'une façon très prononcée, au milieu d'un marasme économique général. Il ne peut être question, dans un tel système, de justice sociale assurée par l'action syndicale, le gouvernement étant régulièrement amené à égaliser les revenus ou à les adapter à l'évolution générale de l'économie par une action volontariste. Dans un tel contexte, l'indexation du moins des revenus les plus bas ou des revenus de professions particulièrement mal protégées par des syndicats faibles pourrait représenter un instrument utile.

b) Organisation syndicale selon des critères idéologiques

C'est le type de syndicats des pays latins où différents syndicats étendent leur activité à toutes les branches; mais si leur but à court terme consiste surtout à défendre les intérêts matériels de leurs «clients», les syndicats poursuivent, à long terme, des objectifs idéologiques, cherchant à former (ou plus souvent à réformer, voire à révolutionner) les structures sociales dans un sens bien déterminé. En même temps qu'un partenaire social, le syndicat représente un instrument purement politique, les armes du syndicalisme (demandes d'augmentation de salaires, d'amélioration des conditions de travail, de réduction de la durée de travail, grèves) étant utilisées avec plus ou moins de hargne selon que le gouvernement et la majorité parlementaire suivent ou non l'idéologie défendue par le syndicat respectif.

Il n'est pas dans nos intentions de dénoncer — comme d'aucuns le font — comme une perversion de l'idée du syndicalisme l'utilisation des forces syndicales dans un tel sens: Il est indéniable, en effet, qu'une certaine élite scientifique et économique, presque par la force des choses, emploie ses capacités professionnelles pour soutenir certaines idéologies et les imposer en tant que régime économique et social. Tel a toujours été le cas, dans les régimes démocratiques, de l'élite constituée par la grande bourgeoisie, les grands commis, les avocats, les militaires, les «managers».

Il serait profondément antidémocratique de défendre aux représentants des masses de travailleurs d'utiliser leur position de force —

due à la quantité — de la même manière que d'autres élites utilisent la leur — due à la qualité, à l'importance des postes clefs contrôlés.

Notre propos sera plutôt d'affirmer qu'une telle organisation ne saurait garantir une évolution plus juste de la structure des salaires, étant donné qu'en fin de compte les succès sociaux à court terme ne sont que la carotte que les syndicats doivent offrir aux ânes¹ pour qu'ils s'engagent dans le chemin de la stratégie à long terme du syndicat, qui lui cherche, non l'amélioration de la situation des travailleurs dans un régime existant, mais surtout la réforme à long terme de ce régime.

c) *Structure syndicale unitaire*

Une telle garantie devient plus vraisemblable — ou du moins possible — lorsque nous nous trouvons en face d'un syndicat unitaire, tel qu'il existe en Allemagne, en Suède (à travers la fédération syndicale) et, pratiquement (à travers le CNS²), au Luxembourg.

En effet, dans la mesure où le syndicat unitaire revendique l'adhésion de tous les travailleurs, de quelque bord politique qu'ils soient, il ne saurait plus viser des réformes spectaculaires, totalement contraires aux structures existantes.³ Le syndicat mettra dès lors le poids de son activité sur les améliorations sociales, compte tenu, évidemment, de la réalité économique sous-jacente.

Mais contrairement au scénario décrit sous a), le syndicat unique doit tenir compte de la condition de tous les travailleurs, de toutes les branches. Dans la mesure où l'une de ces dernières suivrait une évolution très favorable, les syndicats en profiteront normalement pour demander une amélioration de la condition des travailleurs; mais ils auront soin de ne pas dépasser, ce faisant, les possibilités générales existant dans l'économie. Dans la mesure, en effet, où l'amélioration des travailleurs de cette branche spécifique dépasserait largement les possibilités de l'économie en général, il se créerait des inégalités flagrantes de revenus qui ne peuvent que gêner un syndicat unique, coiffant tous les travailleurs. Dans la mesure où les autres branches seraient forcées à suivre le rythme de la branche favorisée, en dépit de leurs possibilités économiques plus limitées, elles s'exposeraient à des faillites, à des réductions d'emploi qui créeraient un chômage qui,

¹ Cette image ne devant nullement être offensante.

² Conseil National des Syndicats.

³ Ceci n'exclut pas, évidemment, une attitude réformatrice à long terme en ce qui concerne certains aspects de la structure sociale.

lui aussi, générerait fortement le syndicat responsable de l'emploi en général.

Tout ceci devra normalement conduire un syndicat unique à suivre un cours modéré mais qui s'oriente soigneusement d'après les possibilités économiques réelles, telles qu'elles se font jour, graduellement, à travers toute l'économie.

Voilà un instrument beaucoup plus dynamique et, en même temps, beaucoup plus souple pour garantir la justice sociale permanente à long terme qu'une indexation automatique, aveugle et arbitraire.

En comparant l'évolution des revenus salariaux dans différents pays depuis 1948, l'on constate que l'évolution moyenne des salaires n'a pas été moins rapide dans les pays sans indexation que dans les pays à indexation à peu près généralisée. Par contre, on croit déceler une plus grande souplesse, dans les pays sans indexation ou à indexation marginale, lors des quelques récessions qui se sont développées depuis 1967.

Nous analyserons dans les chapitres suivants dans quelle mesure, dès lors, l'indexation risque de gêner le fonctionnement harmonieux des mécanismes économiques et la reconstitution automatique de l'équilibre en matière de prix et de coûts.

Quelle que soit, en effet, l'importance que les communautés économiques attachent à l'aspect social de l'indexation des salaires, il est essentiel qu'elles sachent quel peut en être le coût dans certaines conditions.

4. L'INDEXATION, MOTEUR DE L'INFLATION SÉCULAIRE

Grâce aux mécanismes mis en place après la deuxième guerre mondiale, tant sur le plan international (système monétaire de Bretton Woods, GATT, aide Marshall) que sur le plan national (lois sociales, fonds antichômage, plans de reconstruction), les nations occidentales pensaient avoir banni une fois pour toutes le spectre des dépressions économiques, tout en assurant une croissance rapide au moyen des instruments d'orientation (travaux publics, incitations fiscales, redistribution des revenus).

Lancée à partir de la guerre de Corée, cette croissance générale des nations occidentales semblait en effet réaliser un rééquipement rapide de l'industrie occidentale, accompagné d'une amélioration constante du bien-être des masses. Alors qu'un besoin de rattrapage certain en matière d'équipements tant industriels que sociaux, tant privés que

publics, assurait une progression rapide de la demande, une politique keynésienne délibérée maintenait à un haut niveau tant le niveau absolu de la demande de consommation que sa progression. Il s'ensuivit une évolution conjoncturelle qui se plaçait sur un trend ascendant, le progrès se faisant tantôt plus rapide, tantôt plus lent, mais sans recul absolu: La science économique prêchait, à l'époque, que les nations occidentales avaient mis en place des structures comportant des stabilisateurs automatiques («built-in stabilizers») qui assureraient à tout jamais une stabilité du système économique vers le bas.

Petit à petit, cependant, on constata que le système keynésien avait été conçu dans un environnement délibérément déflationniste (années 1930) et qu'en somme il s'appuyait largement sur des mécanismes inflationnistes pour stabiliser le système.

En effet, un système stimulant simultanément l'investissement et la consommation ne pouvait que déboucher sur l'inflation, étant donné que, normalement, le financement des investissements présuppose une renonciation à la consommation.

En ce qui concerne l'investissement, c'est grâce à l'inflation que le système assurait une progression régulière des bénéfices nominaux des entreprises, à travers le cycle qui avait tendance à évoluer normalement, alternant les années fastes et les périodes de récession. Pendant 15 ans (1951-1965) l'on peut dire que toutes les branches prospéraient en Europe. En dehors de certaines branches industrielles définitivement condamnées, telle l'industrie du bois et du cuir au Luxembourg, toutes les initiatives industrielles et commerciales réussissaient, les faillites étaient inconnues, tout comme le chômage.

Normalement, le mécanisme inflationniste assure que les moyens économiques réels nécessaires pour alimenter la croissance (à travers les investissements des entreprises) sont dégagés grâce au recul des revenus réels des consommateurs, les salaires et autres revenus fixes des ménages, sans être diminués en valeur nominale, étant réduits à travers la perte de pouvoir d'achat. Tel n'est plus le cas, évidemment, dans un système où le pouvoir réel des travailleurs est assuré à travers un système d'indexation général. Aussi les coûts des entreprises augmentaient-ils parallèlement aux taux d'inflation — ou plus vite.

En effet, l'absence apparente de toute fluctuation vers le bas finit par convaincre les salariés et leurs représentants (syndicats, partis politiques) que, l'évolution en sens unique de l'économie occidentale étant assurée, il fallait que les travailleurs participent — au moins

proportionnellement¹ — à l'avance générale de l'économie. Il est vrai que la conscience de la stabilité du progrès économique ne transperça que graduellement, les travailleurs se contentant de progrès somme toute modestes au cours des années cinquante. La thèse des employeurs, à savoir qu'il fallait laisser une marge à l'entreprise afin de pouvoir faire face à des reculs de conjoncture éventuels, ne perdit sa force que graduellement.² Mais les reculs de conjoncture ne se produisant jamais, il se développait, irrésistiblement, une tendance des travailleurs à vouloir suivre de plus en plus près le progrès de l'entreprise, absorbant au profit des travailleurs le gros des surplus (nominaux) réalisés par les entreprises.

Il parut de plus en plus recommandable, aux entreprises elles-mêmes, d'abandonner ainsi aux travailleurs des marges «gagnées»³ et de financer le progrès de l'entreprise (c'est-à-dire les investissements) par l'emprunt, ce dernier (libellé en valeur nominale, lui-aussi) s'avérant comme un moyen idéal de s'enrichir à long terme.

L'abandon aux travailleurs du gros (ou de la totalité) des marges économiques réelles assurait en même temps une paix sociale considérée comme le bien suprême après la deuxième guerre mondiale, vu les précédents de révolution sociale après 1918. Le succès semblait confirmer le bien-fondé de cette attitude, vu que, pendant 15 ans, l'Europe et le monde occidental en général crurent pouvoir vivre, à tout jamais, dans un système de «progrès dans la stabilité».

Or, imperceptiblement, le taux d'inflation s'accéléra: Étant donné la progression plus que proportionnelle des revenus réels des travailleurs, les entrepreneurs devaient constater, à la fin de chaque période, qu'en valeur réelle, leurs marges industrielles et commerciales étaient insuffisantes, voire souvent négatives. Aussi se développait-il graduellement la tendance à considérer, non pas les taux de rendement nominaux, mais des taux de rendement réels, compte tenu d'un taux d'inflation prévisionnel.

Mais qu'à cela ne tienne! Afin de rendre aux entrepreneurs l'optimisme nécessaire pour qu'ils augmentent la capacité par des investis-

¹ En fonction de la théorie de la redistribution des revenus, la conviction prévalut même que le progrès du bien-être devait être plus rapide que le progrès économique en général.

² C'est ainsi que l'ARBED pouvait constituer, au cours des années cinquante, un «Fonds d'équipement industriel» de près de six milliards.

³ Nous rappelons, en effet, qu'il s'agissait toujours de valeurs nominales, de moins en moins valables en période d'inflation séculaire.

sements courageux (financés par l'emprunt, bien entendu), il suffisait d'augmenter le taux d'inflation effectif, de sorte que, les abattements inflationnistes s'avérant insuffisants, l'on se retrouve dans un système d'inflation «relative».¹ Il s'ensuivit une accélération progressive de l'inflation, accompagnée d'une augmentation constante des revenus réels des salariés, qu'il est facile de vérifier au Luxembourg :

Évolution des salaires et des prix (augmentations)

	Salaire moyen d'un ouvrier sidérurgique %	Prix à la consommation %
1951	16,8	8,2
1952	3,1	1,7
1953	-2,4	-0,2
1954	0,1	1,0
1955	7,7	-0,1
1956	8,4	0,6
1957	12,5	4,6
1958	3,8	0,6
1959	1,9	0,4
1960	6,2	0,5
1961	3,2	0,5
1962	2,3	0,9
1963	9,0	2,9
1964	8,6	3,1
1965	9,1	3,3
1966	4,8	3,3
1967	3,8	2,2
1968	11,8	2,6
1969	6,4	2,3
1970	12,2	4,6
1971	6,8	4,7
1972	13,8	5,2
1973	13,2	6,1
1974	26,0	9,5
1975	5,4	10,7

¹ relative, parce que supérieure à l'inflation escomptée par le système économique, qui croyait vivre en termes «réels».

Nous constatons, notamment, les évolutions suivantes :

Période 1950-1960

Après une flambée en 1951¹, où l'indice sauta de 111,24 à 120,39, l'indice du coût de la vie monta de 120,39 à 131,63, entre 1951 et 1960, soit une augmentation de 9,33% en neuf ans.

Au cours de cette période, le taux d'inflation est de 1,73% en moyenne, le salaire moyen s'accrut de 5,81% en moyenne, soit une avance de 4,08% du revenu réel des travailleurs.

Période 1960-1970

De 1960 à 1969, l'indice augmente de 131,63 à 162,09, soit une augmentation de 23,14% en neuf ans. Le taux d'inflation est de 2,57% en moyenne, les salaires moyens en sidérurgie augmentèrent de 7,12%, soit une amélioration du revenu réel de 4,55% l'an.

Période 1970-1976

Au cours de cette période, l'indice augmente de 162,09 à 260 environ, soit une augmentation moyenne de 7,24% l'an. Le salaire moyen en sidérurgie augmente de 13,04% l'an, soit une amélioration réelle de 5,80% l'an. Le tableau ci-dessus montre l'extraordinaire accélération de la courbe inflationniste au cours des années soixante-dix.

Mais il serait faux d'accuser les économistes de l'époque de ne pas avoir senti, bien avant 1970, l'inquiétante tendance des taux d'inflation à augmenter. Il ne manqua point, non plus, d'experts ayant montré que l'un des facteurs de cette accélération était certainement constitué par l'indexation du coût de la vie, indexation qui — dans certains pays, comme la Belgique, la Hollande ou le Luxembourg — était de plus en plus généralisée et de plus en plus rapide, l'adaptation des salaires aux prix se faisant de plus en plus vite. C'est ainsi que la Caisse d'Épargne de l'État de Luxembourg fit précéder son rapport annuel

¹ C'est la dernière année d'adaptation des prix de l'immédiat après-guerre, quand les économies européennes devaient retrouver un équilibre de marché, après avoir vécu 5 ans dans une structure de dirigisme total.

1963 d'une étude de très haut niveau sur «La hausse des prix» et «La crainte de l'inflation».¹

L'étude dénonce qu'entre le 1er mai 1963 et le 30 juin 1964, le coût de la vie s'est renchéri de 4%(!)², alors que, du 1er octobre 1957 au 30 juin 1964, la hausse des prix moyenne n'atteint pas 1%. Analysant, par la suite, les différents facteurs tant psychologiques que politiques³ de cette subite flambée inflationniste, l'auteur de l'étude (M. Joseph Heinen) accuse notamment l'indexation des salaires, beaucoup trop générale et suivant les prix de beaucoup trop près :

«Il s'agit en premier lieu d'éviter des majorations massives et plus ou moins instantanées de prix et de revenus, ne fût-ce qu'au profit d'une seule couche de la population et fussent-elles par ailleurs amplement justifiées pour une raison ou une autre, mais de les étaler sur de plus longues périodes. Au point de vue psychologique, en effet, une majoration, disons de 20% et d'un seul coup d'un prix ou d'un revenu est nettement plus néfaste qu'une majoration de 2% de ce même prix ou revenu, fût-elle répétée chaque année pendant 10 ans.

Dans le domaine des prix, des majorations massives et plus ou moins instantanées, surtout à supposer qu'elles aient lieu par rapport à des produits dont les prix sont repris à l'indice avec une pondération élevée, déclenchent plus facilement que des majorations étalées dans le temps une succession rapide d'échéances d'une tranche indiciaire. Cela est plus spécialement vrai depuis que ces tranches ont été ramenées de 5 à 2,5 points. ...

Relevons au surplus que des majorations massives et plus ou moins instantanées de revenus provoquent des hausses de prix non seulement par l'intermédiaire d'une actualisation de la crainte de l'inflation, mais également par d'autres voies.

¹ Il est cependant caractéristique que ce rapport — qui ne disait que des choses absolument objectives et démontrables — ne fut pas publié sous la responsabilité collective de la direction de la Caisse d'Épargne, mais expressément attribué à «un économiste mêlé de près aux difficultés qu'il a cherché à élucider» et que la direction de la Caisse d'Épargne se sentit obligée de remarquer que «cette façon de publier cette étude ne signifie cependant pas que la direction fasse siennes ses conclusions et les prises de position y formulées quant à des principes économiques au sujet desquels les meilleurs esprits n'ont pas réussi à se mettre d'accord.» En d'autres termes, on croit indispensable de pousser un cri d'alarme, mais on sait également qu'il est dangereux, politiquement, de le faire pour un établissement dépendant du pouvoir politique.

² soit une inflation de plus de 3% l'an — ô, belle époque!

³ Rappelons le mot historique d'«année folle» dont l'ancien Ministre de l'Économie nationale, M. Antoine Wehenkel, avait stigmatisé à l'époque l'année politique 1964.

Il va de soi, tout d'abord, que le décaissement dans le laps de quelques mois d'un supplément considérable de liquidités, disons de quelque 10% ou plus de la masse globale annuelle des salaires, traitements et pensions, aura normalement pour effet d'accroître les ressources que les bénéficiaires des revenus supplémentaires seront prêts à consacrer à la satisfaction de leurs besoins. Cette injection dans le circuit économique, par saccades se succédant rapidement, d'un supplément considérable de liquidités aura normalement pour conséquence d'accroître la demande et d'engendrer ainsi une hausse des prix si l'offre n'est pas à même de satisfaire cette demande accrue.

Mais même à supposer que l'offre reste suffisante, des vendeurs mettront à profit cette plus grande demande pour majorer leurs prix, cela simplement en vue de refaire le retard que les bénéfices ont ou auraient accusé par rapport aux salaires. ...

Il échet ensuite de limiter le rôle de l'indice officiel du coût de la vie à celui qu'il peut effectivement jouer dans sa structure actuelle, à savoir adapter le pouvoir d'achat des salaires correspondant au minimum d'existence à l'évolution du prix des biens et services représentatifs du minimum d'existence, au sens large auquel cette expression doit être prise dans un pays évolué comme le nôtre. L'échantillon à la fois trop restreint et trop élémentaire des produits repris à l'indice, ni d'ailleurs aucune considération impérieuse d'ordre social, ne justifient que les revenus excédant ce minimum d'existence soient également, comme tel est le cas actuellement, adaptés à l'évolution de cet indice.

Il est utile de préciser dans cet ordre d'idées que les dépenses couvertes par l'indice, à savoir les dépenses annuelles d'une famille composée de 4 personnes adultes, ne s'élèvent qu'à quelque 56.000 francs à l'indice 140¹. A supposer que deux membres de cette famille travaillent comme salariés, ces dépenses s'élèvent donc à une somme largement inférieure aux revenus annuels de cette famille, même à admettre que chacun des deux membres de famille en question ne gagne que le salaire minimum.

Cette réforme aurait pour avantage de désamorcer en quelque sorte le processus d'actualisation de la crainte de l'inflation que toute tranche indiciaire échue sous le régime actuel de l'indice du coût de la vie menace de déclencher. Le public étant par suite de cette réforme moins intéressé à l'évolution de l'indice, celle-ci et plus spécialement l'échéance d'une tranche indiciaire auraient en effet moins que jusqu'à

¹ 6500 F/mois.

présent pour conséquence d'hypnotiser littéralement le public. De même, des échéances successives de telles tranches, se produisent-elles dans un court laps de temps, auraient de ce chef à un moindre degré que jusqu'ici l'effet de jeter l'inquiétude dans le public quant à la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie. Le rôle de facteur psychologique que de telles échéances itératives jouent généralement dans l'actualisation de la crainte de l'inflation se trouverait ainsi sensiblement réduit.

L'abandon de l'indice du coût de la vie en tant qu'il joue le rôle d'échelle mobile vis-à-vis de la quasi-totalité des rémunérations salariales n'aurait d'ailleurs pas seulement pour effet de combattre l'actualisation de la crainte de l'inflation. Il permettrait en outre de briser pratiquement la spirale des prix et des salaires, cette autre cause majeure de l'inflation.

Mais quid des revenus excédant le minimum d'existence? L'idéal serait évidemment que ces revenus n'augmentent pas au-delà des limites constituées d'une part par l'accroissement du revenu national et d'autre part par la nécessité de financer un niveau suffisant d'investissements, gage principal de notre compétitivité à plus long terme. Sans vouloir nous prononcer en détail sur la manière dont cet idéal pourrait être atteint, il semble cependant permis de dire que l'échelle mobile ne représente pas un moyen approprié à cet égard.

L'échelle mobile est en effet susceptible de constituer un critère d'adaptation anti-économique des salaires, parce qu'elle peut opérer à contre-courant en ce sens qu'elle est à même d'imposer une répartition du revenu national qui n'est pas justifiée par l'évolution de ce revenu. A supposer que le revenu national diminue et que la masse globale des salaires augmente sous l'influence du nombre-indice, il en résultera une détérioration de la relation prix de revient/prix de vente, partant une diminution de la part du revenu national qui, dans la solution idéale que nous avons esquissée, est à réserver en vue du financement des investissements.

C'est précisément cela qui s'est produit chez nous en 1963. Pendant cette année, deux tranches indiciaires sont échues, dont la première a été de 5 points, alors que le revenu national était, sinon en diminution, du moins en augmentation nettement insuffisante pour compenser l'alourdissement du prix de revient qui en résultait. L'affaiblissement de la compétitivité qui en découlait était d'ailleurs d'autant plus grave que l'évolution du revenu national avait déjà été stagnante en 1961, voire régressive en 1962. Ce n'est que grâce à la

reprise heureuse du marché de l'acier que nous devons de ne pas voir en 1964 notre compétitivité menacée encore bien davantage, alors qu'une nouvelle tranche est échue en juin de cette année et que l'éventualité de l'échéance d'autres tranches n'est pas à écarter pour les mois à venir.

Le fait de réformer l'indice du coût de la vie en y reprenant un échantillon à la fois bien plus large et bien plus évolué de biens et services aurait évidemment pour effet de rendre inopérante la conclusion d'après laquelle la structure même de l'indice ne justifie pas que les revenus excédant le minimum d'existence soient adaptés à l'évolution de l'indice. Mais il ne serait pas de nature à affaiblir le bien-fondé de cette autre conclusion, à savoir que l'indice peut être un critère d'adaptation anti-économique des salaires, contraire à cette loi fondamentale que tout progrès social, pour être réel, durable et sans danger pour la prospérité future, présuppose un progrès économique préalable. On ignore au surplus si l'indice ainsi réformé accuserait des hausses plus ou moins élevées que l'indice actuel.»

L'étude de M. Joseph Heinen était, bien entendu,¹ un acte de courage civique et d'honnêteté intellectuelle; depuis, personne n'a plus eu, au Luxembourg, le courage politique de mettre en doute l'opportunité d'une indexation de plus en plus généralisée ni la viabilité d'un tel système dans une économie ouverte, vivant du commerce extérieur. Mais l'auteur se doutait-il, à l'époque, que certains passages de son étude allaient se révéler véritablement prophétiques, l'accélération continue de l'inflation finissant par atteindre des taux que l'on jugeait exotiques en 1964?

En plus, l'auteur eut le mérite de prévoir que, si l'indice contribue à accélérer le processus inflationniste en temps de haute conjoncture², il risque surtout de constituer un handicap grave lors d'une récession, lorsque le rattachement à l'indice du coût de la vie des salaires et traitements menace directement la compétitivité d'une économie nationale fortement engagée, sur les marchés mondiaux, dans une concurrence avec des partenaires commerciaux ne connaissant pas une telle indexation.

Ce danger sera examiné au chapitre suivant.

Rendons surtout hommage, ici, au courage politique et à la clairvoyance économique d'un auteur qui, dès 1964, reconnut clairement

¹ Les précautions prises par la direction de la Caisse d'Épargne de l'État pour pouvoir s'en distancer en cas de besoin le prouvent.

² ce qui était, nous l'avons vu, continuellement le cas de 1950 à 1965.

les inconvénients de l'indexation et — osa le dire. Depuis, l'inflation a atteint le triple du rythme que M. Heinen jugea fou en 1964; le léger ralentissement de la croissance économique en 1961/1962 nous semble appartenir à l'âge d'or, alors que nous sommes aujourd'hui confrontés, non avec une stagnation passagère, mais avec une régression de la production et un renversement des termes d'échange sur le plan international qui, prenant les allures d'une rupture de tendance et d'une révolution structurale, menacent directement le développement économique et le niveau de vie à long terme de la population luxembourgeoise. Or, malgré cette double évolution, personne, depuis 1964, n'a plus eu le courage de s'attaquer à la vache sacrée que représente l'indice du coût de la vie au Luxembourg.

5. L'INDEXATION, FACTEUR DE RIGIDITÉ DANS LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE

La suppression des fluctuations économiques a été, de tout temps, l'un des rêves des économistes, comme le *perpetuum mobile* est celui des physiciens ou la quadrature du cercle celui des mathématiciens. Le système socialiste prétend avoir résolu ce problème; cependant, l'on constate que cette stabilité est largement factice, si l'on tient compte du chômage déguisé qui existe dans les pays socialistes et de l'inflation qui, dans ces pays, fait rage autant que dans les pays industrialisés capitalistes. Mais surtout, il apparaît que cette relative stabilité empêche l'équilibre entre l'offre et la demande de se rétablir continuellement, aboutissant de ce fait à des pénuries de marchandises et à un rythme de croissance bien plus bas que celui atteint par les pays capitalistes.

D'un autre côté, nous l'avons vu, le monde occidental avait cru, sinon avoir vaincu les fluctuations économiques, du moins les avoir domptées de façon à supprimer à tout jamais des dépressions dignes de ce nom.

Or, le paroxysme d'inflation auquel aboutissait le processus d'accélération nourri par l'indexation a, paradoxalement, conduit, non à l'explosion inflationniste, mais à un phénomène inconnu jusqu'alors, c'est-à-dire la stagnation dans l'inflation.

Pour qui a bien compris le mécanisme décrit aux chapitres précédents, ce paradoxe n'est qu'apparent: En effet, nous avons vu que les

entrepreneurs se laissaient leurrer par une inflation de plus en plus rapide comme l'âne par la carotte qui danse devant son museau, mais qu'il n'atteint jamais: A force de courir plus vite, il fait avancer plus vite la carotte. Or, même l'âne le plus stupide comprendra après un certain temps qu'il est inutile de courir derrière cette carotte et s'arrêtera. Tel fut également l'attitude des entrepreneurs: A force de voir leurs attentes inflationnistes (calculées dans les prix) dépassées par les taux effectifs, ces derniers atteignant finalement des niveaux estimés impossibles il y a vingt ans, les entreprises se découragèrent, l'investissement ralentissant, quels que fussent les taux nominaux des profits. Bien avant la crise du pétrole, dès lors, le boom d'après-guerre commençait à s'essouffler: Nous n'en citerons comme avertissement sérieux que les récessions de 1967 et de 1972¹. C'est à ces occasions, d'ailleurs, qu'apparaissait pour la première fois une certaine supériorité d'adaptabilité de la part des pays industrialisés qui ne connaissaient pas l'indexation généralisée: Il est indéniable que les États-Unis et l'Allemagne redressèrent plus rapidement la barre lors de ces deux courtes récessions, grâce notamment à un recul des salaires réels, les augmentations de salaires nominales n'atteignant pas le taux d'inflation.

Alors qu'il est indéniable que la progression des salaires et traitements était au moins aussi rapide dans ces deux pays que dans le reste du monde occidental lors du boom décennal, nous trouvons ici les premiers indices du phénomène entrevus par l'étude Heinen dès 1964, à savoir qu'une indexation généralisée, rendant rigide vers le bas les salaires réels, empêchait les économies en question de s'adapter à une régression du revenu global. Or, si l'on considère que les revenus dits fixes (salaires, traitements, pensions) représentent 80% du revenu national luxembourgeois², on voit difficilement comment une économie peut retrouver son équilibre lors d'une récession grave, alors que 80% de ce revenu ne suivent pas le mouvement.

Mais les dirigeants et les experts officiels ne perçurent point le signe au mur: Le cycle conjoncturel, que l'on avait cru mort depuis 1950, se réveillant avec une vigueur insoupçonnée, des hausses conjoncturelles impressionnantes suivirent les récessions, les «booms» de 1969/70 et de 1973/74 dépassant tout ce que l'on avait connu depuis le boom de Corée, notamment dans l'industrie sidérurgique, dont

¹ Le bilan de 1972 montrant, pour la première fois, une perte industrielle dans l'industrie sidérurgique luxembourgeoise (ARBED).

² cf. La politique des revenus — Conseil Économique et Social Luxembourg, 1973.

dépend largement l'économie luxembourgeoise. Désormais il devenait évident que l'inflation n'était plus un remède contre le cycle conjoncturel: Ce dernier se développait librement et avec une amplitude considérable, l'inflation se maintenant, à travers tout le cycle, à un niveau extrêmement élevé.

Grâce aux taux élevés constants de l'inflation, les revenus dits fixes s'adaptent — fût-ce avec une amplitude moindre — aux fluctuations conjoncturelles: En temps de boom, les augmentations de salaires dépassent largement le taux d'inflation, procurant aux salariés des suppléments de revenus réels considérables; par contre, lors d'une récession, le taux d'inflation procure aux partenaires sociaux une certaine marge, leur permettant de négocier des «hausse salariales» nominales qui, en restant en deçà du taux d'inflation, constituent en vérité des réductions de salaires réels.

Tel n'est pas le cas, évidemment, dans les pays où l'évolution des salaires est cimentée vers le bas par le rattachement à l'indice du coût de la vie, c'est-à-dire à l'inflation.

Mais, comme nous l'avons dit, les dirigeants et leurs conseillers ne voyaient point l'aspect structurel du problème, c'est-à-dire le danger que l'indexation paralyse l'adaptation des revenus aux possibilités réelles de l'économie.

Ainsi, c'est en 1975 que le Parlement luxembourgeois vota la généralisation totale de l'indexation pour tous les revenus fixes au Grand-Duché¹. Que l'on s'imagine un capitaine de navire qui donne l'ordre de démonter les pompes, à un moment où le navire prend déjà de l'eau!

De même, c'est en 1975 que le professeur Albert Kervyn de Lettenhove, de l'Université Catholique de Louvain, ne trouva mieux à faire que de publier, ensemble avec Mlle Véronique Staes, une étude «Les salaires, les prix et l'index»² qui «cherchera à montrer que la liaison des salaires à l'index ne peut être rendue responsable d'une détérioration de la position compétitive. En d'autres mots, dans la mesure où il y a détérioration de celle-ci, elle provient d'augmentations rapides des salaires réels (au-delà de l'index)».

Dans une série d'articles publiés au «d'Letzeburger Land», nous avons, entre autres, analysé cette étude et montré où se trouve l'erreur

¹ Jusque-là, l'indexation n'avait été introduite, dans les différentes branches, qu'à travers des négociations collectives, base plus fragile et moins générale, mais surtout plus flexible qu'une loi.

² Recherches Économiques de Louvain, volume 41, n° 2 juin 1975.

d'hypothèse qui rend caduques les conclusions d'une analyse économique qui constitue, sans doute, un bel exercice de logique formelle, mais dont les conclusions sont fausses, précisément pour le cas où les termes d'échange d'un pays fortement engagé dans le commerce extérieur se détériorent subitement et profondément.

On ne peut que qualifier comme regrettable la publication d'une telle étude au moment où le monde se débat dans la plus grande crise depuis les années trente, crise qui est encore renforcée, pour la Belgique comme pour le Luxembourg, par la double incidence d'une dépendance énergétique totale des importations en matière d'énergie d'une part, par une très forte proportion, dans les exportations, de produits sidérurgiques d'autre part. On peut difficilement s'imaginer renversement plus dramatique des termes d'échange que celui dont souffre l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Un tel renversement constitue, pour cette économie, un appauvrissement brutal que la population ne peut pas, tout simplement, ignorer; au contraire, les conditions sociales et économiques devraient s'adapter à la nouvelle situation, l'imagination et l'énergie bien connues de la population active permettant de retrouver, dans un laps de temps limité, l'ancien niveau de vie et de progrès économique. En bloquant artificiellement le revenu réel des récipiendaires de revenus «fixes» (soit de plus de 80% de de la population dans le cas du Luxembourg), l'indexation générale des salaires et traitements risque, au contraire, de forcer les seules entreprises à absorber la perte brutale de richesse; en fait, c'est ce qui se passe, déjà, depuis trois ans. Or, il est évident que les réserves des entreprises ne sont pas sans limite; la perte de substance des entreprises entraînera nécessairement un arrêt général des investissements, la perte de la compétitivité sur les marchés étrangers¹ et l'installation définitive de l'UEBL — et des autres pays qui se trouvent dans une situation comparable — à un niveau de développement économique plus bas, les pays capables de s'adapter à la nouvelle situation regagnant vite leur compétitivité internationale et s'éloignant, en progression géométrique, des pays en stagnation.

La conscience de la profondeur et du caractère fondamental de la présente crise ne peut naître que très graduellement dans les esprits, étant donné que l'indexation donne aux récipiendaires de revenus fixes l'illusion que la crise ne concerne que les entreprises et, plus précisément, les entreprises du secteur ouvert sur l'étranger. C'est à leurs

¹ soit le contraire de ce que M. Kervyn de Lettenhove croit pouvoir démontrer mathématiquement.

dépens que les entreprises du secteur dit abrité commencent à apprendre que le renversement des termes d'échange concerne toute l'économie nationale; malgré la protection juridique que donne aux revenus fixes l'indexation, l'ensemble des travailleurs devra, tôt ou tard, se rendre à l'évidence que la progression des revenus réels ne peut pas continuer en dépit des circonstances économiques.

Que la répercussion de ces dernières sur les revenus se fasse sous forme d'une stagnation, voire d'une diminution des revenus nominaux ou sous forme d'une réduction des revenus réels par une stagnation — ou une progression plus lente — des revenus nominaux dépend, en dernière analyse, des préférences politiques de chaque nation.

Mais la profonde récession dans laquelle nous vivons actuellement aura montré qu'à long terme, une indexation généralisée constitue incontestablement un facteur de rigidité qui retarde des adaptations indispensables et qui, lors de chaque crise, risque de faire rétrograder l'économie nationale d'un pays par rapport à ses partenaires qui ne souffrent pas du même handicap.

L'avertissement formulé en 1964 par M. Joseph Heinen se trouve dramatiquement mis en évidence par la crise actuelle.

6. CONCLUSION

En résumé, notre brève analyse du rôle de l'indexation générale dans certains pays affligés par une inflation galopante, voire explosive, a confirmé que le rattachement à un critère réel — c'est-à-dire au niveau des prix à la consommation — constitue le seul moyen d'éviter l'élimination totale de la monnaie en tant que critère de la valeur et moyen de thésaurisation, l'arrêt total de toute épargne et, finalement, la disparition de la monnaie du circuit économique et la rechute de l'économie dans l'état de troc, c'est-à-dire dans l'anarchie et la stagnation totales.

Par contre, il semble aussi évident qu'une indexation généralisée des salaires et traitements comporte, à long terme, un effet d'accélération qui, précisément, peut mener une économie au stade de l'inflation ouverte, galopante. Logiquement, en effet, cette accélération ne peut se terminer que par deux aboutissements: ou bien, se prolongeant sans limite, elle finit par l'explosion inflationniste, ou, au contraire, l'illusion monétaire perdant son effet, l'économie tombe dans la stagflation, c'est-à-dire la stagnation accompagnée d'un haut degré d'inflation.

D'un autre côté, le déroulement des récessions qui sont apparues depuis 1967 et qui, prenant une amplitude toujours plus grande, ont finalement abouti à la crise de 1975/77, semble confirmer qu'une indexation générale des revenus dits fixes constitue un facteur de rigidité qui risque de paralyser l'aptitude d'adaptation d'une économie de marché et, de ce fait, de prolonger la crise. Ce danger est d'autant plus grand que les partenaires dans le commerce international ne souffrent pas — ou dans une mesure moindre — du même handicap, ce qui les avantage dans la concurrence mondiale.

Nous avons vu que, sous certains aspects, l'indexation des salaires constitue sans aucun doute un instrument de justice sociale; dans la mesure cependant où il peut gêner l'adaptabilité d'un pays aux influences externes, ce sont surtout les pays fortement dépendant du commerce international qui doivent manier cet instrument avec prudence et modération. Il est d'autant plus paradoxal que des pays possédant un grand marché intérieur (États-Unis et, dans une moindre mesure, l'Allemagne) ont largement (ou totalement) renoncé à l'arme de l'indexation, alors que les pays du Benelux, totalement ouverts sur le monde, l'utilisent jusqu'à la dernière conséquence.

La politique économique et sociale — comme la politique tout court — constituant l'art du possible, la crise actuelle devrait nous faire réfléchir sur une limitation raisonnable du champ d'application de l'indexation. L'étude de la Caisse d'Épargne, de 1964, en préconise la limitation au seul salaire minimum¹. On pourrait facilement s'imaginer l'introduction d'autres plafonds, adaptés au niveau réel des salaires et traitements et tenant compte du développement social. Mais il est probable qu'il serait bon d'introduire une quelconque limitation.

Dans la mesure où toute limitation de l'indexation à un certain plafond provoque, à la longue, une compression de l'échelle des revenus fixes, nous ferons considérer que l'indexation généralisée et sans limites n'a point empêché une telle compression dans le passé.

Nous renvoyons, à cet effet, à l'étude de M. Marcel Wagner² qui montre qu'en 1952 et 1974 la gamme des salaires au Luxembourg a évolué comme suit:

Ouverture totale de l'éventail global des salaires payés dans l'industrie sidérurgique luxembourgeoise (Salaire le plus bas: salaire de l'ouvrier le mieux payé dans l'entreprise)

¹ C'est également la ligne généralement suivie en France.

² La Formation des Revenus dans l'Économie Sociale de Marché, Marcel Wagner et al., Institut Universitaire International Luxembourg, 1974.

1952:	1 à 2,4
1963:	1 à 2,25
1969:	1 à 2
1971:	1 à 1,85
1973:	1 à 1,7
1974:	1 à 1,85

D'un autre côté, dans la mesure où les partenaires sociaux introduisent, délibérément, une structure comprimant la gamme des revenus fixes en temps de récession, ils devront avoir le courage politique de permettre et de défendre devant l'opinion publique un élargissement de cette gamme en temps de prospérité économique.

Grâce à un tel mécanisme, l'économie nationale retrouverait la souplesse et la flexibilité devant les faits imposés par l'économie mondiale qui sont indispensables, à long terme, à la survie des petites nations totalement engagées dans le commerce international.

Si la Belgique et le Luxembourg ont pu, pendant des décennies, agir à l'encontre de cette vérité, cela est dû sans doute à la conjoncture extraordinairement favorable qu'a connu l'acier et qui a permis à l'UEBL, mais surtout au Luxembourg, de se payer tous les luxes, y compris celui d'une indexation totale.

Or, même les esprits les plus optimistes doivent admettre actuellement que le boom de l'acier touche à sa fin et que le Luxembourg, tout en se diversifiant et en se tournant, dès lors, vers d'autres industries que l'acier, devra commencer à vivre comme tout le monde, c'est-à-dire se plier aux exigences sociales d'une économie mondiale en évolution constante et soumise à des fluctuations parfois imprévues et violentes.

Progrès social continu, oui — progrès social envers et contre toute évolution économique mondiale, non.

Nietzsche son aspiration à un idéal surhumain

Séance du 16 mai 1977

Introduction du Président, M. Alphonse Huss
Communication de M. Georges Goedert

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Mes chers confrères,

Au cours de nos travaux, nous risquons parfois de perdre de vue, bien à tort, que notre compagnie comportait aussi une sous-section de philosophie. Les membres de cette sous-section ont pourtant tout fait pour prendre à nos travaux une part très large, dans les limites de leurs compétences, rendant ainsi service à tous nos confrères. La pensée abstraite est, en effet, dans une remarquable mesure, à la base de la recherche aussi en sciences juridiques et politiques, en sciences économiques et sociales. Si, l'aridité d'une démonstration philosophique nous demande un certain effort intellectuel, nous sommes tous disposés à le fournir d'autant plus volontiers que le sujet traité présente des liens avec le monde des idées qui nous intéressent particulièrement. A cet égard, nous découvrirons aisément dans les exposés prononcés dans notre enceinte des raisons fondamentales d'intérêt.

Or, la philosophie de Nietzsche, dont il sera traité aujourd'hui, a, de façon insigne, imprégné non seulement l'évolution de la pensée philosophique de tout un siècle, mais s'est sensiblement répercutée sur les idées ayant cours dans d'autres domaines du savoir humain, notamment dans les disciplines politiques et sociales, et cela dans une mesure qui dépasse singulièrement les influences exercées par d'autres penseurs. Toutefois, devant pareil phénomène, le profane, j'entends le non-philosophe, reste déconcerté. Pour lui, l'évocation de Nietzsche comme personnalité et comme promoteur d'idées nouvelles et originales conservera souvent quelque chose d'inquiétant, voire de démoniaque, quelque chose qui semble dépasser le gabarit humain. Au demeurant, on peut légitimement se demander si ce représentant

d'un individualisme aristocratique provoquant, lequel réalise une conception du monde qui d'emblée paraîtra périmée à beaucoup de nos contemporains, est habilité à apporter un message valable à une génération éprise d'égalitarisme.

Je pense avec vous que l'exposé que nous allons entendre contribuera efficacement à nous restituer, sur ce point, notre sérénité.

La communication de ce jour nous est présentée par un invité, M. le professeur Georges GOEDERT que je remercie de s'être associé à notre labeur. M. Goedert n'est pourtant pour nous ni un inconnu, ni un étranger. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat accueillie par l'Université de Paris et qui avait retenu l'attention du défunt président de notre sous-section de philosophie, notre regretté confrère Jules Prussen. Aussi votre conseil d'administration a-t-il jugé indiqué de faire intervenir la Section dans les frais de publication de cette thèse qui traitait pour sa part de certains aspects particulièrement attachants de la doctrine de Nietzsche.

M. Goedert est issu d'une vieille famille luxembourgeoise de fonctionnaires fixée dans la capitale depuis le début du siècle. On se rappellera volontiers son grand-père, qui fut un pédagogue réputé. M. Georges Goedert est, pour sa part, professeur aux Cours universitaires et à l'Athénée de Luxembourg. Ses écrits philosophiques et surtout littéraires l'ont fait connaître du public intéressé aux choses de l'esprit.

Je le prie de bien vouloir prendre la parole.

Nietzsche son aspiration à un idéal Surhumain

Communication de M. Georges G o e d e r t
professeur

Le terme de «surhomme» (Übermensch) est sans doute l'un de ceux que, en rapport avec le nom de Nietzsche, on a le plus tendance à évoquer. Or, il s'agit là d'une notion souvent mal connue, voire méconnue, surtout du fait que, au cours d'une histoire récente que personne n'ignore, il en a été fait un abus sans précédent dans les annales de la philosophie. A l'horizon de sa compréhension se profilent encore aujourd'hui, pour un tas de gens, les hécatombes guerrières ainsi que les fours crématoires d'une des plus horribles entreprises d'asservissement et d'extermination de l'homme que le monde ait jamais connue.

Pour dégager le sens précis que Nietzsche a conféré à son concept de «surhomme», il importe au plus haut point de se plier à la devise: tout Nietzsche et rien que du Nietzsche. Cela veut dire qu'on s'interdira d'abord de s'en tenir à des propos isolés, séparés de leur contexte respectif. Et, secondement, on débarrassera la pensée nietzschéenne des fausses interprétations, voire des falsifications perpétrées dans différentes éditions de ses oeuvres.

Il ne saurait échapper au lecteur attentif que cette oeuvre marque une très forte aspiration à un type d'humanité supérieur. La démarche intellectuelle du philosophe constitue elle-même un continuel effort de dépassement de soi, toujours empreint d'ailleurs de la douleur de l'arrachement à soi.

Dans l'oeuvre de Nietzsche nous distinguons normalement trois périodes, entre lesquelles il ne faudrait cependant pas voir de véritable cassure. La première s'étend jusqu'à 1876, qui est l'année de la rupture avec Richard Wagner, celle aussi où sont composés les premiers aphorismes d'*Humain, trop humain*. L'oeuvre qui y prédomine est sans conteste *Die Geburt der Tragödie aus dem Geiste der Musik*, parce qu'elle renferme déjà en germe presque toute la philosophie nietzschéenne. La deuxième période dure jusqu'à la création du *Zarathoustra*, dont la première partie fut rédigée à Rapallo en février 1883. Les grandes

oeuvres, ici, sont *Humain, trop humain* (*Menschliches, Allzumenschliches*), *Aurore* (*Morgenröte*) et *Le gai savoir* (*Die fröhliche Wissenschaft*). La troisième période, certes la plus importante, comporte surtout *Also sprach Zarathustra, Jenseits von Gut und Böse, Zur Genealogie der Moral, Götzendämmerung, Der Antichrist, Ecce homo* et d'autres écrits de moindre envergure. Il ne faut pas non plus oublier le *Nachlaß*, les écrits posthumes. Le lot de ceux qui datent de cette dernière période est particulièrement volumineux.

C'est cette dernière période qui, ici, doit nous intéresser le plus, parce que c'est en elle que le philosophe développe le thème du «surhomme». Mais il convient de ne pas passer pour autant les périodes précédentes sous silence, car elles renferment une pensée tout orientée vers l'instauration d'un homme nouveau.

Le surhomme, selon Nietzsche, appartient à l'avenir. «Niemals noch gab es einen Übermenschen, dit Zarathoustra. Nackt sah ich beide, den größten und den kleinsten Menschen: — / Allzuähnlich sind sie noch einander. Wahrlich, auch den Größten fand ich — allzumenschlich¹! —» Zarathoustra non plus n'est pas le surhomme, bien qu'il soit plus proche de cet idéal que Nietzsche lui-même. Heidegger commente très judicieusement dans son écrit intitulé *Wer ist Nietzsches Zarathustra?*: «Zarathustra ist nur der Lehrer, nicht schon der Über-mensch selbst. Und wiederum ist Nietzsche nicht Zarathustra, sondern der Fragende, der Zarathustras Wesen zu erdenken versucht².» Eberhard Arnold désigne Zarathoustra de «Sur-Nietzsche» (Übernietzsche): «Zarathustra, der göttliche Übernietzsche als Prophet der ewigen Wiederkehr und des Übermenschen³.»

D'après Nietzsche, ce nouvel idéal s'impose afin de combler le vide béant créé par la «mort de Dieu». «Gott starb, dit Zarathoustra: nun wollen wir, — daß der Übermensch lebe⁴.» Dans le Dieu des chrétiens Nietzsche voit un idéal contre nature, qui affaiblirait la vie. Le dévoilement du caractère mensonger de cet idéal est, selon lui, l'ultime, l'extrême conséquence du nihilisme inhérent à la tradition occidentale depuis Platon. C'est sur cette terre, dans l'en-deçà, qu'il faudrait désormais chercher le sens et le but de la vie, non plus dans un au-delà fantasmagorique. Nous lisons dans le *Zarathoustra*: «Der Übermensch

¹ *Also sprach Zarathustra*, II, *Von den Priestern*. — Toutes les citations sont faites dans l'orthographe en usage de nos jours.

² Dans: Martin Heidegger, *Vorträge und Aufsätze*, Pfullingen, Günter Neske, 1954, pp. 101-126, ici: p. 107.

³ *Urchristliches und Antichristliches im Werdegang Friedrich Nietzsches*, Eilenburg, Bruno Beckers Buchhandlung (Otto Thon), 1910, p. 49.

⁴ *Also sprach Zarathustra*, IV, *Vom höheren Menschen*, § 2.

ist der Sinn der Erde. Euer Wille sage euch: der Übermensch sei der Sinn der Erde! / Ich beschwöre euch, meine Brüder, *bleibt der Erde treu* und glaubt denen nicht, welche euch von überirdischen Hoffnungen reden! Giftmischer sind es, ob sie es wissen oder nicht⁵.»

Par rapport au surhomme, l'homme serait un «passage» (Über-gang). «Der Mensch ist ein Seil, geknüpft zwischen Tier und Übermensch, — ein Seil über einem Abgrunde.» Toutefois, il ne s'agit point d'une transformation dans le sens du darwinisme. Nietzsche n'est pas darwinien, surtout à cause du caractère hautement actif qu'il attribue à la vie. La vie, selon lui, est essentiellement action. Elle façonne son milieu et n'est donc pas en premier lieu une réaction face à celui-ci. Et, en ce qui concerne le surhomme, ce n'est pas de l'espèce humaine tout entière qu'il s'agit, mais de quelques rares individualités exceptionnelles dont il faut préparer l'avènement. Si Nietzsche parle tout de même du caractère «biologique» de cette transformation, c'est qu'il attribue alors à ce terme une signification où l'élément spirituel est tout à fait déterminant. August Messer commente: «(...) es handelt sich hier nicht um eine naturnotwendige Entwicklung im Sinne Darwins, sondern um ein geistig-sittliches Höherstreben, das vom Willen der Menschen abhängt (...)»⁶. Au sens propre du terme, le phénomène est donc d'ordre moral. Il faut amener l'homme à aspirer à l'idéal du surhomme et à consentir librement aux sacrifices que celui-ci impose. Dans *L'Antichrist*, le philosophe écrit: «Nicht was die Menschheit ablösen soll in der Reihenfolge der Wesen, ist das Problem, das ich hiermit stelle — der Mensch ist ein *Ende* —): sondern welchen Typus Mensch man *züchten* soll, *wollen* soll, als den höherwertigeren, lebenswürdigeren, zukunftsgeisteren⁷.» Aussi faut-il se rendre compte bien clairement que Nietzsche, cet ennemi acharné de la morale traditionnelle, préconise bel et bien une nouvelle morale.

Et, demandera-t-on, qu'arrivera-t-il à l'immense majorité de ceux qui ne portent pas en eux l'étoffe pour accéder à un niveau surhumain? La réponse de l'auteur est sans ambiguïté. Pour lui, l'humanité est essentiellement divisée en deux catégories: les forts et les faibles, les maîtres et les esclaves. Or, les êtres inférieurs verront aussi leur vie se transformer dans la mesure où ils accepteront de la mettre au service des hommes supérieurs.

⁵ *Also sprach Zarathustra*, I, *Zarathustras Vorrede*, § 3.

⁶ *Erläuterungen zu Nietzsches Zarathustra*, Stuttgart, Strecker u. Schröder, 1922, p. 8.

⁷ *Der Antichrist*, § 3.

Reconnaissons qu'il s'agit là d'un aspect de l'enseignement nietzschéen apte à soulever notre désapprobation! Et ce n'est pas le seul. Certes, quelque fascinant qu'il soit à maints égards, et malgré l'influence énorme qu'il continue d'exercer sur le XX^e siècle, Nietzsche n'est pas un philosophe auquel on se rallierait corps et âme. Aussi ne sera-t-on pas surpris du fait que, aujourd'hui, malgré l'immense intérêt qu'il suscite aux quatre coins du monde, on ne rencontre guère de véritables nietzschéens.

Après cette brève esquisse de l'idéal surhumain, je vais diviser mes propos en deux chapitres. Il sera, premièrement, question du combat de Nietzsche contre la tradition culturelle de l'Occident, laquelle, selon lui, ruine l'homme, parce qu'elle mène au néant, ce qui veut dire qu'elle présente un caractère foncièrement nihiliste. Ensuite, je tâcherai de mettre en évidence les nouvelles valeurs prônées par Nietzsche, celles qui, selon lui, devront un jour permettre l'actualisation du surhomme.

La philosophie de Nietzsche comporte en effet des aspects critiques aussi bien que des aspects créateurs. Dans sa «transvaluation de toutes les valeurs» ces deux catégories se conditionnent mutuellement. «Aspects inséparables, dit Georges Morel: c'est pour Nietzsche une thèse centrale qu'il n'y a pas de critique préalable et que seule la création peut détruire⁸.»

I. LA PARTIE CRITIQUE

C'est au cours de sa troisième période que Nietzsche parle abondamment du nihilisme. Il attribue à ce terme un sens tantôt objectif, tantôt subjectif. Au sens objectif, «nihilisme» signifie l'aspiration au néant, laquelle serait essentiellement causée par la «décadence», donc, par un dépérissement des forces vitales, et se manifesterait sous différents déguisements moraux, religieux ou philosophiques. Ce nihilisme, le philosophe l'aperçoit dans toute la tradition occidentale, depuis Platon jusqu'à Schopenhauer, et il accuse le christianisme d'avoir été, en Europe, son plus grand propagateur. Au sens subjectif, d'autre part, le terme de «nihilisme» désigne, chez Nietzsche, la situation de l'homme moderne qui a pris conscience que toutes les valeurs traditionnelles relèvent de l'aspiration au néant. C'est à ce nihilisme subjectif que s'applique la parole de la «mort de Dieu». Dieu est mort,

⁸ Nietzsche, Paris, Aubier-Montaigne, 3 volumes, 1971, ici: II, p. 13.

cela veut dire que, à présent, la religion et, en même temps qu'elle, toute la tradition culturelle de l'Occident, ont cessé d'être dignes de foi. Car Dieu est la clef de voûte de cet immense édifice.

Face à la découverte de la «mort de Dieu», deux attitudes seraient possibles, l'une passive, l'autre active. En conformité avec le dualisme de la force et de la faiblesse, qui traverse toute son oeuvre, Nietzsche estime que le nihilisme actif ne saurait être pratiqué que par les forts. Il se manifesterait dans les critiques des idéaux d'autrefois, mais serait toutefois incapable de produire des valeurs nouvelles. Les faibles, par contre, se contenteraient d'une attitude de passivité. Celle-ci est évoquée dans le *Zarathoustra* quand il est question du «dernier homme» (der letzte Mensch). La croyance à un but supérieur étant perdue, le «dernier homme» ne recherche plus qu'un petit bonheur égoïste. «Die Erde ist dann klein geworden, und auf ihr hüpfet der letzte Mensch, der alles klein macht. Sein Geschlecht ist unaustilgbar wie der Erdflö; der letzte Mensch lebt am längsten. / 'Wir haben das Glück erfunden' — sagen die letzten Menschen und blinzeln⁹.» Ce bonheur du «dernier homme» se résume comme suit: «Man hat sein Lustchen für den Tag und sein Lustchen für die Nacht: aber man ehrt die Gesundheit¹⁰.» Avec une clairvoyance extraordinaire, Nietzsche a présagé notre actuelle société de consommation. Comme l'écrit Eugen Fink, le «dernier homme» est «der Mensch des passiven Nihilismus, der nichts mehr glaubt, in dem die schaffende Gewalt des Menschenwesens erloschen und ausgebrannt ist, der im Grund vegetiert, obgleich er über eine ausgebreitete Bildung verfügt, — der sich selbst keine Aufgabe mehr ist; der kleine Mensch ist es, dem nicht mehr das Feuer des Enthusiasmus in der Seele brennt¹¹.»

Le philosophe estime que la prise de conscience nihiliste est la conséquence du caractère nihiliste de la tradition occidentale. Cette tradition a créé des valeurs, en particulier celle de la véracité, qui finiraient par venir à bout d'elle, produisant ainsi le phénomène que Nietzsche appelle «Selbstaufhebung» de la morale et de la religion.

Il convient de relever ici que c'est en grande partie grâce à sa lecture de Schopenhauer que Nietzsche est parvenu à concevoir tout le courant culturel de l'Occident comme étant foncièrement nihiliste.

⁹ Also sprach Zarathustra, I, Zarathustras Vorrede, § 5.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Nietzsches Philosophie, Stuttgart, Urban-Bücher n° 45, Kohlhammer, 1960, p. 66.

Nietzsche avait à peine vingt-et-un ans lorsqu'il découvrit chez un antiquaire à Leipzig l'œuvre maîtresse de Schopenhauer, *Die Welt als Wille und Vorstellung*. L'émotion que cette lecture lui causa fut extrêmement vive. Il écrit : « (...) hier sah ich einen Spiegel, in dem ich Welt, Leben und eigen Gemüt in entsetzlicher Großartigkeit erblickte¹². » Schopenhauer lui apprit en effet que le fond même de l'Être est souffrance et que seule l'aspiration au néant, — en termes schopenhauériens : la négation du vouloir-vivre —, peut être rédemptrice.

Or, l'enthousiasme de Nietzsche était de courte durée. En effet, déjà dans *La naissance de la tragédie*, il oppose l'affirmation intégrale de la vie, y compris de la souffrance, à la négation schopenhauérienne, considérant même que la souffrance est l'ingrédient indispensable à la vie de ceux qui, assez forts pour l'assumer, parviennent à un maximum de jouissance et d'épanouissement.

Au cours de sa deuxième période, le philosophe entreprend ce qu'il appelle lui-même sa « campagne contre la morale ». Il s'agit en premier lieu d'une polémique contre la morale schopenhauérienne de la pitié, laquelle aboutit à l'ascèse, c'est-à-dire à la pratique de la négation du vouloir-vivre. Dans la pensée nietzschéenne, la morale et l'aspiration au néant sont désormais indissolublement liées.

Ce n'est qu'au cours de la troisième période que se déploie véritablement la lutte de Nietzsche contre le christianisme. En effet, au cours de la première période, l'auteur observait à l'égard du christianisme le silence le plus complet, et, durant la deuxième, il n'en parlait qu'incidemment et presque toujours en rapport avec sa critique de Schopenhauer. Or, il est intéressant de constater que, jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusque dans *L'Antichrist*, il traite le christianisme de religion de la pitié et de la négation du vouloir-vivre. Il ne se sépare donc jamais de l'image que Schopenhauer, sur la base de ses principes philosophiques, avait donnée de la religion chrétienne. Or, l'interprétation schopenhauérienne est unilatérale et, en partie du moins, fautive. Il n'en reste pas moins que Nietzsche n'a jamais cessé de voir dans le christianisme la manifestation la plus importante et la plus répandue de l'attitude pessimiste à l'égard de l'homme et de l'univers entier, telle qu'elle se trouve exprimée dans la philosophie de Schopenhauer. Dans *Menschliches, Allzumenschliches*, il a même déclaré que, sans l'aide

de Schopenhauer, il devrait désormais être difficile, sinon impossible de porter un jugement correct sur le christianisme. Il écrit : « (...) ich glaube, daß es jetzt niemandem so leicht gelingen möchte, ohne Schopenhauers Beihilfe dem Christentum und seinen asiatischen Verwandten Gerechtigkeit widerfahren zu lassen: was namentlich vom Boden des noch vorhandenen Christentums aus unmöglich ist¹³. »

Dans les *Parerga und Paralipomena* de Schopenhauer, Nietzsche avait pu découvrir en particulier la phrase : « Daß die Welt bloß eine physische, keine moralische Bedeutung habe, ist der größte, der verderblichste, der fundamentale Irrtum, die eigentliche Perversität der Gesinnung, und ist wohl im Grunde auch das, was der Glaube als den Antichrist personifiziert hat¹⁴. » Schopenhauer avait condamné la vie au nom de la morale. Il avait développé un moralisme absolu, selon lequel non seulement la nature humaine serait « mauvaise », mais aussi l'Être tout court, et qui présente l'existence humaine comme un châtiment. Ce moralisme absolu, Nietzsche le rejette radicalement, car il le considère comme profondément néfaste. Le nom d'« Antichrist », chez lui, ne désigne pas seulement l'ennemi du christianisme, mais, plus généralement, celui qui rejette les valeurs morales, qui, comme Nietzsche, se place « jenseits von Gut und Böse ». Dans *Versuch einer Selbstkritik*, nous lisons que le christianisme représente « die ausschweifendste Durchfigurierung des moralischen Themas, welche die Menschheit bisher anzuhören bekommen hat¹⁵. » Il n'y a pas à en douter — et je pourrais citer maints passages à l'appui de mon affirmation : l'antichristianisme nietzschéen est profondément marqué par l'opposition contre Schopenhauer.

Mais Nietzsche généralise encore bien davantage. Selon lui, l'aspiration au néant ne réside pas seulement dans le christianisme : toute la tradition culturelle occidentale depuis Platon serait foncièrement nihiliste. Le nihilisme serait inhérent à toute la philosophie occidentale dans la mesure où celle-ci est fondée sur la métaphysique. Car la métaphysique serait le fruit de la morale. Le déclin des forces vitales aurait conduit à une méconnaissance foncière, voire au rejet des valeurs propres à la vie, incitant les hommes à chercher l'idéal dans un monde transcendant, un arrière-monde (Hinterwelt) et à condamner, au nom de cet idéal, les choses de la terre. La véritable force active dans ce mouvement dicté par la « décadence » aurait été le ressentiment,

¹² Elisabeth Förster-Nietzsche, *Der werdende Nietzsche. Autobiographische Aufzeichnungen Nietzsches*, München, Musarion-Verlag, 1924, p. 317.

¹³ *Menschliches, Allzumenschliches*, I, § 26.

¹⁴ *Parerga und Paralipomena*, Band 2, dans : *Sämtliche Werke*, hg. v. A. Hübscher, Wiesbaden, F.A. Brockhaus, 1966, Band 6, p. 214.

¹⁵ *Versuch einer Selbstkritik*, § 5.

c'est-à-dire une sorte de haine sourde contre tout ce qui est beau, sain et puissant, une haine nourrie par des hommes devenus incapables d'actualiser de telles valeurs.

L'un des derniers écrits de Nietzsche est intitulé *Götzen-Dämmerung*. Les anciennes «idoles» s'effondrent du moment que se développe la conscience de leur véritable nature, c'est-à-dire de leur nihilisme. Produites par la volonté de néant, elles sont réduites à néant. Or, ce «crépuscule» rend nécessaire l'«aurore» de valeurs nouvelles.

II. LA PARTIE CRÉATRICE

Il s'agit de préparer l'avènement du surhomme. Et nous voici donc en passe d'examiner de plus près la partie créatrice de la philosophie nietzschéenne des valeurs. L'auteur indique un certain nombre de règles de conduite dont l'observation préparerait la naissance du surhomme. Celles-ci se laissent résumer en trois points essentiels : l'immoralité, le désir passionné de distance (*Pathos der Distanz*) et la volonté de puissance. Il faut y ajouter la croyance à l'éternel retour, laquelle est annoncée comme une véritable foi nouvelle. Le philosophe a projeté ainsi tout un mode de vie que seuls des hommes supérieurs devraient être à même de réaliser.

a) L'immoralité

Par «Immoralität» — nous trouvons aussi le terme de «Unmoralität» —, Nietzsche désigne à la fois un comportement «amoral» et «immoral».

Le premier sens ne pose aucune difficulté. L'autodestruction de la morale ayant conduit à un «Jenseits von Gut und Böse», la conduite de l'homme supérieur ne saurait être qu'amorale.

Mais Nietzsche emploie le terme surtout dans le second sens. Il est alors pratiquement synonyme de «mal». Pour saisir ce qu'il entend par le «mal» (das Böse), il faut se référer à ses concepts de «troupeau» et d'«esclave». Au cours de sa troisième période, il estime que la morale chrétienne est essentiellement une morale pour «bêtes de troupeau» ainsi qu'une «Sklavenmoral». Or, la «bête de troupeau» voit le mal dans tout ce qui dérange sa commodité, son petit bonheur paisible. L'«esclave», d'autre part, aperçoit le mal essentiellement dans l'usage que les «maîtres» (Herren) font de leur puissance. Ces jugements,

Nietzsche les condamne comme étant issus de la faiblesse, de la médiocrité ou du ressentiment. Le mal ne serait-il pas plutôt un bien, dans la mesure, bien entendu, où des hommes supérieurs l'assumeraient? La réponse est positive. L'homme doit plonger dans le mal afin de devenir plus vertueux! «(...) das allein lernte ich bisher, dit Zarathoustra, daß dem Menschen sein Bösestes nötig ist zu seinem Besten, — / — daß alles Böseste seine beste *Kraft* ist und der härteste Stein dem höchsten Schaffenden; und daß der Mensch besser und böser werden muß: — / Nicht an *dies* Marterholz war ich geheftet, daß ich weiß: der Mensch ist böse, — sondern ich schrie, wie noch niemand geschrien hat: / 'Ach, daß sein Bösestes so gar klein ist! Ach, daß sein Bestes so gar klein ist!¹⁶»

Il en irait de l'homme comme de «l'arbre sur la montagne»: «Je mehr er hinauf in die Höhe und Helle will, um so stärker streben seine Wurzeln erdwärts, abwärts, ins Dunkle, Tiefe, — ins Böse!¹⁷»

De tels propos, malgré leur ton provocateur, reposent sur des jugements perspicaces et nuancés. Il est possible de s'en rendre compte, par exemple, à la lecture de cette sorte de parodie sur le «Sermon de la Montagne» biblique, au cours de laquelle Zarathoustra fait l'éloge de ce qu'il appelle «die drei Bösen»: «Wollust», «Herrschaft» et «Selbstsucht». «Wollust, dit-il: für die freien Herzen unschuldig und frei, das Garten-Glück der Erde, aller Zukunft Dankes-Überschwang an das Jetzt. / Wollust: nur dem Welken ein süßlich Gift, für die Löwen-Willigen aber die große Herzstärkung, und der ehrfürchtig geschonte Wein der Weine!¹⁸» «Herrschaft»! Ce désir se manifesterait surtout par la dureté et la cruauté. Or, celles-ci, pas plus que la volupté, ne seraient des fins en soi, et Nietzsche les désapprouve quand elles ne relèvent pas d'une plénitude intérieure. Cela vaut également pour l'égoïsme, lequel n'aurait de la valeur que lorsqu'il s'agit de la «heile, gesunde Selbstsucht, die aus mächtiger Seele quillt»¹⁹.

Déjà au cours de sa deuxième période, le philosophe s'était appliqué à démontrer qu'il n'existe pas de motivations non-égoïstes, même pas dans les actes altruistes les plus sublimes. Or, il faudrait toujours se demander de quel «ego» il s'agit. «Die Selbstsucht ist so viel wert, als der physiologisch wert ist, der sie hat: sie kann sehr viel wert sein,

¹⁶ Also sprach Zarathustra, III, Der Genesende.

¹⁷ Also sprach Zarathustra, I, Vom Baum am Berge.

¹⁸ Also sprach Zarathustra, III, Von den drei Bösen.

¹⁹ Ibid.

sie kann nichtswürdig und verächtlich sein²⁰.» Seul l'égoïsme des faibles, des «mal venus» (die Schlechtweggekommenen), serait méprisable. «Eine andere Selbstsucht gibt es, dit Zarathoustra, eine allzu arme, eine hungernde, die immer stehlen will, jene Selbstsucht der Kranken, die kranke Selbstsucht. / Mit dem Auge des Diebes blickt sie auf alles Glänzende; mit der Gier des Hungers mißt sie den, der reich zu essen hat; und immer schleicht sie um den Tisch der Schenkenden²¹.»

Selon Nietzsche, l'immoralité humaine répond à une donnée ontologique fondamentale. En effet, le mal est nécessairement inhérent à la nature même de la vie, du moment que celle-ci est présentée comme étant essentiellement «volonté de puissance». Car l'actualisation de la puissance implique constamment l'agression et la destruction. Aussi pouvons-nous lire: «Leben selbst ist *wesentlich* Aneignung, Verletzung, Überwältigung des Fremden und Schwächeren, Unterdrückung, Härte, Aufzwingung eigener Formen, Einverleibung und mindestens, mindestens Ausbeutung (...)»²².

Le renoncement à la domination d'autrui, chez le chrétien, apparaît en conséquence comme une forme détournée ou simplement cachée de ces tendances vitales. Seulement, du fait d'appartenir en l'occurrence à une vie affaiblie, décadente, elles seraient incapables de produire le moindre enrichissement et ne feraient qu'assurer le maintien et la continuation d'une existence dépourvue de valeurs véritables.

b) *Le désir passionné de distance (Pathos der Distanz)*

J'ai relevé, deuxièmement, que les hommes supérieurs, d'après Nietzsche, se signalent par le «Pathos der Distanz». Ils gardent leurs distances, d'abord par rapport aux faibles, mais en particulier aussi dans les relations qu'ils entretiennent entre eux. Et cette distance qui doit les séparer entre eux implique aussi bien la différence que la rivalité.

La vertu de l'homme supérieur présente par conséquent un caractère strictement individualiste. Chaque individu fort la réalisera sur la base de propriétés profondément personnelles. Zarathoustra proclame: «'Das ist nun mein Weg, — wo ist der eure?' so antwortete

²⁰ *Götzen-Dämmerung, Streifzüge eines Unzeitgemäßen*, § 33.

²¹ *Also sprach Zarathustra*, I, *Von der schenkenden Tugend*, § 1.

²² *Jenseits von Gut und Böse*, § 259.

ich denen, welche mich 'nach dem Weg' fragten. Den Weg nämlich — den gibt es nicht²³!» La façon tout à fait concrète dont un tel exerce sa vertu n'est valable que pour lui seul, non pas pour les autres. «Daß eure Tugend euer Selbst sei, und nicht ein Fremdes, eine Haut, eine Bemäntelung: das ist die Wahrheit aus dem Grunde eurer Seele, ihr Tugendhaften! — / Aber wohl gibt es solche, denen Tugend der Krampf unter einer Peitsche heißt: und ihr habt mir zuviel auf deren Geschrei gehört²⁴!»

L'aspiration au surhomme n'aboutira donc pas à une quelconque uniformisation. C'est là d'ailleurs un des nombreux points de la doctrine nietzschéenne que le totalitarisme national-socialiste n'a pas voulu comprendre quand il a célébré Nietzsche comme un précurseur.

Cet individualisme nietzschéen en ce qui concerne la pratique de la vertu est du reste intimement lié à son perspectivisme sur le plan gnoséologique: il n'y a de vérité que dans une optique particulière, c'est-à-dire en rapport avec un point de vue individuel bien déterminé.

Or, non seulement les hommes supérieurs doivent se tenir à distance les uns des autres, mais il est nécessaire aussi que la rivalité règne entre eux. Ici, le philosophe développe un thème qui lui était déjà très cher au cours de sa première période. Aussi convient-il de mentionner, dans ce contexte, en particulier l'écrit posthume intitulé *Homers Wettkampf*, lequel date des années 1871/72. Nietzsche y voit dans l'idée de compétition «den edelsten hellenischen Grundgedanken». Il explique que, d'après Hésiode, il existe deux déesses appelées Eris. La première a été mise au monde par la Nuit: elle conduit les hommes au carnage. C'est la méchante Eris. L'autre, par contre, la bonne Eris, pousse les hommes à la compétition. Elle a l'avantage de réveiller et de développer les forces, tout en imposant les indispensables limites, faisant éviter ainsi aux hommes la «hybris». En cela, Nietzsche s'inspirait également beaucoup d'Héraclite, pour lequel Polemos, la Guerre, est à l'origine de toutes choses. Bref, dès le début de sa démarche philosophique, Nietzsche a considéré la compétition comme un moyen indispensable dans l'épanouissement d'une vie puissante. Il en a fait un principe pédagogique d'une importance capitale, ce qui l'a amené d'ailleurs fort logiquement à faire l'éloge des méthodes d'enseignement et d'éducation pratiquées dans les collèges jésuites.

La distance, la différence, la rivalité! L'élite, selon Nietzsche, ne saurait s'en passer. Elle est ainsi tout à fait aux antipodes du «trou-

²³ *Also sprach Zarathustra*, III, *Vom Geist der Schwere*, § 2.

²⁴ *Also sprach Zarathustra*, II, *Von den Tugendhaften*.

peau», dont la morale a pour but de rendre tout le monde également médiocre. Le philosophe insiste tout particulièrement aussi sur l'inégalité foncière entre l'élite et l'immense masse des faibles. Il s'en prend d'une manière extrêmement violente au socialisme, lequel, à ses yeux, malgré la «mort de Dieu», serait une continuation du mouvement altruiste chrétien. Zarathoustra appelle les socialistes des «tarentules» (Taranteln). Ces araignées venimeuses seraient mues essentiellement par le désir de vengeance nourri par leur propre impuissance. «Mit diesen Predigern von Gleichheit, dit-il, will ich nicht vermischt und verwechselt sein. Denn so redet *mir* die Gerechtigkeit: 'die Menschen sind nicht gleich'. / Und sie sollen es auch nicht werden! Was wäre denn meine Liebe zum Übermenschen, wenn ich anders spräche? / Auf tausend Brücken und Stegen sollen sie sich drängen zur Zukunft, und immer mehr Krieg und Ungleichheit soll zwischen sie gesetzt sein: so läßt mich meine große Liebe reden²⁵!»

c) *La volonté de puissance (der Wille zur Macht)*

Mais venons-en maintenant à la caractéristique suivante, plus fondamentale encore que les deux précédentes, et d'une certaine manière à l'origine de celles-ci, à savoir la volonté de puissance (der Wille zur Macht).

Selon Nietzsche, la volonté de puissance, c'est d'abord l'essence même de la vie. Le terme a donc en premier lieu une signification ontologique. Le philosophe rejette la conception schopenhauérienne, d'après laquelle la volonté de chaque être vivant serait foncièrement un «vouloir-vivre». Il réfute aussi l'un des principes majeurs de l'évolutionisme de Spencer et de Darwin. Nous lisons: «Die Physiologen sollten sich besinnen, den Selbsterhaltungstrieb als kardinalen Trieb eines organischen Wesens anzusetzen. Vor allem will etwas Lebendiges seine Kraft *auslassen* — Leben selbst ist Wille zur Macht —: die Selbsterhaltung ist nur eine der indirekten und häufigsten Folgen davon²⁶.»

Mais la volonté de puissance représente, secondement, la principale composante dans la vertu de l'homme supérieur. Il s'agit là de sa signification ontique. Le devenir charrie deux catégories d'êtres: les forts et les faibles, les bien portants et les malades, les puissants et les «décadents». Chez les deux, la volonté de puissance se manifeste en tant que principe ontologique. Même dans l'impuissance, il y a une

aspiration à la puissance. Mais c'est seulement chez les forts qu'elle aboutit à l'actualisation de valeurs véritables, les valeurs des faibles représentant une perte pour la vie. Les valeurs chrétiennes, en particulier, seraient un symptôme de déclin et auraient pour but essentiel de propager le déclin, tandis que les valeurs des forts assureraient un plein épanouissement de la vie. Martin Meyer commente: «Jeder ist daraufhin zu beurteilen, ob er die aufsteigende oder absteigende Linie des Lebens darstellt. Der Arme an Leben verarmt es noch, der Reiche, Starke, bereichert es, der erstere ist sein Parasit, der letztere ein Hinzuschenkender. Im Problem des Wachstums und der Erschöpfung oder der Zersetzung ist alles Maß gelegen²⁷.»

Toutefois, la puissance que le philosophe pose comme idéal, ne se réduit pas à une simple quantité de force brutale: elle est essentiellement maîtrise de soi et culmine dans la «prodigue vertu» (die schenkende Tugend).

Maîtrise de soi! L'homme supérieur est un véritable créateur de valeurs, et à travers la formation de soi il contribue à l'avènement futur du surhomme. Or, cette création est profondément douloureuse. Seuls ceux qui ne reculent pas devant les pires souffrances de l'âme sont capables de l'assumer. «(...) es bestimmt beinahe die Rangordnung, dit Nietzsche, wie tief einer leiden kann (...)»²⁸. Ici, le philosophe reprend une idée qu'il avait déjà développée dans *La naissance de la tragédie* et qui est vraiment d'une importance capitale pour toute sa pensée: il n'y a pas d'humanité supérieure sans la faculté de souffrir profondément. À la fin de *La naissance de la tragédie*, il fait dire à un vieillard athénien: «(...) wieviel mußte dieses Volk leiden, um so schön werden zu können²⁹!» Et plus tard, dans *Versuch einer Selbstkritik*, il demande: «Gibt es vielleicht ein Leiden an der Überfülle selbst? Eine versucherische Tapferkeit des schärfsten Blicks, die nach dem Furchtbaren verlangt, als nach dem Feinde, dem würdigen Feinde, an dem sie ihre Kraft erproben kann³⁰?» La sérénité apollinienne apparaît alors à la fois comme le fruit et le remède d'une vie qui, en union avec le fond dionysien du monde, est capable de la plus haute jouissance en même temps que de la plus atroce douleur.

Chez l'individu créateur (der Schaffende), tel qu'il est présenté dans la troisième période, la prise de conscience du caractère nihiliste

²⁵ Also sprach Zarathustra, II, Von den Taranteln.
²⁶ Jenseits von Gut und Böse, § 13.

²⁷ Nietzsches Zukunftsmenschheit, das Wertproblem und die Rangordnungsidee, Berlin, Leonard Simion Nf., 1916, p. 18.

²⁸ Nietzsche contra Wagner, Der Psycholog nimmt das Wort, § 3.

²⁹ Die Geburt der Tragödie aus dem Geiste der Musik, § 25.

³⁰ Versuch einer Selbstkritik, § 1.

des valeurs traditionnelles joue un rôle capital. Elle est infiniment douloureuse pour lui, surtout aussi du fait qu'avec Dieu ont péri l'ancienne conception de la vérité ainsi que la valeur de la «ratio». La science nouvelle ne peut qu'être irrationaliste, se frayant un chemin dans un devenir chaotique. L'existence de l'homme supérieur est profondément tragique. Il doit faire preuve par conséquent de beaucoup de dureté à l'égard de soi. Il sera dur aussi envers autrui et se gardera bien de céder à la compassion, celle-ci représentant l'attitude la plus contraire à son idéal. D'après Nietzsche, elle est toujours un symptôme de faiblesse.

Sa récompense, l'homme supérieur la trouvera dans l'actualisation de la vertu suprême, dans la «prodigue vertu» (die schenkende Tugend), laquelle est une forme toute particulière d'amour. Dans une note posthume nous lisons: «Eine volle und mächtige Seele wird nicht nur mit schmerzhaften, selbst furchtbaren Verlusten, Entbehrungen, Beraubungen, Verachtungen fertig: sie kommt aus solchen Höllen mit größerer Fülle und Mächtigkeit heraus: und, um das Wesentlichste zu sagen, mit einem neuen Wachstum in der Seligkeit der Liebe³¹.»

En dernière instance, cet amour a toujours pour objet le surhomme. L'homme supérieur aimera autrui dans la mesure où il aperçoit en lui une quelconque anticipation sur cet idéal de l'avenir. Comme le terme de «prodigue vertu» l'indique, il s'agit d'un amour qui a principalement pour but d'enrichir autrui. Si, d'autre part, il comporte une composante égoïste essentielle, c'est parce que l'homme supérieur doit d'abord songer à lui-même, veiller à sa propre formation, à son propre enrichissement, avant d'être capable de prodiguer ses biens à autrui. Zarathoustra proclame: «Unersättlich trachtet eure Seele nach Schätzen und Kleinodien, weil eure Tugend unersättlich ist im Verschenken-Wollen³².» En effet, plus l'homme est puissant, plus il contribuera à l'actualisation du surhomme.

d) *La croyance à l'éternel retour (die ewige Wiederkunft)*

Finalement, j'ai mentionné la croyance à l'éternel retour (die ewige Wiederkunft). Il s'agit de la pensée la plus secrète de Zarathoustra. En effet, si Zarathoustra parle du surhomme à tous, de la «mort de Dieu»

³¹ *Nachgelassene Fragmente*, dans: *Kritische Gesamtausgabe*, hg. von M. Montinari und G. Colli, Berlin-New York, Walter de Gruyter, 1967 ff., VIII 1, 7(39).

³² *Also sprach Zarathustra*, I, *Von der schenkenden Tugend*, § 1.

et de la volonté de puissance à quelques-uns, il n'évoque l'idée de l'éternel retour que pour lui-même. Le contenu de cette croyance se laisse résumer de la manière suivante: tout ce qui existe, y compris ce qui est petit, mesquin et répugnant, reviendra éternellement, c'est-à-dire sera l'objet d'un nombre infini de répétitions. Et ce qui se passe au moment présent constitue par conséquent une répétition d'événements qui, dans le passé, se sont produits déjà un nombre infini de fois.

Au premier abord, on est tenté de juger que cette croyance est en contradiction avec la volonté de puissance. D'ailleurs Alfred Bäumler, le plus connu sans doute des interprètes de Nietzsche à l'époque nazie, mettant tout particulièrement en évidence le «Wille zur Macht», a fini par rejeter l'idée de l'éternel retour. «Mit dem Grundgedanken des 'Willens zur Macht', écrit-il, steht er (der Gedanke der ewigen Wiederkunft) in keinem Zusammenhang, ja er würde, ernst genommen, den Zusammenhang der Philosophie des Willens zur Macht sprengen³³.» Or, il faut constater que, loin de ruiner la philosophie de la volonté de puissance, la croyance à l'éternel retour en constitue le véritable achèvement. Seulement, elle présente des aspects qui n'ont pas été de nature à convenir aux idéologues du national-socialisme.

L'idée de l'éternel retour se laisse envisager de deux manières. Si on la considère du point de vue du passé, chaque événement du présent apparaît comme la répétition fidèle, comme l'exacte reproduction d'un événement du passé. Il se trouve par conséquent soumis à un déterminisme rigoureux. L'homme, alors, est entièrement privé de liberté. Il n'a aucune prise sur le devenir. Si, par contre, on adopte le point de vue de l'avenir, et c'est ce que fait Nietzsche en préconisant le surhomme comme l'idéal de l'avenir, on dira que tout reste à faire. Chaque effort du présent, chaque geste, chaque décision comptent et sont revêtus d'une signification extraordinairement grande, étant donné qu'ils marqueront de leur sceau un nombre infini de répétitions futures. Envisagée sous cet angle, la croyance à l'éternel retour est un constant appel à l'actualisation de la puissance. Elle prend les aspects d'un véritable impératif catégorique.

Mais son importance, pour l'homme supérieur, provient surtout aussi du fait qu'elle représente une sorte d'épreuve suprême. Zarathoustra tombe malade, atteint presque mortellement à la pensée que «l'homme petit» (der kleine Mensch), lui aussi, revient éternellement. «Ewig kehrt er wieder, der Mensch, des du müde bist, der kleine

³³ *Nietzsche der Philosoph und Politiker*, Leipzig, Philipp Reclam jun., 1937, p. 46 sq.

Mensch' — (...)»³⁴. Il en résulte un dégoût terrible. Et ce n'est qu'après avoir surmonté ce dégoût que Zarathoustra devient celui qui bénit la vie sous tous ses aspects.

Ici Nietzsche reprend, tout en la complétant, son affirmation tragique, dionysienne, de la vie que, déjà dans *La naissance de la tragédie*, il avait opposée au pessimisme schopenhauérien. La vie étant à la fois croissance et dépérissement, création et destruction, quiconque, par faiblesse, entend en éviter peureusement les aspects négatifs, ne parviendra pas non plus à jouir pleinement de ses côtés positifs. Or, si le dépérissement est indispensable à la vie, alors tous les phénomènes de la «décadence», y compris le pessimisme de Schopenhauer et la morale chrétienne, apparaissent comme exerçant une fonction indispensable. Sans la volonté de néant il n'y aurait pas de nouvelle croissance. Cela signifie aussi que, sans le nihilisme, l'idéal du surhomme serait tout simplement inexistant.

«Ich aber bin ein Segnender, dit Zarathoustra, und ein Ja-sager, (...) in alle Abgründe trage ich da noch mein segnendes Ja-sagen. / Zum Segnenden bin ich worden und zum Ja-sagenden: und dazu rang ich lange und war ein Ringer, daß ich einst die Hände frei bekäme zum Segnen»³⁵.

A maints endroits au cours de la troisième période, surtout aussi dans nombre de notes posthumes, Nietzsche développe une véritable théodicée, laquelle, d'ailleurs, a pu lui être inspirée par la philosophie de l'histoire de Hegel et, peut-être plus spécialement encore, par le classicisme de Goethe. Le philosophe emploie aussi le terme de «cosmodicée», mais il est permis de juger que celui de «théodicée» est plus adéquat, l'argument le plus décisif résidant ici dans le fait que les écrits de Nietzsche n'excluent nullement la possibilité de revêtir d'un caractère divin ce devenir chaotique dont Zarathoustra bénit toutes les manifestations. Ainsi nous lisons par exemple: «Ihr nennt es die Selbstzersetzung Gottes: es ist aber nur seine Häutung: — er zieht seine moralische Haut aus! Und ihr sollt ihn bald wiedersehen, jenseits von Gut und Böse»³⁶. C'est seulement le Dieu de la théologie chrétienne qui est mort. «Gott erstickte an der Theologie; und die Moral an der Moralität»³⁷. Ce parallèle est hautement intéressant. Car, si la morale traditionnelle a connu le phénomène de la «Selbstaufhebung»,

³⁴ Also sprach Zarathustra, III, Der Genesende.

³⁵ Also sprach Zarathustra, III, Vor Sonnenaufgang.

³⁶ Nachgelassene Fragmente, dans: Kritische Gesamtausgabe, op. cit., VII 1, 3(1)432.

³⁷ Nachgelassene Fragmente, dans: Kritische Gesamtausgabe, op. cit., VII 1, 3(1)7.

il s'ensuivit, dans la pensée de Nietzsche, l'élaboration d'un nouvel idéal de l'action. On est par conséquent en droit de se demander si le concept de Dieu n'aurait pas pu être, chez le philosophe, l'objet d'un processus analogue.

La définition même que Nietzsche donne, assez tard, de son dionysisme, est pour le moins de nature à légitimer une telle hypothèse. «(...) ein Drang zur Einheit, ein Hinausgreifen über Person, Alltag, Gesellschaft, Realität, als Abgrund des Vergessens, das leidenschaftlich-schmerzliche Überschwellen in dunklere vollere schwebendere Zustände; ein verzücktes Ja-sagen zum Gesamt-Charakter des Lebens, als dem in allem Wechsel Gleichen, Gleich-Mächtigen, Gleich-Seligen; die große pantheistische Mitfreudigkeit und Mitleidigkeit, welche auch die furchtbarsten und fragwürdigsten Eigenschaften des Lebens gutheißt und heiligt, aus einem ewigen Willen zur Zeugung, zur Fruchtbarkeit, zur Ewigkeit heraus: als Einheitsgefühl von der Notwendigkeit des Schaffens und Vernichtens»³⁸...

Mais, en ce qui concerne l'affirmation dionysienne, Nietzsche a conscience d'être devancé par son Zarathoustra, celui-ci appartenant déjà plus à l'avenir que lui-même. La philosophie nietzschéenne présente en effet plutôt les caractéristiques d'une préparation à cette sagesse dionysienne de l'homme supérieur. Le philosophe se sent lui-même encore trop marqué par son époque, où il importe avant tout, selon lui, de combattre l'ancien idéal. Il est ainsi davantage celui qui lutte que celui qui bénit. Certes, sa théodicée dionysienne accorde un droit de cité même aux valeurs nihilistes, donc aussi aux valeurs chrétiennes, mais celles-ci y puisent leur légitimation encore surtout dans le fait que c'est grâce au combat contre elles que l'idéal nouveau se trouve en passe d'être défini.

Telle est donc l'aspiration de Nietzsche vers un idéal surhumain. Si, sur l'homme moderne, elle a exercé une influence exceptionnelle, cela ne veut pas dire qu'elle ait pu être acceptée globalement. Ce ne sont que des fragments de la pensée nietzschéenne qui ont fini par être assumés, chacun se taillant un peu la part conforme à ses propres desseins. Mais il est évident que, à notre époque, où l'on parle tant et à juste titre d'une crise des valeurs traditionnelles, le recours à Nietzsche peut à la fois fournir des éclaircissements dans la détection d'anciennes erreurs que confirmer une vérité aussi ancienne sans doute que l'humanité, à savoir que l'existence n'a de sens pour l'homme que si elle est conçue comme une tâche à remplir.

³⁸ Nachgelassene Fragmente, dans: Kritische Gesamtausgabe, op. cit., VIII 1, 14(14).

Quels horizons pour l'humanité ? ou bien

Les alternatives du futur selon le Club de Rome

Conférence publique du Dr Aurelio Peccei
le 14 février 1977

Introduction du Président, M. Alphonse Huss
Présentation de l'orateur par M. Georges Als
Résumé de la conférence établi par l'orateur

PAROLES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

Altesses Royales,
Excellences,
Monsieur le Président de la Cour de Justice des Communautés
Européennes,
Messieurs les présidents des sections de l'Institut grand-ducal,
Mesdames, Messieurs, chers confrères,

L'Institut grand-ducal, particulièrement celle de ses sections qui se consacre aux sciences morales et politiques observe l'habitude, conforme à d'anciennes traditions, de se réunir en séance fermée pour se livrer à ses travaux dont seuls les résultats sont rendus accessibles au public. Cette fois pourtant notre Section a dérogé à cette règle, en recevant à sa tribune un éminent orateur étranger dans le cadre d'une séance publique, voulant ainsi assurer une plus vaste audience à des idées profondes et généreuses.

Le lieu où se déroule la présente réunion prend d'ailleurs une valeur symbolique: des siècles durant, la salle qui nous accueille ce soir a été le point de mire des activités intellectuelles du pays et de la cité de Luxembourg.

Monseigneur, Votre haute présence et celle de Madame la Grande-Duchesse confèrent à la réunion de ce jour sa véritable signification. Aux termes du règlement organique approuvé par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 le Grand-Duc est proclamé Protecteur de

l'Institut. Depuis cette époque, déjà lointaine, la Maison souveraine n'a pas manqué de donner à l'Institut grand-ducal de nombreuses marques de sa sollicitude. A nouveau, Votre présence et celle de Votre auguste épouse à la réunion de ce soir constitue pour nous un précieux encouragement. De ce chef, nous prions Vos Altesses Royales de daigner agréer l'expression de notre vive et déférente gratitude.

Il m'est impossible, par ailleurs, de remercier individuellement les hautes personnalités qui ont voulu honorer de leur présence cette assemblée comme tous ceux qui sont venus, de près ou de plus loin, écouter l'illustre orateur d'aujourd'hui. Tous, ils ont renoncé ainsi, pour une soirée, aux charmes d'une paisible détente au coin du feu, face à l'appareil de télévision. C'est la soif d'en apprendre davantage sur des problèmes vitaux, des problèmes qui ne laissent de nous préoccuper, voire de nous inquiéter au plus profond de notre être qui vous a incité à venir vous informer à la meilleure source.

Au cours de cette seconde moitié du vingtième siècle l'expansion d'une technologie tentaculaire manifeste la tendance d'aller de pair avec la continuité de la croissance non seulement économique, mais aussi démographique, dans un monde qui se caractérise par une répartition inégale des richesses naturelles. De semblables phénomènes modifiant, sans relâche, les données essentielles de la Création, ces facteurs, par leur action conjuguée, risquent d'entamer les fondements naturels de l'existence humaine et de porter préjudice à la qualité de la vie. On se demandera dès lors à bon escient si de pareilles mutations peuvent se poursuivre longtemps sans compromettre gravement, au-delà de l'équilibre écologique et économique, l'avenir même de l'Humanité. En définitive, faudra-t-il préférer les solutions qui donnent satisfaction dans l'immédiat ou songer par priorité au sort des générations futures et à celui de notre civilisation considérée comme telle?

Devant un dilemme aussi ingrat, nous serions reconnaissants à celui qui voudrait éclairer nos incertitudes. Ce sera, en tout cas, un esprit lucide, d'une grande probité intellectuelle, ni ignorant, ni fantaisiste, ni fanatique. Nous avons pensé que, dans ces conditions un économiste avisé, doublé d'un philosophe, représentant la pensée si riche, si substantielle du Club de Rome, pourrait nous prêter aide et assistance.

A ce titre, nous savons infiniment gré à Monsieur Aurelio PECCEI de s'être arraché à de nombreuses sollicitations pour venir nous adresser la parole dans la capitale du Grand-Duché. Qu'il soit assuré de notre chaleureuse gratitude!

Encore que ni Monsieur Peccei en personne, ni le Club de Rome, dont il est le fondateur et le chef de file ne soient inconnus dans ce pays, je prierais toutefois notre aimable confrère, Monsieur Georges Als, de vouloir introduire notre orateur.

Je prie Monsieur Als de bien vouloir prendre la parole!

PRÉSENTATION DE L'ORATEUR PAR M. GEORGES ALS

M. Georges Als prit alors la parole pour introduire l'orateur dans les termes suivants:

Altesses Royales,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

La présence si sympathique de Monseigneur le Grand-Duc et de Madame la Grande-Duchesse parmi nous est un témoignage éloquent de l'intérêt qui s'attache aujourd'hui aux problèmes que va traiter Monsieur Peccei. Plus que d'un intérêt il s'agit même d'une angoisse diffuse quant à l'avenir de l'humanité: où nous mène l'utilisation de l'énergie atomique non seulement dans le domaine militaire, mais même pour la production civile d'énergie, où nous mène l'explosion de la population dans le monde, où nous mène le réchauffement de l'atmosphère par la combustion de quantités croissantes d'énergie, où nous mène la pollution des rivières et océans... en un mot où nous mène la croissance, ce grand espoir du 20^e siècle?

De nouvelles contradictions dialectiques sont apparues dans l'évolution du monde, qui n'étaient point prévues par l'analyse marxiste et qui affectent le monde dit socialiste autant que le monde dit capitaliste: contradiction entre le Nord et le Sud de la planète, et plus fondamentalement, contradiction entre la technique, fille de la science et de la raison, et la nature.

Dès les années soixante plusieurs esprits isolés et même une organisation internationale avaient pris conscience de ces dangers, mais sans parvenir à une formulation du problème suffisamment précise et globale pour avoir un impact sur une opinion publique ivre de progrès et de croissance.

C'est le mérite historique d'Aurelio Peccei, industriel et humaniste italien, digne des plus nobles traditions de son grand pays, d'avoir su trouver et réunir les savants capables d'imaginer une mé-

thode d'étude de la problématique mondiale et de mobiliser l'opinion publique mondiale, bien avant la crise pétrolière de 1973, bien avant la crise structurelle dans laquelle le monde se débat actuellement, bien avant les désordres qui nous attendent demain. Ce n'était pas une tâche facile que de constituer l'équipe dite du Club de Rome. Seul un homme aux relations innombrables et doué de talents diplomatiques éminents pouvait y parvenir. M. Peccei est le Kissinger de la problématique mondiale. Ses talents d'organisateur toutefois ne sauraient à eux seuls rendre compte de l'oeuvre de Monsieur Peccei. Celle-ci est le fruit avant tout d'un grand amour de l'humanité et d'une profonde conscience morale.

Permettez-moi d'ajouter quelques indications biographiques sur notre conférencier.

Monsieur Aurelio Peccei, qui est né à Turin, la ville de Fiat, est économiste de formation.

Pendant la guerre il a fait partie du Mouvement de Résistance «Giustizia e Libertà» et a été emprisonné pendant un an.

Sa carrière est marquée par trois noms :

Fiat — Olivetti — Italconsult.

Membre du Comité de Direction de *Fiat*, il a assumé la responsabilité de l'expansion en Amérique Latine. Il a été fondateur et pendant vingt ans le Président de Fiat Concord, devenue la plus grande société industrielle en Argentine.

Après de longues périodes à l'étranger, il a été rappelé en Italie en 1957 pour constituer *Italconsult*, dont il demeure Président, et qu'il a conduit à travailler en cinquante pays en voie de développement.

En 1964, il a assumé la direction d'*Olivetti*, en tant qu'Administrateur-Délégué, pendant une période de graves difficultés. Après avoir rempli ce mandat avec succès, il est nommé Vice-Président, charge qu'il quitte en 1973.

Ces responsabilités écrasantes n'ont jamais empêché Monsieur Peccei de s'occuper activement de la collaboration internationale dans les domaines scientifique, technologique et humanitaire.

Pendant six ans il a été Président du Comité Économique de l'Institut Atlantique (Paris). Il a présidé de nombreuses conférences internationales en Europe, au Japon et aux États-Unis.

Il a été fondateur et longtemps Vice-Président de Adela, premier exemple d'un nouveau type de société internationale d'investissements dans les pays en voie de développement.

Il est le Promoteur de l'Institut International pour l'Analyse Appliquée des Systèmes (Vienne) et de l'Institut International de Gestion de la Technologie (Milan). Il est membre des Comités de Direction d'organismes tels que l'Institut International pour l'Environnement et pour le Développement (Londres), le Fonds Mondial pour la Nature (Morges), l'Institut International des Océans (Malte), la Fédération Internationale des Instituts d'Études Avancées (Stockholm), le Centre d'Études Industrielles (Genève) et l'Institut pour les Problèmes de la Population (Washington).

Enfin, et surtout, Monsieur Peccei est l'inspirateur et le co-fondateur du Club de Rome. Son dernier livre «La qualité humaine» paru chez Stock en 1976, relate l'histoire du Club de Rome. Je vous en recommande la lecture.

Mais pour l'instant, écoutons Monsieur Peccei.

Quels horizons pour l'humanité?

ou bien:

Les alternatives du futur selon le club de Rome

Résumé de la conférence par M. le Dr Aurelio Peccei
Membre du Club de Rome

1. L'exposition s'est déployée sur trois volets, prenant comme base les activités du Club de Rome. Celui-ci est une association libre, sans structures et sans budget, de cent scientifiques, humanistes, éducateurs, administrateurs et chercheurs de différentes cultures, conditions et convictions. Ils appartiennent à une quarantaine de nationalités et représentent tous les continents.

On ne peut donc pas parler de l'opinion du Club de Rome, car ses membres en sont plusieurs. On ne peut envisager non plus une action directe du Club car, s'il a un pouvoir, c'est seulement catalyseur, ou de motivation et orientation d'autres organisations. Ses buts sont de comprendre ce qui se passe dans l'humanité à ce commencement de l'ère technologique, quand elle a atteint son apogée en connaissances et puissance. Sur la base d'une compréhension plus sûre de la condition humaine à ce tournant de l'histoire, qu'il espère qu'on pourra atteindre, le Club de Rome veut contribuer à la prise de décisions nécessaires pour améliorer les décisions, les politiques et les stratégies desquelles dépend l'avenir de la société toute entière.

2. Les moyens d'action du Club de Rome sont essentiellement des projets de recherche et de réflexion qu'il organise sur quelques questions clés, et les débats conséquents à la publication des rapports élaborés à la conclusion de chaque projet. L'ensemble de ces projets tend à mettre en lumière les mutations qui se sont avérées et qui continuent à se vérifier dans l'univers humain à partir des deux ou trois dernières décennies. Le premier projet, sur les limites à la croissance, a été une espèce de prologue d'une tétralogie d'autres projets édités jusqu'à maintenant, qui seront suivis par d'autres encore.

Le premier rapport parut en mars 1973 sous le titre 'The Limits to Growth' (en français «Halte à la Croissance?»). Auteur principal a été Dennis Meadows. Ce projet avait été précédé par deux ans de méditation et de préparation sur les moyens les meilleurs pour ouvrir une brèche dans la 'Maginot de complaisance' dans laquelle s'était enfermée la société industrielle. Il a été conçu comme une opération

de commando contre le mythe de la croissance continue et exponentielle sur notre planète qui est belle et peut-être généreuse, mais qui a malheureusement des dimensions finies.

A cet effet une comparaison entre les dimensions physiques de notre monde, d'une part, et la croissance apparemment sans fin de la population humaine, de son occupation de l'espace terrestre habitable, de sa production et consommation industrielle et agricole et de ses pollutions a été faite en employant, comme instrument, un modèle mathématique de simulation des dynamiques mondiales. C'était la première fois qu'on s'aventurait à appliquer ces techniques à l'échelle planétaire. Le discours étant urgent, les données employées étaient celles disponibles; c'est pourquoi elles ne furent pas soumises à des évaluations critiques préalables, raison pour laquelle ce fut le projet lui-même à être soumis à plusieurs critiques. Mais le but était atteint.

Le discours sur les limites et les contraintes à l'expansion matérielle du système humain depuis lors s'est épanoui vers plusieurs directions. Maintenant on s'aperçoit qu'outre les limites externes de caractère physique dictées par les dimensions de la planète, il y en a d'autres de nature biologique, relatives à sa capacité de soutien de la vie, y inclus celle de notre espèce. Il y a aussi des limites intérieures à l'être humain, c'est-à-dire inhérents à ses capacités bio-psychiques de s'adapter aux dimensions, vitesses et complexités de la société moderne, aussi bien qu'aux changements et aux interdépendances qui la font si différente des sociétés du passé. La conséquence est que nos générations ne se sont pas encore adaptées aux réalités du présent, ni ont trouvé le moyen de gérer d'une manière satisfaisante ni la communauté internationale, ni l'état nation, ni les grandes villes et les grandes corporations, ni les grands systèmes qui relient tous ces ensembles les uns aux autres.

Par la brèche ouverte par le premier projet, le deuxième passa rapidement sans être bien aperçu. Son rapport, au titre anglais 'Mankind at the Turning Point' et en français «Stratégies pour Demain» dû à Mihajlo Mesarovic et Eduard Pestel, qui ont employé des modèles et des techniques plus avancés pour atteindre des objectifs pratiques. Pour les comprendre il suffit de penser que l'homme moderne s'est donné des moyens et des instruments qui représentent une extension — ou prothèse sociale — de ses capacités naturelles de locomotion et de communication. Il s'agit des grandes familles des moyens de transport et de communication. Mais il ne s'est pas donné encore des moyens similaires pour s'orienter dans le labyrinthe dynamique créé

de nos jours par l'impacte des grands systèmes humains sur l'écosystème naturel. Notre cerveau qui est peut-être l'engin le plus avancé existant sur la Terre a lui aussi besoin d'une certaine prothèse dans les domaines dans lesquels il ne s'est pas développé. Il n'a pas, en effet, les capacités mémorielles et de calcul d'ordre supérieur nécessaires pour suivre les interrelations et combinaisons des quantités croissantes de facteurs divers qu'il doit comprendre et diriger.

Les nouvelles méthodes développées par Mesarovic-Pestel sont basées sur trois éléments. L'un est l'utilisation d'un modèle global très avancé qui embrasse les relations entre tous les facteurs primaires ou naturels, économiques, technologiques et culturels qui forment le système global. Le deuxième ce sont les bases numériques relatives à tous ces facteurs, groupées dans une banque de données toujours mis à jour par les meilleurs centres existants aux États-Unis et en Europe. Le troisième est une technique aussi très avancée des scénarios.

L'objectif est de rationaliser les processus de décision. Ces méthodes sont maintenant employées par plusieurs centres soit dans les pays développés que dans nombreux pays en voie de développement. Leur perfectionnement et l'utilisation qui en feront très prochainement d'autres centres permettront de créer dans quelques années un réseau flexible de points de réflexion, planification et sécision autour du monde qui devra à son tour éliminer des relations internationales beaucoup de ces facteurs d'incompréhension et de méfiance qui contribuent à l'instabilité et l'incertitude qui sévissent à présent dans la société humaine.

Le projet suivant, dirigé par le Prix Nobel Jan Tinbergen, a eu comme but de présenter à l'opinion publique internationale et encore plus aux décideurs, une base cohérente pour organiser progressivement un nouvel ordre international. Le titre du rapport des conclusions et recommandations est en anglais 'RIO-Reshaping the International Order' qui sera probablement traduit en français «Refonte de l'Ordre International». Le groupe de travail s'était donné comme but celui de définir les principes, les mécanismes et les institutions nécessaires pour réduire la disparité parmi les nations de façon à donner la possibilité à chaque citoyen du monde de se réaliser dans une vie de dignité humaine et de modeste bien-être. En termes politiques, la moyenne du revenu par tête des pays plus pauvres représentant les 10% de la population mondiale, qui est maintenant 13 fois plus petit par rapport au revenu du 10% plus riche, devrait être augmenté dans le courant de trois ou quatre décennies pour atteindre un revenu

égal à la moitié ou tout au moins à un tiers de celui des pays plus riches.

Il faut penser que — même en laissant de côté les révolutions marxistes — déjà trois fois pendant ce siècle des réformes de l'ordre international ont été tentées sans succès. Cette fois on ne peut pas faillir. Le projet RIO donne un aperçu des chemins à suivre et des difficultés à vaincre. Deux parmi les mesures qu'il propose se réfèrent d'une part, à l'attaque concentrée, qui est si nécessaire mener contre les situations de détresse et de pauvreté extrême qui existent dans plusieurs régions du monde et, d'autre part, aux mesures qu'on doit adopter pour préparer graduellement une planification ou programmation concertées au niveau global.

Un autre projet, chronologiquement successif, fut confié à un groupe d'experts internationaux 'technologiquement optimistes', dirigé par Dennis Gabor, Umberto Colombo, Alexander King et Riccardo Galli. L'objectif était d'évaluer la capacité de la science et de la technologie modernes à aider la solution des problèmes humains. Les conclusions ont été peut-être satisfaisantes pour les scientifiques et les technologiques mais sévères pour la société, car les goulots et les déficiences mis en lumière ont été de côté de celle-ci, c'est-à-dire de son organisation et de ses aptitudes politiques, sociales et de gestion.

Les sphères d'activité considérées ont été trois, liées les unes aux autres. Pour la production d'aliments le consensus a été que, sauf dans quelques secteurs d'une certaine importance, les connaissances scientifiques et techniques dont dispose l'humanité sont plus que suffisantes pour qu'elle puisse résoudre ses problèmes de nourriture. C'est l'application de ces connaissances qui fait défaut. Considéré en lui-même, ce secteur ne devrait pas donner de grandes préoccupations. Pour les matières premières, les difficultés sont encore moindres. Mais, si l'on considère cette sphère-ci avec celle des aliments, les problèmes commencent à s'accumuler.

Le vrai problème cependant est celui de l'énergie, comme depuis lors nous le disent aussi d'autres études faites en différentes parties du monde. Et, naturellement, une disette d'énergie aurait des répercussions immédiates sur la production d'aliments et l'industrialisation des matières premières. Il va sans dire, que la pénurie d'énergie, avant même de se manifester peut avoir des conséquences politiques importantes. Une recommandation très évidente, faite par ce rapport, est celle d'envisager le problème du ravitaillement du monde en éner-

gie par un effort collectif de toutes les nations — ou- si l'on considère particulièrement les démocraties libérales, tout au moins à l'échelle de l'OCDE.

Le quatrième rapport de la tétralogie mentionnée est très ambitieux. Il tâche de décerner quels buts l'humanité nouvelle — de quatre ou cinq ou six milliards de gens hautement technologisés dans une planète appauvrie — devrait se proposer. Où veut, peut ou devrait-elle aller? Que désire-t-elle devenir? Ce sont des questions qui ne peuvent pas rester sans réponse.

Pour ouvrir un débat sur ces questions une centaine de penseurs de différentes cultures — de la Chine communiste au Moyen Orient, à l'Afrique Noire, à l'Europe de l'Est et de l'Ouest et à l'Amérique du Nord et du Sud — ont été interpellés.

Le fait remarquable de cette enquête est que les idéaux de ces hommes si différents et avec une tendance à s'affronter sur l'immédiat et le moyen terme, ont démontré une remarquable convergence sur les buts ultimes de l'humanité. On dirait que regardant au futur lointain l'homme se libère des poisons et des illusions accumulées dans cette époque matérielle, et qu'il se libère aussi des mirages d'une technologie que jusqu'à très récemment il mettait, comme un sauveur, au-dessus de sa même humanité.

Ce projet nous montre que pour sortir de l'impasse dans lequel l'homme moderne se débat, il doit découvrir les fondements éthiques appropriés et cet nouvel âge dans lequel il est devenu le maître presque incontesté de la Terre.

A ces projets, un autre ira bientôt apporter ses conclusions. Il s'agit de réflexions sur un front nouveau: celui de l'homme en soi, comme protagoniste de son aventure terrestre. Est-il capable de contrôler les révolutions matérielles qu'il a déclenchées? Il s'agit de révolutions industrielle, scientifique et technologique qui ont changé son univers. Pour les dominer et utiliser intelligemment, une véritable révolution humaine — dans le sein même de l'homme — est indispensable. Cette recherche devrait donner quelques résultats vers la fin de 1978.

3. Ces différents projets, qui visent à nous mettre à même de faire face aux problèmes gigantesques et souvent inédits de notre âge et à utiliser les connaissances merveilleuses dont nous disposons, doivent être vus et jugés dans le contexte des réalités du présent et de leur dynamique torrentielle.

Une des questions primaires que presque jamais nous nous posons, est celle du temps qu'il nous reste pour réorienter la marche des affaires humaines, avant qu'il soit trop tard. Il est imprudent de penser que le temps — sur lequel dans le passé on pouvait confier — joue encore en notre faveur. Tout au contraire, les événements galoppent à une vitesse qui dépasse celle d'adaptation de l'homme et qui doit le pousser à agir sans attendre.

Quelle est la période de grâce pendant laquelle nous pouvons espérer de redresser la situation globale de façon que la grande course actuelle de l'humanité ne soit pas vers des crises encore plus grandes de celles d'aujourd'hui et des désastres presque inévitables? L'opinion personnelle de celui qui vous parle est que cette période est très courte — moins de dix ans. Pour la définir en des termes européens, on peut estimer qu'elle soit inférieure à la moitié du temps que les États membres de la Communauté Européenne ont laissé passer sans s'unir plus solidement depuis la signature du Traité de Rome.

Maints indicateurs nous avisent que la situation devient toujours plus difficile. La population mondiale augmente chaque année de 70 millions, rendant moins stables et plus vulnérables les institutions humaines et les systèmes écologiques. Le chômage a atteint 300 millions de personnes dans le monde, dont plus de 15 dans les pays de l'OCDE. Par surcroît, d'ici à la fin du siècle un milliard de nouveaux postes de travail doit être créé. On est, paraît-il, à la veille d'une autre grande percée technologique dans les armements aussi bien conventionnels que nucléaires. 40% des savants du monde se dédient aux 'travaux de défense'. Les proliférations nucléaires, verticale et horizontale, semblent incontestables. On ne sait pas comment on pourra installer sur la planète un et demi ou deux milliards d'êtres humains supplémentaires d'ici à la fin du siècle sans ravager ultérieurement la Nature. Celle-ci est déjà blessée, flétrie. Un exemple est donné par les forêts tropicales humides qui s'étaient renouvelées dans une condition de stabilité pendant des dizaines de millions d'années. Si leur destruction continue au rythme actuel, elles disparaîtront pratiquement dans une quarantaine d'années, en parallèle à l'épuisement des puits pétroliers, mais avec des conséquences sur l'écologie humaine bien plus graves.

Il faut agir, à l'échelle planétaire, avant que même les actions le mieux préparées ne soient devenues inutiles.

4. Et l'Europe? L'Europe est un continent fragile, plus exposée que ses partenaires — concurrents de l'Est et de l'Ouest, Union So-

viétique et États-Unis, aux changements rapides de cette époque. Sans aucune nostalgie du passé, ce sont-là des faits que nous devons enregistrer. Avant la fin du siècle, les Européens seront seulement un sur 20 parmi les habitants du monde et leur âge sera double de celui des 4 ou 5 milliards de leurs confrères qui habiteront les pays que nous appelons moins développés. Aucune nation européenne n'atteindra 1% de la population mondiale. Ses ressources naturelles sont très réduites. Sa balance alimentaire est à peine en équilibre.

L'Europe ne veut pas être une puissance militaire. C'est un signe de sa maturité, mais pour survivre elle devrait atteindre une cohésion intérieure et une puissance morale, économique et technique bien supérieures à celles d'aujourd'hui.

En vue des perspectives mondiales l'Europe peut compter seulement sur sa richesse et variété culturelle, sur ses trésors d'art et d'histoire, sur sa position stratégique à la croisée des continents, sur son expérience politico-sociale unique dans le cadre mondial, et surtout sur la capacité de ses gens. Son avenir ne peut être assuré que si elle est capable de fournir à un monde en désarroi un exemple de civilisation mûre et un projet d'avenir qui tiennent compte des nouvelles exigences et possibilités de l'humanité nouvelle dont j'ai parlé.



Jules Prussen

In Memoriam Jules Prussen

Séance du 24 février 1976

Allocution de M. Alphonse Huss, président
Allocution de M. Edouard Wagner, professeur

ALLOCUTION DE M. ALPHONSE HUSS

Mes chers confrères,

Depuis la création de notre Section, il y a neuf ans, la mort a sévi dans nos rangs avec acharnement, de manière intempestive et cruelle.

Il y a quelques mois à peine, après tant d'autres disparus, un sort inexorable nous a ravi un membre d'honneur, M. Eugène Rodenbourg, vice-président honoraire de la Cour Supérieure de Justice, décédé à l'âge de 80 ans. M. Rodenbourg a été, pour ainsi dire, le type même du bon magistrat. Juge à la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg, il ne cessait de manifester un vif intérêt pour nos travaux. Nous lui garderons un souvenir ému.

Après le décès d'Eugène Rodenbourg, une autre perte, extrêmement sensible, a frappé notre Section. Fin janvier, l'un de nos membres effectifs, le professeur Jules Prussen, président de la sous-section de philosophie nous a quittés pour toujours. Ce décès a été ressenti par ses collègues et amis et par nous tous comme un véritable malheur qui s'est abattu sur notre compagnie dont le défunt a été, sans conteste, comme une figure de proue. Les membres de notre conseil d'administration qui, une dizaine de jours encore avant sa disparition soudaine, l'avaient rencontré plein d'allant et de lucidité en sont restés sidérés.

Jules Prussen était doué des plus remarquables qualités intellectuelles et humaines, à tel point que sa présence, au sein de notre Section, devait être considérée par celle-ci comme un insigne honneur. L'idéalisme qui visiblement imprégnait la conception de vie qui fut la sienne, la rigueur de l'argumentation logique au fil de laquelle il conduisait, de façon très sûre, une démonstration pourtant non dénuée de finesse, la modestie et l'esprit de tolérance avec laquelle il présentait

le résultat, son style châtié, sans bavure, quoique vivant et coloré, toutes ces qualités si éclatantes de son esprit n'avaient d'égal que ses qualités de cœur: le sens de la responsabilité, sa droiture, sa délicatesse, son abord si gentil, surtout une serviabilité à toute épreuve qu'il manifestait tant de fois jusqu'à la fin de son existence en faveur de notre Section.

En votre nom et au mien, j'ai exprimé, le lendemain de sa mort, à l'égard de Madame Szabo, sa fille, nos regrets émus devant cette perte qui constitue pour nous tous une épreuve douloureuse.

Une voix plus autorisée que la mienne vous dira, dans quelques instants, la valeur du professeur hors ligne et du philosophe d'envergure que fut Jules Prussen. Je prie M. Edmond Wagner, membre de la sous-section de philosophie, de bien vouloir prendre la parole.

ALLOCUTION DE M. EDMOND WAGNER

Le jour où le monde scientifique fut plongé dans le deuil par le décès de Werner Heisenberg, une des figures les plus célèbres de la physique contemporaine, notre pays subit la perte d'un des représentants les plus éminents de notre vie intellectuelle. Le 1er février 1976, Monsieur Jules Prussen, membre effectif de la section des Sciences Politiques et Morales de l'Institut Grand-Ducal, président de la sous-section de philosophie, succomba à une attaque subite. Pourtant on savait que Jules Prussen allait très mal et lui-même sentait l'imminence de l'issue fatale. Mais tout le monde espérait que sa nature, jadis d'une vitalité et d'une robustesse étonnantes, triompherait encore de la maladie, d'autant plus qu'on le savait en pleine activité, attelé enfin à la rédaction définitive de ses réflexions et méditations, et que nous tous avions besoin de son jugement éclairé, de son immense savoir, de son soutien amical.

Né à Rodange en 1914, Jules Prussen passa ses années de jeunesse à Esch-sur-Alzette. Élève exceptionnel à l'Athénée, il se décida pour le professorat et passait brillamment ses examens, la plupart avec distinction. A la Sorbonne, au Lycée Louis le Grand, où il fit une année de stage, il laissa la plus forte impression auprès de ses camarades et de ses maîtres. Dans les milieux universitaires, surtout à Paris, on estimait l'élégance et la justesse de son expression, la rigueur de son raisonnement et l'ampleur de ses connaissances. Quel magnifique Professeur d'Université il aurait pu devenir! Mais Jules Prussen consacra le meilleur de lui-même à la formation de l'élite de notre jeunesse: à l'Athénée, aux Cours Supérieurs, aux Cours Universitaires, il n'a cessé de faire bénéficier ses élèves des fruits de ses recherches et de ses méditations. Tout en se consacrant activement à la recherche intellectuelle, il payait de sa personne pour maintenir élevé le niveau de notre enseignement. L'avalissement et la débandade actuels de certaines études le choquaient et le décourageaient.

Ses élèves, comme ses collègues, admiraient l'immense horizon intellectuel de ce maître de la parole alliant la précision et la netteté de l'expression à l'harmonie du discours et à la sensibilité poétique de l'évocation. Humaniste dans le vrai sens du terme, un des derniers à se vouer à la vie contemplative dans un monde dominé par la technique et le souci de l'efficacité pratique, Jules Prussen s'était pénétré de la meilleure sève de la civilisation gréco-latine. Homère, Eschyle, Euripide, Platon, Cicéron restaient ses auteurs préférés dont il savait dé-

clamer, dans des circonstances appropriées, des passages entiers avec une verve inimitable. Excellent latiniste, il dominait les principes de la versification au point de construire, comme si c'était un jeu, des vers et des chronogrammes d'une précision, d'un équilibre, d'un rythme achevés.

Mais il se plongeait avec une égale ardeur dans la littérature française pour laquelle il enthousiasmait, d'année en année, des classes entières. Dispersés aux quatre coins de la vie, ses élèves se souviennent avec un respect admiratif des explications de Montaigne, de Rousseau, de Baudelaire, de Mallarmé, de Proust, de Valéry dont il excellait à dévoiler des trésors cachés et insoupçonnés. Mais la littérature allemande ne lui était pas étrangère pour autant. Il est cependant curieux de voir ses préférences s'y orienter vers les insondables abîmes de la poésie d'un E.T.A. Hoffmann et d'un Kleist.

Dans la musique, à la fois limpide et mystérieuse, il vit la plus haute expression, la plus parfaite création dont le génie humain fût capable. Mais, n'est-il pas étonnant que ce serviteur de la raison, toujours épris de la précision de l'expression et de la rigueur des déductions, ait voué un culte presque religieux aux plus insondables, aux plus irrationnels, voire aux plus germaniques des compositeurs de génie. Cette complémentarité harmonieuse entre l'exigence de la clarté rationnelle et l'attrait des mystérieuses profondeurs et des aspirations de l'âme humaine caractérisait peut-être le mieux Jules Prussen, penseur, poète et mélomane dans l'indissociable unité d'une personnalité riche et forte.

Mais Jules Prussen a toujours consacré ses efforts les plus généreux et les plus féconds à la philosophie. S'étant voué, dès sa jeunesse, à la réflexion et à la contemplation, le professeur de philosophie était en même temps un philosophe authentique qui avait placé au centre de son univers intellectuel l'autonomie de la personnalité humaine, la liberté de la pensée et l'intégrité morale.

Avec une adresse admirable il réussit à évoquer les grandes figures de proue de l'histoire de la pensée humaine, à dégager, par une analyse serrée et impitoyable, les idées angulaires d'un système complexe, avant d'effectuer la synthèse enrichissante ouvrant de vastes perspectives et communiquant à l'auditeur une étincelle de l'enthousiasme critique qui l'animait. Aucun coin de ce vaste domaine de la philosophie ne lui restait étranger, même la pensée orientale l'attirait, lui qui savait lire bon nombre de textes dans la langue d'origine. A intervalles ré-

guliers, il reprenait les oeuvres fondamentales de ces grands penseurs que sont Platon, Descartes, Leibniz, Kant et Hegel. Mais la philosophie anglo-saxonne de notre époque lui était tout aussi familière; il avait étudié à fond Wittgenstein, Carnap, Ayer, Blanchard et tant d'autres. Son domaine propre était certainement la théorie ou plutôt l'analyse et la critique de la connaissance. Mais, contrairement à l'empirisme logique contemporain, il n'isolait jamais la connaissance de la métaphysique. Les principaux chapitres de son cours professé avec maîtrise, profondeur et sobriété révèlent les grands axes de ses réflexions et méditations: les paradoxes (apories) de la connaissance, l'évidence, la vérité et l'erreur, l'explication et la compréhension, les problèmes angulaires de la métaphysique. C'est ici que Jules Prussen se dévoilait comme philosophe authentique sachant assimiler et coordonner ses vastes connaissances, les illuminer par la réflexion pour en tirer les principes d'une sagesse toute personnelle et les normes d'une conduite en harmonie avec ses convictions.

N'oublions pas non plus que Jules Prussen a voué un intérêt particulier aux grands problèmes scientifiques. La logique et l'épistémologie l'amenaient naturellement en contact avec les mathématiques. Certes, il ne disposait pas des loisirs nécessaires pour cultiver les algorithmes du calcul, mais les questions de base concernant les fondements des mathématiques l'attiraient; les géométries non-euclidiennes, l'interprétation du calcul des probabilités ne cessaient de retenir son attention. Faut-il s'étonner de le voir constamment préoccupé par les grands problèmes des sciences de la nature, problèmes qui relèvent à la fois de la métaphysique, de l'épistémologie et des sciences exactes: l'esprit du mécanisme, l'espace et le temps, le déterminisme et l'évolution actuelle de la physique, la question de la substance et les nouvelles conceptions de la matière, l'évolution organique et la question de la finalité en biologie. A ses yeux, la philosophie et la science ne pouvaient former qu'un tout hiérarchisé scrutant par des méthodes complémentaires la structure du réel.

Il est évident qu'un homme de cette qualité doit se montrer exigeant et cela en premier lieu envers sa propre personne. Sa belle écriture, nette et soignée, trahissait une discipline volontairement imposée et le souci de la tâche bien faite. Partout, dans ses convictions, ses attaches, ses jugements, dans l'orientation de sa vie, cet homme, que les ennemis de l'effort et les amateurs des solutions faciles jugeaient intransigeant, voire mesquinement draconien, refusait la médiocrité, la facilité, le conventionalisme pragmatique et intéressé. Insensible

aux honneurs et aux distinctions publics, dédaignant les faveurs, gauche et désarmé devant les rebuffades de certains préposés passagers, Jules Prussen, très sévère envers les prétentieux fanfarons et les sectaires aveugles, n'a jamais refusé son respect, voire sa sympathie aux convictions des autres, à condition qu'elles se montrent compatibles avec son idéal humaniste. Mais certaines pratiques politiques, toute violation de conscience, tout recours à la force pour réduire la personnalité humaine le dégoûtaient et le révoltaient. Très sélectif dans le choix de ses amis, il se montrait plein d'attention et de dévouement à l'égard de ceux qu'il jugeait dignes de sa confiance. Détail significatif: un de ses livres de chevet restait le «De Amicitia» de Cicéron. Je crois que le terme «pietas» au sens authentique du mot caractérise le mieux l'attitude de Jules Prussen à l'égard des valeurs de l'esprit et de la vie, à l'égard de sa famille, de ses amis et de la patrie.

Mais cet homme, exigeant et méfiant par ailleurs, s'est montré d'une sensibilité exquise à l'égard des enfants dans le rire franc et naturel desquels il trouvait la contrepartie de ses méditations parfois pessimistes sur le monde des adultes. D'ailleurs, ce rationaliste convaincu de la force de l'esprit avait ouvert son cœur à la beauté, à l'amitié, à la poésie et, surtout, à la musique où il se montrait fin connaisseur. Il vivait la musique d'un Mozart ou d'un Richard Wagner, d'un Mahler ou d'un Bruckner, il en connaissait toutes les nuances et il était capable d'en savourer les inépuisables richesses.

Sur le plan personnel, la vie n'a rien épargné à cet homme qui paraissait inébranlable comme un roc. Exposé aux répressailles des nazis, ces détracteurs de la personnalité humaine et de la libre réflexion, il subissait stoïquement les rigueurs de la déportation et des travaux forcés, et ce n'est qu'au prix d'efforts désespérés qu'en cet hiver inhumain de 1945 il réussit à sauver sa famille dans le désastre final qui s'abattait sur l'Allemagne. La mort douloureuse de sa femme qu'il soignait avec un rare dévouement l'a profondément ébranlé sans durcir son cœur. Dans ses dernières années, la maladie qu'il savait impardonnable lui asséna des coups violents sans le plonger dans le désespoir.

La Section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal gardera de son membre Jules Prussen un souvenir vivant et reconnaissant. Elle attend avec impatience la publication des pages inédites qui marquera encore une étape dans la vie intellectuelle de notre pays.

Tableau des Membres

à la date du 1^{er} février 1979

Membres effectifs:

1. M. Henri AHLBORN, Directeur de la Chambre de Commerce, 56, rue Bellevue, Béréldange (écon.)
2. M. Georges ALS, Directeur du STATEC, 11, rue Adolphe, Luxembourg (écon.)
3. M. Ernest ARENDT, Avocat-Avoué, Centre Louvigny, 34b, rue Philippe II, Luxembourg (jur.)
4. M. Alex BONN, Avocat-Avoué, 22, Côte d'Eich, Luxembourg (jur.)
5. M. André ELVINGER, Avocat à la Cour, 84, Grand'rue, Luxembourg (jur.)
6. M. Georges FABER, Directeur du Contentieux de l'ARBED, 10, boulevard Emmanuel Servais, Luxembourg (écon.)
7. M. Jean-Paul HARPES, Professeur, 1, rue Kahnt, Luxembourg (phil.)
8. M. le chanoine André HEIDERSCHIED, Directeur du „Luxemburger Wort”, 2, rue Christophe Plantin, Luxembourg (écon.)
9. M. Robert HEIDERSCHIED, Président du Tribunal d'Arrondissement, rue du Comte de Ferraris, Dommeldange (jur.)
10. M. Carlo HEMMER, Directeur honoraire de la Chambre de Commerce, Président de la Bourse de Luxembourg, Luxembourg (écon.)
Président de la Section - 10, Grand'rue, Ettelbruck
11. M. Alphonse HUSS, Procureur Général d'Etat hon., Président d'honneur de la Section, 32, rue Albert I^{er}, Luxembourg (jur.)
12. M. Joseph KAUFFMAN, Vice-Président du Conseil d'Etat, 5, rue Funck-Brentano, Luxembourg-Clausen (jur.)
13. M. Norbert von KUNITZKI, Directeur à l'ARBED, 56, avenue de la Faïencerie, Luxembourg (écon.)

14. M. Léon LIESCH, Procureur Général d'Etat, 41, rue J.B. Esch, Luxembourg (jur.)
15. M. Roger MAUL, Président du Conseil d'Etat, 48, rue Charlemagne, Luxembourg (jur.)
16. M. Ernest MUHLEN, Docteur en sciences économiques, 32, rue J.B. Esch, Luxembourg (écon.)
17. M. Pierre PESCATORE, Juge à la Cour de Justice des Communautés Européennes, 16, rue de la Fontaine, Luxembourg (jur.)
18. M. Paul SCHROEDER, Directeur du Lycée Robert Schuman, 29a, rue des Glacis, Luxembourg (phil.)
19. M. Jules STOFFELS, Professeur, 153, rue des Romains, Bertrange (écon.)
20. M. Edmond WAGNER, Professeur, 40, rue de l'Hôpital, Esch-sur-Alzette (phil.)
21. M. Paul WEBER, Professeur au Séminaire de Luxembourg, Centre Jean XXIII, 52, rue J. Wilhelm, Luxembourg (jur.)
22. M. J.P. ZAHLEN, Directeur du Corporate Planning de l'ARBED, 18, rue Brasseur, Luxembourg (écon.)

Membres agrégés :

1. M. Fred KONZ, Docteur en droit, 21, boulevard Roosevelt, Luxembourg
2. M. Jacques LOESCH, Avocat, 2, rue Goethe, Luxembourg
3. M. Jean OLINGER, Directeur de l'Administration des Contributions, Cité St-Donat-l'Orée, Schrassig
4. M. Gérard RASQUIN, Cour de Justice des Communautés Européennes, Luxembourg-Kirchberg
5. M. Robert SCHAACK, Conseiller d'Etat, 14, avenue des Archiducs, Luxembourg
6. M. Armand SIMON, Premier Conseiller de Gouvernement, 30, Côte d'Eich, Luxembourg
7. M. Roger THIRY, Vice-Président de la Cour Supérieure de Justice, 11, rue de Pont-Remy, Luxembourg
8. M. Jean WELTER, Avocat, 16, rue des Foyers, Luxembourg

Membres correspondants :

1. Dr. Dietrich BERNECKER, Staatsanwalt, Ludmilla-Str. 12, 8 München 90
2. M. Henri ETIENNE, Conseiller principal à la Commission de la CEE, 22, rue du Vert-Chasseur, 1180 Bruxelles
3. Dr. Rainer HELLMANN, Wirtschaftsjournalist, 61, avenue Baron d'Huart, 1050 Bruxelles
4. Dr. Guy KIRSCH, Professeur, Séminaire de Finances Publiques de l'Université de Fribourg, 55, rue de Lausanne, CH - 1700 Fribourg
5. Dr. Dr. Armand MERGEN, Professor der Kriminologie, Universität Mainz, Fachbereich Rechts- und Wirtschaftswissenschaften, 6500 Mainz 1 (RFA)
6. M. Adrien RIES, Directeur de la Direction des Affaires Générales à la Commission de la CEE, 36, Labbelaan, 1900 Overijse (Belgique)
7. M. Gaston SCHABER, Directeur de l'Institut Pédagogique, 10, boulevard de la Pétrusse, Luxembourg
8. M. Gérard THOLL, Dozent, Jakobstraße 42, Oberkassel, D 5300 Bonn 3

Membres d'honneur :

1. M. Jérôme ANDERS, Conseiller de Gouvernement honoraire, 32, rue J.P. Brasseur, Luxembourg
2. Pierre BIERMANN, Professeur, 1a, rue d'Ostende, Luxembourg
3. M. Tony BIEVER, Avocat, 83, bvd G.-D. Charlotte, Luxembourg
4. Mme Colette FLESCH, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, 11a, bvd Prince Henri, Luxembourg
5. Le Baron Louis FREDERICQ, Recteur ém. de l'Université de Gand, Chaussée de Gontrode, Merelbeke
6. M. Robert KRIEPS, Ministre de l'Education Nationale et des Affaires Culturelles, Ministre de la Justice, 6, bvd Royal, Luxembourg

SOMMAIRE

Préface	3
L'évolution économique et le problème du chômage intellectuel Communication de M. Georges Als	5
A l'occasion de la commémoration du 250 ^e anniversaire de la naissance d'Immanuel Kant.....	25
Paroles introductives du Président Communication de M. Jean-Paul Harpes	
Lambert-Adolphe Quételet (1796-1874) savant universel et père de la statistique moderne	39
Paroles introductives du Président Communication de M. Georges Als	
Le suicide	
Séances-débats des 2 juin 1975, 20 novembre 1975 et 2 décembre 1975 Paroles introductives du Président	
Le Suicide — Recherche d'une définition Aspects philosophiques et moraux	62
Communication de M. Edmond Wagner	
Suicides et tentatives de suicide	84
Communication du Dr. Georges E. Muller	
Le suicide dans le droit et la pratique des assurances	105
Communication de M. Fred Konz	
Le suicide au Luxembourg	116
Communication de M. Georges Als	
Economie et Ecologie	137
Paroles introductives du Président Communication de M. Carlo Hemmer	
L'économie énergétique et l'intégration européenne.....	149
Paroles introductives du Président Communication de M. Jules Stoffels	

7. M. Georges LEVASSEUR, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, 12, rue de Chartres, Orsay (Essonne)
8. M. Alfred LOESCH, Grand Maréchal de la Cour honoraire, 17, bvd Joseph II, Luxembourg
9. M. Pierre MAJERUS, Ambassadeur, 44, rue Emile Mayrisch, Luxembourg
10. Le rév. Père J.P. MULLER, Doyen de la Faculté philosophique et théologique de l'Ordre de St-Benoît, Via Porta Lavernale, Rome
11. M. Marcel RECKINGER, Président hon. de la Cour Supérieure de Justice, 24, rue Adames, Luxembourg
12. M. Marcel REDING, Professor an der Freien Universität Berlin, Am Wildgatter 29, 1 Berlin 39 (Wannsee)
13. M. Henri SOLUS, Professeur à la Faculté de Droit, d'Economie et des Sciences Sociales à Paris, 32, rue Guynemer, 75006 Paris
14. M. Gaston THORN, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, 1, rue de la Congrégation, Luxembourg
15. M. Camille WAGNER, Directeur honoraire, 19, rue Adolphe, Luxembourg
16. M. Félix WELTER, Président honoraire du Conseil d'Etat, 19, rue d'Orange, Luxembourg
17. M. Pierre WERNER, Ministre d'Etat hon., 2, Rond Point Robert Schuman, Luxembourg
18. M. Paul WILWERTZ, Bourgmestre honoraire, 25a, bvd G.-D. Charlotte, Luxembourg

Composition du Conseil d'administration

- M. Carlo HEMMER, Président
- M. Roger MAUL, Président de la sous-section des sciences juridiques; Vice-Président
- M. Henri AHLBORN, Président de la sous-section des sciences sociales, politiques et économiques; Secrétaire
- M. Georges ALS, Membre
- M. Edmond WAGNER, Président de la sous-section de philosophie; Membre
- M. M. Jean-Pierre ZAHLEN, Trésorier

Adam Smith, père de l'économie politique.....	169
Paroles introductives du Président	
Communication de M. Georges Als	
Adam Smith Philosophe: Sympathie et Ethique	191
Communication de M. Jean-Paul Harpes	
L'indexation des revenus système généralisé ou mesure d'urgence?	197
Paroles introductives du Président	
Communication de M. Norbert von Kunitzki	
Nietzsche — son aspiration à un idéal surhumain	227
Paroles introductives du Président	
Communication de M. Georges Goedert	
Quels horizons pour l'humanité? ou bien Les alternatives du futur selon le Club de Rome	247
Conférence publique du Dr. Aurelio Peccei	252
Paroles introductives du Président	
Présentation de l'orateur par M. Georges Als	
Résumé de la conférence établi par l'orateur	
Nécrologe de M. Jules Prussen	261
Tableau des Membres	267

PUBLICATIONS

de la section des sciences morales et politiques
de l'Institut Grand-Ducal

Volume Ier — 1970

Présentation par le président de la section, M. Alphonse Huss
Séance académique au studio de Radio-Télé-Luxembourg
G. ALS: Les fondements juridiques de la statistique luxembourgeoise
E. MUHLEN: Possibilités et limites d'une politique des revenus au Grand-Duché de Luxembourg
E. MUHLEN: L'Union Douanière dans la théorie économique
P. PESCATORE: La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne
A. BONN: Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat
J. PRUSSEN: Fatalisme et Logique
Textes organiques de l'Institut Grand-Ducal
Tableau des Membres
126 pages — Prix: 175.- Fr.

Volume II — 1973

Avant-Propos du Conseil d'administration
Jos. KAUFFMAN: Les données actuelles de la politique fiscales du Grand-Duché
R. SCHAAK: Réflexions sur la politique sociale
La libéralisation de l'avortement
Introduction du Président
Communications de MM. A. HEIDERSCHIED
L. LIESCH
J. PRUSSEN
P. PUNDEL

Interventions de MM. P. WEBER
E. ARENDT
A. HEIDERSCHIED
E. MUHLEN
L. LIESCH
Note de réflexion de M. P. PESCATORE

J. STOFFELS: La régulation de la population et le problème démographique

E. ELVINGER: L'obligation convertible et l'emprunt subordonné

E. ARENDT: Origine et portée de l'article 23, alinéa 4 de la Constitution

Chr. CALMES: Le fondement historique de l'article 23, alinéa 4 de la Constitution

Nécrologes

Tableau des Membres

185 pages — Prix: 250.- Fr

Les PUBLICATIONS peuvent être obtenues franco moyennant versement de la somme correspondante aux comptes de chèques-postaux de la section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal n° 37983-56.